

1500 من المجلد

LE MONDE diplomatique

N° 416 35^e année NOVEMBRE 1988

L'Algérie
SOUS
le choc
(Pages 12 et 13.)

36 pages - 15 F
Algérie : 5 DA
Arabie Sa. : 1000 P
Belgique : 95 FB
Canada : 2,75 \$ C
C.F.R. : 1170 F CFA
Espagne : 300 PTA
Euro-Deut. : 295 S DE
N.Y. City : 2,50 \$ US
Key-Unit : 1,30 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3 700 Lira
Maroc : 15,50 DH
P.-Bas : 3,00 Pl.
Séoul : 900 F CFA
Suisse : 3,60 FS
Tunis : 1 700 m
Abonnements : voir tarif page 2

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

PLANETE

Par CLAUDE JULIEN

« Notre principale tâche est de profiter des changements en cours pour essayer d'influer sur les événements afin d'établir un monde sûr, plus humain, à l'abri du danger. »

MANFRED WORNER, ancien ministre ouest-allemand de la défense, secrétaire général de l'OTAN (1).

DANS quel type de société voulez-vous vivre ? Dans une société libre, prospère, résolue à corriger inlassablement les injustices, capable d'offrir à chacun de bonnes chances de mettre en valeur ses dons personnels, de s'épanouir au service de la communauté humaine ? Cette société-là n'a rien de chimérique, mais elle ne peut prendre corps que dans la mesure où les grandes décisions qui façonnent la vie de chaque pays s'adaptent avec précision à une exacte perception de l'environnement international. Phénomène très rare.

Ainsi, les facilités qu'aurait un marché captif - l'ancien empire colonial - ont longtemps volé aux gouvernements et à beaucoup de chefs d'entreprise l'apréhension de la compétition industrielle qui allait frapper de plein fouet. Une méconnaissance des courants d'échange a fait échouer la relance socialiste de 1981 : la stimulation de la demande interne a gonflé les importations et déséquilibré la balance commerciale, imposant un retour à la « rigueur ». Une confiance aveugle en l'idéologie libérale a permis au gouvernement Chirac d'être pris au dépourvu par le « boquet » boursier d'octobre 1987, qui l'obligea à geler son programme de privatisations, sur lequel il fondait pourtant de si grands espoirs. Une surestimation de la menace extérieure peut détourner vers la production d'armements des ressources qui seraient plus rentables dans d'autres secteurs. Une attitude irrationnelle à l'égard de l'endettement du tiers-monde a fermé aux pays industrialisés des débouchés qui, jusqu'alors, avaient soutenu leur production et donc contenu le chômage.

Dans les discours électoraux, ces grands problèmes sont, au mieux, vaguement évoqués par une rapide référence à la « contrainte externe », allusion sibylline aux réalités mondiales qui déterminent pourtant la prospérité de chaque pays, sa plus ou moins grande aptitude à assurer un minimum d'équité sociale, à garantir aux citoyens une élémentaire égalité des chances.

Les organisations syndicales en seront-elles surprises ? Toujours est-il que leurs revendications et mouvements de grève - infirmières, gardiens de prison, enseignants, fonctionnaires - lancés début octobre constituent, consciemment ou non, une réponse à une politique étrangère qui ne permet pas de satisfaire les aspirations d'importantes couches de la population. La défense du pouvoir d'achat passe par des actions menées à la base, mais elles-mêmes inscrites dans les grands affrontements économiques mondiaux.

Le niveau de vie de l'ouvrier et de l'instigateur, du postier ou du cultivateur, se joue dans la gigantesque partie de bras de fer engagée entre pays voisins ou fort éloignés, sûrs de leur puissance ou doutant de leur survie, vastes ou réduits à une minuscule tâche sur les planisphères.

Chaque nation poursuit un objectif prioritaire, fin traditionnelle de toute politique étrangère : assurer sa sécurité. Essentiellement confiée, pendant des siècles, à la force de ses armées, cette sécurité nationale repose désormais sur une stratégie globale qui, en une délicate combinaison sujette à de changeantes dosages, allie avec plus ou moins de bonheur ses composantes militaire et économique, mais aussi écologique et sociale : que deviendrait la sécurité d'un pays économiquement prospère et militairement fort en cas de détérioration aggravée de la couche d'ozone, ou devant l'afflux massif de populations fuyant leur pays d'origine pour échapper à un massacre, à un cataclysme, à la famine ?



JEAN LURCAT
Le Chant du monde

La défense des libertés, des intérêts, du mode de vie de chaque citoyen se situe au point d'intersection des grands axes de la politique nationale et des lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale en pleine mutation. Comment trouver sa place dans ce tableau mouvant ? Quels en sont les principaux éléments, militaires et civils ? Comment chacun d'eux influe-t-il sur tous les autres ?

MILITAIRE d'abord. De la masse de Cro-Magnon au missile nucléaire électronique, l'homme ne cesse de perfectionner les armes par lesquelles il compte assurer sa sécurité. En 1981, dans le monde entier, environ 500 000 savants et ingénieurs de haut niveau travaillaient dans les laboratoires de recherche scientifique à des fins militaires. Par leur incessante inventivité, ils multiplient des prouesses qui distancent souvent celles de la production civile. Leurs performances forcent l'admiration. Il est vrai qu'ils disposent d'un marché en constante expansion : mondialement, 1 000 milliards de dollars cette année - six fois le budget de l'Etat français.

(Lire la suite page 6.)
(1) Newsweek, 10 octobre 1988.

DE L'ÉCOLE A L'UNIVERSITÉ

L'injustice toujours recommencée

L'Europe des marchands est-elle en train de saper la culture de l'Europe ? Sous la pression du marché du travail, écoles et universités semblent avoir désormais pour principale mission de satisfaire les besoins à court terme des entreprises. Quels seront les besoins sociaux dans dix ou quinze ans ? Comment les nouvelles générations pourront-elles pleinement maîtriser la pensée ?

Ces jeunes qui, il y a deux ans, en France, crièrent dans la rue leur refus de la sélection et leur soif de solidarité, n'y songeaient peut-être point, mais la régression de la culture dans l'enseignement est une nouvelle injustice faite à la jeunesse. Tandis que persistent d'autres inégalités. Tout a changé, certes, en quarante ans, à l'école et à l'université - plus ouvertes, plus démocratiques. Mais tout est resté pareil dans un système qui perpétue l'élitisme social.

Par GÉRARD COURTOIS

« TOUTS les enfants, quelles que soient leurs origines familiales, sociales, ethniques, ont un droit égal au développement maximum que leur personnalité comporte. Ils ne doivent trouver d'autre limitation que leurs aptitudes. L'enseignement doit donc offrir à tous d'équales possibilités de développement, ouvrir à tous l'accès à la culture. L'introduction de la « justice à l'école » par la démocratisation de l'enseignement mettra chacun à la place que lui assignent ses aptitudes, pour le plus grand bien de tous. La diversification des fonctions sera commandée non plus par la fortune ou la classe sociale mais par la capacité à remplir la fonction. »

mentaire gratuit et obligatoire. - accés aux études supérieures ouvert en pleine égalité à tous, en fonction du mérite. »

Ce texte de référence devient, surtout en France, la Bible de tous ceux qui souhaitent démocratiser l'enseignement et donner aux enfants de toute origine des chances égales d'accéder à la culture, aux savoirs et aux compétences. Bref, de tous ceux qui voient dans l'éducation un puissant levier de transformation de la société.

Vaste programme qui allait conduire aux profondes mutations des années 60 (allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, création des collèges d'enseignement secondaire, CES), des années 70 (création du collège unique) et des années 80. La perspective, maintenant admise de tous côtés ou presque, d'amener quatre jeunes Français sur cinq au niveau du baccalauréat ne rejoint-elle pas, à quarante ans de distance, l'allongement de la scolarité jusqu'à dix-huit ans que préconisait le plan Langevin-Wallon ?

(Lire la suite page 20.)

En vente le 10 novembre :

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS
Manière de voir n°3

DANS CE NUMÉRO : Incertaine mutation

Les grands affrontements économiques et la prolifération des armes couvrent toute la planète. L'environnement est menacé, comme la sécurité et le mode de vie de chacun. Une page se tourne. Et dans ce lent ébranlement des vieilles idées Claude Julien voit se dégager « les lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale » (pages 1, 6 et 7). Mais cette mutation est obérée par l'hégémonie des « multinationales, omnipotentes et... impuissantes ». Qui, impuissantes à régler cette crise planétaire de civilisation (page 8).

LE LIBÉRALISME SANS LA DÉMOCRATIE

Tant de richesses, et tant de misère : Michel Beaud s'interroge alors sur « Les causes de la pauvreté des nations et des hommes », mais aussi sur les moyens d'y remédier (pages 10 et 11). Les pays producteurs de pétrole avaient cru pouvoir construire des économies prospères : aujourd'hui, les prix se sont effondrés (« Le pétrole sous l'empire du marché », pages 29 à 32) ; engagé dans une réforme libérale, le régime algérien écrase dans le sang la révolte d'une génération sacrifiée (« L'Algérie sous le choc », pages 12 et 13).

La libération des économies, qui partout se tente, pourrait-elle se passer de la démocratie ? L'agitation sociale dicte une pause à « la Chine en crise », dont l'un des écrivains contestataires parle de « Nécessaire combat contre les privilèges et pour la démocratie » (pages 15 à 18). Même attente en Amérique latine, qui espère le soutien du nouveau président des Etats-Unis (page 3).

NOUVEAU « DEAL » ?

Mais huit ans de réaganisme ont clairement frappé la société américaine, où cependant des initiatives locales redynamisent l'économie pour donner place à une nouvelle « société de partage » (pages 4 et 5). Une sorte de nouveau deal, qui s'appellerait à réparer les dégâts du capitalisme global ?

Voir le sommaire détaillé page 36.

UN CHOC POUR L'EUROPE

Une Europe plus autonome, attentive à recentrer ses intérêts, peut influer sur le nouveau cours. Mais les forces de changement sont affaiblies (« Mortelle démission du syndicalisme », page 9). Contre l'intérêt des citoyens, l'esprit des affaires façonne l'ordre juridique et fiscal du futur grand marché (pages 22 et 23). En France même, il dicte sa loi au système d'enseignement (« A l'école et à l'université », pages 12 et 13).

M 2136 - 416 - 15,00 F



3792136015009 04160

Arabes

REPORTAGE
COULIER
D'ANASSER
CHATELAIN
DE L'ORDRE

PALESTINE
UN AN
DE PIERRES

ANDRÉE
CHÉDID :
« MON ORIENT,
JE LE PORTE
EN MOI »

IRAK
PARIS
VA-T-IL
RATER
LE COCHE ?

MONDE
ARABE
LE
PARAPLUIE
MILITAIRE
EGYPTIEN

Le numéro de novembre d'Arabes
le mensuel du monde arabe et de la francophonie.
En vente en kiosques et en librairies.
Abonnement : 300 F - 250 F étudiant.
78, rue Joffroy 75017 Paris

Octobre 1988

« Dans la jungle du grand marché »

M. Paul Collowald, ancien directeur général de l'information du Parlement européen, nous écrit à propos de l'article de Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », publié dans notre numéro de septembre dernier.

J'apporte aussi de l'eau à votre moulin lorsque vous notez très justement que « la libre circulation des capitaux et des personnes peut donner son essor à une Europe marchande qui jamais ne suffira à définir une identité européenne ».

Nous sommes bien au cœur d'un débat fondamental et passionnant. Faut-il alors donner la priorité aux problèmes « concrets » (chômage, inflation, monnaie européenne, défense, etc.) ou appeler l'attention sur les problèmes « institutionnels » (vote à la majorité, rôle de la Commission, pouvoir du Parlement européen, etc.) ?

Faux problème, car vous ne ferez pas de « marché unique » (normes, fiscalité, etc.), vous ne réduirez pas les inégalités sociales ou régionales, vous ne créerez pas la monnaie européenne

sans politique, sans promouvoir « l'amorce du gouvernement européen » qu'évoquait Jacques Delors il y a quelques mois dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg.

Prenons une image en partant de ce double constat : les Français sont en majorité pour l'Europe et on les a réconciliés avec l'entreprise. Je suis sûr que des milliers de travailleurs, ingénieurs, cadres, étudiants, comprendraient facilement qu'une entreprise, pour exister et prospérer, doit être dirigée ! Mais qu'en est-il pour « l'entreprise Europe » ? Où est le management de l'Europe ? C'est bien l'imbriication de l'économique, du social, du politique, qui est posée en même temps que les finalités de la construction européenne.

Est-ce que cette prise de conscience est favorisée par les médias ? Est-ce que les partis politiques s'orientent vers juin 1989 avec un programme comportant des options de cette nature, ou bien ces élections européennes vont-elles être, à nouveau, un baromètre pour la politique intérieure ?

L'antimilitarisme : une utopie positive ?

L'article de Dominique Vidal « L'objection de conscience, marginale et pourtant révélatrice », paru dans notre numéro d'août 1988, a suscité cette lettre de M. René Cruse, de Genève :

Personnellement je suis antimilitariste comme d'autres sont psychiatres, pour soigner les déviances mentales de la société. Mais je le suis aussi pour des raisons politiques claires, sachant que la finalité première des armées est de dynamiser les usines d'armements et par voie de conséquence le trafic des armes, source de revenus considérables réalisés sur le dos de ceux qui en sont les victimes.

Ce n'est qu'au second degré, et encore, qu'interviennent les concepts écoulés de « défense nationale » ou de « dissuasion » fausement présentés comme vérités premières.

Pourquoi « écoulés » ? Tout simplement parce qu'à l'ère atomique il n'y a plus aucun « sacré » inviolable, ne serait-ce qu'en raison de l'existence des centrales nucléaires et de la sophistication des technologies de pointe qui fragilisent le tout en multipliant les chances d'erreurs et d'accidents. Certes, je ne crois pas à la suppression de l'armée dans quelque pays que ce soit. Mais je me bats pour cette utopie comme Don Quichotte, pour ne pas désespérer de la vie.

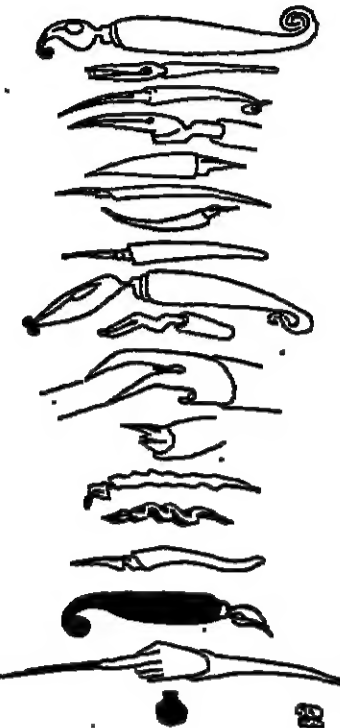
« Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique »

A propos de l'article de Philippe Vidélier « Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique » (Le Monde diplomatique, juin 1988), cette remarque de M. Stéphane Marsalain, étudiant québécois :

L'Histoire montre bien que l'immigration et la citoyenneté au dix-neuvième siècle étaient déjà à l'origine de polémiques. Toutefois, il est regrettable que vous n'ayez parlé que des immigrants catholiques européens, et non des catholiques nord-américains ont immigré aux États-Unis : les Québécois. En effet, la conquête britannique avait enlevé à ce peuple, connaissant alors un taux de croissance démographique très fort, la liberté de s'établir où leur culture et leur langue prédominaient. Cette immigration amena en Nouvelle-Angleterre des villages catholiques tel Lowell, lieu de naissance de l'écrivain Jack Kerouac.

Maintenant il y a plus de Franco-Américains (Américains d'origine québécoise) qu'il n'y a de Québécois. Il s'agit donc d'une diaspora que le melting-pot a bien vite assimilée. C'est bien amicalement que je vous fais part de cette facette de l'histoire du Québec.

COURRIER DES LECTEURS



« Le Monde diplomatique » en cour d'appel

L'appel du jugement du tribunal de Paris condamnant le Monde diplomatique pour injure publique et diffamation, sur plainte déposée par l'Institut de la désinformation, sera plaidé devant la cour d'appel à l'audience du 11 janvier 1989. L'audience du 21 septembre dernier a été de pure forme, pour éviter la prescription.

Le procès avait pour origine, rappelons-le, un article de Claude Julien intitulé : « L'art de la désinformation », paru dans le Monde diplomatique de mai 1987.

Dépassionner le débat proche-oriental

A propos de l'article d'Alain Chambon, « Proche-Orient : du conflit à la paix par l'internationalisation » (Le Monde diplomatique, juin 1988), M. Pierre Cohen, de Lima, nous écrit :

Alain Chambon a le mérite de dépassionner le débat, de poser objectivement les données réelles du problème, de s'interdire de porter des jugements trop schématiques et de vouer aux gémonies le coupable (comme de bien entendu, Israël !) - ce pelf, ce galeux, dont nous vient tout le mal -.

Alain Chambon tient un langage de vérité. Il nous dit en quelque sorte ceci : Finie la langue de bois, finies les chamailleries : les deux frères ennemis sont condamnés aujourd'hui à s'entendre. Les solutions anciennes sont sans issue : trouvons-en d'autres, plus audacieuses, plus portées d'espoir. Seule une solution fédérale peut aujourd'hui assurer définitivement la paix et la stabilité à tous les États de la région. Voilà un langage de bon sens (...). Le phénomène des implantations juives dans les territoires occupés présenté par l'OLP comme une annexion, voire une judaïsation de ces territoires, ne se pose plus de la même manière aujourd'hui, car il n'est que le pendant d'un autre phénomène, celui de la désarabisation ou de la déjudaïsation de toute la contrée nord d'Israël, en particulier, la Galilée, où les Arabes israéliens constituent pour ainsi dire un État dans l'État. Il en est de même des Palestiniens des territoires occupés qui, venant travailler tous les jours en Israël, s'insèrent de plus en plus insidieusement dans l'infrastructure de l'édifice géographique et économique israélien. L'OLP, comme d'ailleurs le gouvernement israélien, observe un silence pudique sur ce phénomène nou-

veau et ce pour des motivations différentes.

S'adressant aux Israéliens, Alain Chambon ne manque pas de leur rappeler les « renoncements douloureux » auxquels ils devraient consentir s'ils veulent s'insérer au jour, d'une façon harmonieuse, dans l'ensemble proche-oriental, obtenir leur reconnaissance et assurer définitivement leur sécurité. Le Grand Israël envisagé par Begin, Shamir et d'autres ne peut pas être, leur dit-il, à juste titre, la copie conforme de la Palestine, version OLP.

« Munich ou l'illusion de la paix »

A la suite de l'article de René Boyssière « Munich ou l'illusion de la paix », paru dans le numéro de septembre 1988, M. Pascal Casbi et M. Pascal Fleury, de Thonon-les-Bains, nous écrivent :

Il y eut un avant-propos à Munich, dont peu argumentent. 7 juillet 1938 : l'annexion de l'Autriche est déjà acceptée par nos nations « démocratiques ». Reste le problème juif. Sur lequel se pencheront trente-deux pays. Une « conférence » ayant pour but d'apporter une solution à la douloureuse situation des juifs allemands et autrichiens. Le lieu choisi à cet effet fut Evian-les-Bains.

La conférence fut un échec. Et l'Europe vendit « ses juifs ».

Cinquante ans plus tard, des hommes et des femmes se sont souvenus. L'événement de cette commémoration ne fut pas médiatique puisque cette page d'histoire ne figure pas dans les manuels scolaires. Un dossier complet a été constitué et déposé au Centre de documentation juive et contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois d'octobre 1988, la somme de 61 512 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M. Claire Bristet, M. Jacques Chonchal, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouré, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. 171 abonnements ont déjà été établis : 97 en Afrique et au Proche-Orient, 62 en Amérique latine, 11 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou M^{me}
 n° rue
 à Code postal
 Lecteur du Monde diplomatique depuis ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
 la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou en Proche-Orient.
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.
 ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
 (Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

Inter-Livres

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

● DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
 ● REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
 ● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO

Je m'abonne pour **1 AN** ☐ **6 MOIS** ☐

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITÉ PAYS

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

TARIF ABONNEMENTS	1 AN		6 MOIS	
	12 numéros	6 numéros	12 numéros	6 numéros
France, Andorre, Monaco	182 F	90 F	120 F	70 F
Étudiants (joindre photocopie de la carte)				
ÉTRANGER				
VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F		
VOIE AÉRIENNE				
● Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F		
● Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient				
● St-Pierre-et-Miquelon Sp85000 Dom	271 F	148 F		
● Amérique du Nord/Sud				
● Corée, Madagascar, Tom	313 F	169 F		
● Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F		

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT DE L'ESPACE, aspects récents

sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE

Un volume de 370 p. Mai 1988 **260 F**

ÉTUDES DE DROIT DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

INTERVENTIONS PUBLIQUES ET DROIT COMMUNAUTAIRE

sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE

Un volume de 188 p. Mai 1988 **100 F**

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

sous la direction de J. Charpentier.

Un volume de 178 p. - Octobre 1988 **120 F**

Tél : 43-54-05-97

الكتاب

Les prémices d'une société

LE néolibéralisme reaganien laissera au nouveau président américain la mission quasi impossible de combler les gigantesques déficits budgétaire et commercial. Mais il aura, par contrecoup, provoqué le réveil des Etats. Démocrates ou républicains, de nombreux gouvernements prennent directement en main des dossiers laissés en friche à Washington : revitalisation du tissu industriel, recherche de la compétitivité, création d'emplois, etc. Autant d'expériences qui, un jour, pourraient fournir la matière d'un grand dessein.

Par PIERRE DOMMERGUES

Rien n'aurait-il changé dans la perception que les Américains ont de leur place dans le monde ? Le diagnostic, la vision, les programmes des partis seraient-ils parfaitement interchangeables ? Ou, au contraire, peut-on entrevoir - au-delà du discours-spectacle - les frémissements d'une conscience nouvelle confrontée aux nouvelles réalités ?

Même si les républicains clament que l'Amérique est la nation la plus puissante du monde (« le prochain siècle, plus encore que celui que nous vivons, sera américain », affirmait le candidat Bush dans son discours de La Nouvelle-Orléans) ; même si les démocrates évitent leur catastrophisme coutumier (« certes le monde est-il en train de changer, précisait le gouverneur Dukakis devant les étudiants de l'université de Tufts en 1987, mais l'ère de la suprématie industrielle de l'Amérique est loin d'être révolue »), chacun sait que rien n'est plus comme avant. Les rapports officiels, comme les recherches universitaires et les études des fondations, convergent dans leurs analyses et souvent dans leurs recommandations. Le ton est donné par

le titre du rapport *A Nation at Risk* (« Une nation en danger ») (1), remis au président Reagan, à l'automne 1983, sur l'enseignement primaire et secondaire aux Etats-Unis.

Ces thèses sont diversement prises en compte par les partis ou les courants à l'intérieur de chacun d'eux, mais elles correspondent bel et bien à des réalités vécues dans la quotidienneté et l'ambiguïté par la majorité des Américains : les produits importés sont certes moins chers, mieux finis et toujours plus nombreux ; mais les Japonais ne sont-ils pas en train d'acheter l'Amérique ?

Quels sont les signes d'inquiétude les plus visibles ? Le salaire moyen des travailleurs américains a fléchi de 17 % depuis 1973 et, selon une étude du service des statistiques du ministère du travail des Etats-Unis, les revenus moyens de l'ouvrier ouest-allemand sont de 20 % supérieurs à ceux de son homologue américain. Quant au niveau de vie moyen, il aurait nettement fléchi, au cours des dix dernières années, si le nombre des foyers à double salaire n'avait très fortement augmenté. Autres sujets d'inquiétude, le déficit commercial (qui se creuse à partir de 1983 pour atteindre 174 milliards en

1986, 160 milliards en 1987 et sans doute encore 140 milliards environ en 1988, le déficit budgétaire (qui s'est massivement accru au cours des deux administrations Reagan), la concurrence internationale, la globalisation de l'économie, etc.

Face à ce défi, les Etats élaborent des stratégies individuelles adaptées à leurs spécificités. En Pennsylvanie, le gouverneur républicain Richard Thornburgh crée un modèle de développement économique à la fois global et décentralisé. En Arizona, le gouverneur Bruce Babbitt (démocrate) fonde sa stratégie sur la protection de l'environnement (en l'occurrence l'eau) qu'il réussit à associer à la croissance, et sur le remodelage des services sociaux. En Arkansas, le gouverneur Bill Clinton (qui fut l'un des candidats démocrates aux primaires présidentielles) fait le pari de l'intelligence en concentrant sa politique économique sur le renforcement de l'enseignement primaire et secondaire (un budget en augmentation de plus de 40 % en deux ans). Au Michigan, l'objectif du gouverneur Blanchard (démocrate) est de créer l'usine du futur. Dans l'Ohio, le gouverneur Celeste (démocrate) opte pour une audacieuse politique de transferts technologiques en faveur des petites et moyennes industries (PMI). A New York, le gouverneur Cuomo (démocrate) expérimente des programmes qui visent à enrichir le tissu économique local à partir d'une politique originale de logements sociaux. Au Massachusetts, le gouverneur Dukakis centre ses actions sur la redistribution de la croissance économique, entraînant les sous-ensembles régionaux défavorisés dans la spirale du « miracle » d'un Etat où le taux de chômage passe de 12 % en 1975 à moins de 4 % en 1985. Véritables leaders de l'Etat, les gouvernements concentrent les pouvoirs d'initiative et d'exécution. Leurs seules limites sont les assemblées locales qui, notamment, votent les budgets.

Les gouvernements n'œuvrent pas en ordre dispersé. Regroupés dans la puissante Association nationale des gouvernements (National Governors' Association), ils utilisent l'expertise des consultants les plus expérimentés dans les pratiques de revitalisation régionale ; ils comparent et évaluent leurs expériences ; ils constituent un véritable *think-tank*, qui est en train de donner naissance à une nouvelle philosophie économique et sociale. Les premières conclusions sont publiées



Cartoon parue dans l'International Herald Tribune (30 septembre 1988)

dans deux brochures surtitrées *Making America Work* (« Comment mettre l'Amérique au travail »). *Jobs, Growth and Competitiveness* (« Emplois, croissance et concurrence ») (2), qui proposent une stratégie économique décentralisée. *Bringing Down the Barriers* (« Briser les barrières ») jette les bases d'un programme social permettant aux plus défavorisés de s'insérer dans le tissu économique. Leurs remarques sont d'autant plus importantes que l'association regroupe les gouvernements des deux partis et que les conclusions sont moins le résultat d'un compromis négocié que le produit original d'un consensus « post-partisan » reflétant plus un équilibre entre des sensibilités individuelles qu'entre des positions idéologiques préexistantes.

programme ou une nouvelle agence fédérale pour le résoudre. Si le problème n'est pas résolu, il conviendrait d'accroître les subventions et le personnel... Si le problème persiste, il est recommandé de le faire étudier par une fondation ou de le confier à une autre agence... »

L'antithèse se développe dès la seconde moitié des années 70 : c'est le gouvernement qui devient le problème et le secteur privé la solution. Le président Carter avait perçu le besoin d'élaborer une solution de rechange à la politique économique caricaturale du président Johnson. Mais, incapable de concevoir un nouveau projet, il s'était contenté, sous l'influence de Patrick Caddell, son spécialiste des sondages, de proposer un nouveau style fondé sur un pilotage à vue effectué à partir des attentes des électeurs. En 1980, M. Reagan l'emporte grâce non pas à un programme positif, adapté aux réalités économiques nouvelles, mais à un programme négatif qui s'inscrit contre les déformations du libéralisme des précédentes années. Ses propositions - réduction d'impôts, déréglementation, diminution des dépenses sociales et augmentation des dépenses militaires - correspondent à une partie de l'attente des électeurs. Une large majorité approuve la politique présidentielle, mais 60 % des personnes interrogées considèrent néanmoins que le président Reagan est incapable de conduire l'Amérique vers l'avenir.

La synthèse en train de naître au niveau des Etats redessine les contours du problème et de la solution. Le problème, c'est la place des Etats-Unis dans un nouveau mode économique, politique, culturel et social régi par la communication immédiate et l'internationalisation du marché. La solution,

(1) Rapport soumis au président Reagan, *A Nation at Risk*, Government Printing Office, Washington DC, 1983.

(2) Center for Policy Research, *Making America Work. Jobs, Growth and Competitiveness*, National Governors' Association (NGA), Washington, DC, 1987 ; *Bringing Down the Barriers*, NGA, Washington, DC, 1987 ; *Follow-Up Report*, NGA, Washington, DC, 1988.

(3) Voir en particulier les programmes GAIN au Massachusetts et ET en Californie.

Calendrier des fêtes nationales

1 ^{er} -30 novembre	
1 ^{er} ALGERIE	Fête de la révolution
2 PANAMA	Fête de l'indépendance
3 PANAMA	Fête de l'indépendance
7 URSS	Année de la révolution d'Octobre
11 ANGOLA	Fête de l'indépendance
18 OMAN	Fête nationale
19 MONACO	Fête nationale
22 LIBAN	Année de l'indépendance
24 ZAIRE	Fête nationale
28 LA BARBADE	Fête nationale
28 MAURITANIE	Fête nationale
29 ALBANIE	Fête nationale
29 YOUGOSLAVIE	Année de la prés. de la Rep. soc. féd.
30 BENIN	Fête nationale
30 RÉP. DÉM. POP. YEMEN	Fête nationale

MOURIR A OUVÉA

Le tournant calédonien

Edwy Plenel
et Alain Rollat



Toute paix est oubliée. En 1988, l'apaisement en Nouvelle-Calédonie aura été précédé d'un drame : sur son territoire national, la France a fait guerre. A Ouvéa, île française d'outre-mer, une action militaire a été menée pour mettre fin à une sanglante prise d'otages : ratissages, regroupements de populations, hommes, femmes et enfants mêlés, sévices et tortures, usage de lance-flammes et d'armes dernier cri par des unités plus destinées au « baroud » qu'au maintien de l'ordre, et enfin, exécutions sommaires dont ce livre apporte de nouvelles preuves inédites.

Aujourd'hui, le souvenir des vingt-cinq morts d'Ouvéa dérange. Construire l'avenir importe plus aux politiques que de revenir sur le passé. Il le faut pourtant. Ne serait-ce que pour comprendre.

Récit de ce tournant calédonien, *Mourir à Ouvéa* répond à ces questions. Décrivant ce qui l'a précédé - notamment l'effrayant acquittement des auteurs de l'embuscade de Hienghène - comme ce qui l'a suivi - la réussite du plan de Michel Rocard -, il développe et enrichit les révélations qui firent du Monde l'un des acteurs de cette affaire.

89 F.



Une coédition

LA DÉCOUVERTE / Le Monde

APV 1201 30

DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

de partenariat aux Etats-Unis

C'est un rôle nouveau joué par les partenaires nationaux et internationaux, une conception inédite des alliances entre communautés, régions et nations, riches et pauvres, un mode de coopération original entre le secteur public et le secteur privé, le monde du travail et le patronat, l'Université et l'entreprise, les acteurs institutionnels et ceux du tiers-secteur. L'objectif n'est plus d'accroître ou de réduire les programmes étatiques, mais d'utiliser l'Etat pour modifier la nature du marché. Bref, le gouvernement n'est ni le problème ni la solution. C'est le partenaire.

Nul n'a mieux identifié les ingrédients de ce nouveau projet que David Osborne dans une magistrale synthèse qu'il consacre aux expériences de développement économique et social (4). Pendant plus de deux ans, ce journaliste indépendant de Boston mène une enquête sur le terrain auprès des élus, des universitaires, des syndicalistes, des patrons, des consultants, des gouverneurs. Il partage sa réflexion avec des chercheurs tels que M. David Birch, le professeur-consultant du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui théorise le rôle critique des PMI dans la croissance économique, et M. Robert Reich, l'un des deux principaux conseillers économiques de M. Dukakis, l'auteur de *The Next American Frontier* (« La prochaine frontière américaine ») et de *Tales of a New America* (« Contes d'une nouvelle Amérique ») (5).

David Osborne poursuit la réflexion amorcée en 1969 par Jane Jacobs qui, dans *The Economy of Cities* (« L'économie des villes ») (6), perçoit le développement économique comme « un processus continu d'innovations dans un contexte qui rend possible cette injection d'improvisations perpétuelles dans la vie quotidienne ». L'innovation n'est pas seulement dans le laboratoire, mais dans l'atelier de production, dans un rapport constructif entre les employeurs et les salariés, dans une structure de financement originale. Quant à la croissance économique, elle n'est pas un « état » ; elle est un « processus » capricieux et imprévisible.

David Osborne a identifié quelques principes d'action communs aux programmes de développement économiques et sociaux :

- pour réussir, ces programmes doivent être préparés par des études économiques minutieuses ;
- l'approche dite du « grossiste » (l'Etat cherche à modifier les lois du marché, à transformer la culture des affaires et à faire passer un message précis ; il n'intervient financièrement

qu'à titre incitatif) est préférable à celle du « détaillant » (l'Etat se contente de subventionner quelques programmes prioritaires) dans une économie où les interventions de l'Etat, notamment dans le domaine de la formation du capital, sont infinitésimales au regard des ressources privées. Pour renforcer son message, le gouvernement peut jouer un rôle de catalyseur (il prend, par exemple, l'initiative de la création d'un fonds de capital-risque), de levier (il apporte sa contribution, moyennant une participation au moins égale du secteur privé), de marieur (il suscite, par exemple, des partenariats entre l'Université et l'industrie). En cas de défaillance du secteur privé, il peut même jouer le rôle de détaillant, à titre exceptionnel.

L'économique et le social sont les deux volets d'une même réalité. Une meilleure organisation socio-professionnelle est un facteur d'innovation et de croissance. Ainsi au Massachusetts, les allocations de chômage servent à subventionner des entreprises qui forment et embauchent des travailleurs licenciés. A New-York, des prêts bonifiés sont accordés aux entreprises qui s'engagent à former et embaucher des membres des groupes défavorisés...

Les stratégies de développement performantes reposent sur l'investissement plutôt que la dépense. Trop de programmes économiques et sociaux se contentent de dépenser l'argent public - pour aider les défavorisés, créer des emplois publics ou payer des loyers. Trop peu cherchent à investir dans le développement des capacités de l'individu ou des collectivités - à enseigner de nouvelles compétences, à encourager l'autonomie. L'essentiel est d'enseigner à pêcher dans le ruisseau, plutôt que de distribuer le poisson.

Développer les potentialités des institutions et des acteurs locaux (7). Le développement économique est un phénomène local, reposant sur des acteurs locaux, industriels, banquiers, universitaires, élus, syndicalistes. Le rôle des pouvoirs publics est de susciter les coopérations.

Les systèmes qui fonctionnent le mieux sont à la fois globaux et décentralisés. Le développement étant multidimensionnel, les services apportés, par exemple aux PMI, doivent également être multidimensionnels. Il importe de multiplier les « guichets uniques » :

- les programmes de développement doivent être construits à une échelle appropriée (ils sont trop souvent sous-dimensionnés) et dans une perspective à long terme ;
- enfin, pour demeurer efficaces, les programmes doivent être constamment confrontés à la réalité du marché.

deuxième moitié des années 70. Pour devenir compétitif, pour enrayer l'épidémie des « nouveaux pauvres », les Etats-Unis doivent entreprendre un puissant effort de formation (9). Les gouverneurs de l'Arkansas, de l'Illinois ou du Michigan se sont déjà lancés dans des programmes ambitieux. L'une des priorités d'un prochain président des Etats-Unis pourrait être de faire voter, pour les travailleurs, l'équivalent, sur le plan de la formation professionnelle, du *GI Bill*, qui avait ouvert l'accès des universités aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale. En attendant, les Américains envient les systèmes français, allemand ou suédois de formation permanente.

Une quatrième priorité est la création d'un environnement favorable à l'esprit d'entreprise. Deux composantes sont vitales : un élément immatériel, l'expertise en gestion et le management

technologique, et un élément plus tangible, la disponibilité du capital. Deux domaines où les Etats-Unis semblent en avance sur l'Europe, et plus particulièrement la France, même s'il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne le second.

Pour ce qui est du financement, en revanche, les Américains ont mis au point - en plus des formes classiques de capital-risque privé - des modalités originales : d'une part, les pouvoirs publics interviennent pour fournir les services qui, faute de rentabilité, ne sont pas rendus par le secteur privé (financement de projets, de prototypes, etc.), et ils n'hésitent pas à investir dans des fonds de capital-risque d'Etat ; d'autre part, des individus - par opposition à des institutions - se regroupent en réseaux informels locaux pour constituer une épargne de proximité mise à la disposition des petits entrepreneurs locaux.

l'économique et le social, de nouvelles pratiques partenariales, une conception renouvelée des opportunités individuelles, et un *leadership* à la fois consensuel et mobilisateur - sera au cœur d'un réalignement politique fondamental.

Pour être fautive-t-il attendre 1992 ou 1996 pour que ce réalignement se réalise, en s'inspirant, une fois de plus, des expériences des Etats. La plupart des réformes formalisées par les progressistes au tournant du siècle n'avaient-elles pas été mises à l'épreuve d'abord dans les Etats, plus aptes à répondre aux mutations technologiques, économiques et sociales ? Dans les années 30, le président Roosevelt ne se plaignait-il pas à rappeler qu'il s'était contenté de reprendre - sur le plan national - les réformes mises en place par son ami Al Smith, gouverneur de l'Etat de New-York ?

PIERRE DOMMERGUES.

Des « laboratoires de la démocratie »

MM. ROBERT FRIEDMAN et William Schweke, respectivement président et vice-président de l'Association pour le développement de l'entreprise (The Corporation for Enterprise Development), cabinet de consultants installé à Washington, ont établi, dans des brochures et des articles publiés dans leur mensuel, *Entrepreneurial Economy* (10), une méthodologie permettant à une région, un département ou une ville de définir elle-même et de mettre en place sa propre stratégie ainsi qu'une série de critères d'évaluation, dans un long terme prospectif, des actions menées par les Etats pour améliorer le climat des affaires ou ce qu'ils préfèrent appeler l'« environnement économique ».

Fortement affaibli dans les années 60, la coalition démocrate des années 30 a définitivement disparu avec l'échec de Walter Mondale à l'élection présidentielle de 1984. La victoire de M. Ronald Reagan n'a pas

réussi à préparer l'entrée de l'Amérique dans le troisième millénaire. La nouvelle donne mondiale exige néanmoins un réalignement économique, social, idéologique et politique majeur sur les plans national et international.

Une nouvelle problématique et des solutions nouvelles, transcendant les traditionnels clivages idéologiques, se font jour dans les Etats. Les gouverneurs républicains sont aussi « activistes » que les gouverneurs démocrates. Si ces derniers sont plus nombreux à développer les « laboratoires de la démocratie », c'est en partie parce qu'il y a plus de gouverneurs démocrates que républicains, notamment dans l'Est et la région des Grands Lacs, où les problèmes économiques sont plus vifs.

Toujours est-il que le parti (ou l'homme) qui réussira à cristalliser et populariser ces nouvelles tendances, à incarner le nouveau deal - un contrat fondé sur un nouveau dosage du public et du privé, un nouvel équilibre entre

(4) David Osborne, *Laboratories of Democracy*, Harvard Business School Press, Boston, Mass., 1988.

(5) Robert Reich, *The Next American Frontier*, Penguin Books, New-York, 1984 ; *Tales of a New America*, Times Books, New-York, 1987.

(6) Jane Jacobs, *The Economy of Cities*, Random House, New-York, 1969. David Birch, *Job Creation in America: How our Smallest Companies Put Most People to Work*, Free Press, New-York, 1988.

(7) Voir Pierre Dommergues, « Le Michigan, laboratoire de l'économie-territoire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(8) Voir Pierre Dommergues, « La recherche industrielle tremplin de la compétitivité américaine », *Le Monde diplomatique*, février 1987.

(9) Evelyn Ganzglass et Maria Haidkamp, *State Strategies for Training a Competitive Workforce: The Emerging Role of State-Funded Job Training Programs*, Center for Policy Research, NGA, Washington, DC, 1987 ; National Alliance of Business and Communities on Urban Economic Development, *Employing Human Capital*, Washington, DC, 1987.

(10) Robert Friedman et William Schweke, « *Sowing the Seeds of Economic Renewal: a Manual for Dislocated Communities* », *Entrepreneurial Economy*, Washington, DC, mars-avril 1986 ; *Making the Grade: The Development Report Card for the States*, Corporation for Enterprise Development, Washington, DC, 1987.

De nouvelles priorités

QUELLES sont aujourd'hui les priorités des responsables politiques régionaux ? En tête de liste figure le renforcement de l'infrastructure intellectuelle. Une bonne formation initiale et continue, une excellente recherche

universitaire. Mais, surtout, un réseau interactif qui crée une synergie entre ses composantes. La formation continue doit, aussi, tenir compte des besoins du marché. La recherche doit, également, déboucher sur la création de produits et de procédés nouveaux. Pour développer les transferts technologiques, quatre modèles se mettent en place : les parcs scientifiques (tel le Research Triangle Park, en Caroline du Nord), qui suscitent tout au plus la création d'unités de production des grands groupes ; les consortiums de recherche publics et/ou privés, qui développent des recherches interdisciplinaires (8) ; des projets spécifiques où les pouvoirs publics suscitent le partenariat entre chercheurs et industriels, en fournissant la recherche financée par une réserve de financement privé complémentaire ; un système global (assistance technologique, financière et managériale offerte par un guichet unique), sur une base décentralisée.

Une seconde priorité est la modernisation industrielle - c'est-à-dire le déploiement des nouvelles technologies dans les industries traditionnelles. Au Michigan, les pouvoirs publics mettent à la disposition de PMI un service (Michigan Modernization Service) qui apporte aux bénéficiaires un diagnostic, un projet élaboré en commun, une formation et une méthodologie d'utilisation. Au Massachusetts, une agence quasi publique, l'Economic Stabilization Trust, offre un service comparable, auquel s'ajoutent des pistes de financement.

Le capital humain - ou les ressources humaines - constitue une troisième priorité. Les Etats-Unis ont toujours valorisé l'éducation, mais ils n'ont jamais sérieusement pris en considération la formation professionnelle des travailleurs. Pourtant, 20 % des adultes américains ne savent ni lire, ni écrire, ni compter (50 % des Hispaniques et 40 % des Noirs entrent dans cette catégorie) et la plupart sont pauvres ou sous-employés. 85 % des travailleurs de l'an 2000 auront été formés dans la

Adresses utiles

- Un très grand nombre de publications portant sur le développement économique régional aux Etats-Unis peuvent être consultées à Triade, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-08-95/45-48-20-38. Télécopie : (1) 45-44-96-68. L'association Triade a pour mission de développer le partenariat entre les entreprises, les universités et les collectivités locales et elle organise, en particulier pour ces dernières années, des voyages d'études aux Etats-Unis qui débouchent, au retour en France, sur la mise en place de projets stratégiques. Triade organise également des ateliers de travail et des journées de formation sur les stratégies de développement économique régional en France.

- Council of State Planning Agencies (CSPA), Hall of the States, 444 North Capitol Street, Suite 250, Washington, DC, 20003-1572.

- Committee for Economic Development (CED), 1700 K Street, N.W., Washington, DC, 20006.

- Corporation for Enterprise Development (CFED), 1725 K Street, New-York, Suite 1401, Washington, DC, 20006.

- National Council for Urban Economic Development (CUED), 1730 K Street, New-York, Washington, DC, 20006.

- National Governors' Association (NGA), Hall of the States, 444 North Capitol Street, Suite 250, Washington, DC, 20003-1572.

- National League of Cities (NLC), 1301 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, DC.

Calendrier des fêtes

1-30 novembre	
1 ALGERIE	24 ALGERIE
2 ANGLA	25 LA BARBADE
3 PANAMA	26 MALTAISE
7 L'ES	27 ALBANIE
	28 YUGOSLAVIE
11 ANGOLA	
18 OMAN	
19 MONACO	
22 LIBAN	
24 ZAIRE	
25 LA BARBADE	
26 MALTAISE	
27 ALBANIE	
28 YUGOSLAVIE	
30 BÉNIN	
31 DÉC. POP. YEMEN	

La première biographie de Nelson MANDELA

Un livre qui fait avec le si long règne, contre l'oppression.

Prisonnier depuis un quart de siècle, Nelson MANDELA est sans doute le dernier héros vivant de l'Afrique contemporaine. François SOUDAN raconte pour la première fois la vie du leader de l'ANC, celle d'un homme qui représente peut-être l'ultime chance d'éviter un bain de sang en Afrique du Sud.

JEUNE AFRIQUE LIVRES

Mandela l'indomptable

FRANÇOIS SOUDAN



Déjà parus : Bourguiba, Tome 1. A la conquête d'un destin. Sankara le rebelle, par S. Andriamirado. Sékou Touré, le héros et le tyran, par I. Baba Kaké. Kaddafi, la CIA et les marchands de mort, par F. Soudan et J. Goulden. A paraître : Bourguiba, Tome 2. Un si long règne.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À DIFFRESS, 3, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE). TEL. : (1) 42.65.69.30. JE DESIRE RECEVOIR : BIEN (S) DE MANDELA, AU PRIX UNITAIRE, FRANCO DE PORT, POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DE 63 FF, ET POUR LES AUTRES PAYS DE 80 FF (ENVOI RECOMMANDÉ). RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE (ACCEPTÉ UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS), À L'ORDRE DE DIFFRESS.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

BOÎTE POSTALE _____ VILLE _____ PAYS _____

Droits individuels et niveau de vie se jouent dans une

(Suite de la première page.)

Mais pourquoi rêver ? Riche ou pauvre, capitaliste ou communiste, membre d'une alliance (OTAN, pacte de Varsovie) ou neutre (Suisse, Suède), tout pays espère trouver dans ses arsenaux une garantie de sécurité. Sous le gouvernement de M. Chirac, gauche et droite réunies ont, comme un seul homme, voté la loi de programmation militaire. Le public ne leur en a pas tenu grief. Rarement contestée, une idée simple, bien ancrée dans les esprits et les mœurs, persuade chaque citoyen de financer cet effort gigantesque. Gigantesque et sans fin. Car soumis à un impératif : il faut toujours aller de l'avant, toujours perfectionner les armes existantes, toujours en inventer de plus sophistiquées.

CONSEQUENCE logique d'une obsession sécuritaire trop étroitement conçue, la course aux armements crée de nouvelles causes d'insécurité en aggravant les déséquilibres économiques et en faisant surgir des foyers de violence que nul n'est jamais sûr de maîtriser. Mieux encore, elle fait entrer dans le champ du possible la destruction sans appel, l'éventuelle annihilation non seulement d'un pays ou d'un continent, mais de l'humanité tout entière. L'utilisation d'une petite partie seulement des missiles disponibles provoquerait l'hiver nucléaire, la glaciation de la planète, la plus grande catastrophe « écologique » jamais envisagée. Définitive. Et voulue par l'homme. Irrationnelle ou étayée à posteriori par de changeantes « doctrines », la quête d'une sécurité absolue peut conduire au désastre absolu.

Bien que les industries d'armements se montrent peu soucieuses de réduire leurs coûts et d'améliorer, si l'on peut dire, le rapport qualité-prix, elles sont obligées, pour rendre leurs activités un peu moins dispendieuses, de vendre une partie de leur production. Deux marchés s'ouvrent à elles : les armées des autres pays industrialisés, d'où la féroce compétition entre Américains et Européens, mais aussi entre Européens eux-mêmes comme le montre l'affaire des deux avions concurrentiels Rafale et F4E (2) ; les armées du tiers-monde. Sur ces deux marchés, les fournisseurs rivalisent de générosité sous forme de pots-de-vin. Les États et gouvernements militaires ne sont pas les seuls sensibles à cette vénalité : le prince Bernard de Pays-Bas en fut contraint à se démettre. Par la corruption, la quête de sécurité sape les valeurs démocratiques que son prétend défendre.

La prolifération des armes engendre deux sous-produits qui mettent la planète en danger.

Le premier est militaire. Car si les ventes au tiers-monde contribuent, pour une part non négligeable, à l'équilibre de la balance commerciale des pays producteurs, elles entretiennent et prolongent ces « conflits régionaux » qui, depuis 1945, ont fait quelque 17 millions de morts. La démarche sombre dans un drame burlesque lorsque par exemple, en 1965, l'Inde et le Pakistan s'affrontent avec les armes qu'ils ont tous deux reçues des États-Unis, ou lorsque le président Reagan fournit des équipements militaires à l'Iran. Absorbés par des affaires autrement sérieuses, vraiment à la mesure de leur prodigieuse puissance de feu, les Supergrands ont longtemps considéré ces guerres périphériques avec une indulgence dédaigneuse. Jusqu'au moment où, en 1988, elles sont devenues un atout et un test dans leurs négociations bilatérales.

Le second sous-produit appartient à l'ordre économique. Entre 1977 et 1982, les dépenses militaires des pays les moins développés ont atteint un total supérieur à l'ensemble de la dette du tiers-monde à la fin de 1982. Si les « marchands de canons » ont tiré profit de ces opérations, les banquiers, qui n'espèrent plus récupérer l'intégralité de leurs prêts au tiers-monde, savent, eux, qu'une bonne part de leurs actifs est partie en fumée. Grâce à eux, leurs débiteurs sont mieux armés : ils ne sont plus solvables (3).

EN dépit de toute leur arrogance, les États-Unis eux-mêmes n'échappent pas aux contraintes budgétaires. L'élaboration d'imaginaires scénarios des fabricants d'armes est sans limite, mais non pas les capacités financières des États. Lorsque M. Carlucci remplace M. Weinberger à la tête du Pentagone, il doit donc réviser en baisse son budget. Puis, au grand chagrin de M. Reagan, le général James Abrahamson, directeur du programme de « guerre des étoiles », donne sa démission à la fin du mois de septembre dernier. L'ambitieux projet de « boucher spatial » aura coûté une dizaine de milliards de dollars mais ne verra pas le jour. En effet, ni M. Bush ni M. Dukakis n'ont osé proposer un allouement de la pression fiscale : parler d'impôts, dit-on à Washington, est électoralement suicidaire. Le coût exorbitant de leurs ambitions militaires incite les deux Superpuissances à plus de modération, stimule leur volonté de négociation et de détente (4).

Est-ce à dire que, tempérant enfin leur obsession de sécurité par les armes, les États chercheraient d'autres

moyens, politiques, d'affirmer leur souveraineté ? À l'Est comme à l'Ouest, ils devront alors surmonter une difficulté majeure, trop rarement mentionnée, qui risque de leur interdire l'accès de cette voie plus raisonnable. En s'intensifiant jusqu'à la frénésie, la course aux armements a en effet entraîné une forte militarisation de l'enseignement supérieur et des programmes de haute technologie. « Les attitudes et les valeurs intellectuelles et sociales des individus engagés dans la recherche et le développement militaires constituent l'un des principaux obstacles, et peut-être même le principal », à une reconversion des industries de guerre (5).

Outre les considérables difficultés techniques inhérentes à tout accord de désarmement, les gouvernements les mieux intentionnés doivent aussi compter avec les idées reçues, habilement

ment pesant. D'après certaines études, les pays qui pratiquent une taxation légère connaissent un taux de croissance supérieur à celui des pays lourdement imposés (...). Dans des pays comme la Colombie, la Turquie ou l'Indonésie, les gouvernements réduisent les impôts, révisent les réglementations, ouvrent des possibilités à l'initiative privée (...). Ceux qui invoquent des solutions gouvernementales pour résoudre le problème du développement devraient considérer que le marché libre constitue une autre voie, et que c'est la seule voie juste. Contrairement à beaucoup d'autres, celle-ci conduit au but. Et ça marche !

Ainsi s'exprimait le président Reagan devant la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Combien de pays choisiraient comme modèle la Colombie (où la

5 823 dollars dans un « collège » public (9). Tout est dans l'ordre : des riches plus riches, des pauvres plus pauvres. Les premiers votent, les seconds non, et ils ne sont pas les seuls puisque la moitié des citoyens ne prennent pas la peine d'aller aux urnes. Fragile démocratie...

Qu'en serait-il si l'Amérique ne vivait largement au-dessus de ses moyens (10) ? Longtemps récusé, ce constat élémentaire a fini par être admis par de savants esprits. Lorsque, porté par une incomparable popularité, M. Reagan entre à la Maison Blanche en 1981, M. James Carter lui laisse une situation jugée inacceptable : une dette fédérale de 738 milliards de dollars, un déficit commercial de 25 milliards. Lorsque, en janvier prochain, M. Bush ou M. Dukakis prendra possession de la présidence, il héritera de son glorieux

État-Unis doivent donc attirer des capitaux étrangers et, pour les séduire, Washington augmente les taux d'intérêt à court terme qui, de mois de mai à mois d'août derniers, sont passés de 6,7 % à 7,5 %. Pour tenter de réajuster, les pays européens s'engagent dans la surcroûte (17) : ils rendent le crédit plus cher et, naturellement, les entreprises hésitent à investir — à créer des emplois. Absorbé par de lassantes démarches pour percevoir ses indemnités, pointer à l'ANPE, répondre aux petites annonces, expédier son curriculum vitae, tirer les cordons de sonnette, le chômeur ne songe même pas à analyser d'ardides études qui lui feraient entrevoir de quel jeu international, de quelle incompétence, de quelle avidité il est victime.

Les entreprises qui « dégraisent » leurs effectifs, le gouvernement qui négocie avec les infirmières, n'ont pas à se plaindre qu'ils pilotent à vue, improvisent de mois en mois. Que peuvent-ils faire d'autre alors que, depuis des années (1971 : non-convertisibilité du dollar ; 1976 : accord de la Jamaïque, etc.), ils tolèrent l'anarchie monétaire ? Comment diable pourraient-ils élaborer une stratégie cohérente et réaliste dans un environnement aussi incertain, dangereusement labile, dépourvu de points d'appui fixes ?

En amplifiant les désordres monétaires qu'elle prétendait éliminer, la réaganisme a été le fossoyeur d'une part importante, peut-être décisive, de la souveraineté économique des États-Unis. Un budget militaire en expansion et les réveries technologiques de la « guerre des étoiles » (18) ne pouvaient la restaurer. Guettant jour et nuit l'arrivée des barbares, tout empire refuse de savoir qu'il se défait d'abord de l'intérieur, par lui-même (19). En général, il entraîne avec lui dans le même tourbillon ses alliés les plus fidèles, ses plus proches féaux. A eux de comprendre que leur souveraineté ne se fonde qu'en partie sur la force des armes et qu'elle dépend aussi de leur solidité économique. Alliés militaires des États-Unis, mais rivalisant avec eux dans l'industrie et le commerce, l'Allemagne et le Japon ne s'y trompent pas.



OR voilà que, découlant d'un mode de développement illustré pendant trois décennies par une fulgurante croissance et par une enviable prospérité, deux autres menaces se manifestent. Nouvelles venues sur la scène internationale, l'une concerne la nature, atteinte dans ses conditions de survie ; l'autre concerne l'homme, de vastes communautés ballottées au gré des conflits armés, des famines, des séismes politiques, des antagonismes raciaux ou sociaux.

Lorsqu'au début d'octobre M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, annonce la dissolution du Parlement, il ne le fait pas de gaieté de cœur. Il y est contraint par un large courant d'opinion hostile à l'accord de libre-échange qu'il a négocié avec Washington et dans lequel l'opposition voit un instrument voué à faire du Canada « une colonie des États-Unis » (20). Au contraire, dit M. Mulroney, cet accord nous permettra d'accomplir « le rêve réalisable d'une économie en expansion et d'un environnement non pollué » (21).

(10) Voir « L'Empire du dollar », le Monde diplomatique, février 1985. Après du libéralisme économique, appuyé sur d'indéfectibles convictions, Guy Sorman, auteur de *La Révolution conservatrice*, déclare au Nouvel Observateur (14-20 octobre 1988) : « Le réaganisme a été globalement positif ».

(11) Benjamin M. Friedman, « The Campaign's Hidden Issue », *The New York Review of Books*, 13 octobre 1988. Cet article analyse aussi l'énorme endettement des entreprises. Il propose un ensemble de mesures pour redresser la situation, et déplore qu'aucun des deux candidats n'ait eu le courage de s'aventurer sur ce terrain.

(12) Cf. F. Rohatyn, *The New York Review of Books*, 3 décembre 1987 et 18 février 1988.

(13) Félix Rohatyn, « A Financial House of Cards », *Time*, 17 octobre 1988.

(14) Voir en particulier Françoise Crocq, « La dette extérieure des États-Unis : une bombe à retardement », le Monde, 13 octobre 1988.

(15) Cf. David S. Broder, « Campaign : The Winner So Far Seems to be Cynicism », *International Herald Tribune*, 30 septembre 1988.

(16) Benjamin Friedman, article cité, cf. note 11.

(17) Cf. « Weather Worries », *Time*, 12 septembre 1988. Au cours des quatre derniers mois, les taux d'intérêt ont grimpé de 7,7 % à 12,2 % en Grande-Bretagne, de 7,6 % à 8,1 % en France, et de 3,5 % à 5,3 % en Allemagne fédérale.

(18) Voir l'article de Philip Anderson, prix Nobel de physique, le Monde diplomatique, décembre 1986.

(19) « L'Amérique ne sait pas encore que le rêve américain est mort. Il ne pourrait vivre que par l'abandon de l'empire. Et, abandonner l'empire, ce n'est pas renoncer à une abstruse volonté de jouissance. C'est renouer [à tout ce] que l'Amérique exploite un peu partout dans le monde afin de faire du mode de vie américain un exemple inimitable. Abandonner l'empire, ce serait priver l'Amérique de sa condition de consommateur privilégié », Claude Julien, *L'Empire américain*, Grasset, Paris, 1968, page 348.

PLANETE

entretenu dans l'opinion, et avec les groupes d'intérêt qui profitent de la course aux armements. Ramener à leur juste place les peurs que n'apaisent nullement l'accumulation et le perfectionnement des armes, inscrire l'effort militaire dans une stratégie plus réaliste de sécurité globale : cette double tâche ne peut être menée à bien sans l'appui de citoyens mieux avertis de la complexité pluridimensionnelle de leur propre sécurité.



LA sécurité de chaque pays et la paix de la planète sont menacées au moins autant par des périls économiques que par des risques militaires. La puissance dévastatrice des armes modernes rend très hypothétique une guerre de conquête car elle offrirait au vainqueur « s'il y en a un... » le douteux privilège de s'emparer d'un champ de ruines ; pratiquement inexploitable avant longtemps, alors qu'il devrait, chez lui, réparer les dégâts causés par les tirs nucléaires du camp adverse. Quant à la résistance au chantage militaire, elle requiert non pas la parité des forces mais simplement des moyens capables d'infliger à l'adversaire des dommages inacceptables. Plus plausibles que la guerre moderne, deux dangers ont déjà pris forme sous nos yeux :

— Par la perte de sa souveraineté économique, un pays subirait la dégradation puis la liquidation progressive de son autonomie politique. Pas de capitulation formelle comme à la suite d'une défaite militaire, mais lente subordination des libertés fondamentales et du niveau de vie à des pouvoirs extérieurs échappant au contrôle des ressortissants du pays économiquement dominé ;

— Par dislocation économique et sociale de la planète elle-même, amplification des déséquilibres qui constituent le terrain privilégié des plus folles violences (6). Si meurtriers qu'ils aient été, les conflits régionaux interethniques ont fait moins de victimes que le sous-développement économique (famines, malnutrition, épidémies, extrême misère d'où surgissent des conflits internes à caractère interethnique ou révolutionnaire).

Certes, les hallucinants scénarios élaborés dans les États-majors déchaîneraient une apocalypse, mais jusqu'à présent ils restent du domaine des virtualités. Fauchant d'innombrables vies humaines, les effets disruptifs des fractures économiques et sociales appartiennent, eux, au monde réel, quotidien.

Des théories de bazar attribuent aux gouvernements, directeurs et conseillers d'administration, le pouvoir exclusif de déterminer les rapports de forces économiques. Mais seuls le consentement, la résignation ou l'indifférence d'un public plus ou moins bien informé rendent possible la mise en œuvre des politiques préconisées par les « grands décideurs ». Avec les rudes choix dont elle ne parvient pas à se remettre, la décennie 1980-1990 a été dominée par l'acceptation béate d'une certaine vision économique qui, à la tribune des Nations unies, a été formulée en ces termes :

« Dans les halls de ce bâtiment, on parle beaucoup du droit au développement. Mais il devient de plus en plus évident que le développement n'est pas un droit en lui-même. Il est la résultante de plusieurs droits : le droit de propriété, le droit d'acheter et de vendre librement, le droit de conclure des contrats, le droit d'être libre d'impôts excessifs et de réglementations trop strictes d'un gouvernement facheux-

coincasse assure la principale exportation), la Turquie (trop peu développée pour réaliser son vœu d'adhérer à la CEE) ou l'Indonésie ? Ils envieraient plutôt le sort de la Suède : une ponction fiscale lourde, mais le taux de chômage le plus faible en Europe, des services sociaux très développés, une industrie et une balance commerciale en excellente santé.

Ne faisant confiance qu'à l'entreprise privée, les théories libérales ont causé au monde un tort incalculable. En 1974, le Fonds monétaire international proposa que les centaines de milliards de pétrodollars fussent recyclés par le Fonds. Appuyé par les pays sous-développés mais aussi par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, ce point de vue se heurta au veto des États-Unis, qui — bien avant le délire libéral de l'époque réaganienne — obtinrent que ce recyclage fût assuré par les banques commerciales (7). Celles-ci doivent aujourd'hui se mordre les doigts qu'une telle faveur leur ait été accordée car c'est ainsi qu'elles ont pu prendre des risques majeurs en ouvrant aux pays du tiers-monde des créances dont elles savent maintenant qu'elles sont irrécouvrables.

Si les banques étaient les seules victimes de cette erreur stratégique ! Dès qu'elles délaissent la situation périlleuse dans laquelle elles s'étaient mises, elles demandent au FMI de voler à leur secours. Celui-ci impose donc aux pays débiteurs une diminution de la consommation par habitant, la suppression des subventions aux produits de première nécessité, l'allègement des services sociaux, un freinage des investissements, l'équilibre de la balance commerciale — ce qui se traduit par une réduction de leurs importations en provenance du monde industrialisé, où la crise, dès lors, ne pouvait que s'amplifier. Beau résultat...

ET cependant l'endettement n'a cessé de doubler de chiffre : 950 milliards de dollars en 1985 — au moment où le secrétaire américain au Trésor, à juste titre inquiet, lance le fameux « plan Baker », présenté comme l'annonce d'une solution et 1 200 milliards de dollars aujourd'hui. « Le plan Baker est mort. Faisons donc la seule chose décente : enterrons-le, et cherchons autre chose », dit le sénateur Bradley (New-Jersey). Mais, entre un tardif constat de décès et de discrètes funérailles, ce cadavre lui-même continue de faire des ravages : au cours des deux dernières années, quinze pays parmi les plus lourdement endettés ont effectué vers leurs créanciers des transferts nets de 58 milliards de dollars. Mieux encore, en 1988 le FMI lui-même a reçu du tiers-monde 5 milliards de plus qu'il n'a déboursé en sa faveur (8).

Admirable système, étonnante efficacité de la pompe à capitaux... Vive le libéralisme moderne !

Banques légitimement inquiètes, tiers-monde pris à la gorge : les États-Unis, pour autant, s'en portent-ils mieux ? De 1977 à 1988, les 10 % les plus pauvres de la population ont vu leur revenu annuel moyen tomber de 3 673 dollars à 3 286 dollars (- 10,5 %), soit environ 20 000 F - moins de 1 700 F par mois... Dans le même temps, les familles aisées sont passées de 73 948 dollars à 93 464 dollars (+ 27,4 %), soit environ 580 000 F, et la couche supérieure, à peine 5 % de la population totale, a fait encore mieux : de 94 476 dollars à 129 762 dollars (+ 37,3 %), soit environ 817 000 F. Dans cette catégorie, chaque famille a donc ajouté à son revenu l'équivalent de celui de dix familles pauvres. Peut-être ces chiffres prendront-ils un sens plus concret si l'on ajoute qu'un an d'études coûte en moyenne 12 924 dollars (plus de trois fois le revenu annuel d'une famille pauvre) dans un « collège » privé, et

prédécesseur une dette fédérale de 2 100 milliards et un déficit commercial qui, l'an dernier, a atteint 161 milliards. Pour renforcer la sécurité nationale, M. Reagan a beaucoup augmenté le budget militaire. Mais sa politique économique « a sacrifié une part de la souveraineté américaine », note mélancolement M. Benjamin Friedman (11).

BIEN avant que cette évidence ne s'impose aux regards les plus myopes, M. Felix Rohatyn, de la Banque Lazard à New-York, lançait le même cri d'alarme (12). Il n'a pas été écouté. Mais il ne se décourage pas. Le voici donc qui revient à la charge. Le système financier américain, ose-t-il écrire, est un « château de cartes » (13). Au grand dam des dévots du libéralisme, il rappelle que ce n'est pas le dieu-marché qui a passé les plaies ouvertes par le « hoquet » boursier d'octobre 1987, mais la Réserve fédérale et les gouvernements japonais et européens en injectant de l'argent dans les circuits financiers déboussolés. Passant en revue les absurdités qui favorisent les pires spéculations, préconisant des réformes urgentes pour éviter la catastrophe, il ajoute :

« Il n'est pas nécessaire d'être un prophète de malheur et de ruine (« a prophet of doom and gloom ») pour esquisser le scénario d'un déclin (...). d'un nouveau plongeon des marchés boursiers (...), d'une crise bancaire ».

M. Felix Rohatyn n'est pas seul à s'inquiéter (14). Pour payer les intérêts de sa dette (externe et interne), le gouvernement fédéral a déboursé 52 milliards de dollars en 1980, et 151 milliards en 1988. Soit, sur chaque dollar collecté par l'impôt sur le revenu, 21 centimes en 1980 et 37 centimes cette année (15). Et Washington manque d'argent pour l'enseignement, la formation professionnelle, la santé publique...

Depuis la réforme fiscale de M. Reagan, « la dette fédérale a presque triplé, alors que le revenu national n'augmente que de moitié » (16). Les

(2) Voir « Les armes de l'Europe », le Monde diplomatique, janvier 1988.

(3) Sur les effets économiques de la course aux armements, et sur les liens entre désarmement et développement économique, voir le Rapport Thorson, Nations unies, document A/36/356, 5 octobre 1981.

(4) Cet argument est développé dans « Le prix des armes », le Monde diplomatique, juillet 1988.

(5) Antonio Domini, rapport synthétique présenté au séminaire organisé par l'UNITAR (Institut des Nations unies pour la formation et la recherche) et par l'Association soviétique pour les Nations unies, Moscou, 5-9 septembre 1988. D'autres communications présentées au cours de ce séminaire sont mentionnées dans cet article qui, toutefois, ne peut en rien être considéré comme un compte rendu de la rencontre.

(6) Voir le dossier « Sociétés écartelées, plaques tectoniques », le Monde diplomatique, mai 1988.

(7) Sidney Bell, rapport ronéotypé présenté au séminaire de Moscou.

(8) Cf. « Forgive Us Our Debts », *Time*, 10 octobre 1988.

(9) Cf. « Are You Better Off? », *Time*, 10 octobre 1988. Le même article fournit bien d'autres précisions : par exemple, trente-sept millions de jeunes Américains ne sont couverts par aucune assurance sociale. D'autre part, la conversion en francs du revenu familial américain ne permet pas une comparaison exacte puisque, en France, l'enseignement est pratiquement gratuit et que les soins de santé sont, pour l'essentiel, remboursés par la Sécurité sociale. De telles différences ne sont pas seulement économiques ou budgétaires : elles traduisent deux conceptions différentes de la place de l'homme dans la société, deux approches de la civilisation humaine. Dans le même numéro de *Time*, voir aussi l'article « The Underclass : Breaking the Cycle », portrait économique, social et culturel de sept à huit millions d'Américains qui vivent dans les pires conditions. « Dans la guerre contre la pauvreté, semble-t-il, c'est la pauvreté qui a gagné », écrit l'auteur. Voir aussi « America's Third World », *Newsweek*, 8 août 1987.

compétition mondiale

par les États-Unis, pour les séduire, Washington augmente les taux d'intérêt à court terme qui, de mois de mai à mois d'août derniers, sont passés de 6,7 % à 7,5 %. Pour tenter de réajuster, les pays européens s'engagent dans la surcroûte (17) : ils rendent le crédit plus cher et, naturellement, les entreprises hésitent à investir — à créer des emplois. Absorbé par de lassantes démarches pour percevoir ses indemnités, pointer à l'ANPE, répondre aux petites annonces, expédier son curriculum vitae, tirer les cordons de sonnette, le chômeur ne songe même pas à analyser d'ardides études qui lui feraient entrevoir de quel jeu international, de quelle incompétence, de quelle avidité il est victime.

Les entreprises qui « dégraisent » leurs effectifs, le gouvernement qui négocie avec les infirmières, n'ont pas à se plaindre qu'ils pilotent à vue, improvisent de mois en mois. Que peuvent-ils faire d'autre alors que, depuis des années (1971 : non-convertisibilité du dollar ; 1976 : accord de la Jamaïque, etc.), ils tolèrent l'anarchie monétaire ? Comment diable pourraient-ils élaborer une stratégie cohérente et réaliste dans un environnement aussi incertain, dangereusement labile, dépourvu de points d'appui fixes ?

En amplifiant les désordres monétaires qu'elle prétendait éliminer, la réaganisme a été le fossoyeur d'une part importante, peut-être décisive, de la souveraineté économique des États-Unis. Un budget militaire en expansion et les réveries technologiques de la « guerre des étoiles » (18) ne pouvaient la restaurer. Guettant jour et nuit l'arrivée des barbares, tout empire refuse de savoir qu'il se défait d'abord de l'intérieur, par lui-même (19). En général, il entraîne avec lui dans le même tourbillon ses alliés les plus fidèles, ses plus proches féaux. A eux de comprendre que leur souveraineté ne se fonde qu'en partie sur la force des armes et qu'elle dépend aussi de leur solidité économique. Alliés militaires des États-Unis, mais rivalisant avec eux dans l'industrie et le commerce, l'Allemagne et le Japon ne s'y trompent pas.

OR voilà que, découlant d'un mode de développement illustré pendant trois décennies par une fulgurante croissance et par une enviable prospérité, deux autres menaces se manifestent. Nouvelles venues sur la scène internationale, l'une concerne la nature, atteinte dans ses conditions de survie ; l'autre concerne l'homme, de vastes communautés ballottées au gré des conflits armés, des famines, des séismes politiques, des antagonismes raciaux ou sociaux.

Lorsqu'au début d'octobre M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, annonce la dissolution du Parlement, il ne le fait pas de gaieté de cœur. Il y est contraint par un large courant d'opinion hostile à l'accord de libre-échange qu'il a négocié avec Washington et dans lequel l'opposition voit un instrument voué à faire du Canada « une colonie des États-Unis » (20). Au contraire, dit M. Mulroney, cet accord nous permettra d'accomplir « le rêve réalisable d'une économie en expansion et d'un environnement non pollué » (21).

(10) Voir « L'Empire du dollar », le Monde diplomatique, février 1985. Après du libéralisme économique, appuyé sur d'indéfectibles convictions, Guy Sorman, auteur de *La Révolution conservatrice*, déclare au Nouvel Observateur (14-20 octobre 1988) : « Le réaganisme a été globalement positif ».

(11) Benjamin M. Friedman, « The Campaign's Hidden Issue », *The New York Review of Books*, 13 octobre 1988. Cet article analyse aussi l'énorme endettement des entreprises. Il propose un ensemble de mesures pour redresser la situation, et déplore qu'aucun des deux candidats n'ait eu le courage de s'aventurer sur ce terrain.

(12) Cf. F. Rohatyn, *The New York Review of Books*, 3 décembre 1987 et 18 février 1988.

(13) Félix Rohatyn, « A Financial House of Cards », *Time*, 17 octobre 1988.

(14) Voir en particulier Françoise Crocq, « La dette extérieure des États-Unis : une bombe à retardement », le Monde, 13 octobre 1988.

(15) Cf. David S. Broder, « Campaign : The Winner So Far Seems to be Cynicism », *International Herald Tribune*, 30 septembre 1988.

(16) Benjamin Friedman, article cité, cf. note 11.


(17) Cf. « Weather Worries », *Time*, 12 septembre 1988. Au cours des quatre derniers mois, les taux d'intérêt ont grimpé de 7,7 % à 12,2 % en Grande-Bretagne, de 7,6 % à 8,1 % en France, et de 3,5 % à 5,3 % en Allemagne fédérale.

(18) Voir l'article de Philip Anderson, prix Nobel de physique, le Monde diplomatique, décembre 1986.

(19) « L'Amérique ne sait pas encore que le rêve américain est mort. Il ne pourrait vivre que par l'abandon de l'empire. Et, abandonner l'empire, ce n'est pas renoncer à une abstruse volonté de jouissance. C'est renouer [à tout ce] que l'Amérique exploite un peu partout dans le monde afin de faire du mode de vie américain un exemple inimitable. Abandonner l'empire, ce serait priver l'Amérique de sa condition de consommateur privilégié », Claude Julien, *L'Empire américain*, Grasset, Paris, 1968, page 348.

La vie se joue dans

Après le premier débat télévisé entre les candidats démocrate et républicain, les Américains estiment que M. Dukakis est plus convaincant, qu'il maîtrise mieux les débats, qu'il a davantage de choses à dire sur les problèmes du bord, que ses arguments sont meilleurs — mais ils voteront pour M. Bush parce qu'ils le trouvent plus « présidentiel » et plus « sympathique » (24)... Il convient donc, soit de renoncer à toute raison, soit de supprimer la télévision ou la démocratie ainsi pratiquée...



EN dépit de sa complexité, la crise protiforme du monde contemporain n'est pourtant pas sans solution. L'analyse de ses désordres et de ses déséquilibres, qui n'avaient rien d'inévitable, suggère, par leur origine même, les voies qu'il convient d'explorer dans la recherche d'une harmonie plus satisfaisante qui, sans éliminer tensions et contradictions, leur donnerait un sens constructif. Aussi éloignée de la nostalgie d'un passé idéalisé que de la résignation devant des troubles incompris, « la gestion du mouvement, et donc du désordre (...), est une conquête, une création constante que des valeurs jeunes, une éthique nouvelle et largement partagée, orientent », écrit Georges Balandier (25).

Une « éthique », un ensemble de valeurs, la définition de finalités se substituant aux critères essentiellement comptables qui, pourtant très fragilisé, dominent la pensée et les comportements actuels : économicisme déshumanisant qui entretient d'éphémères illusions, priorité suicidaire accordée au court terme et aux rapports de forces les plus élémentaires, raisonnement en termes de PNB et de cash-flow et non en termes de civilisation. Dans l'effort soutenu pour guérir une planète disloquée, comparable à un patin démantelé, quelques lignes de force se déga-

Sur le plan militaire, dévoreur d'énormes ressources, les Supergrands eux-mêmes semblent convenir que la course aux armements les épuise sans profit réel. Ils tentent de passer de la vaine recherche d'une aléatoire supériorité à la définition d'une « défense suffisante » qui atténuerait les tensions. Ils souhaitent que la réduction des dépenses de guerre dégage des moyens qu'ils pourraient affecter au développement économique, à la satis-


l'action des besoins sociaux et culturels, à la préservation de l'environnement naturel par l'utilisation de technologies non polluantes. La future conférence sur les armes chimiques peut avoir un impact médiatique, surtout après l'utilisation de gaz par l'Irak ; mais chaque Etat concerné sait que l'allègement du fardeau militaire passe par la négociation sur les armes conventionnelles, par la diminution et le non-perfectionnement des armes stratégiques, donc par l'arrêt des essais nucléaires.

Sur le plan économique, les politiques suivies jusqu'à présent nuisent à la croissance car elles sont élaborées à partir d'indicateurs qui ne rendent pas compte de toute la réalité puisqu'elles négligent ou sacrifient le principal agent de progrès : l'homme - son éducation, sa culture, sa compétence, sa santé, son aptitude à aimer son travail. A cet égard, l'UNICEF a avancé d'utiles propositions pour refondre les indices qui entrent dans le calcul du PNB. Ces suggestions ont été publiquement approuvées par le FMI et la Banque mondiale... qui n'en tiennent aucun compte dans leur pratique (26).

Dans chaque pays comme sur l'ensemble de la planète, les zones de pauvreté iront s'élargissant, freineront la croissance économique et multiplieront les risques de conflit aussi longtemps que prévaudra l'actuel non-système monétaire. Lors de la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale, l'an dernier, M. Barro, économiste américain au Trésor, stupéfia son auditoire (28) en se disant prêt à faire entrer « un panier de matières premières, y compris l'or », dans la définition d'une monnaie de référence, et donc de la valeur comparée des devises. Il rejoignait ainsi la proposition avancée en 1964 par trois économistes de réputation mondiale, MM. Kaldor, Hart et Tinbergen. Ces thèses avaient eu un précurseur, hélas oublié, en la personne de Henry Mead (1929).

La crainte d'innover les a laissés dans les tiroirs. La relance économique passe pourtant par un tel système, susceptible à reconstituer le pouvoir d'achat du tiers-monde, grand fournisseur de matières premières dont le Nord, et dépit des matériaux composites, reste grand consommateur.

Un responsable soviétique estime que la chute des cours des produits de base depuis trois ans a diminué de 20 milliards de dollars les ressources de l'URSS (31), limitant ainsi ses achats à l'Ouest. Moscou a annoncé son intention d'adhérer au FMI, à la Banque mondiale, à l'Accord général sur le commerce et les douanes (GATT), et c'est là sans doute l'une des conditions de succès des réformes entreprises par M. Gorbatchev (32). Une telle participation favoriserait une approche pluraliste de l'estimation des cours des matières premières, et, ainsi, les exportations de l'Occident vers les marchés de l'Est comme vers les



Parce qu'elle est
ont implanté des
centres de produc-
tion dans des pays
à main-d'œuvre
bon marché, les
firmes multination-
ales ne veulent pas
évidemment pas
entendre parler
d'un tel bouleverse-
ment. Elles ont
raison. Leurs inté-
rêts ne s'identifient
plus à ceux du
pays d'origine. Par

POUR faire face à leur endettement, la plupart des pays du tiers-monde ont hypothéqué leurs ressources naturelles, notamment leurs forêts vouées à la destruction (33). En s'endettant à outrance, les Etats-Unis, de leur côté, hypothéquent leur propre avenir (34). Et l'Europe ? Elle ne peut de sang-froid souscrire aux conceptions dominantes dont elle tente de se protéger par le système monétaire européen. Oserez-elle aller plus loin ? Ou bien le « grand marché unique » de 1993 ne sera-t-il qu'un reflet, modèle réduit, de l'anarchie planétaire ? La CEE ne sauvera qu'une moitié de l'Europe, que s'accroît une moitié de l'Europe, que sa sécurité militaire et économique est inséparable de la sécurité de l'autre moitié. De même pour la protection de l'environnement. Le récent établissement de relations entre la CEE et le COMECON esquisse timidement une orientation prometteuse. Que des gouvernements timorés hésitent à s'engager dans cette voie, et ils rendraient inéversible : la naissance en Europe centrale d'un bloc de pays à systèmes différents, sous l'hégémonie allemande, hégémonie pour le moment économique... Un tel noyau serait vite intolérable pour la France et ses voisins méditerranéens. Par sa géographie et, surtout, par sa culture, l'Europe est un tout. Or - les niveaux de vie en Europe de l'Est et en Occident se sont (...) éloignés l'un de l'autre, et cela à un degré tel que nous sommes menacés de nous séparer dans la façon même de penser ». Ainsi s'exprime M. Janusz Stefanowicz, ambassadeur de Pologne à Paris (35).

Dans ce monde de plus en plus interdépendant, l'Europe occidentale ne peut que s'acharner à obtenir le maximum d'autonomie relative pour ne pas être condamnée à contempler passivement et à subir, impuissante, les déchirements et les explosions d'une planète en désarroi. Attendant d'elle un geste, deux partenaires s'offrent à elle : l'Europe de l'Est, que quarante ans de communisme n'ont pas découragé de penser européen ; le tiers-monde, étriqué par un éconisme étroit qui porte en lui violence, guerres et ruines, un éconisme qui vassalliserait les nations industrialisées assez aveugles pour lui sacrifier leurs valeurs de civilisation.

Perspectives à la fois trop lointaines et abstraites pour des populations absorbées par leurs difficultés de vie pour des salariés préoccupés de leur pouvoir d'achat ? Cela signifierait que l'homme moderne aurait renoncé à tirer profit de l'analyse et de la réflexion. Mais il est vrai que l'analyse et la réflexion n'ont pas leur place dans le théâtre d'ombres médiatique, parfaitement au point pour convaincre des êtres désemparés de succomber aux mirages d'un libéralisme économique qui place l'argent au-dessus de toutes les raisons que l'homme peut avoir de vivre.

CLAUDE JULIEN

(20) *International Herald Tribune*, 3 octobre 1988. La date des élections est fixée au 21 novembre.

(21) *Time*, 10 octobre 1988.

(22) Voir le dossier « Une planète mise au défi : la diplomatie », octobre 1988.

(23) *Ecological Security and Sustainable Development*, rapport ronéotypé présenté par S.A. Ertseva, R.A. Pereset et V.P. Voronin au séminaire sur le thème « Vers une sécurité environnementale » (Rapport Brandland), commission sur l'environnement et le développement, Editions du Fleuve et Les Publications du Québec, Montréal, 1988.

(24) *Time*, 10 octobre 1988.

(25) Voir Georges Balandier, *Le Désordre, l'écologie du mouvement*, Fayard, Paris, 1988.

(26) *Le Monde*, 10 octobre 1988.

(27) Cf. A. C. Cornia, R. Jolly et F. Stewart, *Adjustment with a Human Face : Protecting the Poor and Promoting the Growth*, Harvard University Press, 1987. Ce thème est exposé dans l'article de Robert Jolly et Denis Caillaux, *Le Monde diplomatique*, janvier 1987.

(28) Elle a fait l'objet de propositions concrètes lors du séminaire organisé à Moscou début septembre.

(29) Le 30 septembre 1987, à Tokyo.

(30) Pour le texte intégral avant d'être publié par *Le Monde diplomatique*, octobre et novembre 1986.

(31) Nicholas Kaldor, « The Role of Commodity Prices in the Soviet Recovery », *Lloyd's Bank Review*, juin 1983.

(32) I. D. Ivanov, communication au séminaire de Moscou.

(33) Cf. « Le prix des armes », *Le Monde diplomatique*, octobre 1988.

(34) Ainsi le Brésil pour la forêt amazonienne, ce qui momentanément ravage par de gigantesques incendies volontaires, moyen sauvage de punir ceux qui ne veulent pas payer l'impôt, la banque new-yorkaise Citicorp a troqué une créance de 65 millions de dollars sur le Chili contre un projet forestier de 56 millions seulement.

(35) « Les enfants courants aux Etats-Unis : le Père Noël dit aux enfants de choisir ce qu'ils aiment, les parents paieront : M. Reagan dit aux parents de choisir ce qu'ils aiment, les enfants paieront ».

(36) Dans un article du quotidien polono-allemand *Zycie Warszawy*, bulletin d'information n° 37, service de presse, ambassade de Pologne à Paris.

[illegible]

CAPITAL PRIVÉ, DÉVELOPPEMENT

Les multinationales,

L'ARGENT coule à flots, des sommes colossales s'investissent ou se perdent dans les gouffres spéculatifs. La décadence qui s'achève a vu croître l'importance et le rôle des sociétés multinationales. Pourtant, ces flux de capitaux contribuent de façon marginale à ce qu'il est convenu d'appeler le développement, comme si la richesse ne pouvait prendre greffe que sur la richesse. Quant au mouvement syndical, il risque de ne plus jouer son irremplaçable rôle libérateur s'il ne rompt pas avec sa tendance actuelle, de plus en plus gestionnaire, qui tourne le dos à sa mission.

Par JACQUES DECORNOY

Etoutant fin de décennie ! Le système capitaliste achève sa conquête du monde cependant que s'affirme, hors des cercles politiques, la prise de conscience de l'épuisement d'un concept : celui de développement. Deux évolutions d'apparence antagonistes, en fait complémentaires. L'entrée en force de la Chine (décembre 1978) dans un mode de fonctionnement tournant le dos à l'expérience socialiste et l'annonce de mutations en URSS ont pulvérisé les anciennes divisions. La planète se couvre d'un gigantesque entrelacs de joint-ventures ; les contradictions, oppositions d'intérêts, rivalités en tout genre (Etats-Unis-Japon, Japon-CEE, Etats-Unis-CEE, etc.), choc des continents et choc des nations, qui se perpétuent et s'aggravent, ne peuvent masquer ce phénomène.

Mais, en même temps, comment ignorer le cul-de-sac auquel aboutit ce cours ? Les pays qui étaient partis à la recherche du socialisme ont commis une faute dont ils ne sont pas près de se relever, fasciés qu'ils étaient, et demeure, par le niveau et le style de vie occidentaux, n'en observant que leurs aspects libérateurs, n'en comprenant pas les limites intrinsèques. Or, au moment même où ils tentent de se couler dans le moule commun, le mythe de l'expansion pour tous d'une maine toujours plus abondante vole en éclats. Sauf à faire (hypothèse éthiquement odieuse, mais qu'il serait léger d'écarter) un choix en faveur d'une division en deux (et non trois) mondes - une minorité de riches et une immense majorité de pauvres, il apparaît de plus en plus clairement que d'autres options s'imposent pour réduire la fracture grandissante entre les commensaux et la foule des exclus.

Parvenu aux limites de son expansion spatiale, le capitalisme est incapable d'occuper le terrain. Les laissés-pour-compte de ses tentatives d'expansion du Nord (millions de chômeurs, dizaine de millions d'illettrés) sont légions, mais partout ailleurs sont déjà majori-

taires, et le seront plus encore demain, ceux qu'il n'est pas à même d'intégrer. Le nombre des sans-travail va croître en Europe ; aux Etats-Unis coexistent une classe moyenne laminée, trente

millions de personnes vivant au-dessous de la « ligne de pauvreté » - dont un quart sont de véritables parias - et un million de multimillionnaires (en dollars) (1). Partout ailleurs, du Brésil, l'horizon est bouché. Pour s'en persuader, il suffit de lire les documents les plus officiels, même s'ils sont prudemment et technocratiquement rédigés (2).

Et pourtant... « L'avenir du capitalisme dépendra de la meilleure façon d'utiliser l'espace », déclare M. Arthur M. Dala, homme d'affaires texan, l'un des chauds partisans, et agent influent, de la conquête de cette nouvelle frontière par les firmes privées, conquête qu'il envisage de mener avec les Russes, considérés comme acquis au capitalisme (3). Le groupe japonais Mizui échange avec le monde entier 110 000 informations par jour. Des moyens scientifiques de plus en plus fantastiques sont mis en œuvre. En quelques secondes des décisions sont

diffusées tout autour du globe, aux conséquences incalculables. Or, si elles n'épargnent personne - jusqu'aux professeurs de l'Amazonie lorsqu'il s'agit d'investir dans la forêt ou la viande, - elles ne parviennent pas à ouvrir à la majorité les portes du paradis du développement.

En cette ère de libéralisme généralisé, mission est confiée aux firmes privées, en collaboration avec les Etats et les organismes interétatiques chargés

de les assister, de promouvoir abondamment et bien-être. Des entreprises productrices de marchandises et, de plus en plus, de services et d'ignorance, pour les plus performantes, les frontières. Leur seul moteur, leur unique raison d'être était le profit, force est de constater qu'un immense fossé sépare le but assigné des capacités d'action. Et, sans le moins du monde s'en rendre compte, les « riches » dans le Nord, il faut souligner cette évidence : le Sud est hors course.

Faiblesse des transferts de technologie

LES multinationales non américaines investissent d'abord chez elles, aux Etats-Unis et dans quelques pays asiatiques, les mutations technologiques étant chaque jour davantage coûteuses, les économies américaines, proche-orientales et africaines fléchissant, « le danger existe de

voir, à l'avenir, les pays en développement devenir de plus en plus marginaux » pour les grandes firmes. Au cours de la première phase de l'expansion de l'électronique, les multinationales ont joué un rôle certain en « impliquant les pays en développement dans la division internationale du travail » ; cependant, l'usage de plus en plus répandu des techniques informatiques, des biotechnologies et des nouveaux matériaux n'ont pas permis le redynamisme des économies avancées et encore moins celui des pays sous-développés. « Dans ce contexte économique mondial, l'adoption très répandue de l'informatique a plus créé de chômage qu'elle n'a contribué à la croissance ». Se creuse ainsi un nouveau fossé entre le Nord et le Sud, « car les grandes firmes ont commencé à réorienter leurs activités en Occident (la part de la main-d'œuvre dans les coûts étant parfois infiniment faible), et il est dans ces conditions faibles de parier de transferts de technologie. D'ailleurs, quel cycle infernal est engagé : il faut, pour gagner, accélérer le rythme d'innovation d'une durée de vie de plus en plus brève, donc investir de plus en plus, donc multiplier les accords créés entre firmes. Une logique implacable, qui est une logique d'exclusion ».

Quelques exemples pour souligner cette évolution. La puissance financière montante de cette fin de siècle, le Japon, consacrait en 1975 57 % de ses investissements directs à l'étranger aux pays en voie de développement, mais seulement 33 % en 1986 : il s'agissait

- (1) *Time*, 10 octobre 1988.
- (2) Ainsi le rapport *Transnational Corporations in the World Development Trends and Prospects*, United Nations Centre for Transnational Corporations, ONU, New-York, 1988, 623 pages. Sans mentionner les innovations et citant ici quelques exemples extraits de ce document. D'autre part, à propos des contradictions entre l'action des organisations telles que l'OMI et la Banque mondiale et leur volonté affichée de promouvoir l'accroissement local du capital, lire Joyce Kolko, *Restructuring the World Economy*, Pantheon, New-York, 1984.
- (3) Beth Karla, « Space-New Frontier for US Entrepreneurs », *International Herald Tribune*, 14 septembre 1988.

Le bal des vampires

ANNECY, septembre 1988. Gillette annonce son intention de fermer son usine et de licencier ses sept cent quarante ouvriers - une mesure qui touche indirectement des milliers de personnes. Le plan global du groupe prévoit la suppression de dix des sociétés et onze usines. Les causes de ce sinistre sont connues : Gillette a, pour repousser les attaques de « raiders », déboursé plus de 1 600 millions de dollars ; la firme a, dans le même temps, perdu de grosses parts de marché, victime d'un concurrent audacieux, dans des domaines à l'évidence modernes et créatifs : le briquet jetable et le rasoir jetable.

Saisissent recourent des mécanismes du « développement » : la prédation financière, dont la valeur éthique ne sera jamais assez soulignée, et le gaspillage, devenu règne de vie. Place aux inventeurs de produits jetables. Les hommes ? Jetables, ils le sont, eux aussi.

De l'affaire Gillette, le gouvernement français s'est à juste titre ému. Elle est pourtant banalement consubstantielle à sa logique économique et on ne sache pas que les syndicats fassent campagne contre le gaspillage. Les « Anneccys » ne peuvent que se multiplier, sur tous les continents. Telle est la règle du jeu.

Un jeu qui bat son plein. Un an après l'avertissement du 19 octobre 1987, qu'il contribuait à provoquer, *Newsweek* peut écrire que nous vivons dans « un château de cartes financier ». Les « raiders » attaquent aux Etats-Unis avec une violence inouïe (une OPA est décidée contre la firme Nabisco pour... plus de 20 milliards de dollars). L'Anglo-Américain sud-africain se lance, pour 4,9 milliards de dollars, à l'assaut de la Consolidated Gold Fields britannique, second producteur d'or occidental. Le Japon, jusqu'à ce jour quelque peu à l'écart de ces pratiques, est saisi par le fivre des « raids » : M. Kitano Watanabe (fortune estimée à 1 milliard de dollars) se distingue dans ce genre de divertissement, mais il est loin d'être le seul (1). Il a fallu que M. Michael Milken et sa banque d'investissement, Drexel Burnham Lambert, franchissent quel-

ques bornes pour que « l'homme qui a révolutionné Wall Street » soit poursuivi en justice. Drexel, avant même l'ouverture du procès, a dépensé 180 millions de dollars pour sa défense, dont 40 millions pour constituer et photocopier 1,5 million de pages de documents (évaluation équivalente au revenu annuel de 250 000 habitants de Bangladesh). M. Milken et ses amis, qui ont commis des délits d'initié, n'en continuent pas moins de contrôler 80 % du marché des « junk bonds », ces « obligations de pacotille », marché évalué à 160 milliards de dollars. Le procès n'est pas destiné à mettre fin au bal des vampires. Il y aura simplement davantage de mineurs de jeu, parmi lesquels les gens bien élevés de la côte Est que M. Milken avait bousculés depuis la Californie. Conscience...

Une journaliste, Connie Bruck, a décrit avec une précision remarquable les méthodes de M. Milken, les rencontres annuelles entre le « roi » et les mille cinq cents à deux mille dirigeants de firmes en affaire avec lui, ces « bal des prédateurs », celui de 1985 notamment, au cours duquel le « raider » déclarait à ses invités qu'ils représentaient une puissance de « 3 000 milliards de dollars ». Elle décrie les coups de boucrot contre les firmes (dont Gillette), cette fantastique manipulation de l'argent par le biais des M and A (mergers and acquisitions - fusions et achats), la « naturalisation » des membres importants du Congrès et de la Réserve fédérale, la « teneur » des conseils d'administration soumis au chantage (2).

Le bal continue.

J. D.

(1) *Financial Times*, 7 septembre 1988.

(2) Connie Bruck, *The Predator's Ball. The Junk Bond Raiders and the Men Who Staked Them*, The American Lawyer, Simon and Schuster, New-York, 1988, 385 pages, 19,95 dollars.

Mortelle démission du syndicalisme

Par CHRISTIAN DE BRIE

CONCENTRATION du capitalisme multinational et mondialisation de l'économie entraînent les peuples dans une guerre fratricide pour la possession des marchés : fusions et prises de contrôle, OPA et spéculation, restructuration et délocalisation, précarité des emplois et chômage, exploitation de la force de travail dans les nouveaux pays industrialisés et étranglement du tiers-monde surendetté sont le lot de cette concurrence sauvage placée sous le signe de la compétitivité.

En nombre de plus en plus restreint, de très grands groupes industriels et financiers contrôlent directement, et par un immense réseau d'entreprises dépendantes et sous-traitantes, une part sans cesse accrue de la richesse des nations (voir ci-dessus l'article de Jacques Decornoy). Ces groupes sont eux-mêmes dirigés par une petite caste d'hommes qui ne détiennent qu'une fraction minime du capital mais décident, sans mandat ni responsabilité démocratique, des modes de production, de l'organisation, de la répartition du travail et des investissements, autant de choix qui conditionnent l'avenir des hommes. Dans la plupart des cas, avec la complicité des pouvoirs établis et en camouflet avec les bureaucraties gouvernementales.

Des antagonistes masqués

ENGAGÉES dans une guerre économique plus dévastatrice que les conflits armés, les plus grandes firmes s'emploient à enrôler leur personnel - et plus largement l'ensemble des travailleurs - dans ce combat douteux. Apparaissent alors de nouvelles formes d'adhésion et d'intégration où le dressage des comportements et la manipulation du langage tentent de masquer la réalité des antagonismes.

Le prolétariat rêvait d'éliminer l'exploitation capitaliste et la bourgeoisie. C'est la bourgeoisie qui s'est débarrassée du prolétariat. Verbalement. Plus de prolétaires, mais des « catégories sociales les

plus défavorisées ». Par qui ? par quoi ? La question ne sera pas posée. Plus de classes ouvrières - concept archaïque - exploitées dans les usines et les ateliers pour maximiser les profits mais des « ressources humaines gérées dans un cadre mobilisateur innovant ». Plus de patrons, des managers ; plus de syndicats, des « partenaires sociaux ». Les chefs ont disparu. Celui du personnel a cédé la place au DRH - le « directeur des relations humaines » - et les petits chefs veillent aux cadences se sont transformés en « animateurs d'équipes participatives aux objectifs d'entreprise ». Les « conflits d'intérêts » ont remplacé les luttes de classes et l'intervention des polites patronales pour briser les mouvements sociaux et les grèves doit être considérée comme une « assistance à l'insécurité dans un environnement conflictuel ». Statuts professionnels, persécution du travail, chômage technique et licenciements sont désormais rangés sous la rubrique : « systèmes organisationnels flexibles ».

Retraçant méticuleusement la longue histoire de la CFDT (1) depuis sa constitution en 1964, le livre d'un enseignant-chercheur, qui a derrière lui vingt-cinq ans de pratique syndicale militante, Pierre Cour-Saliba (2), nous fait découvrir les ravages opérés par le discours moderniste au sein d'une organisation syndicale qui, après avoir occupé le centre ombilical de la référence au catholicisme social, s'était résolument orientée vers un projet de socialisme autogestionnaire.

Préparé de longue date, le recensement de la CFDT de M. Edmond Maire a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981. Une lente dérive l'a conduite à s'insérer dans la logique d'une politique globale de gestion de la crise sans en maîtriser les données ni avoir prise sur les décisions, à jouer le rôle de régulateur social à l'échelle nationale, à accepter bon nombre de revendications patronales et de mesures gouvernementales, de la flexibilité au plan de rigueur, au risque d'apparaître comme un relais du pouvoir. Attitude justifiée par des considérations sur l'évolution des rapports sociaux et l'adaptation nécessaire du syndicalisme.

De l'intégration des analyses d'Alain Touraine sur le déclin de la classe ouvrière - mouvement social par d'autres - à l'épigraphie des luttes syndicales

de Pierre Rosanvallon. « Ayant accompli son programme, le syndicalisme est devenu une sorte d'agence sociale de gestion », on en arrive au renoncement : « La vieille mythologie syndicale a vécu. La grève est devenue impopulaire. Le plus grand acquis syndical est d'avoir imposé l'économie de la grève. » (M. Edmond Maire.)

Le chemin est tracé pour un « consensus rampant » sous prétexte de « ne pas mettre à genoux les deux millions d'employeurs de la société française » (M. Edmond Maire). « Le syndicat doit comprendre la nécessité et les impératifs de la compétitivité » (M. Antoine Riboux (3)). « Admettre que les chefs d'entreprise ne sont en définitive pas seuls à créer des emplois productifs », (M. Roger Fauroux (4)), répète la minorité du patronat prête au dialogue avec le « partenaire social ».

Reste qu'en France les patrons n'ont jamais véritablement accepté le syndicalisme et se prévalent parfois à l'égard de sa disparition. Aujourd'hui encore, il est rejeté dans 80 % des PME, dont on dit qu'elles sont le réservoir des futurs emplois. Pierre Cour-Saliba montre le recul des droits sociaux, la détérioration des conditions de travail au cours des récentes années sous la pression de l'offensive libérale (5). Il serait outrancier de faire porter toute la responsabilité à la CFDT et au mouvement syndical français, dont les faiblesses traditionnelles sont connues : insuffisante représentativité et divisions compensées par un statut institutionnel aux effets pervers. Le taux de syndicalisation, qui a rarement dépassé 20 % des salariés, est tombé aujourd'hui à, vraisemblablement, moins de 10 %, partagé entre trois grandes fédérations concurrentes (sans compter un nombre important de fédérations et de syndicats autonomes), qui se livrent une concurrence dont le patronat et le pouvoir savent tirer le meilleur parti, tandis que les travailleurs en font trop souvent les frais. La perte de crédibilité des syndicats entraîne l'émergence de « coordinations » lors des grands mouvements de grève, dont on peut penser qu'elles ne sont pas, professionnellement, les mieux armées pour tirer parti, lors des négociations, d'un rapport de forces favorable.

La dérive du mouvement syndical devrait avoir au moins pour effet de remettre à l'ordre du jour quelques vérités simples, que rappelle Eugène Descamp, ancien secrétaire général de la CFDT, dans la préface du livre.

Des droits conquis de haute lutte

La fonction d'un syndicat est de défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs et non de gérer la question sociale dans une société et dans des entreprises où le pouvoir économique n'est ni partagé ni contrôlé par ceux qui le subissent. Les droits conquis ont toujours été arrachés de haute lutte au pouvoir patronal et au pouvoir étatique, qui ont systématiquement considérés les revendications - de la limitation de la durée du travail des enfants dans les mines à la semaine de trente-cinq heures - comme irréalisables, utopiques et irresponsables. Ces droits ne sont jamais définitivement acquis : dès que les circonstances le permettent, ils sont remis en cause, comme le prouve la période récente. Les antagonismes de classe existent, ils sont le moteur de l'évolution, et sont réglés provisoirement par la négociation, dans le cadre du rapport de forces établi par les luttes sociales. Comme le capitalisme, ces dernières sont appelées à se mondialiser.

« Le syndicalisme européen est majoritairement uni dans la CES (6), c'est un progrès considérable, conclut Eugène Descamp, tandis que de nouvelles forces entrent en jeu au Japon, dans le Sud-Est asiatique, en Amérique latine (...). La montée en puissance du syndicalisme dans les pays nouvellement industrialisés (...) demandera du temps, mais elle modifiera totalement les données. Le développement exigera de nous une solidarité active. En revanche, il facilitera la lutte contre la domination des groupes internationaux ».

- (1) Confédération française démocratique du travail.
- (2) Le CFDT, un passé porteur d'avenir, éditions La Brèche/PEC, Montreuil, 478 pages, 107 F.
- (3) PDG de la société Gervais-Danone.
- (4) Ancien PDG de Saint-Gobain, ministre de l'Industrie dans le gouvernement Rocard.
- (5) Voir également Jacques Le Goff, « L'effacement libéral contre le monde du travail », *Le Monde diplomatique*, avril 1988.
- (6) Confédération européenne des syndicats.

APRIL 2015

SUD ET

omniprés

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

Le monde est en train de changer. Les multinationales sont devenues des géants. Elles contrôlent l'économie mondiale. Elles sont partout. Elles sont partout. Elles sont partout.

LA DOCUMENT

omniprésentes et... impuissantes

A black and white photograph showing a group of about eight men seated along a long table. They are dressed in formal or semi-formal attire, including hats (fedoras, bowlers) and coats. Some are looking towards the camera, while others are looking down or away. On the wall behind them are several framed pictures: a large one on the left, a smaller one in the center, and another on the right. The lighting is somewhat dim, and the overall tone is grainy, typical of older film photography.

INDIENS EN FÊTE EN BOLIVIE

Maigre pitance, loin du festin des riches

chute libre). Et il va de soi que le Sud est totalement absent du gigantesque (mais fragile) pouvoir financier non bancaire qui joue un rôle de plus en plus écrasant et est aux mains d'un peu plus de vingt firmes, en très grande majorité américaines et nippones (American Express, Merrill Lynch, Nomura Securities, etc.).

signifie la « modernisation de l'agriculture » ; or celle-ci « nécessite un soutien financier international, qui ne sera pas le fait du secteur privé ».

Le rôle des multinationales peut même être négatif dans la mesure où une ponction sur le marché peut prévenir l'accumulation locale des capitaux et, en fait, organiser leur exportation. Il est aussi avéré que plus un pays est pauvre en infrastructures et en main-d'œuvre alphabétisée, moins il intéressera les sociétés multinationales. La multiplication des zones économiques spéciales confirme cette règle ; elle symbolise aussi cette concurrence entre nations démunies, cette course à l'offre de la force de travail la moins chère possible.

Il serait dans ces conditions tout à fait illusoire de penser que les investissements privés permettront de résoudre le problème du chômage. Selon le Bureau international du travail, la population active mondiale, qui était, de 2 160 millions de personnes en 1975 grimpera à 2 750 millions en l'an 2000, et à 3 650 millions en 2025, la masse de cette population se trouvant dans le Sud. Il faudrait créer 47 millions d'emplois en moyenne annuelle... Or les multinationales emploient directement aujourd'hui 7 millions de personnes dans les pays en voie de développement (et 58 millions de personnes dans les pays développés, soit 10 % de la population active). D'autre part, la main-d'œuvre employée dans le Sud est souvent majoritairement féminine et très mal rémunérée, notamment dans les zones orientées vers l'exportation. En fait, la part des multinationales sur le marché de l'emploi a diminué en valeur absolue depuis 1980; elle ne cessera de décroître en termes relatifs dans les décennies à venir. Vu l'ampleur des défis, elle demeurera marginale, pour ne pas dire quasiment nulle.

En revanche, l'impact de ces sociétés
est capital dans d'autres domaines :
mépris parfois irréparable sur les
cultures des populations indigènes
minoritaires ; imposition de « valeurs »,
notamment par le biais de l'urbanisa-
tion que ce type de « développement »
accélère et d'une publicité dominée par
quelques très grands groupes ; totale
maîtrise de la puissance technologique,
qui prévient souvent l'émergence de
firmes locales ; destruction de l'environ-
nement et court-circuitage des pays
du Sud dans le secteur — en voie d'être
« majoritaire » — des services dont
l'infrastructure est basée dans les pays
industrialisés.

Le temps n'est plus où la division internationale du travail classique (l'époque récente d'un certain type d'activités industrielles, les services ne jouant pas encore un rôle essentiel) permettait à certains de croire en un développement global relativement harmonieux ou, du moins, largement équilibré. En attendant que le problème des écarts se soit fortifié comme celui du système financier international), le « long » terme - c'est-à-dire une génération - va très vite devenir l'actualité, et les distorsions - traduction économique de tragédies humaines collectives - se seront beaucoup accrues. Alors que ceux qui avaient, pensaient-ils, choisi une autre voie s'engageant peu ou prou sur la route du désastre, il y aura eu aussi des dérivés en Chine (*lire pages 15 à 18*) et l'URSS ne verra pas sa crise par la grâce des « lois du marché global ».

Quant aux diatribes couvrant de

Quant aux dithyrambes couvrant de lauriers les « quatre dragons » asiatiques, ils risquent de n'avoir qu'un temps. Monter en épingle et donner en exemple la capacité de l'industrie sud-coréenne à produire et vendre des voitures relève de l'escoquerie intellectuelle, comme si les centaines de millions de sous-prolétaires de demain étaient voués à finir de détruire la planète au volant d'une automobile... Le fond du cul-de-sac est déjà atteint. Refuser ce constat, c'est admettre que, demain, 500 ou 600 millions d'hommes repus tenteront de régner sur le reste de l'humanité. Il aurait bien besoin de puissantes forces de maintien de l'ordre.

JACQUES DECORNOY.

(4) Jacques Decourcy, « L'Irréductible opposition des intérêts américains et japonais », *le Monde diplomatique*, septembre 1988.

(5) Les investissements dans les centres financiers off-shore (qui d'ailleurs ne peuvent en rien contribuer à la croissance et concernent avant tout des micro-Etats) sont eux-mêmes très volatiles: l'ouverture en 1981 du commerce américain avec l'union des Caraïbes a entraîné la poursuite du rapatriement aux Etats-Unis de certaines activités auparavant implantées dans les Caraïbes.

Des centaines de millions de chercheurs d'emploi

LES financiers savent tirer les leçons de leurs erreurs : puisque, pendant les folles années 70 et jusqu'à 1982, ils ont, grâce à leurs prêts inconsidérés, mis à genoux le Sud, il n'est plus question de financer des pays en question de paiements. Les flux en direction du Sud ont ainsi décliné de 52 milliards de dollars de 1981 à 1986 (ils ont en fait été inversés). « La répugnance des banques à continuer de prêter implique qu'il y a peu à attendre à l'avenir d'un financement extérieur de ce type... Quant aux investissements directs, « il est difficile d'imaginer comment ils pourraient retrouver leur élan, même si les réglementations et les législa-

tions leur sont favorables ». D'autre part, un droit « excessivement permissif » risque de faire se diriger les capitaux vers des secteurs non prioritaires pour les économies locales, ce qui ne contribuerait en rien au développement. Et « les forces du marché » ne provoquent que rarement des transferts de technologie utiles ou adaptés aux pays receveurs.

Les sociétés multinationales peuvent, selon les experts de l'ONU, faciliter les « ajustements structurels » dans la mesure où elles sont intéressées par les achats de matières premières et le développement de l'agro-business. Mais l'expansion de ce dernier secteur

**MAGHREB
MACHREK
MONDE ARABE**

**UNE NÉCESSITÉ DU
TEMPS PRÉSENT :
COMPRENDRE LE
MONDE ARABE.**

TOUS LES TRIMESTRES,

- des études de fond sur les réalités politiques, économiques et sociales,
- des chronologies par pays et par thèmes,
- une revue critique des publications sur la région.

المغرب والمشرق

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. 01 40.15.70.00.

**LE COURRIER
DES PAYS
DE L'EST**

**UN MENSUEL
INDISPENSABLE POUR
SUIVRE L'ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE DES PAYS
À ÉCONOMIE PLANIFIÉE :**

URSS	CUBA
BULGARIE	VIETNAM
HONGRIE	CAEN
POLOGNE	ALBANIE
EDA	YOUGOSLAVIE
ROUMANIE	CHINE
TCHÉCOSLOVAQUIE	CORÉE DU NORD
MONGOLIE	

des études générales et sectorielles sur l'industrie, le commerce et la coopération, des bilans économiques annuels, des synthèses sur les problèmes du jour.

PUBLICATION RÉALISÉE PAR LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE DOCUMENTATION SUR L'URSS, LA CHINE ET L'EUROPE DE L'EST.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7 Tél. 1 40 15.70.00.

ne

La dérive du mouvement syndicalisme
semble pour effet de remettre à l'ordre des
jours vérités amples, que rappelle l'agit
camp. Ancien secrétaire général de la CFTC
syndicat du livre.

[illegible]

- (11) Confédération française démocratique du travail
- (12) La CFDT, un passé pour l'avenir, Paris, P.E.C., Montreuil, 478 pages, 101 F.
- (13) PDG de la société Gervais-Danone.
- (14) Ancien PDG de Saint-Gobain, ministre du Travail dans le gouvernement Rocard.
- (15) Voir également Jacques Le Goff, *Le Moyen Âge, histoire du monde du travail*, le Masque, 1983.
- (16) Confédération européenne des syndicats.

THE LABOUR TRADE, Filipino migrant workers around the world
★ Catholic Institute for International Relations

De la lecture de cet ouvrage collectif sur l'émigration des travailleurs philippins, il ressort que l'« exportation » de main-d'œuvre, soumise d'ailleurs aux aléas de la demande étrangère, coûte en fait au pays : elle ne contribue pas à la formation du capital local, et attire vers l'étranger des centaines de milliers de diplômés, en d'autres termes, des individus de haute qualité qui font courir défaut à l'économie. L'ouvrage apporte, pays par pays, d'intéressantes informations sur l'exploitation que subissent les *Philippins*, qu'il s'agisse des *sumos*, des marins, des ouvriers du Proche-Orient, etc. L'émigration est très ancienne (plaisanterie de l'auteur) mais elle a considérablement augmenté depuis 1975, plus d'un million et demi de *Philippins* ont quitté l'archipel. Ils y envoient beaucoup d'argent, et pourtant les problèmes intérieurs ne cessent de s'aggraver. Un exemple à méditer pour des pays qui, comme le Vietnam, ont vu partir aussi des centaines de milliers de travailleurs.

J. D.

**« Le Monde diplomatique »
en arabe .**

Le premier numéro du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme le *Monde diplomatique* en espagnol, cette nouvelle publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (avec, ce mois-ci, un article du romancier égyptien Gamal Ghitany sur l'œuvre de Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature 1988).

● *Le Monde diplomatique*, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 32-25-31. Telex : 28-576. — Prix de l'abonnement : Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 60 francs suisses; autres pays arabes : 45 francs suisses. Europe : 60 francs suisses.

• *Le Monde diplomatique en espagnol*, 25 de Mayo 586, 9° piso, 1002 Buenos-Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays.

ABONNEMENT A PRIX RÉDUIT POUR LES ÉTUDIANTS. — Depuis le mois d'octobre, les étudiants désireux de s'abonner à notre journal bénéficient d'une réduction : le prix est de 120 F (au lieu de 162 F) pour un abonnement annuel et de 70 F (au lieu de 90 F) pour un abonnement de six mois (joindre une photocopie de la carte d'étudiant).

Sur les causes de la pauvreté des nations

LES économies libérales comme les économies étatiques n'ont pas éliminé la pauvreté, bien au contraire. Le phénomène ne cesse de croître, paradoxe d'un monde qui pourtant vante l'« expansion », investit beaucoup dans la recherche, produit de plus en plus. Paradoxe apparent, qui ne se dissipera pas aussi longtemps que ne sera pas imaginé un nouveau type de société.

Par MICHEL BEAUD*

Nul ne peut ignorer la réalité de la pauvreté d'aujourd'hui.

Pauvreté dans les pays riches : aux États-Unis d'abord (1), et chez nous, en cette douce terre de France (2). Pauvreté bien sûr aussi dans les pays pauvres et dans les régions de misère et de famine (3).

Le rapport de la commission Brundtland le souligne : « Il y a plus de gens souffrant aujourd'hui de la faim dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire humaine, et leur nombre augmente (4) ». Ainsi, on peut évaluer qu'en 1980, 340 millions de femmes - 14 % de plus qu'en 1970 - ne disposaient pas de calories en nombre suffisant ; et la Banque mondiale prévoit que ce nombre va continuer à croître (5).

« Le nombre de personnes vivant dans des taudis et des bidonvilles ne recule pas, il s'accroît. Un nombre croissant de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires et sont donc la proie des maladies qui découlent de ces manques (6) ».

Les indicateurs chiffrés peuvent être multipliés ; l'un d'eux les résume, même s'il faut, comme tout chiffre, l'utiliser avec intelligence, en s'interrogeant sur ce qu'il recouvre et en le situant dans son contexte : le produit par habitant. Faut-il rappeler les dix pays qui à cet égard, ont, en 1985, les chiffres les plus faibles : Éthiopie, Bangladesh, Burkina-Faso, Mali, Bouthan, Mozambique, Népal, Malawi, Zaïre,

* Professeur au département d'économie politique de l'université Paris-VIII, président du groupement d'intérêt scientifique « Économie mondiale, tiers-monde, développement » (GEMDEV).

Birmanie ? Peut-on rappeler que le produit moyen par habitant évalué pour ces pays correspond au centième de celui mesuré dans les pays industriels et pétroliers riches (7) ? De tels écarts moyens signifient qu'une famille très riche, dans le monde contemporain, dispose de revenus correspondant aux ressources de dizaines de milliers de familles pauvres dans des pays pauvres - peut-être même de plus de cent mille.

Et l'écart s'est creusé au cours des dernières décennies : avec, d'une part, l'accentuation des inégalités au sein de chaque pays, en cette période où triomphe l'idéologie du chacun pour soi ; avec, d'autre part, la croissance plus faible dans les pays les plus pauvres : ceux-ci ont connu, de 1965 à 1985, un taux de croissance annuel moyen du produit par tête de 0,4 % - contre 2,4 % à 3 % dans les autres groupes de pays (8).

Donc la pauvreté, le dénuement, progressent ; les inégalités s'accroissent ; et cela, si l'on prend un peu de recul, dans une période d'exceptionnelle croissance de la production et de la consommation.

Là encore - tout en connaissant les difficultés et les limites des évaluations et des comparaisons soit à travers de longues périodes de temps soit entre des formations sociales nationales profondément différentes, - retenons, pour les ordres de grandeur qu'ils expriment, quelques chiffres : en dollars de 1975, le produit mondial de 1900 a été évalué à 580 milliards de dollars (pour 1,6 milliard d'habitants, soit 360 dollars par tertiaire) ; en 1975, le produit mondial atteignait près de 6 000 milliards de dollars (pour près de

4 milliards d'habitants, soit environ 1 500 dollars par tertiaire) (9). En dollars de 1985, le produit mondial atteignait en 1985 près de 15 000 milliards de dollars (pour presque 5 milliards d'habitants, soit environ 3 000 dollars par tertiaire) (10).

Jamais tant de richesses produites, donc. Jamais tant de richesse.

Et jamais tant de pauvreté reconnue ou ressentie. Jamais tant de pauvreté.

Comment expliquer tant de misère en ce monde d'exceptionnelle opulence ? Cet article va s'attacher à proposer des lignes de réponse à cette question : non pas comme l'aboutissement d'une recherche accomplie, mais comme une invitation, pour des économistes, des chercheurs en sciences sociales, à s'emparer de ce « programme de recherche » pour en explorer les hypothèses. Car au paradoxe scandaleux de la coexistence d'incommensurables fortunes et de misères extrêmes s'en ajoute un second : le contraste entre l'énergie intellectuelle consacrée soit à des travaux d'intérêt

utilitaire à courte vue, soit à des travaux purement spéculatifs et largement stériles (on pense notamment à l'envahissante scolastique économique contemporaine), et l'absence presque totale de travail sur des problèmes essentiels tels que celui-ci.

Plusieurs pistes vont être abordées, non pas dans le souci de dégager la bonne (après avoir écarté les mauvaises), mais pour faire apparaître la pluralité des explications qu'il conviendrait de maîtriser si l'on veut comprendre, et a fortiori combattre, la pauvreté d'aujourd'hui.

Partons du lieu commun « Il y a toujours eu des riches et des pauvres » ; donc il y en aura toujours, et il est normal qu'il y en ait aujourd'hui... Cet adage est utilisé pour justifier bien des égoïsmes et des iniquités. Peut-on, pour autant, s'en débarrasser simplement en le rejetant ? Certainement pas : car le problème qu'on évacuerait alors est celui du caractère inégal, inégalitaire des sociétés humaines.

L'inégalité n'est pas garante de l'efficacité

DANS quelle mesure l'inégalité est-elle inhérente à nos sociétés ? Est-il vrai qu'elle en constitue un facteur de dynamisme ? Que faut-il rechercher : l'égalité absolue, ou une inégalité atténuée, ou une - hypothétique - « égalité des chances » au sein de sociétés plus ou moins inégales ? Ces questions ne doivent pas être flouées.

Ce qui peut, en tout cas, être avancé, c'est d'abord que l'inégalité n'est en rien garante de l'efficacité : l'inégalité extrême caractérise souvent des sociétés à faible dynamisme ; et des pays qui, au cours des dernières décennies, ont fait reculer les inégalités sociales en leur sein (notamment les pays sociaux-démocrates du nord de l'Europe) ont conservé leur dynamisme économique.

D'autre part, si l'on accepte le constat que les sociétés humaines restent inégalitaires pendant encore des générations, la question est celle du degré d'inégalité, ou, ce qui revient au même, du degré de solidarité : la réponse dépend à la fois d'un choix éthique et de l'histoire de la société considérée. Mais ce qui complique aujourd'hui les choses, c'est qu'il n'est plus possible de s'en tenir à un seul

niveau de solidarité : la paroisse ou le village, ou l'État national... Communisme ou quartier, petite région, agglomération urbaine, État-nation, grand ensemble plurinational et monde : tous ces niveaux sont interdépendants, et chacun doit, d'une manière ou d'une autre, être pris en compte.

Et, finalement, le constat de la présence de la pauvreté dans presque toutes les sociétés humaines n'aide guère à la compréhension de la pauvreté contemporaine : celle-ci est multiforme ; dans sa diversité, elle est sans cesse démultipliée, renouée, foisonnante. Il faut donc comprendre les progrès par lesquels elle se reproduit.

Une thèse s'oppose à celle du caractère général - et donc en quelque sorte fatal - de l'inégalité dans les sociétés humaines ; elle impute au système social prédominant la responsabilité de la pauvreté : le capitalisme serait non seulement inégalitaire, mais producteur d'inégalité ; en détruisant les activités productives et les formes sociales traditionnelles, en cherchant le maximum d'efficacité par l'investissement et la modernisation, le capitalisme prive les petits producteurs de leur gagne-pain et les salariés de leur emploi ; et la recherche du profit pousse à la pression permanente sur les salaires ; d'où le double mouvement, évoqué par Karl Marx, avec accumulation extrême de richesses à un pôle et prolétarisation sans limite à l'autre.

Logique marchande, capitalisme, étatsisme

PLUS complexe est la logique capitaliste : elle est fondée sur la production de marchandises portées de plus-value, laquelle génère, par-delà le profit, accumulation et reproduction élargie ; son moteur principal est, dans le cadre de chaque entreprise, la recherche du profit ; le fonctionnement de ce moteur est, comme pour les fusions de haute performance, entretenu, soutenu, parfois suractivé par des moteurs annexes : recherche de la richesse, du pouvoir, du prestige par les hauts dirigeants, mais aussi par les cadres supérieurs et moyens.

Le système capitaliste est une fantastique machine à créer de la richesse : les cinq dernières décennies, comme les cinq derniers siècles, en témoignent (11). Il est aussi une terrible machine à créer de la pauvreté : il détruit, disloque les systèmes productifs plus faibles. Il crée des besoins nouveaux, exacerbe des besoins anciens, transforme en besoins d'achat de marchandises des besoins qui étaient auparavant satisfaits grâce aux « bontés de la nature », au travail domestique, à des solidarités familiales, communautaires ou de voisinage. Il modifie en fonction de ses objectifs l'organisation de la production, ce qui conduit à des formes diversifiées et parfois contradictoires : hauts et bas salaires, stabilité et précarité de l'emploi, stratégies d'intégration et d'exclusion, travail clandestin... Il révolutionne les techniques, modifie les produits, transforme les modes et les goûts, créant ici de nouvelles activités et de nouvelles prospérités, et provoquant, dans le même mouvement, l'atonie ou l'agonie d'entreprises, de secteurs, de régions, voire de pays entiers, avec le cortège bien connu des fermetures d'usines, des licenciements, du chômage.

Là est sans doute un des nœuds du problème : le capitalisme engendre à la fois des prospérités et des pauvretés.

Peut-on pour autant affirmer que le capitalisme a intrinsèquement besoin de la pauvreté ? En un sens non : en témoigne la logique fordiste des hauts salaires qui, à travers la consom-

Cette vision était largement conforme aux faits observables dans les pays où s'est déployée l'industrialisation capitaliste au dix-neuvième siècle : misère du prolétariat urbain et écrasement des ouvriers d'usine. Mais la prévision, qui la prolongeait, d'une poursuite sans fin de procès ainsi engagé, elle, n'a été largement démentie dans ces mêmes pays : la pauvreté est certes loin, on l'a vu, d'en avoir totalement disparu ; mais la part des producteurs et des travailleurs indépendants y reste non négligeable ; des couches salariales intermédiaires se sont développées, tant dans les appareils d'État que dans les entreprises ; quant à la classe ouvrière, elle a pour une large part, à travers les compromis « fordistes » ou « sociaux-démocrates », accédé à un niveau et un genre de vie tels qu'on ne peut plus dire qu'elle n'a « rien à perdre que ses chaînes ».

Faut-il dès lors affirmer, comme l'ont fait beaucoup d'auteurs dans les années 70, que la vision de Marx, si elle n'est plus vérifiée dans les pays capitalistes industrialisés, reste totalement valide si l'on regarde la réalité mondiale ? On y observe certes, à un degré inouï, une double concentration et de capital et de pauvreté. Mais, sauf à verser dans le schématisme ou le simplisme, il est impossible de se borner à dire que tout s'explique par le fonctionnement du capitalisme au niveau mondial : car comment expliquer, alors, les profondes différences entre pays ? Comment expliquer l'extrême misère de pays dans lesquels le capitalisme mondial semble avoir peu d'impact ? Comment expliquer la pauvreté, et quelquefois la pauvreté extrême, dans des pays qui, selon leurs dirigeants, se sont affranchis du capitalisme et sont, plus ou moins, engagés dans la voie du socialisme ?

A l'évidence, la réflexion doit être approfondie et affinée.

L'axe d'analyse le plus fructueux nous paraît être l'examen des principales logiques économiques et sociales structurantes - marchande, capitaliste, étatique - à l'œuvre dans nos sociétés.

La logique marchande est fondée sur la production et le commerce de marchandises et l'échange monétaire ; elle a comme moteur la recherche de l'enrichissement individuel et familial ; elle s'accompagne donc de la formation d'inégalités et a, si l'on peut dire, sa pauvreté, encore qu'elle s'accommode mieux encore d'un climat général d'aisance ou de prospérité.

La vitalité de larges secteurs productifs ; en témoigne aussi le fait que c'est sur la base d'économies capitalistes que les forces social-démocrates ont réussi, dans le nord de l'Europe, à faire reculer la pauvreté grâce à une maîtrise sociale des fruits de la croissance. Mais, dans l'autre sens, il est vrai que de larges poches de pauvreté peuvent aider à maintenir des zones de bas salaires, même dans les pays les plus riches, et au premier rang d'entre eux les États-Unis. Dans sa diversité, dans sa plasticité, le capitalisme peut aussi bien tirer avantage des pauvretés existantes que des programmes déployés ou des stratégies mises en œuvre pour les combattre ; dans son dynamisme, il fait

(1) Voir notamment les articles de Claude Julien et Pierre Dommergues dans le dossier « Sociétés écartelées, planètes disloquées » publié dans le *Monde diplomatique* de mai 1988.

(2) Voir le rapport de Joseph Wroblewski pour le Conseil économique et social. « Grande pauvreté et précarité économique et sociale ». Journaux officiels, Paris, et l'article de Denis Clero dans le *Monde diplomatique* de juin 1988.

(3) Voir les articles de Claude Julien, Jacques Chonchol, Claude Lianou dans le dossier « La pauvreté dans le monde 1987 » publié dans le *Monde diplomatique* de mai 1988.

(4) Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Our Common Future*, Oxford University Press, Oxford, 1987, p. 29. Ouvrage publié en français sous le titre *Notre avenir à tous* par les éditions du Fleuve et les Publications du Québec, Montréal, 1988.

(5) Banque mondiale, *Poverty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries*, Washington, 1986.

(6) *Our Common Future*, op. cit. p. 29.

(7) Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde 1987 », Washington, 1987, pp. 232-233.

(8) *Ibidem*.

(9) Edwin J. Perkins, *The World Economy in the Twentieth Century*, Schenkman, Cambridge, Mass., 1983, pp. 19-21.

(10) Institut national d'études démographiques (INED), *Population et sociétés*, septembre 1987, p. 2 et 3.

(11) Voir Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, Seuil, Paris, 1982. Nouvelle édition : « Points », Seuil, Paris, 1987.

ANNÉE UNIVERSITAIRE 1989-1990

ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS DE 3^e CYCLE, JEUNES CHERCHEURS ET JEUNES ARTISTES FRANÇAIS*

Vous qui souhaitez acquérir une spécialisation, poursuivre des recherches doctorales ou postdoctorales, améliorer vos connaissances linguistiques à l'étranger,

des programmes de BOURSES existent pour les pays suivants :

SPECIALISATION ET RECHERCHE			STAGES LINGUISTIQUES D'ÉTÉ		
PAYS	DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS		PAYS	DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS	
EUROPE DE L'OUEST					
ALLEMAGNE (F.R.G.)	30 JANVIER		TCHÉCOSLOVAQUIE	31 DÉCEMBRE	
AUTRICHE	15 FÉVRIER		URSS	1 ^{er} DÉCEMBRE	
BELGIQUE	30 MARS		YUGOSLAVIE	15 FÉVRIER	
BELGIQUE	1 ^{er} FÉVRIER			31 DÉCEMBRE	
BELGIQUE	15 FÉVRIER		EGYPTE	1 ^{er} FÉVRIER	
DANEMARK	15 FÉVRIER		ISRAËL	15 DÉCEMBRE	
ESPAGNE	15 FÉVRIER		KOWEÏT	30 MARS	
FRANDE	15 FÉVRIER		SYRIE	30 MARS	
GRANDE-BRETAGNE	15 FÉVRIER				
GRANDE-BRETAGNE - OXFORD	1 ^{er} MARS		AUSTRALIE	15 MAI	
GRÈCE	1 ^{er} MARS		CHINE	1 ^{er} MARS	
IRLANDE	15 MARS		CORÉE	31 OCTOBRE	
ISLANDE	15 MAI		INDE	21 DÉCEMBRE	
ITALIE	21 DÉCEMBRE		INDONÉSIE	15 JANVIER	
ITALIE	15 FÉVRIER		JAPON	15 OCTOBRE	
ITALIE	30 JANVIER		PHILIPPINES	15 DÉCEMBRE	
NORVÈGE	15 JANVIER		NOUVELLE-ZÉLANDE	1 ^{er} JUILLET	
PAYS-BAS	15 JANVIER		THAÏLANDE	15 JANVIER	
SUÈDE	1 ^{er} FÉVRIER				
SURSE	1 ^{er} MARS		AMÉRIQUE DU NORD		
TURQUIE	31 MARS		CANADA	15 DÉCEMBRE	
			ÉTATS-UNIS	1 ^{er} DÉCEMBRE	
			ÉTATS-UNIS	1 ^{er} MARS	
EUROPE DE L'EST					
ALBANIE	1 ^{er} FÉVRIER		AMÉRIQUE CENTRALE et du SUD		
ALLEMAGNE (R.D.A.)	1 ^{er} MARS		BRESIL	5 JANVIER	
BULGARIE	31 DÉCEMBRE		COLOMBIE	1 ^{er} JUILLET	
HONGRIE	31 DÉCEMBRE		MEXIQUE	15 DÉCEMBRE	
POLOGNE	31 DÉCEMBRE		VENEZUELA	5 JANVIER	
ROUMANIE	31 DÉCEMBRE				

* Les artistes professionnels peuvent également postuler une bourse de création dans le cadre du programme « VILLA MEDICIS HORS LES MURS » (DATE LIMITE : 15 AOÛT 1989)

Pour toutes précisions, veuillez adresser un curriculum vitae et un projet d'études ou de recherche indiquant le pays sollicité au :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques

Direction de la Coopération Scientifique, Technique et du Développement

Division de la Formation des Français à l'Étranger

6, RUE DE MARIIGNAN 75008 PARIS

HEURES D'OUVERTURE AU PUBLIC : LUNDI, MARDI, JEUDI, VENDREDI DE 14 H À 17 H

© 1988 M. D.

et des hommes dans le monde contemporain

En outre, depuis un demi-siècle, les économies et les sociétés nationales sont plus et plus liées entre elles, par l'information, le transport, les circuits marchands et financiers; elles sont prises dans un système international — multinational — mondial hiérarchisé (13), où les uns imposent leur domination, leurs systèmes de prix, leurs décisions d'acheter (ou non), de vendre (ou non), d'investir (ou non), d'exploiter (ou non) des ressources, tandis que les autres, à des degrés divers, embissent ou, parfois, résistent. Et, dans la crise en cours, profonde et complexe mutation à l'échelle mon-



**DESSIN DE PISSARRO (1890)
DU JOURNAL ANAR**

Ce qui est sûr, c'est que si nos besoins étaient restés les mêmes qu'il y

[illegible]

comme dans ceux du Sud, à l'ouest comme à l'est, le caractère illégitime et éthiquement inacceptable de fortunes privées excessives, ainsi que des privilèges et des avantages exorbitants ; contrebalancer sur la même base les dépenses de surarmement et toutes les dépenses superflues des Etats, des entreprises et des détenteurs de fortunes privées, et les soumettre à une taxation établie à l'échelle mondiale ;

7) Et finalement inventer les voies, maîtrisées socialement, d'une nouvelle propriété, qui ne doit pas être confondues — les lecteurs de cet article l'auront comprise — avec la recherche du taux maximum de croissance...

MICHEL BEAUD.

(12) Voir Michel Beaud, *Le Socialisme*



destruction de biens essentiels : l'eau potable, l'air respirable, les sols arables, le cadre de vie immédiat, les lacs, fleuves et océans comme milieux de vie animale et végétale, la couche d'ozone et, plus largement, les équilibres fondamentaux qui ont jusqu'ici permis l'apparition et le développement de la vie sur la terre (15) ; rejet de déchets et de matières non recyclées dans les sols, les eaux, les airs, les océans, et maintenant exportation de ces déchets dans certains pays pauvres... Ces destructions, ces rejets annihilent des sources naturelles, gratuites, de satisfaction des besoins et rendent nécessaires des productions organisées, et donc coûteuses : l'eau en bouteille mais aussi maintenant dans sa quasi-totalité

4) D'une manière générale, réserver les excédents écartés entre riches et pauvres. Entre pays d'abord, en sauvegardant, en respectant et en valorisant mieux les productions des pays pauvres, et en permettant aux pays engagés dans la voie de la modernisation de disposer de techniques

MICHEL BEAUD.

(12) Voir Michel Beaud, *Le Socialisme et l'épave de l'histoire*, Seuil, Paris, 1983 et 1985.

(13) Voir Michel Beaud, *Le Système national/mondial hiérarchisé*, La Découverte, Paris, 1987.

(14) Sénèque, « De la tranquillité de l'âme », in *Les Stoïciens*, Callimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1962.

(15) Nous nous référons ici, entre autres au rapport cité, *Our Common Future*, et aux travaux du Groupe de Vézelay sur « Les risques technologiques majeurs ». Voir aussi les articles de René Dumont et de Giorgio Napolitano dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 1989. Une plume ne se sac...

(16) Cf. Michel Beaud, *Le Socialisme et l'épave de l'histoire*, op. cit.

100

Age Group	1970	1980	1990	2000	2010	2020
0-14	18	16	14	12	10	8
15-24	12	11	10	9	8	7
25-34	10	9	8	7	6	5
35-44	8	7	6	5	4	3
45-54	6	5	4	3	2	1
55-64	4	3	2	1	0	0
65-74	2	3	4	5	6	7
75+	1	2	3	4	5	6

Le pauvre d'aujourd'hui peut être pauvre de deux manières : il peut,

75008 Paris Catherine

it, Nadine Gordimer, J.M. Coetzee, etc.

LA RÉVOLTE D'UNE

L'Algérie

Si odieusement réprimées, les émeutes d'octobre en Algérie étaient prévisibles. En raison de la baisse de la rente pétrolière, les autorités — comme dans beaucoup de pays du tiers-monde — ont dû modifier le modèle de développement et favoriser l'expansion du secteur privé. Dans une société bloquée, contrôlée par un parti unique, de nouvelles inégalités sont alors apparues qui, s'ajoutant aux pénuries chroniques et à la montée de la corruption, ont provoqué la révolte d'une génération sacrifiée.

C'est ce qui se produit d'ordinaire lorsqu'une modification des structures économiques n'est pas accompagnée de réformes politiques. Pour avoir ignoré cette loi, les autorités doivent maintenant affronter le réveil de la société civile. Les citoyens multiplient les revendications et réclament désormais, dans l'ensemble du Maghreb, l'instauration d'authentiques démocraties.

Par IGNACIO RAMONET

« A qui profitent ces émeutes ? », a demandé le président Chadli Bendjedid lors de son intervention télévisée du 10 octobre dernier. La réponse définitive à cette question ne sera connue qu'après le sixième congrès du Front de libération nationale (FLN, parti unique), au début de décembre prochain.

S'il porte l'entière responsabilité politique et morale de la sanglante répression contre les jeunes contestataires, le gouvernement algérien peut-il être accusé d'avoir provoqué la chute des cours du pétrole et la baisse du dollar, principales causes économiques des émeutes ?

Les tensions sociales étaient très vives depuis plusieurs années, et les troubles récents tout à fait prévisibles (1). Un baril de pétrole valait 40 dollars en 1979 ; il en vaut 12 aujourd'hui. En trois ans, les revenus des hydrocarbures ont diminué de 5 milliards de dollars et les ressources de l'Etat de 40 %. Le pays se retrouve pour ainsi dire ruiné (en juillet dernier les réserves en devises s'élevaient à seulement 1,06 milliard de dollars). Comment répondre aux multiples réclamations de la population ? Dans les mêmes conditions, d'autres Etats — comme le Nigeria et, plus récemment, le Mexique — ont aussi connu de violentes secousses sociales. Demain, la Venezuela et l'Indonésie, qui vivent du pétrole, les connaîtront sans doute à leur tour.

Cet appauvrissement soudain contraint l'Algérie à revoir son modèle de développement et la conduit probablement à modifier son mode d'organisation politique.

Après sa longue guerre contre la France, l'Algérie avait voulu proposer au tiers-monde son modèle de développement fondé sur la non-dépendance et sur une économie autarcique. Grâce à la rente pétrolière, elle entreprit dès 1962 une industrialisation très volonta-

riste et une réforme agraire de grande ampleur : encouragea la croissance démographique afin, certes, de compenser l'excès de mortalité de la période coloniale, mais aussi en raison de rivalités régionales, en particulier avec le Maroc. Le jeune Etat, de vocation laïque, fit preuve de même volontarisme dans la sphère culturelle. Négligent la réalité kabyle, il entreprit d'arabiser la population à marche forcée, sans islamiser. Pendant vingt ans, ce fut une ruée, partout des chantiers, des grands travaux qui assuraient le plein emploi. La scolarisation fut massive et générale.

Longtemps, ce modèle de « socialisme à l'algérienne » fut envié par les citoyens des deux Etats voisins. Sur tout par les plus humbles, victimes d'un régime semi-féodal au Maroc et brimés par le paternalisme bourgeois en Tunisie. L'Algérie se voulait la « Prusse du Maghreb » et aspirait tout

naturellement, en raison de sa richesse et de sa puissance, à prendre la tête du futur Maghreb uni.

A l'époque, le pouvoir algérien apparaissait comme le seul, dans la région, qui soit une émanation du peuple. Face à la monarchie marocaine, fondée sur la tradition du maghzen, sur l'alliance des grandes familles caïdiales et sur l'oppression séculaire du fellah, et face à la Tunisie, où le néo-Destour, parti de la moyenne bourgeoisie citadine, accapare le pouvoir et limite les espoirs de la paysannerie et des ouvriers, l'Algérie affirmait que « le peuple est au pouvoir ». Ce n'est pas seulement un slogan, et les prolétaires des grandes villes marocaines et tunisiennes en sont persuadés.

Les ambitions régionales de l'Algérie, proclamées ouvertement par le colonel Houari Boumedienne, et l'effet d'attraction qu'exerce son régime sur les masses maghrébines vont pousser ses deux voisins à prendre des distances. La monarchie marocaine va chercher à étendre son territoire aux dépens d'abord de la Mauritanie (sans succès), puis du Sahara occidental (annexé en 1975). De son côté, la Tunisie noue des alliances à sa frontière orientale (union tuniso-libyenne en 1974). A l'intérieur, les syndicats et les partis de gauche (cf. affaire Ben Barka), soupçonnés de faire le jeu de l'Algérie ou de la Libye, seront systématiquement persécutés. Ainsi bien le Maroc que la Tunisie se rapprocheront, en outre, des Etats-Unis et du camp occidental. L'édification d'un « Etat socialiste » en Algérie renvoie la construction du Maghreb aux calendes grecques (2). A moins que les régimes marocain et tunisien ne soient, ainsi qu'on l'espère à Alger, balayés par les révoltes populaires qui s'y succèdent — en particulier les « émeutes de la faim » en 1981 et 1984 — et qui révéleront, par contraste, la pacification sociale existant en Algérie.

Le libéralisme contre les « acquis de la révolution »

APRÈS la mort de Houari Boumedienne, en décembre 1978, le régime algérien va connaître une grave crise du pouvoir, qui, aujourd'hui, dix ans après, n'est pas entièrement dénouée. Deux clans s'affrontent alors pour la succession à la direction de l'Etat : d'une part, autour de M. Bouteflika, les partisans d'une réforme économique laissant plus de place au marché, à l'initiative privée et à la production agricole individuelle ; de l'autre, autour de M. Yahiaoui, les partisans du renforcement de l'option socialiste et de la défense des « acquis de la révolution ». Aucun des deux clans n'étant en mesure de l'emporter, l'armée se trouve en position d'arbitrage, et elle propose — pour une période que l'on pense être de tran-

sition — l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé. Le sort porte ainsi aux fonctions de chef de l'Etat le colonel Chadli Bendjedid (3).

Très vite le nouveau président va être confronté à des problèmes majeurs, en premier lieu d'ordre économique. En effet, la période des vaches grasses se termine et l'ère tant redoutée de l'après-pétrole arrive plus tôt que prévu. Le pays n'est pas prêt, qui a planifié sur le long terme son développement économique en fonction d'un pétrole cher. Alger a tout mis sur l'industrie lourde — sidérurgie, installations pétrolières et gazières, cimenteries, constructions mécaniques... Tout a été, bien entendu, acheté à l'étranger, le plus souvent à crédit. Le fonctionnement et la maintenance de ces usines

dépendent de l'importation permanente de pièces de rechange et d'équipements.

Le soudain appauvrissement surprend l'Algérie en plein élan de développement. Tous les feux se mettent simultanément à cliqueter. Le basculement des revenus pétroliers impose de réduire de manière draconienne les importations. Sans pièces de rechange, de nombreuses usines tournent alors au ralenti, d'autres restent inachevées, des centaines de projets sont abandonnés. Les sources d'emploi se tarissent alors même que les nombreuses universités — orgueil du régime — déversent chaque année des dizaines de milliers de cadres, diplômés, compétents, qui vont devoir se contenter — dans le meilleur des cas — d'emplois de fortune. Le malaise social commence. Le pays doit recourir aux importations pour 80 % de ses besoins alimentaires et, contrairement au Maroc et à la Tunisie (4), a

négligé de développer son agriculture. « L'Algérie de 1988 ne produit pas plus — et parfois moins — d'aliments que celle de 1962 », constate René Dumont (5).

Là aussi, la limitation des importations va entraîner de graves conséquences : les pénuries de produits courants (viande, huile, sucre, tomates, semoule, cristaux...), déjà fréquentes, deviennent chroniques. Un réseau d'intermédiaires — abhorrés par la population — se développe et entretient, parfois artificiellement, la pénurie. Le marché noir, la débrouille, la corruption, le détournement de biens de l'Etat, se généralisent. La société se bloque et le mécontentement se répand. Les émigrés algériens en Europe cessent d'envoyer leur épargne par le canal des banques, se livrent à un troc massif qui fait perdre à l'Etat environ 2 milliards de dollars par an (6).

L'heure de l'austérité

A cela s'ajoutent les obligations financières à l'égard des créanciers. (Le président Chadli a encore rappelé, dans son discours du 20 septembre dernier : « Notre objectif est de rembourser les dettes contractées ces dernières années. ») Elles s'élèvent à 20,7 milliards de dollars. Et leur remboursement a coûté au pays, ces deux dernières années, 5,2 milliards de dollars. Les autorités ont imposé une politique d'ajustement structurel aussi sévère que celle qu'exige le Fonds monétaire international (FMI).

Les salaires ont été bloqués et les subventions aux produits de première nécessité réduites. Le président Chadli, qui était populaire à son arrivée au pouvoir, en 1979, avec son slogan « Pour une vie meilleure » devient l'homme de l'austérité. Sa cote baisse à mesure que la mal-vente se répand et que le mécontentement se généralise.

Alors que, dès 1985, la révolte gronde, le pouvoir se contente de piloter à vue et ne parvient pas à prévenir tous les dangers. Il n'évite pas, entre autres, la grave révolte des étudiants et des lycéens de Constantine en novembre 1986 (7).

Dans ce contexte, le président Chadli doit tenir compte de son opposition interne, représentée par l'aile gauche du FLN et par une partie de l'armée, restées fidèles au boumedienisme. Il est contraint d'adopter une voie médiane et d'introduire, à doses homéopathiques, des réformes qui encouragent l'initiative privée, cessent les grandes sociétés nationales, érodent la bureaucratie et restituent la terre aux fermiers. Il crée de nouvelles wilayas (préfectures) qu'il confie à de jeunes cadres compétents avec mission de dynamiser la politique régionale, d'attirer les investissements afin de

favoriser l'essor de pôles de développement autonomes en laissant une large part au secteur privé.

En politique étrangère, Alger abandonne peu à peu sa « diplomatie de grande puissance », atténuée son soutien au Front Polisario et, à petit pas, renoue avec le Maroc.

Officiellement, cette « perestroïka » chadlienne n'ose pas dire son nom. Le conflit interne, dans la sphère gouvernementale, se poursuit. Le président, entouré du noyau dur des réformistes — le général Lardi Belkheir, le ministre de l'Intérieur El Hadi Khediri et le ministre de l'Information Rachid Rouis — critique, dans chacun de ses discours, l'étatisme, la planification bureaucratique, la faible productivité, l'incompétence... Mais ne crève pas l'abcès au sein même du pouvoir. Et son attentisme — dix ans ! — devient périlleux. Car le temps joue désormais

(1) Lire : Ignacio Ramonet, « Vents de réformes en Algérie », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(2) Cf. Sophie Bessis, « Le Grand Maghreb sur le chemin des retrouvailles », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988.

(3) Pour une analyse plus détaillée de cette période, lire : Vents de réformes en Algérie, op. cit.

(4) La Tunisie importe 50 % de sa consommation de céréales. Il y a vingt ans, elle couvrait tous ses besoins.

(5) René Dumont, « Demain le tiers-monde », *Politix*, 21 octobre 1988.

(6) A titre de comparaison, la communauté portugaise en France (équivalente en importance à l'algérienne) avait officiellement transféré en 1982 à son pays d'origine 7,326 milliards de francs ; tandis que la même année, les Algériens n'envoyaient chez eux que 63 millions de francs ! (*Annuaire de l'émigration*, Paris, 5 octobre 1988).

(7) Cf. Karim Cherqui, « La révolte des jeunes à Constantine », *Libération*, Paris, avril 1987.

M. GISELE HALIMI

Un procès dans l'Algérie française

LE 20 août 1955, dans le village d'El Halia, à quelques kilomètres de Philippeville, des insurgés algériens s'en prennent aux habitations et à la mine, massacrant une trentaine d'Européens. S'ensuit aussitôt une terrible répression. Il faut des coupables.

Un procès des auteurs présumés de ce massacre s'ouvrira le 17 février 1958 à Philippeville. Alors jeune avocat, M. Gisèle Halimi assure aux côtés de M. Matrasso la défense des accusés :

« Quarante-quatre accusés, trente autres jugés par contumace, cinquante témoins, quinze avocats (...). Nous savions que les témoignages n'étaient pas à recueillir qu'à partir d'aveux, tous confectionnés grâce à la violence. Démontrer leur « incertitude » ferait chanceler tout l'échafaudage accusateur (...). La quasi-perfection des aveux des accusés frappait à première lecture. Par une sorte de distribution idéale, chaque accusé reconnaissait avoir tué telle ou telle victime. Et, avec une précision peu commune, ils reprenaient, presque mot pour mot, les conclusions du docteur Travail (médecin légiste local) sur les cadavres attribués à chacun d'eux. »

Les avocats demandent et obtiennent un nouvel examen de quatre cadavres. L'expertise est confiée au colonel parachutiste Larriguand, qui fera sa déposition le 26 février :

« Le colonel parachutiste-médecin légiste s'avance. Il est bref. Il s'exprime en des termes d'une clarté presque brutale. Ses conclusions ? Le docteur Travail a tort à la justice de fausses constatations (...). Coup de théâtre. Le docteur Travail bégaye... Il reconnaît... Il s'est trompé... Il n'a pas de certitude... Le colonel légiste a probablement raison... Il s'excuse... »

Malgré le doute qui pèse ainsi sur le dossier d'accusation, le commissaire du gouvernement demande neuf condamnations à mort. Il en obtiendra quinze. Le 9 avril 1958, à Alger, procès en cassation : le jugement de Philippeville est annulé. Au cours du second procès, à Constantine, le commissaire du gouvernement déclare le 28 octobre 1958 que « les résultats de l'autopsie contredisent en tous points les aveux » et qu'il est donc conduit à croire les accusés lorsqu'ils affirment avoir été torturés. Il ajoute : « Comment pouvons-nous retenir ces aveux pour juger les hommes qui comparaissent devant nous ? Il n'est qu'une seule explication possible : ces aveux ont été extorqués sous la violence (...). Je suis donc amené à abandonner l'accusation dans la plupart des cas de ces douloureux procès, c'est-à-dire contre trente et un accusés... »

En fait, trente-quatre accusés sont acquittés. La justice a donc triomphé. L'affaire est terminée. M. Halimi et M. Matrasso vont à la prison faire leurs adieux aux inculpés dont ils ont sauvé la tête.

« Nous ne les revoirons jamais. La plupart d'entre eux furent internés dans un camp à leur sortie de prison. Ils furent, nous dit-on, massacrés par l'OAS. D'autres disparurent mystérieusement et à jamais. »

Citations extraites de : Gisèle Halimi, *Le Laïc de l'orange*, Gallimard, Paris, 1988, 400 pages, 125 francs.

DANS LA PRESSE LOCALE

Ceux qui tirèrent la sonnette d'alarme

A lire le très officieux quotidien en langue française *El Moudjahid*, on pouvait penser ces derniers mois que les journalistes algériens étaient insensibles aux problèmes qui minaient le pays. En fait, il fallait attendre chaque jour la sortie des deux hebdomadaires de langue française, *Algérie Actualité*, proche de l'équipe gouvernementale, et *Révolution africaine*, organe central du parti du Front de libération nationale (FLN) pour sentir les frémissements de la révolte.

Dans le lendemain des émeutes de Constantine et de Sétif en novembre 1986, *Révolution africaine* surprit ses lecteurs en consacrant un dossier aux « événements de Constantine » intitulé « Le vrai ou le faux » (1) : « Qui a utilisé des problèmes réels pour en faire un espace de saque et de pillage ? Pourquoi n'a-t-on pas réglé plus tôt les problèmes des étudiants et des lycéens avant que n'éclatent ces actions ? » En conclusion, le rédacteur constatait : « Le calme est certes revenu, mais les leçons de ces événements restent à tirer. Mais encore une fois de nombreuses questions et une seule réponse : le dialogue. »

La réalité est connue de tous. *Algérie Actualité* en trace brièvement les grandes lignes : « La grosse des bataillons, de la population, a un âge qui se situe entre les premières études du libéralisme et les ardeurs du bac. Qui sont-ils ces 14-18 ans ? Un coup-pignon de délinquance, un grain de sel, un goût amer... Si la jeunesse se réveille, c'est qu'il y a eu trop de pressions, trop de frustrations et de promesses. Qui est-elle cette jeunesse dont on parle avec grand élan lors des grandes manifestations et qu'on oublie le lendemain ? (2). »

Algérie Actualité dessine le portrait des uns avec « Jeunesse dorée : le trio c'est chic » (3). Interrogé, un « bouti » (jeune des quartiers résidentiels des hauts de l'Algérie) : « Des étres étranges venus d'une autre galaxie. Leur destination ? Ridi-el-Fatih. Leur but : envahir la discoteque (...) Boisson ou trépas. Ecrit le journaliste, sont des termes absents de leur vocabulaire (...) Paga pas tout. Ne faites jamais la bêtise de leur parler de centre de formation professionnelle. Ils vous en demanderont le sens. »

Les grands dossiers de *Révolution africaine* s'attardent davantage sur la situation des autres, la masse des moins de vingt ans des cités surpeuplées d'Alger. Les « inoccupés » ou chômeurs, selon l'air du temps : « Ces exclus se sont dotés d'un espace : les places de chômeurs », rapporte le journaliste. Ces places ainsi baptisées sont

insurgées par les jeunes avec des inscriptions peintes sur les murs : « Au travail ! »

Si sape pe les factures de sa progéniture « tchi-tchi », le « bouti » ricole ses fonds de poche face à une ardoise, comme le montre un dessin paru en janvier 1987 dans *Algérie Actualité* (4).

Dans un article « égaré » dans la rubrique d'informations générales « Signe des temps », un journaliste de l'organe central du FLN s'interroge sur la présence croissante des mendiants et des sans-abri dans la capitale : « Est-ce la signification de l'appauvrissement de la population ? (...) Je dirai oui, nous sommes pauvres. Alger, ce n'est pas seulement les magasins stériles, les salons de thé chics et les boutiques de luxe, c'est aussi les boucassades dans les bus, les sœurs El-Fallah (magasins d'Etat), c'est aussi le manque d'hygiène et les interminables pénuries d'eau et les prix chers. » « Honteusement, poursuit le pamphlétaire, qu'il y a des villas, voitures et antennes paraboliques pour nous réconforter et dire : c'est l'ère de la prospérité (5). »

Un pavé dans la mare

RONIE du sort : au moment où le couvre-feu était instauré dans la région d'Alger, *Révolution africaine* était mis en vente avec, en dernière page, un véritable pavé dans la mare.

Ce sort est fait de véritables signaux qui commencent à clignoter de toutes parts : la crise, le chômage, les pénuries, les trafics, le mépris, l'incompétence, la corruption, les enrichissements opportunistes, les injustices sous-jacentes par un serment général d'impunité et d'espérance. L'auteur de ces lignes s'en prend violemment à ces publicités étrangères pour des produits « que l'on peut trouver entre-murs moyennant devise ». »

Ce texte a fait d'autant plus de bruit à sa sortie qu'il correspondait aux slogans criés par les jeunes manifestants lors des émeutes d'Alger. Dans sa conclusion, le rédacteur lançait, par ailleurs, un bien curieuse mise en garde : « Il est clair qu'il devient urgent aujourd'hui de défendre cette image d'avenir (...) sous peine de voir le pays basculer sous les fourches caudines des jeux d'intérêts étrangers et de forces puissantes (6). »

SADIA AYATA.

(1) *Révolution africaine*, n° 1185, 14 novembre 1986.

(2) *Algérie Actualité*, n° 1111, janvier 1987.

(3) *Algérie Actualité*, n° 1123, avril 1987.

(4) *Algérie Actualité*, n° 1111, janvier 1987.

(5) *Révolution africaine*, n° 1281, 16-23 septembre 1988.

(6) *Révolution africaine*, n° 1283, 30 septembre-6 octobre 1988.

GÉNÉRATION SACRIFIÉE sous le choc

A high-contrast, black and white photograph showing a large crowd of people gathered in front of a multi-story building. The scene is filled with debris and rubble, suggesting a state of chaos or aftermath of a disaster. The image is grainy and has a stark, almost graphic quality.

ALGER, 10 OCTOBRE
Des réformes économiques sans réformes politiques produisent une explosion

lation qui souhaite, comme en Algérie, des réformes politiques et économiques radicales. Ces réformes sont réclamées, avec une particulière vivacité, par les mineurs de Silésie, les sidérurgistes de Cracovie et les ouvriers des chantiers navals de Gdansk. Mais toute modernisation industrielle aujourd'hui, en Pologne comme ailleurs, condamne, en grande partie, les mines de charbon, la sidérurgie et les chantiers navals ; et, en tout cas, remet en cause les méthodes de travail. La modernisation et la réforme économique supposeraient le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs de ces secteurs — comme cela s'est produit, au début des années 80, en France, en Belgique, au Royaume-Uni et en Espagne. Les travailleurs qui exigent ces réformes accepteraient-ils les conséquences de celles-ci ? Telle est l'équation polonaise ; telle est aussi la quadrature du cercle que devront résoudre demain M. Gorbatchev comme le prochain président algérien. Et cela ne se fera sans doute pas — voir la Yougoslavie aujourd'hui — sans convulsions et sans violence.

es démocratisantes »

à venir, car les questions kabyle et berbère n'ont jamais été résolues ; et le nouveau contexte ne peut que favoriser les contestations.

D'autant que les perspectives du marché unique et l'accélération de la modernisation en Europe conduisent le Maghreb à resserrer ses liens avec la CEE en particulier, à multiplier les échanges avec le Sud de la Communauté (Portugal, Espagne, France et Italie) (12).

Les jeunes générations maghrébines, et notamment, les centaines de milliers de cadres, de techniciens, d'ingénieurs, d'artistes et d'intellectuels, souvent de très haut niveau et de compétence internationale, supportent de moins en moins les méthodes archaïques des gouvernements : la langue de bois du parti au pouvoir en Algérie ; l'arbitraire du monarque au Maroc (13) et les violations systématiques des droits de l'homme dans toute la région. Ils estiment que le temps du bâton, cette tradition coloniale, doit s'achever. Pour pouvoir affronter enfin, avec intelligence et responsabilité, les problèmes concrets de l'indispensable construction d'un Maghreb uni.

(8) « Discours du président Chadli » (texte intégral). *Actualité de l'émigration*, op. cit.

(9) *Révolution*, Paris, 14 octobre 1988.

(10) Lire en particulier : *le Monde*, 15 octobre 1988 ; *l'Evenement du jeudi*, 20 octobre 1988 ; et *Politix*, 21 octobre 1988.

(13) Cf. Remy Leveau, « Stabilité du pouvoir monarchique et financement de la dette », *Maghreb-Machrek*, n° 118, la Documentation française, Paris, octobre 1987.

Le modèle de développement choisi par l'Algérie a échoué. Comme ont également échoué les modèles libéraux adoptés par la Tunisie et par le

Maroc, pays soutenus à bout de bras par les organismes financiers internationaux et régulièrement secourus par les puissances populaires, elles aussi étouffées dans le sang. Le coup d'Etat du général Ben Ali, en novembre 1987, témoigne de cet échec en Tunisie où l'on s'efforce de démocratiser la vie politique sans remettre en cause les choix en faveur du libéralisme économique.

L'Algérie, comme d'autres pays du tiers-monde, avait choisi, pour se déve-

Faillites

Le page de l'étardisme est tournée, mais le libéralisme sauvage offrira-t-il aux « damnés de la terre » le paradis perdu ? Le Maroc et la Tunisie ont, dans les années 80, connu des émeutes de la faim, témoignant, avec autant de force qu'en Algérie, d'une autre banqueroute, celle du système libéral. Dans tout le Maghreb — et même si Paul-Marie de la Gorce remarque le « bilan honorable de l'Algérie indépendante en de nombreux domaines », « l'érosion et le déclin se généralisent. L'Etat ne protège plus la société, les droits des indépendants ont été trahis. Le bilan est-il vraiment très différent de celui de l'immense majorité des pays du tiers-monde ? »

Et ses responsabilités ne tombent pas seulement sur « l'histoire ou sur l'importation de modèles étrangers », comme l'aurait écrit un journaliste, en l'occurrence, en Italie ou au Japon, ni le PNB plongé de 30 ou 40 % en un 7 » s'interroge Nicolas Sarkis dans LE PETROLE ET LE GAZ ARABES du 16 octobre. De 13 milliards de dollars en 1985 les recettes d'hydrocarbures de l'Algérie sont tombées à 7,7 milliards en 1986 et 8,4 milliards en 1987. Cette chute du cours des matières premières a affaibli bien des régimes, même « libéraux » comme à Abidjan, même démocratiques comme à Buenos-Aires. Elle a entrainé des restrictions drastiques sur les dépenses sociales, sur l'éducation ou le logement ; elle a même fait larmier la vie de vieilles familles. En un mot, la baisse des revenus d'exportation a, très concrètement, fait des dizaines de milliers de victimes.

ALAIN GRESH.

ALAIN GRESH[illegible]

Faillite

droits de l'homme publie un rapport accablant sur la situation des droits de l'homme en Arabie saoudite, quel journal l'a mentionné ? Quel intellectuel s'est enflammé ?

Comment gommer aussi, quand on parle de l'Algérie, l'histoire et les responsabilités de la France, « de la France d'hier ou d'aujourd'hui » (André Fontaine, dans *Le MONDE* du 19 octobre). Et Jean-Louis Hurst, un ancien

« porteur de valises », interpelle l'opinion : « Tout ce qui se cache en Algérie est extrême : la frustration, la mal-vie, le médiocrité des aspirations. Elles renvoient à une origine peu commune : le plus terrible des lamenages, la plus totale acculturation qu'un peuple ait jamais connus. Ce s duré cent trente-deux ans. Vous en souvenez-vous ? » (LIBERATION, 17 octobre).

commentaires de la presse occidentale. On y a souvent présenté les émeutes comme dirigées contre les conséquences, en effet désastreuses, de l'étatisation générale de l'économie, en oubliant les réformes intervenues déjà en faveur d'une gestion plus libérale et les nombreuses privatisations) (JEUNE AFRIQUE, 19 octobre). « Dans un pays où le sentiment de la base reste « très égalitariste », rappelle José Garçon, les excès et l'arrogance des nouveaux riches qui paraissent dans des voitures de luxe et des villas bunkers ont créé la brèche » (LIBERATION, 17 octobre). Et ces « nouveaux riches » d'où ont-ils tiré sinon des réformes « libérales » ?

(1) *Alphitobius* sp. n. no 1155, 14 novembre 1960
(2) *Alphitobius* sp. n. no 1156, janvier 1951
(3) *Alphitobius* sp. n. no 1157, avril 1951
(4) *Alphitobius* sp. n. no 1158, janvier 1951
(5) *Alphitobius* sp. n. no 1159, 16-21 septembre 1960
(6) *Alphitobius* sp. n. no 1160, 30 septembre-octobre 1960

L'EXPRESS LE FIGARO

Liberation **JEUNE AFRIQUE**

L'ÉVÉNEMENT **le nouveau**
Observateur

L'ÉLAN RETROUVÉ DE LA DIPLOMATIE SUD-AFRICAINE

M. Botha à l'assaut du continent

« L'AFRIQUE dialogue avec l'Afrique du Sud ! » Triomphant, M. Pieter Botha saluait ainsi sa rencontre au Zaïre, le 2 octobre, avec le maréchal Mobutu Sese Seko. Quelques jours plus tard, le chef de l'Etat sud-africain était reçu à Yamoussoukro par le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. En un mois, le président du pays de l'apartheid, mis au ban de l'Organisation des Nations unies comme de l'Organisation de l'unité africaine, avait rencontré quatre chefs d'Etat africains — au Mozambique, au Malawi, au Zaïre et en Côte-d'Ivoire — et multiplié les autres contacts diplomatiques sur le continent. Il profitait ainsi du changement de climat dans les relations internationales et de la détermination des Etats-Unis et de l'URSS à trouver une issue aux conflits régionaux.

La situation de l'Afrique du Sud, au début de l'année 1988, n'avait pourtant rien d'enviable : durs revers de l'armée en Angola ; menaces du Congrès à Washington d'adopter un nouveau train de sanctions ; difficultés économiques accrues malgré les efforts pour contourner le boycottage (voir ci-dessous l'article de Steve Askin) ; éventualité d'une victoire de M. Dukakis à l'élection présidentielle américaine. Cette insupportable pression a conduit les dirigeants sud-africains à infirmer leur stratégie. Les tentatives de déstabilisation à l'encontre

des voisins étaient — provisoirement — mises sous le boisseau. Elles avaient d'ailleurs déjà porté leurs fruits dans une Afrique exsangue : la crise économique, sociale et politique des Etats limitrophes les rendait vulnérables et prêts à chercher des accommodements. M. Botha lançait alors son offensive diplomatique, continuation, par d'autres moyens, de la même politique : assurer la reconnaissance de l'Afrique du Sud par ses voisins, ainsi que son hégémonie régionale.

Cette nouvelle tactique nécessitait certaines concessions. Le 2 mai s'ouvrait à Londres la première rencontre quadripartite entre Angolais, Sud-Africains, Cubains et Américains sur l'avenir de la Namibie ; depuis, les sessions se sont succédées au Caire, à Genève, à New-York et à Brazzaville. Un cessez-le-feu s'est instauré sur le terrain et les troupes d'Afrique du Sud ont été retirées d'Angola. Le « pouvoir pila » a annoncé son intention de mettre en œuvre la résolution 435 du Conseil de sécurité sur l'accession de la Namibie à l'indépendance et M. P. Botha, secrétaire général des Nations unies, s'est rendu à Pretoria à la fin de septembre, pour étudier les modalités de sa mise en œuvre.

Pourtant, des problèmes importants restent en suspens. M. Botha continue d'exiger un départ rapide des troupes cubaines d'Angola et

les négociations échappent sur le calendrier du retrait comme sur l'avenir de l'UNITA. De plus, l'histoire récente incite à la prudence : déjà, à plusieurs reprises, le gouvernement de Pretoria s'était engagé à respecter la résolution 435, sans aucun succès.

La nouvelle attitude de l'URSS pourrait toutefois accélérer la conclusion d'un accord. Bien que ne participant pas directement aux négociations, les diplomates soviétiques sont très actifs dans les coulisses et ne cachent pas leur « sympathie » pour les efforts des négociateurs américains. Ils souhaitent ardemment un compromis qui prendrait en compte les intérêts de toutes les parties concernées et font pression en ce sens sur leurs alliés cubains réticents. Pour Moscou, la résolution du conflit d'Afrique australe s'inscrit dans une dynamique de paix à l'échelle planétaire, inaugurée avec le début du retrait de l'armée rouge d'Afghanistan, et qui doit s'étendre à l'ensemble du tiers-monde, du Cambodge à l'Amérique centrale et au Proche-Orient.

ALAIN GRESH.

Petites manœuvres pour contourner les sanctions

Par STEVE ASKIN*

LORS de son embauche à Garment Industries, M^{me} Happiness Dhlamini fut intriguée par l'étrange travail qu'on lui assigna. « Les patrons fournissent des chemises et nous demandent simplement de coudre des étiquettes », se souvient-elle. Des fois, nous devons enlever des étiquettes du Zulu-land — le bastion sud-africain du KwaZulu — et les remplacer par d'autres sur lesquelles on lisait « made in Swaziland ».

Garment Industries, une branche de la filiale sud-africaine du groupe tanzanais Chia Ho, est recouru à M^{me} Dhlamini et à des centaines d'autres travailleurs pour échapper aux sanctions, après que les textiles sud-africains eurent été bannis de leur principal marché, celui des Etats-Unis. Utilisant des faux noms, des usines fantômes et des sociétés maritimes discrètes, un grand nombre — sans doute des centaines — de compagnies à travers le monde ont participé avec les Sud-Africains à d'ingénieuses manœuvres pour contourner le boycottage.

Certaines ont mis au point des stratégies illégales très élaborées ; d'autres opèrent sur les franges de la loi. De plus, l'Afrique du Sud a imposé à sa politique économique certains infidélités qui ne violent aucune législation nationale mais permettent de compenser l'effet des sanctions.

Cette stratégie coûte chère à Pretoria : selon le Shipping Research Bureau (SRB) d'Amsterdam, il ne faut pas moins de 2 milliards de dollars par an pour échapper au seul embargo sur le pétrole, approuvé officiellement par tous les grands producteurs d'or noir.

A Mbabane, capitale du Swaziland, un petit royaume montagneux de 800 000 habitants entouré de trois côtés par l'Afrique du Sud, les officiels assurent être les victimes de ces pratiques. « Cela écarte des marchés nos produits authentiques et empoisonne nos relations avec nos partenaires commerciaux européens et nord-américains », déclare M. Chris Mkhonta, secrétaire d'Etat au commerce.

* Journaliste en poste à Harare (Zimbabwe).

merce et à l'industrie. Il reconnaît que, grâce à de faux certificats d'origine de son pays, des avions ont fait leur apparition sur les marchés du Proche-Orient, des pommes sont vendues en Europe et du vin au Canada ; mais, continue-t-il, le gouvernement du Swaziland ne peut être accusé quand des entreprises utilisent des documents fabriqués.

Pourtant l'entreprise Chia Ho a usé de documents émis par son ministère. Chia Ho, qui exportait à partir de l'Afrique du Sud, a ouvert une usine au Swaziland, au milieu de l'année 1986, alors que le Congrès américain discutait d'une interdiction des importations de textiles sud-africains. Dès que celle-ci fut votée en septembre, la compagnie transféra 140 000 chemises dans sa nouvelle implantation. Sit changer les étiquettes, et les réexporta à Durban pour exportation outre-atlantique. Ce détournement est facilité par la pratique locale : les officiels délivrent des documents certifiant que les produits sont fabriqués sur place, sans vérification.

Finalement, ce fut un conflit avec les bailleurs de fonds étrangers qui mit fin au trafic de Garment Industries. L'usine fut saisie en juillet 1987 par deux banques de New-York pour non-paiement d'arriérés s'élevant à plusieurs millions de dollars. Les responsables de Chia Ho quittèrent précipitamment le pays et les tentatives des autorités de joindre la maison mère à Talpeh se révélèrent infructueuses.

L'origine, Pretoria développe son réseau commercial clandestin pour contourner les deux plus vieux et plus dangereux embargos : celui sur les armes et celui sur le pétrole. Bien que tous les membres du Conseil de sécurité des Nations unies aient voté la résolution de 1977 interdisant le commerce des armes avec l'Afrique du Sud, toutes les grandes puissances occidentales l'ont violée, à un moment ou à un autre. Des armes françaises lui ont été vendues en 1981 et 1982 avec l'accord du président François Mitterrand, a révélé le 7 janvier 1985 la télévision danoise : 2 000 tonnes de matériel militaire parties de Bordeaux,

« Nous décourageons cet aspect illégal des opérations d'exportation », jure M. Ferdi Krick, le responsable adjoint de la mission commerciale sud-africaine à Mbabane. Mais ce serment ne convainc pas les observateurs. L'homme d'affaires zimbabwéen Eddie Cross, qui participe activement aux efforts de la Conférence de coordination au développement de l'Afrique australe (Southern African Development Coordination Conference, SADCC) (1) pour réduire la dépendance des pays de la région à l'égard de l'Afrique du Sud, accuse Pretoria d'avoir constitué au sein du ministère des affaires étrangères un département secret chargé de se servir des Etats voisins pour contourner les sanctions.

Le Swaziland n'est qu'un des maillons de cette chaîne qui comprend aussi le Lesotho et Maurice. M. Amédée Darga, du Mouvement militant mauricien d'opposition, a accusé son gouvernement de ne rien faire pour arrêter l'utilisation illégale du territoire de l'île. Une des principales compagnies de textile sud-africaine exporte des tissus vers Maurice en utilisant de faux certificats d'origine du Malawi et du Swaziland ; ces matériaux servent à la fabrication de vêtements exportés sans taxes vers la France et la RFA ; une violation de la convention de Lomé, qui n'accorde l'exonération des droits de douane qu'aux signataires du traité — Maurice, Malawi, Swaziland, — mais non à l'Afrique du Sud.

Des armes et du pétrole

faussement destinées à l'Argentine, arrivèrent ainsi à Durban.

Dans une opération clandestine de la fin 1986, selon le journal britannique l'Independent du 9 décembre 1986, 60 tonnes de mitrailleuses, de lance-roquettes et autres matériels de guerre américains furent acheminées vers l'Afrique du Sud, sans doute dans le cadre d'un programme, lui aussi clandestin, d'aide à la guérilla angolaise de l'UNITA. En avril 1988, un rapport au Congrès américain révéla que l'administration des douanes avait enquêté sur vingt-huit compagnies accusées d'exportations illégales de matériel

stratégique, mais qu'une seule avait été pour l'instant poursuivie.

Une commission parlementaire ouest-allemande a exposé (1), au début de cette année, comment une société d'Etat à eu recours à des intermédiaires turcs et israéliens pour mener à son terme un contrat de 250 millions de dollars qu'elle avait publiquement abandonné : aider à la construction de quatre sous-marins et d'un navire de combat sud-africain.

Malgré les sanctions officiellement annoncées par Israël l'an dernier, Jérusalem pourrait essayer de conserver son rôle traditionnel de principal fournisseur de haute technologie militaire à l'Afrique du Sud. Les deux pays ont une longue expérience de collaboration dans tous les domaines de sécurité, des casques à canaux aux armes nucléaires. « Des hauts responsables israéliens ont assuré le gouvernement de Pretoria que leur pays n'arrêterait pas brutalement le flot de biens et de services avec lequel le régime blanc tue et terrorise aussi bien ses voisins que la majorité noire du pays. Ils ont simplement conseillé à Pretoria d'adopter un profil bas », écrit une spécialiste américaine, Jane Hunter, (2).

Quant à l'embargo pétrolier, un rapport récent du Shipping Research Bureau (SRB) affirme qu'il est « violé quotidiennement » par les grandes compagnies possédant des raffineries en Afrique du Sud : Total (France), Caltex et Mobil (Etats-Unis), British Petroleum (Royaume-Uni) et Royal Dutch Shell (Pays-Bas) (3). L'or noir provient d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, d'Oman, d'Iran et de Brunei, qui pourtant proclament leur attachement aux décisions de l'ONU.

Des commandos sud-africains ont attaqué sept des neuf pays de la SADCC : tous ont souffert des campagnes de déstabilisation sud-africaines, dont un rapport de l'UNICEF soutient en 1987, qu'elles avaient coûté 25 milliards de dollars à la région. Et pourtant, Pretoria offre à quelques-uns de ces mêmes Etats des accords économiques avantageux qui peuvent prendre différentes formes et s'élèveraient à plusieurs milliards de dollars. Ainsi le régime blanc a proposé de rénover le port de Maputo au Mozambique : comme le note M. Cross, ce plan pourrait faciliter l'exportation illégale de

produits sud-africains. Deux projets au Botswana s'inscrivent encore plus clairement dans cette stratégie.

La compagnie minière sud-africaine De Beer a longtemps administré les mines de diamants du Botswana, les plus riches du monde non communiste. En devenant acquéreur de 2,6 % des parts de la De Beer, le gouvernement de Gaborone lui a permis de mener une campagne visant à démontrer que toute sanction contre elle aboutirait à léser un pays d'Afrique noire.

La peur des sanctions motive aussi la recherche de soude, l'une des rares matières importées par l'Afrique du Sud, jusqu'à présent des Etats-Unis. Pour exploiter ses réserves de soude, le Botswana avait besoin de la protection tarifaire de son puissant voisin que celui-ci conditionnait à la signature d'un pacte de défense du même type que l'accord de Nkomati, conclu en 1984 avec Maputo. Toutefois, inquiet pour la sécurité de ses approvisionnements aux Etats-Unis, Pretoria a renoncé à cette clause, et la société anglo-américaine a mis en place avec Gaborone un joint-venture de 400 millions de dollars pour exploiter, dès la fin 1990, la cendre de soude.

Pourtant, M. Peter Mmusi, vice-président et ministre des finances du Botswana, résume l'argument des grandes puissances qui prennent prétexte de ces liens pour refuser d'élargir le champ des sanctions. Les nations de l'Afrique australe sont trop petites et trop faibles pour se débarrasser complètement, reconnaît M. Mmusi. Mais, poursuit-il, « nous désirons nous débarrasser de l'apartheid, et si l'Occident veut libérer la région de sa dépendance, il se doit de faire pression sur l'Afrique du Sud, car les espoirs de prospérité et de paix reposent sur la destruction de l'apartheid ».

(1) Africa Confidential, 18 mars 1988.

(2) Undercutting Sanctions : Israel, the US and South Africa, Washington, 1987.

(3) Rapport présenté à la Conférence des associations de parlementaires ouest-européens contre l'apartheid, 25-30 mars 1988.



Comptabilité

STATISTIQUES publiées dans un quotidien sud-africain et relayées par l'International Herald Tribune du 28 septembre 1988 :

« Environ 800 Sud-Africains ont changé l'an dernier de groupe racial. (...) 518 métis ont été officiellement reclassifiés comme blancs. 14 Blancs sont devenus métis, 7 Chinois sont devenus blancs, 2 Blancs sont devenus chinois, 3 Malaisiens sont devenus blancs, 1 Blanc est devenu indien, 50 Indiens sont devenus métis, 54 métis sont devenus indiens, 17 Indiens sont devenus malaisiens, 4 métis sont devenus chinois, 1 Malaisien est devenu chinois, 89 Noirs sont devenus métis et 5 métis sont devenus noirs ».

Ainsi va l'apartheid... Mais pourquoi ne pas mentionner d'autres chiffres tout aussi officiels : entre le 1^{er} janvier et le 16 juillet 1988, 81 personnes ont été exécutées, dont 57 Noirs, 23 métis et 1 Blanc. En 1987, 400 personnes sont mortes de violences et 623 dans des accidents de la mine : ces statistiques ne précisent pas combien de ces victimes étaient blancs.

A. G.

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables

NOUVEAU

AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION DE L'ENTREPRISE.

Tous les indicateurs et procédures pour améliorer vos résultats.

• Un ouvrage à feuilles mobiles format 20 x 23 cm plus de 650 pages.

• 795 F TTC au lieu de 895 F.

Offre valable jusqu'au 31.12.1988.

OFFRE SPÉCIALE DE SOUSCRIPTION -20%

Voici un nouvel ouvrage qui permettra à votre entreprise de devenir véritablement plus performante et plus opérationnelle. Vous y découvrirez toutes les indications et procédures pour améliorer vos résultats : stabiliser vos investissements, mettre en place des outils de contrôle, améliorer la productivité administrative et commerciale, gérer spécifiquement les différentes catégories de personnel, maîtriser les prix de revient et les marges, pratiquer la décision stratégique et la planification.

EN 3 VOLUMES !

MODÈLES DE LETTRES

à l'usage des collectivités locales, des administrations et des organismes publics.

• Un ouvrage à feuilles mobiles en trois volumes format 20 x 23 cm plus de 250 pages.

• 995 F TTC.

Renforcez les compétences de votre équipe grâce à des documents et courriers types mis au point par des spécialistes !

Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation des Soins les plus complexes, cet ouvrage vous propose plus de 600 modèles "prêts à recopier". Chaque modèle est inséré dans son contexte administratif et juridique, et accompagné d'un "mode d'emploi". Vous êtes ainsi certain de la conformité et de la validité des documents émis par vos services.

Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez : des tableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'œil l'ensemble de vos démarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en quelques secondes, des intercalaires pour repérer le bon chapitre d'un coup d'œil, etc...

EN 2 VOLUMES !

RECUEIL DE DISCOURS

à l'usage des élus et des Personnalités publiques.

• Un ouvrage à feuilles mobiles en deux volumes format 21 x 29,7 cm plus de 200 pages.

• 995 F TTC.

Renforcez brillamment toutes vos interventions !

Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment l'allocution qu'on attend de vous : • cérémonies officielles • fêtes locales et nationales • banquets • manifestations culturelles ou sportives • anniversaires et commémorations • accueils et visites • remerciements • allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés...

Avec, en plus les "trucs" d'orateur qu'un personnage officiel se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes.

Bon de commande à renvoyer avec votre règlement aux Éditions WEKA, 82, rue Curial, 75019 Paris

☐ Audit et Contrôle de Gestion de l'Entreprise. Tous les indicateurs et procédures pour améliorer vos résultats : 790 F TTC au lieu de 895 F TTC (offre valable jusqu'au 31.12.88). Mise à jour : 2,50 F TTC la page. Réf. 7800.

☐ Modèles de lettres à l'usage des collectivités locales des administrations et des organismes publics : 995 F TTC. Mise à jour : 2,50 F TTC la page. Réf. 5000.

☐ Recueil de Discours à l'usage des élus et des Personnalités publiques : 995 F TTC. Mise à jour : 2,50 F TTC la page. Réf. 6200.

☐ Je joins mon règlement de : _____

Nom : _____

Société ou organisme : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Date : _____ Signature : _____

OFFRE SPÉCIALE. Économisez 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2.250 F TTC (au lieu de 2.750 F).

Prix au 01.10.88 susceptibles de modifications ultérieures.

Votre garantie : Si vous n'êtes pas totalement satisfait par ces ouvrages, il vous suffira de nous les retourner sous 15 jours pour être remboursés intégralement et immédiatement. Le retour garanti s'applique également à notre service de compléments à jour.

J'ai bien noté que je bénéficie du service exclusif d'actualisation par des compléments et mises à jour (200 pages environ) tous les trimestres au prix de 200 F TTC par page.

LA CHINE EN CRISE



Raymond Depardon-Magnum

chefs d'entreprise, parfois des provinces, spéculent en utilisant le double système des prix ou tel ou tel goulet d'étranglement de l'économie, et les scènes de violence se sont multipliées cette année.

La solution consiste-t-elle, comme il a été décidé, à « geler » d'abord les réformes, pour ensuite les étaler dans le temps ? Le régime chinois, considéré comme le meilleur et assurément le plus imposant élève du Fonds monétaire international, est pris au piège. D'une part, une forte minorité de la population ne rêve plus que de consommation « à l'occidentale », et tout a été mis en œuvre pour alimenter ce rêve et le faire devenir réalité. D'autre part, la loi du marché, outre qu'elle devient loi de la jungle, se traduit par une « vérité des prix » qui interdit désormais aux familles ordinaires l'achat d'un billet d'entrée dans certains parcs de Pékin (1). Quant à la jeunesse dépolitisée, elle est souvent désorientée et pense d'abord à « arriver »... (lire page 16 l'article de Patrice de Beer).

Contraint sinon à la dissidence du moins au silence chez lui, Liu Binyan, écrivain et journaliste fort célèbre en Chine, estime que l'absence de démocratisation politique est à l'origine de la crise actuelle (lire page 18). Une prise de position qui mérite analyse, tant il est vrai que, de ce point de vue, la Chine suit un autre cours que l'URSS de M. Gorbatchev. Un débat essentiel, mais qui vaut sans doute d'être poussé plus avant et ne saurait exclure l'interrogation sur le choix de type de développement et d'organisation sociale. Inciter les Chinois à devenir des « gagnants » ne peut que leur faire tourner le dos à la solidarité.

JACQUES DECORNOY.

(1) *Tienn*, 10 octobre 1988.

UNE DÉCENNIE DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

A LA CAMPAGNE

Montée des différenciations sociales

Par ROLAND LEW

L'ASPECT le plus substantiel de la réforme en Chine concerne les transformations de l'activité agricole et, plus encore, de la physiologie de la société rurale. Sans les succès rapides, impressionnants, de l'agriculture, surtout de 1979 à 1985, aucune modification importante dans le fonctionnement d'ensemble de l'économie n'aurait pu aboutir.

La pièce majeure de la réforme a été la gigantesque décollectivisation des terres et un retour à l'autonomie des unités familiales. Cette décollectivisation n'a pas été voulue par le pouvoir, mais elle a été acceptée sous la pression paysanne. Ce qui n'était au départ qu'une tentative de « responsabiliser » les ruraux, d'attribuer une plus grande liberté de gestion aux équipes — cette structure de base, en fait villageoise, des communes populaires — a conduit, entre 1979 et 1981-1982, à la reconstruction de l'unité productive traditionnelle : la famille. Le partage des terres s'en est tout naturellement suivi.

La réémergence en force de la famille, comme centre de la vie sociale et économique, et source des valeurs. Si ce repli sur le passé est indéniable, l'instruction de la modernité apporte de l'inédit.

Une différenciation sociale rapide à la suite de la décollectivisation est certes le changement le moins inattendu. Ce phénomène, à l'origine plus toléré qu'espéré par le régime, est malheureusement contrôlable. Durant la période maoïste, un égalitarisme réel régnait dans le monde paysan. Certes, un village à l'autre, d'une région à l'autre, des variétés de situation et de niveau de vie pouvaient se présenter, selon la qualité des terres ou les avantages et les inconvénients divers (degré d'isolement, proximité d'une ville, état des routes), sans oublier les privilèges que nombre de chefs locaux s'octroyaient. Pour l'essentiel, pourtant, le mode de paiement par un système de points-travail équitablement répartis favorisait un nivellement des revenus. Cet égalitarisme a été remis en question par la décollectivisation. A la place, on a vu apparaître des familles à « 10.000 yuans » (1), des paysans « millionnaires ». Au départ, cette prospérité découlait de l'utilisation intensive de la force de travail familiale, de l'accès au marché privé des

campagnes ou, mieux, des villes, ou encore de l'astuce commerciale ; bref d'une maximisation des rendements de la petite parcelle. Aujourd'hui, la richesse provient de plus en plus de la concentration foncière, d'une accentuation de la polarisation sociale, de la reconstitution d'un solide groupe de paysans riches. Le tout avec la bénédiction des dirigeants réformateurs au sommet et la crainte, parfois l'obstruction, des cadres locaux.

Une logique économique irrésistible est à l'œuvre. La décollectivisation a d'abord eu le même effet que la réforme agraire de 1950 (cinq ans avant la collectivisation maoïste) : elle a réduit en parcelles un monde paysan éclaté en une multitude de petites fermes peu rentables. Ces minuscules unités — moins d'un demi-hectare en moyenne par famille — ne se prêtaient pas, dans les années 80, pas plus que dans les années 50, à une rationalisation de l'activité agricole. Ce grave problème a été masqué au départ par les remarquables succès de la réforme. Ces succès résultaient de l'utilisation des réserves de productivité de travail mise en œuvre par une paysannerie remotive ; ils découlaient aussi de l'élévation des prix payés par l'État, ou encore des possibilités offertes par le développement de la vente sur les marchés privés.

san était rivié à son village, généralement sans avoir le droit d'en sortir. Le départ vers les villes est, pour le moment, partiellement contenu, car les grandes agglomérations, déjà surpeuplées, ne pourraient faire face à l'afflux de dizaines de millions de ruraux. On trouve certes dans les villes de nombreux paysans qui y habitent illégalement. Cette population, dite « flot-tante », formerait 12 % du total d'une agglomération comme Pékin, proportion qui pourrait atteindre 25 % dans les années 90.

La majeure partie du flux paysan est pourtant dirigée vers les nombreuses villes nouvelles créées à la campagne, en vue de canaliser le mouvement, mais aussi dans l'espoir de contribuer à l'industrialisation rurale. Il s'agit souvent plus de bourgs que de vraies villes. Cette situation demi-rurale, demi-urbaine caractérise bien un phénomène d'industrialisation rurale en transition, qui se trouve dans une phase de croissance accélérée et incertaine. Incertaine que reflètent les statistiques. Si, dans la période maoïste, la population urbaine ne dépassait pas 15 % à 20 % de l'ensemble, depuis lors les migrations rurales auraient fait monter le niveau d'urbanisation autour de 35 %, sinon plus. Un doublement de la population urbaine en moins d'une décennie ! A l'échelle chinoise, cela représenterait de 150 millions à 200 millions de citoyens en plus, avec les gigantesques problèmes d'infrastructure que cela implique. En fait, des calculs plus réalistes montrent que la population des villes se situe autour de 25 %. Progression certes impressionnante — de l'ordre de 80 à 100 millions en dix ans — mais qui révèle une Chine encore semi-rurale. Car un nombre de plus en plus élevé de paysans travaillent à l'extérieur du village, dans les entreprises mises sur pied soit par les autorités locales, soit par les associations de paysans, soit encore par des paysans privés. Se constitue ainsi une sorte de semi-prolétariat, retournant souvent au champ à l'époque des récoltes.

ou avec le lancement de la réforme (1978) : la politique maoïste a inauguré le mouvement. Mais la période postmaoïste lui a donné une ampleur et, surtout, une orientation nouvelles. Fin 1984, 100 millions de ruraux travaillaient en dehors de la ferme.

Cette même année, le nombre d'entreprises rurales publiques et privées quadrupla, passant de 1,35 million en 1983 à 6,07 millions (2), chiffre qui doublait encore l'année suivante. L'emploi dans ces entreprises passait de 32,4 millions de personnes en 1983 à 52 millions en 1984, et à près de 70 millions en 1985. Leur revenu cumulé augmentait, en 1984 et 1985, respectivement de 68 % et 60 %. En 1985, la valeur des produits et des services avait triplé par rapport à 1983. Avec une croissance plus réduite en 1986 (21 %), la valeur de production rurale non agricole dépassait pour la première fois celle des produits agricoles et atteignait 330 milliards de yuans (3).

La part du privé dans cette industrialisation rurale est devenue importante, surtout depuis les décrets de 1984 qui incitent au développement de ce secteur et lui permettent de lever des fonds sans passer par les banques, y compris en proposant des actions. En 1983, on comptait 4,2 millions d'entreprises privées occupant 5,5 millions de travailleurs. En 1984, 4,4 millions d'entreprises privées occupaient 5,5 millions de travailleurs. En 1985, 10,7 millions d'unités utilisaient 28,3 millions de travailleurs pour un total de 78,3 milliards de yuans de biens et services. Le secteur privé est à l'évidence en tête de l'industrialisation rurale, même si les chiffres indiquent qu'il s'agit en moyenne de petites entreprises ou d'ateliers.

(Lire la suite page 16.)

(1) Un yuan vaut environ 2 francs, mais la conversion ne donne pas une idée réelle de son pouvoir d'achat.
(2) *Beijing Review*, 4 février 1985.
(3) *Beijing Review*, 12 janvier 1987 ; cf. aussi Christine Wong, « Interpreting Rural Industrial Growth in the Post-Mao Period », in *Modern China*, janvier 1988.

LISEZ
POLITIS
Le Citoyen
NOUVELLE FORMULE
CHAQUE VENDREDI 25 F

Comptabilité

STATISTIQUES publiées d'un questionnaire national relevées par l'Institut Heraldo Tribune du 26 septembre 1989 :

- Environ 800 Sud-Algériens changés l'an dernier de pays d'origine.
- 1.519 migrants ont été recensés.
- 14 Blancs sont devenus noirs.
- 2 Blancs sont devenus noirs.
- 2 Blancs sont devenus noirs.
- 3 Blancs sont devenus noirs.
- 1 Blanc est devenu noir.
- 50 Indiens sont devenus noirs.
- 54 Indiens sont devenus noirs.
- 17 Indiens sont devenus noirs.
- 4 Indiens sont devenus noirs.
- Maisson est devenu noir.
- 89 Noirs sont devenus noirs.
- 5 Indiens sont devenus noirs.

Aus vs l'apparition... Mais qu'on ne pas mentionner... chiffres tout aussi officiels... 1er janvier et le 16 juin... 81 personnes ont été recensées... dont 57 Noirs, 23 Blancs... En 1987, 400 personnes... mortes de violences et 233... accidents de la rue : ce sont... que ne précèdent pas comme... cas victimes étaient l'objet.

AFRICAINE

ment

schoppent sur le calendrier du reste... De plus, l'histoire récente... reprise, le gouvernement de Pretoria... 435, sans autre suite.

attitude de l'URSS pourrait... accord. Bien que ne participant pas... les diplomates soviétiques sont très... pas leur « sympathie » pour les... Le souhait ardent d'un... les insérera de toutes les par... sur leurs alliés cubains... d'Afrique australe... s'inscrit dans une... l'agriculture, inaugurée avec le... d'Afghanistan, et qui s'étend à l'... du Cambodge à l'Amérique centrale et au...

les sanctions

produits sud-africains. Dans... Botswana s'inscrivent dans... remède dans cette stratégie.

La compagnie minière... De Beer a longtemps... mines de diamants du... plus riches du monde... En devenant acquiescent... parts de la De Beer, le... de Gaborone lui a permis... campagne visant à démon... sanction contre elle aban... un pays d'Afrique noire.

La peur des sanctions... recherche de soude, l'oc... matières importées par... Sud, jusqu'à présent de... Pour exploiter ses réserves... Botswana avait besoin de... l'industrie de son puissant... celui-ci conditionnait l'... d'un pacte de défense... l'accord de Nkom, en... 1984 avec Maputo. Touss... pour la sécurité de ses... aux Etats-Unis, l'ha... renoncé à cette clause, n'a... anglo-américain a mis la... Gaborone un joint-venture... lions de dollars pour exploi... fin 1990, la centrale de soude.

Pourtant, M. Peter... président et ministre de... Botswana, refuse l'argu... grandes puissances qui... liste de ses liens pour... le champ des sanctions. La... l'Afrique australe sont un... parables pour se désengag... ment, reconnaît M. Numa... poursuit, « nous diluons... de l'apartheid et si... dans tout libérer la région... d'après, il se doit de faire... l'Afrique du Sud, car la... prospective et de paix rep... destruction de l'apartheid ».

(1) *Quint Confidential*, 11/16.
(2) *Leadership*, Section de... 13 and 14/11/1989, Washington.
(3) Rapport remis à la... associations de parlementaires... européennes contre l'apartheid, 20/11/1984.

2015

UNE DÉCENNIE

La classe

La plus systématique des réformes consista à généraliser, dès 1986, le système de contrat d'emploi urbain. Les réformes de dernière réforme ne sont pas...

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

ouvrière et la résistance aux changements



UN INTÉRIEUR PÉKINOIS

De fait, les ouvriers recrutés comme contractuels sont ceux qui n'ont pas le choix : il s'agit fréquemment de déclassés, ou de paysans sans relations qui veulent à tout prix trouver un emploi urbain. Devenir contractuel revient ainsi à entrer dans une sorte de sous-prolétariat méprisé. Une enquête menée en 1986 révèle que 38,7 % seulement des ouvriers sont favorables à l'élimination de l'ancien système d'allocation centralisée et autoritaire du travail, ou à l'abandon de la garantie du travail à vie (6). Fin 1985, les deux régions pilotes de la réforme du travail, Shanghai et la province de Guangdong, n'avaient respectivement que 150 000 et 340 000 ouvriers sous contrat (7).

ouvriers et leur refus de renoncer à leurs avantages. Dans le discours officiel perce une tonalité technocratique non dénuée de mépris à l'égard de l'ouvrier, accusé, de façon à peine voilée, d'être un paresseux. Ce qui explique aussi le peu de sympathie des travailleurs à l'égard de nombre de projets réformateurs, alors qu'ils sont les témoins quotidiens de la montée de la corruption et de la multiplication des abus et décisions illégales des petits et grands chefs, dans l'entreprise et dans la bureaucratie. Le mécontentement est répandu dans les usines (10). D'où la prudence des directeurs soumis à des foudres d'instructions réformatrices venues d'en haut, tout en subissant d'un bas de forces pressions. Une classe ouvrière peu motivée mais qui se sent encore relativement sûre de sa force, au moins à l'intérieur de l'entreprise, voilà qui donne une faible productivité. Les directeurs doivent alors recruter une main-d'œuvre supplémentaire, rendant encore plus aléatoire l'amélioration de l'efficacité des installations.

Cette résistible mutation de l'ouvrier contribue, avec d'autres échecs ou demi-échecs (notamment dans le domaine des prix), à étouffer ou à dénaturer la réforme. Pour l'essentiel, le statut ouvrier a peu changé. La mobilité des travailleurs, un des buts de l'introduction du système du contrat, est peu effective. D'après une enquête, plus de 80 % d'entre eux travaillent dans la même entreprise depuis plus de dix ans, et 42 % depuis plus de vingt ans. La vie quotidienne ouvrière, malgré les améliorations de la situation du logement - qui était, il est vrai, désastreuse - reste pénible. Un habitant de la grande cité industrielle de Tianjin (Tientsin) consacrait, en 1984, encore 55,2 % de son revenu à la nourriture, plus qu'en 1982 (54 %), mais moins, probablement, qu'en 1988, après les fortes hausses récentes des prix des produits alimentaires. Si son niveau de vie avait progressé de 5 % de 1982 à 1984, il doit avoir stagné depuis lors, et a même peut-être diminué (11).

système de contrat à l'embauche et la volonté d'augmenter les rendements du travail (4).

La réforme vise à amoindrir le statut et les avantages ouvriers au profit du groupe montant des technocrates, des directeurs. A eux maintenant le prestige social. Les travailleurs ont vite senti la menace et multiplient les obstacles à la réalisation de la réforme.

La résistance ouvrière a été d'autant plus efficace qu'elle a bénéficié du soutien tacite des cadres. Le directeur a conclu, dans la plupart des usines, une sorte d'alliance inavouée avec les ouvriers, en vue de préserver la paix sociale ou de réduire les tensions très perceptibles depuis une décennie. Le statut du travail ouvrier a ainsi peu changé, préservant l'essentiel de ses caractéristiques d'avant 1976. De même, la pression productiviste n'a pas donné de résultats notables. Sauf, phénomène inquiétant, d'accroître le nombre d'accidents du travail : quatre-vingt mille morts en 1987, le chiffre le plus élevé depuis 1949 (8). Les primes, réparties de façon égalitaire, représentent parfois 40 % de salaire, et en moyenne un quart du revenu (en 1984), alors que la productivité du travail est assez stagnante. A Shanghai, elle avait progressé d'un tout petit 0,8 % en 1980 contre 22 % pour les primes. Tout le contraire des objectifs de la réforme !

A l'évidence, la classe ouvrière dispose d'une marge de manœuvre plus grande qu'à l'époque maoïste, lui permettant, après de longues années de quasi-blocage des revenus, d'obtenir, de 1978 à 1984, des augmentations de salaire sans contrepartie d'un meilleur rendement du travail. L'ouvrier s'est comporté comme si le relèvement du salaire correspondait juste à un rattrapage d'un retard prolongé et inacceptable. En 1961, le salaire réel (à prix constant) n'était que de 84 % de son niveau (modeste) de 1952. En 1977, il valait 98,7 %, pour monter à 106 % en 1978, 121 % en 1980 et 138,4 % en 1984. En 1984, le niveau des salaires n'est donc supérieur que de 40 % au seuil de 1952. En 1977, il était même légèrement en dessous (9). De surcroît, l'inflation, quoique sous-estimée, fait depuis deux ou trois ans des ravages, aggravant la méfiance des

Un marchandage informel

DANS une Chine en plein bouleversement, y compris dans les villes, entrainées dans un affaiblissement incontestable, le monde du travail semble figé, crispé sur la protection, la conservation des acquis. Les grands traits de la période maoïste se perpétuent dans les usines. Une étude menée toujours à Tianjin met même en évidence, pour l'année 1986, un plus grand égalitarisme dans les revenus que du temps du maoïsme triomphant - un résultat qui va à l'encontre des intentions des réformateurs. Elle montre aussi que l'égalitarisme maoïste était sans doute plus restreint qu'on ne l'a prétendu, et surtout que la pression égalitariste est toujours forte parmi les travailleurs. Ce nivellement tient d'ailleurs à une amélioration du salaire féminin : un homme qui gagnait en moyenne 35 % de plus qu'une femme en 1976 n'a plus qu'un avantage de 20 % en 1986 (12).

La résistance ouvrière a été farouche, et elle le demeure. Pas de révolte ouverte, pas de grève massive, mais un sourd et tenace refus. Le système remis en question, datant des débuts de la République populaire, n'était pas aussi égalitaire qu'on l'a dit, mais il assurait à l'ouvrier une situation stable et un avancement prévisible. Parti du niveau modeste de l'apprenti corvéable et souvent brimé, le jeune ouvrier pouvait espérer entrer de plain-pied dans les rangs des travailleurs, et connaître une progression à l'ancienneté, lente mais régulière, de son salaire. Les plus ambitieux pouvaient même entrer dans la hiérarchie de l'entreprise. De toute façon, le statut d'ouvrier permanent, surtout dans les grandes et (relativement) prospères entreprises d'Etat, incarnait un statut enviable, tout particulièrement convoité par les paysans. Un atout social qui ouvrait, par exemple, la voie à un bon mariage...

Un nouveau ministère du travail est mis sur pied en mai 1982, sous la direction d'un réformiste, M. Zho Shouyi. Ce dernier introduit, à titre expérimental, le système du contrat dans plusieurs villes de Pékin, et dans la zone économique spéciale de Shenzhen. La politique suivie a cependant souvent un contenu vague, et les autorités hésitent à l'imposer. Elles sont conscientes de l'impopularité du projet et de la difficulté à le justifier idéologiquement (5). Trois années de tâtonnements (1983-1986) ont donné que des résultats limités : trois millions d'ouvriers contractuels sur quatre-vingt-six millions d'ouvriers d'Etat. Dès septembre 1985, le ministère du travail est écarté et remplacé par un technocrate prudent.

Le soutien tacite des cadres

EN 1986, les réformistes ont le vent en poupe. La réforme générale du travail est promulguée le 1^{er} octobre de cette année. Non sans précautions : on ne touchera pas au statut des travailleurs en place. Le bilan semble assez maigre. Une étude sur Shanghai montre que dans leur grande majorité les travailleurs parviennent toujours à entrer dans les usines comme ouvriers permanents. De 1978 à 1986, le pourcentage d'ouvriers d'Etat a certes légèrement baissé dans cette ville (de 79,3 % à 77,3 % des actifs), mais les

jeunes ont pu de plus en plus aisément accéder au statut d'ouvrier permanent (55 % des entrants en 1978 et 81 % en 1986). En 1987, contrairement au nouveau règlement, les jeunes se font encore embaucher dans l'ancien statut. Il faut certes, pour cela, faire jouer des relations, utiliser un peu la corruption, ou exercer des pressions sur la hiérarchie. Le droit à la condition d'ouvrier d'Etat permanent est encore trop ancré dans les esprits pour que la volonté de la hiérarchie de faire appliquer le système du contrat d'embauche - quand cette volonté existe - puisse aller très loin.

Les travailleurs ont appris à pratiquer un marchandage informel, souvent d'une grande efficacité : les directeurs cèdent facilement, préférant tricher avec les règlements et les lois, manipuler les principes de la réforme plutôt que d'affronter l'opposition et l'obstruction ouvrières. Ainsi, en contradiction avec une multitude d'instructions précises, et l'instauration de taxes-amendes sur les primes trop généreusement octroyées, celles-ci continuent à être versées sans véritable considération de la situation de l'entreprise. De plus, la Chine, qui avait un grave problème de sous-emploi dans les années 70, a trouvé des solutions - provisoires ? - à cette question : la menace de chômage est limitée, diminuant d'autant la pression sur la classe

- ROLAND LEW.
- (4) *Renmin Ribao*, 2 mars 1982.
 - (5) Gordon White, *op. cit.*, pp. 38 et 39.
 - (6) *China New Analyst*, 1^{er} mai 1988.
 - (7) *Ibid.*
 - (8) *Ibid.*
 - (9) Andrew Walder, « Wage Reform and the Web of Factory Incomes », *The China Quarterly*, n° 109, mars 1987.
 - (10) *China New Analyst*, *op. cit.*
 - (11) Teh-wai Hu, Jackson Bai et Shuzhong Shi, « Household Expenditure Patterns in Tianjin, 1982-1984 », *The China Quarterly*, n° 110.
 - (12) Andrew Walder, *Wage Differences in Urban Tianjin, 1976-1986*, polygraph, 1988.

fois choyés et désorientée

Les diplômés du Jiaxing, au sud-est de la province de Zhejiang, ont subi de plein fouet les effets de la réforme de l'éducation. Ils ont été recrutés dans la construction (4). En fait, les jeunes n'ont pas eu le temps de se familiariser avec le travail pour s'être habitués à l'école. Ils ont subi une déception : 10 % de la population scolaire...

de la Conférence consultative politique du peuple chinois (6). Le premier ministre, M. Li Peng, lui-même ancien ministre de l'éducation, a promis de nouveaux crédits. Ce manque de moyens et d'intérêt explique l'apparition récente de petites établissements privés.

Des professeurs sous-qualifiés

DANS un pays où, pendant deux millénaires, la connaissance a été à la source du pouvoir, le corps enseignant est toujours, plus de dix ans après la fin de la révolution culturelle, mal considéré, mal payé, mal formé. Son niveau de vie n'a cessé de baisser depuis 1949 : M. Qian Jiaju l'estime à moins de 10 % de celui des années 30 (8). Les éducateurs sont sous-qualifiés : selon une enquête publiée en août 1987 dans le *China Daily*, 61 % des 510.000 professeurs de lycée ne possèdent pas une licence, 73 % des 2,23 millions de ceux du premier cycle n'avaient pas une formation complète (trois ans), 37 % des 5,4 millions d'instituteurs étaient sans diplôme. Pour y remédier et parvenir avant l'an 2000 à son objectif d'une scolarisation à 100 %, le gouvernement a lancé des cours de rattrapage qui deviendront graduellement obligatoires. Malgré tout, à la fin du VII^e Plan (1986-1990), la Chine ne pourra former que 500 000 enseignants du secondaire, quand il en faudrait 900 000. Voilà pourquoi tant de jeunes boudent cette carrière.

sité, antichambre du pouvoir, où entrent moins de 20 % d'élus, la plupart des fils de cadres. Jusqu'à récemment, ils ne pouvaient choisir ni leur type d'études ni leur affectation. La Chine compte environ deux millions d'étudiants, le double de la France pour une population vingt fois supérieure. Ils travaillent dans des conditions difficiles et vivent de manière spartiate. Les réformes en cours prévoient plus de liberté de choix de carrière, mais les études seront payantes. Le mandarinat sévit toujours chez les universitaires, dont la rentabilité est faible : certains titulaires de chaire n'enseignent plus depuis des années ; nous avons rencontré un professeur de centre hospitalier universitaire qui ne devait que deux demi-journées par semaine à son hôpital, ou des professeurs de terminale ne donnant qu'une vingtaine d'heures de cours par mois, en contrepartie de salaires dérisoires. Le gouvernement leur a conseillé de se chercher un revenu d'appoint, ce qui a entraîné des protestations à l'université de Pékin.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'une partie des jeunes soient désorientés. Dépourvus d'idéal et de formation politique - jusqu'à l'an dernier, date à laquelle les cours d'idéologie ont été rétablis, à la suite des manifestations estudiantines de Shanghai et de Pékin - blasés après tout ce qu'ils ont vécu et ce qu'ils ont entendu de leurs parents sur leurs expériences passées, soumis brutalement à une masse d'informations et de produits de consommation venus d'un étranger idéalisé - surtout l'Amérique -, ils veulent le plus souvent profiter du présent. Des parents se plaignent que leurs enfants ne les écoutent plus, gaspillent l'économie et le salaire en jeans ou en vêtements à la mode, s'éloignent de

musique disco. Parallèlement, on assiste à une résurgence de la délinquance, des blousons dorés - littéralement en chinois « fils et jeunes frères de la rue », - des blousons noirs, loubards qui traînent dans les rues, « dans l'attente d'un emploi » (louches même pour chômage), font des petits boulots ou se livrent à des trafics. Pour ne pas parler des défilés, vols, viols ou du renouveau de la prostitution, qui a entraîné un retour des maladies vénériennes...

La jeunesse se cherche. Elle n'attend plus de réponse toute faite du PC. La grande majorité reste condamnée à continuer de cultiver la terre ou à attendre un emploi de l'Etat, une partie va à la dérive, vivant au jour le jour ou rêvant d'aller à l'étranger, une autre enfin, importante elle aussi, travaille frénétiquement pour réussir par les études ou le business - de



UN DIMANCHE APRÈS-MIDI DANS UN PARC DE CHONGQING

plus en plus privé - profitant d'un extraordinaire instant de liberté, dû à la fois à une politique de relative libéralisation et à un certain relâchement de l'autorité. PATRICE DE BEER.

- (1) *Journal de la jeunesse*, 7-22 mai 1988.
- (2) *Chenai*, 3 mars 1988.
- (3) *Quotidien du peuple*, 3 mars 1988.
- (4) *Chenai*, 4 mars 1988.
- (5) Une partie de cette somme pour le rattrapage de l'éducation : un jeune veut continuer à l'université.

UNE DÉCENNIE DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Le nécessaire combat contre les privilèges et pour la démocratie

Journaliste et écrivain, Liu Binyan a été un des plus influents rédacteurs du Quotidien du peuple. Qualifié de « droitier » et exclu du PC en 1957, réhabilité en 1979, il dut à nouveau quitter le parti en 1985 en raison de ses prises de position en faveur d'une plus grande démocratie politique. Il n'est plus publié en Chine, mais peut se rendre à l'étranger. Il a notamment séjourné en France en juin 1988, en compagnie d'écrivains chinois invités par le ministère de la culture.

Par
LIU
BINYAN

La Chine est un pays très particulier. Un pays où les manifestations de quelques étudiants, pas même dirigées contre les autorités, ont causé en 1987 une telle panique qu'elles ont provoqué la chute du chef de gouvernement et un mouvement politique d'ampleur nationale : la campagne « contre la libéralisation bourgeoise ». Campagne délicate, puisque ni les dirigeants qui l'ont déclenchée ni ceux qui en ont été les victimes (six intellectuels et moi-même) ne savent exactement ce qu'est cette « libéralisation bourgeoise ». La réforme de l'économie inaugurée en 1979 a elle-même considérablement accru les libertés dont jouissait le peuple. Comment faire la différence entre ce qui, dans ces libertés, relève de la « libéralisation prolétarienne » et ce qui tient de la « libéralisation bourgeoise » ? Nul ne le sait. A-t-on jamais vu un gouvernement tenter de mobiliser un milliard de personnes dans un mouvement politique dont nul ne comprend le sens ?

La contribution de ce mouvement absurde à l'inflation qui fait rage ne doit pas être sous-estimée. Il a eu pour effet de suspendre pendant un an la réforme économique et celle du système politique que les groupes dirigeants du PCC affirmaient vouloir mettre en œuvre. D'innombrables entrepreneurs individuels, qui avaient toujours craint que le parti ne changât de politique, ont pris peur. Beaucoup ont vendu leurs entreprises ; d'autres, plus nombreux, n'ont pas réinvesti dans

la production, mais ont déversé des centaines de milliers de yuans sur le marché des biens de consommation.

Le mouvement a accentué le déconfort et le mécontentement des ouvriers et des intellectuels à l'égard du PC et du gouvernement, ainsi que le pessimisme sur l'avenir du pays ; de plus, la situation de grève perdue, déjà fort répandue, s'est aggravée. La campagne ayant pris pour cible ceux qui critiquaient le système : les conservateurs au sein du parti, tous ceux qui sabotent la réforme, dilapident les ressources de l'Etat, ou bradent l'intérêt national par appât du gain, ont redoublé d'arrogance. Tous ces phénomènes ont nécessairement des répercussions sur la valeur du renminbi, la monnaie nationale.

Aujourd'hui, les conservateurs au sein du PC tentent d'utiliser les difficultés créées par l'inflation pour rejeter toutes les responsabilités sur les partisans les plus résolus de la réforme ayant à leur tête M. Zhao Ziyang. Or ce sont précisément ceux qui, l'an dernier, ont renversé M. Hu Yaobang et qui, cette année, mettent des bâtons dans les roues de M. Zhao Ziyang, qui sont à l'origine des problèmes rencontrés par la réforme.

Pendant les dix ans qui se sont écoulés depuis que la Chine a entrepris de faire évoluer son économie, les groupes d'intérêts représentés par les conservateurs (du centre aux niveaux locaux) dans le parti n'ont cessé de saboter la réforme. Brandissant le cadavre de Mao Zedong, ils veulent à toute force ramener le pays sur la voie qu'il suivait avant 1966. Certaines provinces (du Guangxi, au sud, au Heilongjiang, au nord) se sont opposées pendant quatre ans à la décollectivisation des terres. La réforme de l'économie urbaine rencontre plus de difficultés encore, et en raison du refus des comités du parti d'abandonner leur pouvoir, le système de responsabilité du directeur d'usine n'a pu être étendu. Les entreprises d'Etat (70 % de l'industrie), dont la productivité est faible mais dont les pertes sont élevées, sont devenues un terrible fardeau. Chaque année, un grand nombre d'entrepreneurs réformateurs ayant déjà remporté de notables succès sont inquiétés sur la foi d'accusations mensongères : certains sont licenciés, d'autres sont soumis à enquêtes, d'autres encore sont condamnés à des peines de prison.

et déclenchant, à partir de janvier 1987, un nouveau mouvement contre la « libéralisation bourgeoise ». A la faveur de cette affaire, et après plusieurs années de tentatives infructueuses, les conservateurs ont enfin réussi à renverser M. Hu Yaobang — l'homme qui, à la direction du parti, était le plus favorable à la réforme politique, à la libéralisation idéologique, et le plus résolument hostile aux privilèges et à la dégénérescence des cadres — et trois intellectuels influents (parmi lesquels l'auteur de ces lignes) ayant les mêmes opinions. Leur objectif est alors apparu au grand jour : effectuer une grande purge dans les milieux culturels, avant tout dans la presse et l'édition, pour étouffer les libertés de pensée, de création et d'opinion, conquises depuis 1979. Mais, en raison des réactions de la plupart des intellectuels en Chine (et hors de Chine), et des cadres du parti, ils ont été contraints de s'arrêter en chemin.

Pourtant il est difficile de réparer les dommages causés dans la presse, les arts, les lettres et la recherche, chez les entrepreneurs privés du commerce et de l'industrie, et même chez les simples citoyens. Le comité central a encore perdu à cette occasion une partie du faible prestige dont il jouissait dans le peuple, et le manque de confiance des Chinois dans l'avenir du pays s'est renforcé.

En 1985, l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev et le lancement de la « perestroïka » ont fourni des points de comparaison. La réforme économique en Chine a sans aucun doute apporté une base théorique importante à M. Gorbatchev, mais l'audace de sa politique de « glasnost » a mis en lumière les points faibles des changements intervenus à Pékin. Cette année-là, en Chine, le pouvoir a mis de nouvelles entraves à la liberté de la presse

veau cours sur le plan matériel. Le désir de protéger ces situations acquises leur fournit de nouvelles raisons de s'opposer une véritable démocratisation.

Aujourd'hui, la criminalité économique des fonctionnaires est bien plus grave qu'aux moments les plus noirs de la Révolution culturelle. A l'époque, l'économie stagnait, nombre de hauts fonctionnaires d'aujourd'hui n'avaient pas encore récupéré leurs positions, et

leurs enfants étaient mal traités ; la lutte de classes et les mouvements contre la criminalité contraignaient les fonctionnaires à modifier leurs appétits. Après 1979, les libertés économiques se sont développées, mais le peuple n'a pas obtenu la démocratie qui, seule, aurait permis de supprimer les privilèges ; et comme les autorités ont annoncé qu'elles ne recourraient plus aux campagnes dont le but était de terroriser les fonctionnaires, nombre de cadres se sont retrouvés au-dessus des lois.

Au-dessus des lois

Le secrétaire général Zhao Ziyang a récemment déclaré que la Chine avait besoin d'un « gouvernement intégral ». Mais comment y parvenir ? Toutes les occasions qui se sont présentées depuis 1976 ont été manquées. De 1977 à 1986, le comité central n'a cessé de répéter qu'il fallait se débarrasser des criminels de la période de la Révolution culturelle, mais nombre d'entre eux ont été protégés, voire promus. Depuis 1980, il proclame qu'il faut punir les fonctionnaires qui mettent leur pouvoir au service de leurs intérêts personnels ; mais au cours du mouvement contre la criminalité économique de 1982, du grand mouvement de rectification de 1983-1986, seul le menu fretin a été châtié. Quant à ceux qui, pénétrés de la noblesse de leur cause, luttent depuis de nombreuses années contre ces criminels sans craindre de se sacrifier, non seulement ils ne sont pas protégés par la loi, mais ils sont souvent persécutés. A l'heure actuelle se déroule un mouvement contre la criminalité économique qui ne veut pas dire son nom. Mais combien oseront démasquer les fauifs et témoigner contre eux ?

organe : la monnaie nationale... Le renminbi, en perdant sans cesse de sa valeur, dévoile mieux que des dizaines d'articles savants les conséquences économiques des problèmes que nous venons de passer en revue.

Economistes et politiciens viennent de multiplier les analyses des causes de l'augmentation des prix. Pourtant, le plus souvent, ils se cantonnent à l'économie et évitent de chercher les causes politiques de l'inflation ; le sabotage de la réforme économique et le freinage de la réforme politique par les groupes conservateurs au sein du parti ; la corruption et le pillage auxquels se livrent les fonctionnaires et leurs familles qui usent de leurs privilèges ; la colère des masses populaires contre ces phénomènes, leur découragement et leur pessimisme quant à l'avenir du pays, qui les conduit à l'apathisme, et la situation de grève perdue qui ne cesse de s'aggraver.

Depuis 1985, cette situation a provoqué des manifestations de protestations, des actes de sabotage, et des explosions de violence — par exemple, des paysans ont utilisé la force pour acheter des engrais chimiques à bas prix qui auraient dû leur revenir, mais avaient été accaparés par des fonctionnaires.

L'histoire chinoise est à nouveau à un carrefour. La terrible famine provoquée par « le grand bond en avant » et « les communes populaires », cette « formule miraculeuse » sans précédent dans l'histoire de l'humanité inventée par Mao Zedong, a déjà conduit pratiquement tous les Chinois à souffrir de la faim. Pourtant, à l'époque, un véritable miracle s'est produit : non seulement le culte de Mao Zedong n'a pas disparu, mais il s'est renforcé. Le PC a pu traverser cette crise à cause de sa grande force dans le domaine idéologique, de l'absence d'information et parce que, dans la société de l'époque, l'égalitarisme régnait, seul un tout petit nombre de cadres jouissaient de privilèges, et presque personne ne le savait. La dégénérescence des fonctionnaires du parti était loin d'être aussi grave qu'aujourd'hui. Et le PCC était très populaire.

Aujourd'hui, les difficultés des Chinois sont bien moins graves que dans les années 60, mais les conditions ont changé dans un sens très défavorable au PC. En effet, la Révolution culturelle déclenchée il y a vingt-deux ans a ouvert les yeux du peuple qui n'obéit plus aveuglément à l'autorité. C'est pourquoi peuvent se produire en Chine des événements inimaginables depuis la prise du pouvoir par le PC il y a trente-neuf ans. Il n'était déjà pas très normal que les citoyens dussent consacrer de 60 % à 70 % de leur salaire à l'achat de nourriture ; mais lorsque, comme aujourd'hui, la plupart des familles doivent y consacrer la totalité de leur revenu, on peut imaginer leur perplexité et leur mécontentement. Comme ces difficultés ont essentiellement des causes extra-économiques, il est impossible d'y mettre fin par des mesures purement économiques.

Que peuvent faire les dirigeants aujourd'hui ? Ils peuvent prendre des mesures politiques allant encore plus loin que celles de M. Gorbatchev. Les forces hostiles à la réforme étant bien moins puissantes en Chine qu'en URSS, ils ne devraient pas rencontrer d'obstacles trop importants. Certes, de gros groupes d'intérêts devraient payer un prix considérable. Cependant, il y a en Chine des forces capables de les contraindre à accepter ce projet. Nos dirigeants peuvent aussi préférer s'inspirer de la manière dont, en Pologne, le général Jaruzelski a tenté de régler le problème du syndicat Solidarité. Ils auraient envoyé sur place des personnes chargées d'étudier l'expérience. Pourtant les récentes grandes grèves ont clairement montré l'inefficacité de cette expérience et de la loi martiale. Nul ne sait, dans ces conditions, comment la Chine sortira de ses difficultés actuelles.

Le désarroi des dirigeants

DEPUIS 1980, à chaque fois ou presque, que le comité central a affirmé sa volonté de réformer le système héritier d'une très longue histoire féodale et d'une lourde bureaucratie centralisée, ou de rectifier les tendances à la dégénérescence du parti, on a toujours trouvé des prétextes idéologiques pour lancer des mouvements politiques, visant à anéantir les intellectuels qui réclamaient une véritable démocratie et s'opposaient à la corruption du parti.

Quelques mois après que M. Deng Xiaoping eut annoncé son intention de réformer le système politique, en avril 1981, le mouvement « contre la libéralisation bourgeoise » lancé par l'armée a mis un terme aux discussions sur les erreurs de Mao Zedong et de la Révolution culturelle. L'été de la même année fut relancé le mot d'ordre « construire une nouvelle Chine à haut degré de démocratie et de civilisation », mais, dès l'automne, se préparait un nouveau « mouvement antidroitier » et il n'a plus été question de

« haut degré de démocratie » ni même de démocratie tout court, le mot d'ordre devenant : « Edifions une civilisation spirituelle ». En octobre 1983, le mouvement de rectification du parti n'avait pas même débuté qu'a commencé une grande campagne d'« élimination de la pollution des esprits », qui, à partir d'attaques contre des philosophes prônant l'« humanisme » et se fondant sur la théorie de l'« aliénation » pour expliquer la dégénérescence du parti, a pris pour cible tous les intellectuels favorables à la démocratie et à la liberté de création.

Au printemps de 1986, M. Deng Xiaoping a de nouveau affirmé qu'il fallait réformer le système politique (cette fois, il n'a même pas mentionné le mot « démocratie »), mais il ne s'est rien produit et lorsque, en décembre de la même année, les étudiants ont organisé des manifestations allant dans le même sens, les dirigeants du PC, pris de panique, ont une fois de plus renoncé à leur projet, rejetant la responsabilité des événements sur M. Hu Yaobang et sur quelques intellectuels,



SCÈNE DE PANIQUE DANS UN MAGASIN DE PÉKIN (SEPTEMBRE 1988). Les conséquences d'une politique échappant parfois à tout contrôle.

(elles n'avaient cessé de se multiplier depuis 1981). Tandis que M. Gorbatchev encourage les intellectuels, les ouvriers et les paysans à s'attaquer aux forces conservatrices au sein du parti, le parti chinois se refuse à admettre l'existence d'une lutte entre factions réformatrice et conservatrice. Or, précisément en 1985, les conservateurs n'ont pas cessé d'aggraver les forces réformatrices : sur la foi d'informations fournies par la commission centrale de contrôle de la discipline, ont été limogés les plus fervents partisans de la réforme parmi les secrétaires de comités provinciaux, MM. Xiang Nan au Fujian et Lei Yu, dans la région autonome de Hainan. Les commissions de contrôle de la discipline ont multiplié les pressions, les enquêtes à l'encontre des dirigeants provinciaux et municipaux du parti et de l'Etat et des entrepreneurs les plus acquis aux réformes. Alors que, cette année-là en URSS, des dirigeants du comité central, des ministres et des membres des comités du parti des Républiques étaient limogés et condamnés à des peines de prison pour corruption, en Chine, les plus petits cadres continuaient de jouir de protections ; les cadres supérieurs et leurs enfants qui monopolisent les réseaux du commerce extérieur s'entendaient avec les entrepreneurs étrangers pour brader les intérêts de l'Etat, tandis que les citoyens et les cadres du parti qui les démasquaient continuaient d'être victimes de terribles représailles.

La réforme de l'économie a apporté de nouvelles libertés aux citoyens ordinaires. Mais comme elle n'a pas été menée jusqu'au bout, les bureaucrates et leurs enfants ont pu monopoliser les ressources de l'Etat et saisir les occasions de s'enrichir en toute impunité, grâce à leurs privilèges. Paradoxalement, les groupes qui s'opposent à la réforme et à l'ouverture pour défendre leurs intérêts politiques sont ceux qui, les premiers, ont le plus profité du nou-

Lorsque ceux qui détiennent des milliers de dollars échappent aux tribunaux, tout le monde connaît au sort des quelques « criminels économiques » condamnés. Parallèlement, alors que le mouvement « contre la libéralisation bourgeoise » reste présent dans toutes les mémoires, on ne peut pas se poser la question suivante : ceux qui ont été attaqués et renversés à cette occasion ne sont-ils pas précisément ceux qui ont toujours réclimé un « gouvernement intégral » ? Pourquoi, dans ces conditions, relancer ce mot d'ordre ?

Depuis 1979, M. Deng Xiaoping a pris le contre-pied de Mao Zedong dans pratiquement tous les domaines, sauf celui de la presse. Presque tous les journaux ressemblent comme des frères à ceux de la période maoïste. On ne peut parler que des succès du gouvernement et du parti et des aspects radieux de la vie, jamais des fautes et des aspects négatifs ; on ne peut défendre que les opinions officielles. Non seulement la Chine ne dispose pas d'un journal indépendant non officiel, mais elle n'a même pas un journal officiel du type de la *Literaturnaya Gazeta* ou des *Nouvelles de Moscou*. Plus un problème est brûlant (par exemple la dégénérescence des bureaucrates, ou des débats publics sur la réforme politique), moins les Chinois en sont informés. Plus un événement à l'extérieur peut avoir de rapports avec la situation en Chine — Solidarité en Pologne, l'opposition au parti au pouvoir en Corée, plus récemment la conférence du PC soviétique, ou le soulèvement des Birmanes — plus les nouvelles sont filtrées et présentées de façon simpliste.

En bref, nombre de tares politiques, économiques, sociales sont depuis longtemps obliérées, consciemment ou non. Mais, finalement, elles ont trouvé un moyen de faire parler d'elles. Leur

Précédents articles

- DÉCEMBRE 1978. — « Les nouvelles voies du développement », par Patrick Tissier et « La charnière », par Xavier Lucion.
- NOVEMBRE 1979. — « Comment la Chine recourt aux méthodes des capitalistes pour se hisser au statut de grande puissance », par Patrick Tissier.
- AOÛT 1980. — « M. Deng Xiaoping et la victoire des « pragmatistes » en Chine », par Alain Peyraube.
- DÉCEMBRE 1980. — « La nouvelle politique économique en Chine », par Xavier Lucion.
- JANVIER 1981. — « En Chine, les ressorts du capitalisme au service de l'économie socialiste », par Lynne Curry.
- AVRIL 1981. — « Pékin en proie au malaise économique », par Xavier Lucion.
- AOÛT 1981. — « La méfiance persistante de l'ouvrier chinois », par Roland Lew, et « Le projet socialiste et les résistances paysannes en Chine », par Claude Aubert et Cheng Ying.
- FÉVRIER 1982. — « Prudence et persévérance à travers les écueils de la réforme économique », par Patrick Tissier.
- JUIN 1982. — « La pari de la décollectivisation (de l'agriculture) en Chine », par Claude Aubert.
- OCTOBRE 1983. — « Rentabilité, efficacité : deux mots d'ordre de la modernisation », par Xavier Lucion.
- JUILLET 1986. — « La Chine au grand vent des réformes économiques », par Patrick de Beer.
- DÉCEMBRE 1988. — « Le grand virage du communisme chinois », par Lily Marceau.
- FÉVRIER 1987. — « Les remous de la politique d'ouverture en Chine », par Xavier Lucion.
- DÉCEMBRE 1987. — « Après le troisième congrès du PC, vers le « troisième pas historique » en Chine », par Xavier Lucion, et « Socialisme... ou tentation capitaliste ? », par Jacques Decroix.

الشرق الأوسط



(Suite de la première page.)

Et la révolte des étudiants et des lycéens de novembre-décembre 1986 contre toute menace de sélection à l'entrée à l'Université ne répond-elle pas, comme en écho, à l'ambition égalitaire de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 ?

A chacun selon ses mérites et ses capacités : tel est donc le credo domi-

nant. Et, à mesurer globalement les évolutions impressionnantes des trois dernières décennies en France et dans la plupart des pays industrialisés, on n'est pas loin de penser que la démocratisation du collège, du lycée, et de l'Université est une des réussites des politiques d'enseignement de l'après-guerre. Incomplète sans doute, trop lente peut-être, mais indéniable à première vue.

Une scolarisation massive

LES chiffres français sont éloquentes. En 1950, 170 000 élèves, principalement issus des couches supérieures de la société, entraient en classe de sixième et s'engageaient dans le cycle des études longues conduisant au baccalauréat. Le reste (70 % d'une classe d'âge) était à l'époque en grande majorité des enfants de paysans, d'ouvriers, d'employés ou de commerçants voyait son horizon borné par le certificat d'études, puis, pour les meilleurs élèves du primaire, par les cours complémentaires ou le certificat d'aptitude professionnelle, qui permettaient de trouver des emplois de bureau ou d'ouvriers qualifiés. En 1986, ce sont plus de 850 000 élèves, soit la quasi-totalité d'une classe d'âge, qui sont entrés en sixième. Autrement dit près des deux tiers des enfants de treize ans avaient terminé leurs études en 1950 ; à présent, la totalité les prolonge.

Cette croissance massive de la scolarisation se répercute à chaque niveau : un million d'élèves dans le second degré en 1950, près de 5,4 millions aujourd'hui. Un jeune Français sur vingt qui décrochait le bac dans l'immédiat après-guerre contre un sur trois aujourd'hui ; 100 000 étudiants dans une vingtaine d'universités en 1950, contre un million répartis aujourd'hui dans soixante-quinze universités. Le gonflement des flux d'élèves et d'étudiants est un trait caractéristique de la plupart des pays industrialisés. Deux exemples parmi d'autres : en Espagne, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités a été

multiplié par neuf entre 1960 et 1980, passant de 70 000 à 650 000. Et pour la même période le Japon n'est pas peu fier de rappeler que la proportion des jeunes sortant du lycée, après neuf années de scolarité obligatoire, est passée de 58 % à 94 %. L'envoie des chiffres est spectaculaire. Mais elle n'est due que pour une part assez modeste (de l'ordre de 30 % en France) au redressement démographique de l'après-guerre.

En réalité, l'explosion des lycées et des universités résulte d'une triple pression. Celle, on l'a vu, d'une aspiration à plus de justice en matière de formation et d'accès à la culture. Celle, également, d'une économie en pleine expansion qui réclame davantage de diplômés et reproche à l'école de ne pas en former assez. Celle, enfin, des familles : dans une société française où le rôle dévolu aux diplômes est déterminant, l'accès aux études longues devient un important instrument de promotion sociale, à l'image de l'amélioration des conditions de vie matérielles dont beaucoup ont bénéficié pendant les « trente glorieuses ».

Tout contribue donc, semble-t-il, à une plus juste répartition des chances. On constate, en effet, que la proportion d'enfants d'ouvriers qui entrent en classe de seconde, au lycée, a nettement augmenté entre 1960 et 1980, passant de 20 % à 30 % du total, alors que le poids des ouvriers dans la société française est resté stable. De même, alors que 2,5 % d'enfants d'ouvriers

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT

De l'école à l'Université,

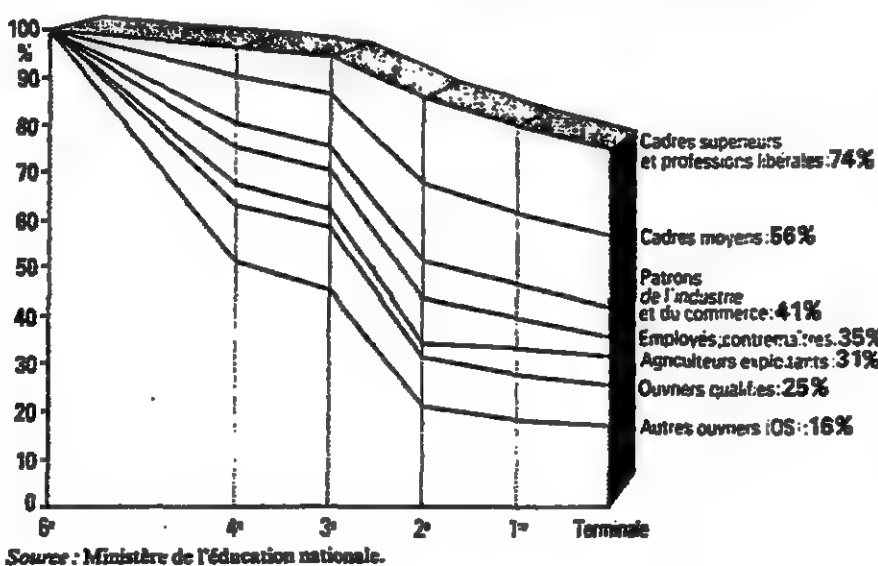
avaient obtenu le bac en 1962, ils étaient près de 11 % quinze ans plus tard. Cette compensation relative, par l'école, des handicaps sociaux est un phénomène que l'on observe dans de nombreux pays au cours des trente dernières années : en une décennie (1966-1976), la part des étudiants d'origine ouvrière dans les universités allemandes a plus que doublé ; au Danemark, elle est passée de 9 % à 17 %.

L'effet de masse est donc indiscutable. La prolongation et la démocratisation de l'enseignement ont permis à davantage d'enfants d'origine modeste de poursuivre des études jusqu'au baccalauréat et au-delà. Mais plusieurs observations conduisent à nuancer fortement, voire à inverser, ce bilan. Un rapport récent de l'OCDE pose la question sans détour : « L'enseignement doit développer les diverses compétences qu'exigent les économies modernes ; mais par là même il constitue un si puissant moyen de sélection sociale que contrairement au but recherché d'une plus grande égalité sociale il risque en fait de la renforcer (1). »

A l'école et au collège, tout d'abord, les élèves issus des familles défavorisées (ouvriers, employés, immigrés) sont les premières victimes des mécanismes d'« orientation » — ou, plus exactement, de sélection par l'échec — qui caractérisent le système français d'enseignement. Selon la formule d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, « la carte de l'échec est d'abord sociale (2) ». Le processus cumulatif, et difficilement réversible, de marginalisation scolaire se met en place dès le cours préparatoire (CP). On sait, en effet, depuis les études menées par Claude Siebel (3), qu'un redoublement de la première année d'école primaire est pratiquement rédhibitoire pour l'avenir scolaire des enfants. Or, en 1980, les élèves issus des couches « défavorisées » redoublaient deux fois plus leur CP que ceux des couches « moyennes » et cinq fois plus que ceux des couches « favorisées ». D'entrée de jeu, un enfant sur six issu d'un milieu modeste voit donc son avenir scolaire compromis : le poids des handicaps culturels qui se cristallisent bien avant l'entrée à l'école est, là, déterminant.

DE LA SIXIÈME À L'UNIVERSITÉ : RAFFAÏNEMENT DES CHANCES POUR LES MOINS AÏSÉS

(Pourcentages de réussite selon l'origine socio-professionnelle)



Source : Ministère de l'éducation nationale.

Exclusions et discriminations

CETTE logique d'exclusion se vérifie — et s'amplifie — tout au long du parcours scolaire. A l'entrée en sixième, environ 80 % des enfants qui ne savent pas lire correctement sont d'origine populaire. A l'entrée en quatrième, 39 % des enfants appartenant aux catégories défavorisées ont disparu du cursus général et ont été orientés vers les classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) et les classes de préparation à l'apprentissage (CPA), qui servent de « parking » aux élèves jugés incapables de suivre le gros de la troupe.

Les enfants d'immigrés sont particulièrement touchés : aux handicaps socio-culturels s'ajoutent souvent, en effet, les difficultés linguistiques. Une enquête d'Henri Bastide (4) montre que 27 % des jeunes Français présentent des retards dans l'enseignement primaire alors que ce chiffre atteint

49 % chez les jeunes étrangers, que l'on retrouve d'ailleurs en proportion anormalement forte dans l'enseignement spécial. Cette marginalisation de fait est loin d'être une particularité française. Ainsi, l'OCDE a calculé que les pourcentages respectifs de nationaux et d'étrangers dans l'enseignement secondaire court en 1981 étaient respectivement de 42 % et de 52 % en Allemagne, de 44 % et de 68 % en Belgique, de

- (1) L'Enseignement dans la société moderne. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 1985.
- (2) Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Tant qu'il y aura des profs*, Le Seuil, Paris, 1986.
- (3) Claude Siebel, « Genèses et conséquences de l'échec scolaire », *Revue française de pédagogie*, n° 67, avril-juin 1984.
- (4) Henri Bastide, *Les Enfants d'immigrés et l'Enseignement français*, PUF, Paris, 1982.

AUX ÉTATS-UNIS

Le coût des diplômes et la loi du marché

AUX États-Unis comme ailleurs, la probabilité de trouver un emploi est directement liée au niveau de formation : le chômage affecte 1,7 % des diplômés de l'université après un cursus de quatre ans ; 3,7 % de ceux qui ont suivi entre une et trois années d'études universitaires ; 5,4 % des jeunes ayant accompli leur scolarité secondaire dans sa totalité ; 9,4 % de ceux ayant quitté le lycée (*high school*) prématurément. En 1987, le revenu annuel moyen d'un diplômé de l'université de sexe masculin était supérieur de 10 000 dollars à celui du diplômé d'une *high school* (1).

La formation universitaire est considérée comme un investissement majeur, dont le coût s'amortit en quelques années. Aussi l'enseignement supérieur constitue-t-il un marché hautement concurrentiel : les établissements les plus prestigieux sélectionnent rigoureusement les étudiants et font acquiescer des frais de scolarité élevés. Les 3 400 institutions accessibles aux étudiants américains — en fonction de leurs aptitudes et de leurs moyens financiers — varient considérablement en termes de potentiel de recherche et d'enseignement, et de capacité d'accueil. Les deux catégories prestigieuses (sur les cinq établies par la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching) sont les *national universities* (universités nationales), recevant au moins 12,5 millions de dollars par an de crédits fédéraux de recherche, et les *national liberal-arts colleges*, qui attirent également des étudiants de l'ensemble des États-Unis mais reçoivent peu d'étudiants (en général moins de 1 500 dans des campus très confortables) et se consacrent beaucoup plus à l'enseignement qu'à la recherche.

En tête du palmarès de la première catégorie, établi par *US News and World Report*, l'université Yale, dans le Connecticut (12 980 dollars de frais annuels de scolarité), qui, parmi ses « anciens », compte M. George Bush. En première position dans la seconde, Swarthmore College, en Pennsylvanie (13 230 dollars de frais annuels de scolarité), où, dans la promotion de 1955, se trouvait l'éleve Michael Dukakis.

B.C.

(1) Cf. « America's Best Colleges », *US News and World Report*, 10 octobre 1988.

L'INVESTISSEMENT INTELLECTUEL. Essai sur l'économie de l'immobilier. — Pierre Caspar et Christine Alist.

* CPE/Economica, Paris, 1988, 184 pages, 86 F.

Les notions de « révolution de l'intelligence », de « pari sur l'intelligence » ont désormais acquis droit de cité. D'où la priorité affichée (mais non encore concrétisée) par le gouvernement français en faveur de l'éducation nationale. D'où aussi les mutations en cours dans les petites et moyennes entreprises : on commence à y prendre au sérieux l'investissement en matériel.

Le livre de Pierre Caspar et Christine Alist fait le point sur les différents postes de cet investissement (recherche et développement, fonction commerciale, systèmes d'information, etc.) et examine, de manière très fine, son ancrage tant dans la théorie que dans la pratique (aspects comptables, fiscaux, financiers).

B. C.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY

Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef : Micheline PAUNET

Rédaction : Christian DE BRIE

Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,

Alain GRESH

Secrétaire de rédaction :

Solange BRAND

RÉDACTION

7, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : MONDIPAR 650572 F

Tél. : 42-41-97-27

Publicité : le Monde PubliS.A.

Responsable : Antoine Garvin

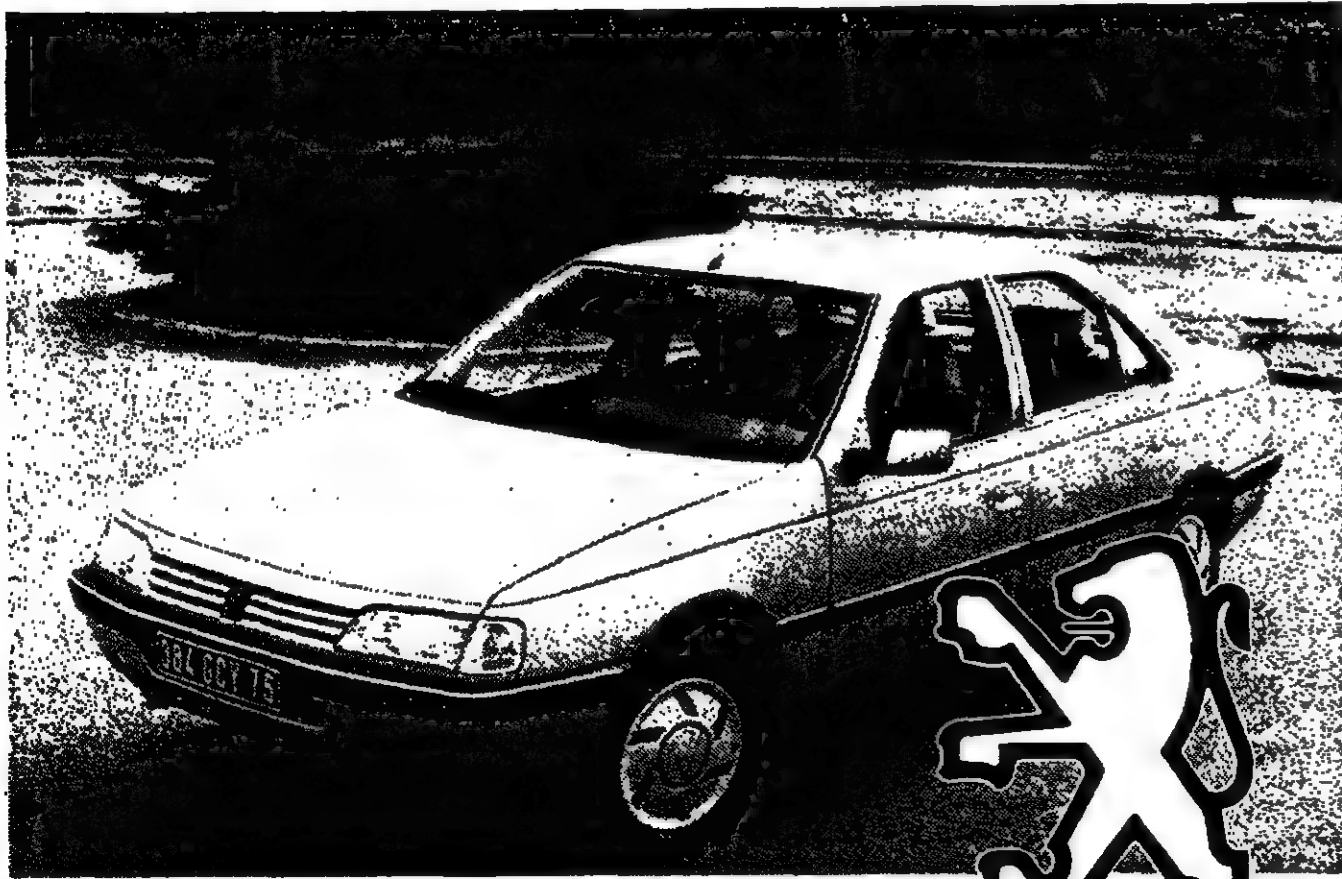
5, rue de Montessuy,

75007 Paris.

Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée. PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA-SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT

Bureau SODEXA-CD-TT-136 Champs-Élysées-75008 PARIS-Tél. : (1) 42 25 20 98

Siège social SODEXA-115 rue Danton-92400 COURBEVOIE-Tél. : (1) 47 88 50 83-Télex 615 072 F

SODEXA-Filiale Automobiles PEUGEOT

الرياضيات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

LA DÉMOCRATIE (V)

l'injustice toujours recommencée



18 % et de 29 % en France. Malgré les différences de système, l'écart est systématique. Pendant les dix années d'école obligatoire (6 à 16 ans), la courbe de l'échec colle donc étroitement à celle des statuts sociaux. Sans doute des facteurs plus complexes liés à la psychologie de l'enfant, à son aptitude individuelle ou à son environnement familial spécifique interviennent-ils dans ce laminage progressif. Mais il ne fait pas de doute que les inégalités sociales restent un critère d'explication globalement pertinent.

A partir de la classe de seconde, s'ajoute un autre mécanisme discriminatoire, plus subtil mais très efficace : la diversification et la hiérarchisation des filières et par conséquent des sections de baccalauréat et des cursus universitaires possibles. Avec, au bout du compte, des niveaux de compétence ou de prestige déterminants pour l'avenir professionnel des jeunes. Dans ces stratégies de différenciation, qui permettent de maintenir efficacement les inégalités tout en préservant l'apparence d'un système neutre, c'est tout le modèle de la reproduction cher à Pierre Bourdieu qui reste à l'œuvre.

En G. A. l'inverse, 30 % des enfants de cadres supérieurs et de professions libérales se retrouvent en C (mathématiques), contre 10 % dans l'enseignement technique. Et l'on sait que les bacheliers du technique constituent ensuite les gros bataillons d'étudiants qui échouent ou abandonnent en premier cycle universitaire.

A cette grande bifurcation entre enseignement général et enseignement technique, s'ajoutent les hiérarchies entre les bacs généraux eux-mêmes. La section C, pour laquelle la sélection se fait sur les mathématiques, est devenue en une quinzaine d'années la section noble, prestigieuse, permettant de s'engager dans toutes les filières de l'enseignement supérieur mais indispensable pour être admis dans le cycle très prisé des classes préparatoires aux grandes écoles. Or, Antoine Prost démontre sans ambiguïté que la démocratisation, qui avait progressé jusqu'en 1967, a ensuite régressé. C'est dans les terminales C que ce renversement est le plus sensible : en 1967, les enfants des couches supérieures représentaient 20 % des effectifs. En 1980, ils sont 40 %. Dans le même temps, la part des enfants d'ouvriers a diminué de moitié, passant de 18 % à 9 %. La démocratisation a donc bien été freinée par le développement des filières techniques, où se sont engouffrés un grand nombre des élèves d'origine populaire.

Chaque année 110 000 élèves quittent le système éducatif français à seize ans, sans diplôme et sans qualification. A ceux-là il faut ajouter les 90 000 élèves des lycées d'enseignement professionnel (LEP) qui renouent à obtenir un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou un brevet d'enseignement professionnel (BEP). Or, compte tenu de l'orientation sélective draconienne décrite plus haut, ces 200 000 exclus de la formation sont dans leur très grande majorité des enfants de milieu modeste. Et ce ne sont pas les réparations de fortune tentées ensuite (opérations 16-18 ans d'insertion sociale - des jeunes) qui peuvent compenser des années de dérive et d'échec dans le système scolaire.

Enfin, cette inégalité des chances devant l'accès à l'enseignement est d'autant plus forte qu'elle se combine avec des inégalités régionales et locales. Car l'offre d'enseignement

Midi-Pyrénées et plus de 35 % en région parisienne, contre 26 % en Picardie ou en Haute-Normandie. Mécaniquement, l'on retrouve 23 % des jeunes Toulousains de 18-25 ans dans des formations supérieures, contre 9 % à peine en Picardie ou 10 % dans le Poitou. Liées à l'histoire économique et politique des régions, plongeant loin leurs racines dans les inégalités de développement local, ces discriminations géographiques n'ont pas moins réelles. Comme le souligne le rapport Prost sur les lycées, « à résultats scolaires identiques, il est plus difficile d'entrer en seconde à Vesoul qu'à Tarbes. Où sont donc la justice et l'égalité des chances ? Où est, plus simplement, l'égalité des jeunes Français devant le service public de l'éducation nationale ? » (6).

A chacun selon son mérite et ses aptitudes... On le voit, l'idéal de l'après-guerre est loin, très loin d'avoir été atteint. L'objectif consistant à conduire 80 % d'une génération jusqu'au niveau du bac dans une quinzaine d'années relance à sa manière la machine égalitaire. Mais il suppose que l'on trouve rapidement des remèdes aux pesanteurs très lourdes du système éducatif. Impossible, en effet, d'atteindre cet objectif sans renforcer considérablement les chances de succès de ceux qui sont aujourd'hui encore les principaux exclus de l'école et du lycée. Impossible sans renforcer, également, par un aménagement très volontariste du territoire scolaire, les chances des régions à la traîne. Même s'il paraît aujourd'hui un peu démodé dans sa forme, l'ambition du plan Langevin-Wallon reste plus que jamais d'actualité. Et ce n'est certainement pas l'actuel ministre de l'éducation qui le démentirait.

GERARD COURTOIS.

(5) Antoine Prost, *La Politique de démocratisation de l'enseignement. Essai d'évaluation (1950-1980)*, rapport pour le commissariat général du Plan, avril 1985.

(6) Antoine Prost, *Les Lycées et leurs élèves au milieu du XX^e siècle*, ministère de l'Éducation nationale, service d'information, décembre 1983.

ÉTÉS QUI SAPE...
l'Université

En 1962, les universités ont connu leur plus grand succès, par leur rôle dans la formation des cadres supérieurs. Mais depuis, elles ont subi une dérive vers le bas. En 1980, 17 % des bacheliers ont obtenu un diplôme universitaire, contre 23 % en 1962. Cette dérive s'explique par la dévalorisation du diplôme universitaire, qui n'est plus reconnu par les employeurs. Elle s'explique aussi par la dévalorisation du baccalauréat, qui n'est plus reconnu par les universités. Cette dérive est le résultat de la dévalorisation du diplôme universitaire, qui n'est plus reconnu par les employeurs. Elle s'explique aussi par la dévalorisation du baccalauréat, qui n'est plus reconnu par les universités.

Discriminations et discriminations

En 1980, les universités ont connu leur plus grand succès, par leur rôle dans la formation des cadres supérieurs. Mais depuis, elles ont subi une dérive vers le bas. En 1980, 17 % des bacheliers ont obtenu un diplôme universitaire, contre 23 % en 1962. Cette dérive s'explique par la dévalorisation du diplôme universitaire, qui n'est plus reconnu par les employeurs. Elle s'explique aussi par la dévalorisation du baccalauréat, qui n'est plus reconnu par les universités.

UNIS

Le coût des diplômes et la loi du marché

Le coût des diplômes est en constante augmentation. En 1980, le coût moyen d'un diplôme universitaire était de 1,7 million de francs. En 1985, il était de 2,5 millions. Cette augmentation s'explique par la dévalorisation du diplôme universitaire, qui n'est plus reconnu par les employeurs. Elle s'explique aussi par la dévalorisation du baccalauréat, qui n'est plus reconnu par les universités.

La reproduction des élites

Le constat est d'autant plus significatif qu'il est confirmé de manière plus large par l'OCDE. Sur la base d'enquêtes menées en Suède, en Allemagne, en Grande-Bretagne et au Japon, les experts de l'Organisation européenne concluent en effet : « L'évolution vers une égalisation plus marquée semble s'être ralentie, avoir marqué le pas, voire s'être inversée depuis le début des années 70. » Soit, grosso modo, au moment du démarrage de la crise économique. Comme si, face au resserrement du marché de l'emploi, des mécanismes de protection s'étaient mis en place. En France, par exemple, le baccalauréat n'a pas changé de nom et assez peu d'allure : il est beaucoup plus accessible aux enfants d'origine moyenne ou défavorisée qu'il ne l'était autrefois. Mais, à l'intérieur de ce cadre général, les frontières et les critères qui permettent d'identifier les formations les meilleures et les plus payantes ont été déplacées.

Les répercussions sur l'enseignement supérieur sont évidentes. Quelle que soit l'organisation de leur système d'enseignement, les pays industrialisés font à peu près tous le même constat : si les portes de l'enseignement supérieur se sont ouvertes plus largement aux enfants d'origine modeste pendant les années 60, l'égalisation des chances a plafonné depuis le début ou le milieu des années 70. En Allemagne, la part des enfants d'ouvriers parmi les étudiants stagne entre 12 % et 15 % depuis une bonne quinzaine d'années. Au Canada, malgré la volonté des pouvoirs publics d'élargir l'enseignement supérieur, les classes moyennes et supérieures restent nettement surreprésentées à l'université. Même constat en Suède, où les efforts ont pourtant été considérables pour unifier de façon plus égalitaire le système d'enseignement.

classe préparatoire coûtait 30 150 F par an et un élève d'école d'ingénieurs 49 300 F par an. Pour renouveler - et reproduire - ses élites, l'Etat est prêt à mettre le prix fort.

Si l'on reprend l'ensemble de la chaîne, le milieu social des élèves reste donc partout déterminant pour leur réussite scolaire. Mais en vingt ans le contexte a considérablement changé. Comme le soulignait fortement l'OCDE en 1985, on ne peut plus analyser les problèmes de l'égalité des chances dans l'enseignement - en partant des prémisses qui caractérisaient les débats optimistes de l'« âge d'or » de l'enseignement. Il s'agitait alors, dans un univers de croissance économique et de multiplication apparente infinie de possibilités d'emploi, d'égaliser les chances d'accès aux études les plus prestigieuses.

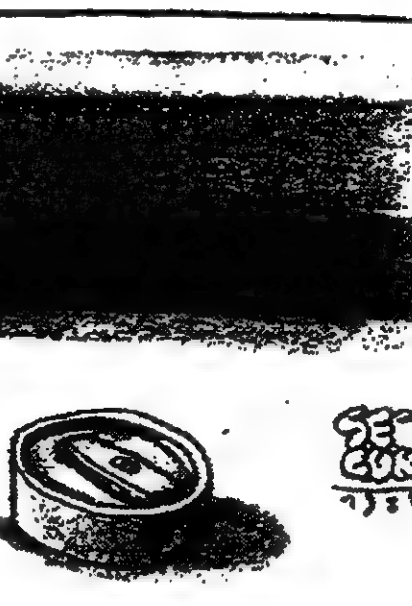
« La récession, le chômage et la discrimination des débouchés ont montré que cette notion d'accès aux privilèges était insuffisante, poursuit l'OCDE. Faire en sorte que la possibilité de suivre de bonnes études et d'obtenir des emplois intéressants et bien rémunérés soit plus équitablement répartie demeure un objectif important. Mais, lorsque le chômage s'étend, il devient indispensable de faire porter les efforts sur l'autre extrémité du spectre : veiller à ce que les plus défavorisés ne restent pas en chemin et qu'ils figurent au premier rang des priorités de l'action publique. » Sans être contraint, sous peine de se pencher non plus sur l'enseignement de masse mais sur les phénomènes d'exclusion et de marginalisation de masse.



Une chaîne aura toujours la force de son maillon le plus faible.

COMITE FRANÇAIS CONTRE LA FAIM

CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LA FAIM. ENVOYEZ VOS DONS. CCP 2327 K



Séjant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

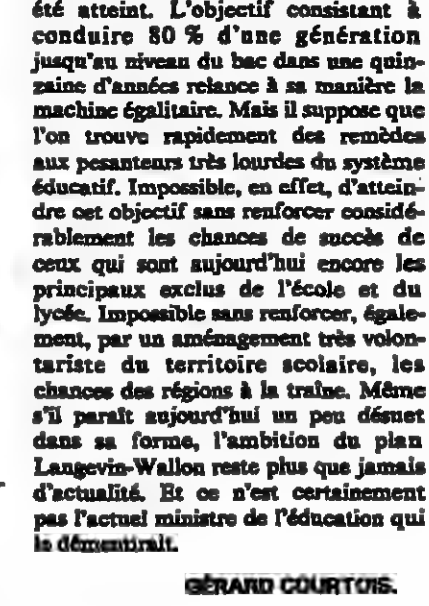
Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant



Séjant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Sejant

Le risque d'une formidable

Faute de projet politique qui garantisse les principes démocratiques fondateurs, la construction européenne risque de céder à la pression des intérêts économiques dominants (1). Déjà, ils modèlent l'espace juridique et fiscal selon leur stratégie, au détriment de l'Etat comme du citoyen.

S I une famille française disposant de revenus moyens pouvait librement aller faire tous ses achats en Belgique, elle paierait au total 60 % d'impôts de moins que la même famille belge qui viendrait faire en France des dépenses de consommation similaires. Pourtant, globalement, les impôts sont tout aussi lourds en France qu'en Belgique (2).

Vous rêvez d'être un contribuable européen « compétitif » ? N'hésitez pas : exercez votre profession en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en France. Vous y paierez un impôt sur le revenu en moyenne deux fois moins élevé que dans l'ensemble de la Communauté. Fuyez le Danemark et la Belgique, où il vous en coûterait deux à quatre fois plus. Ensuite, allez dépenser votre argent au Royaume-Uni, au Luxembourg ou en Allemagne, mais surtout pas en France, en Irlande, en Grèce ou au Portugal, les prélèvements sur la consommation y sont beaucoup plus élevés. Pour vos affaires, installez votre société en Irlande, en Grèce voire en Espagne, plutôt qu'en Italie, au Royaume-Uni ou au Luxembourg (3). Placez votre fortune immobilière au Portugal ou en Belgique, à la rigueur en Italie ou en Allemagne, renoncez au Danemark, au Luxembourg et à la France, et faites une croix sur le Royaume-Uni. Quant à votre portefeuille de titres, un peu de patience : l'Europe achève d'harmoniser un véritable paradis des capitaux. Ils seront les premiers et certainement les mieux servis. En attendant, l'Allemagne, le Luxembourg, le Royaume-Uni ou la

Belgique sont des refuges très acceptables.

Le profil gagnant du meilleur contribuable européen ? Il travaille en Espagne, fait ses achats au Royaume-Uni, place sa fortune au Portugal, domicilie sa société en Irlande et fait circuler ses capitaux sur toutes les places financières. En moyenne, il paie 2,5 fois moins d'impôts que le moins performant. Encore peut-il améliorer très sensiblement son score en se faisant tailler par des spécialistes un costume fiscal sur mesure.

Telle est schématiquement la situation de la construction européenne à cinquante mois de l'inauguration du grand marché : une juxtaposition hétéroclite de douze bâtiments disparates où pratiquement rien n'est à niveau, que l'on se propose, avant d'ouvrir les portes, de coiffer d'une couverture pleine de trous qualifiée d'harmonisation. On pourrait penser que le délai est suffisant pour réaménager l'ensemble. Sachant que l'objectif était inscrit dans le traité de Rome dès 1957, que le marché unique devait être effectif au plus tard en 1970, on peut douter que soit réalisé en quatre ans ce qui n'a pu l'être en trente. D'autant que la conduite et la manabilité de la fiscalité s'apparentent davantage à celles d'un pétrolier géant que d'une voiture de sport : les manœuvres et les temps de réaction y sont particulièrement lents.

Nordistes et sudistes

DES l'origine de la CEE, alors limitée à six, on s'est préoccupé de mettre en évidence et de mesurer les disparités existant entre les pays membres, préalable à une politique d'harmonisation. Fort heureusement, tous présentaient des caractéristiques structurelles relativement comparables sinon communes : un taux de prélèvement global sensiblement équivalent - autour de 32 % (4) - des recettes fiscales reposant pour l'essentiel - 85 % à 90 % du total - sur le double impôt : l'impôt sur le revenu (5) - prélèvements sur la consommation (6) avec, en complément, l'appoint d'un impôt sur les bénéfices des entreprises (5 % à 10 % des recettes) et une faible taxation du capital (moins de 5 % des recettes). Toutefois, un équilibre essentiel opposait deux groupes de pays : d'une part la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne, qualifiés en l'occurrence de « nordistes », où le prélèvement direct, progressif et personnalisé sur le revenu des ménages, constituait traditionnellement le principal

Mais pourquoi s'alarmer ? Le risque est à peu près nul de voir des millions de familles danoises et belges fuir leur pays pour aller exercer leur activité professionnelle en Espagne ou en Grèce, croisant sur les autoroutes d'autres millions de Français ou de Portugais partis dévaliser les grandes surfaces britanniques ou allemandes. La liberté d'établissement et de circulation des personnes est certes garantie ; trop d'obstacles s'y opposent en fait. Bien d'autres considérations entrent en jeu, l'incitation fiscale a très peu de chance d'être déterminante, sauf dans quelques zones frontalières et pour une minorité de privilégiés habiles à tirer le meilleur parti des arcanes réglementaires et des distorsions entre les différentes législations. Ceux-là n'ont pas attendu les perspectives communautaires. Les autres, l'immense majorité, subissent et continueront de subir bien après 1993 les énormes disparités d'imposition qui existent entre les Européens et qui se cumulent avec les inégalités propres à chaque pays.

Car l'Europe en formation n'est pas celle des hommes, celle des citoyens contribuables, mais l'Europe des marchandises et des capitaux, de ceux qui les contrôlent et les possèdent. L'harmonisation fiscale ne s'intéresse qu'à leurs problèmes. Depuis longtemps, ils mènent le jeu en parfaite complicité avec les pouvoirs établis et les bureaucraties nationales et communautaires.

impôt, le cœur du dispositif ; d'autre part, les « sudistes », France et Italie, où, à l'inverse, l'impôt sur le revenu joue un rôle secondaire, la part principale des recettes étant assurée par les prélèvements indirects, proportionnels et impersonnels, sur la consommation. Depuis, le camp des « nordistes » s'est renforcé du Danemark et du Royaume-Uni, tandis que celui des « sudistes » se gonflait de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Découvrant la répartition des pays, on devine que la référence à l'histoire américaine n'est pas seulement géographique. C'est un fait incontestable que les systèmes fiscaux des nations économiquement les plus développées sont tous de type « nordiste ». Outre ceux déjà cités, c'est le cas, au sein de l'OCDE, de la Suède, de la Norvège, de la Suisse, des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande. Ce sont par nature les moins inégalitaires, celles que soient les multiples disparités qu'ils

sécrètent par ailleurs, et par conséquent les plus démocratiques. Seuls ils rendent possible, même si l'objectif est rarement atteint, une répartition équitable de la charge fiscale entre les citoyens en fonction de leurs facultés contributives. Les pays les plus « nordistes » - Danemark, Suède, Nouvelle-Zélande - sont aussi ceux où les inégalités sociales sont les plus réduites. A l'inverse, les systèmes « sudistes » se rencontrent dans les pays moins développés et sont inévitablement inégalitaires. Les modèles extrêmes se retrouvent dans les pays du tiers-monde comme dans les régimes de dictature. C'était le cas, en Europe, des impôts de l'Espagne de Franco, du Portugal de Salazar, de la Grèce des colonels. Aujourd'hui ils sont préconisés par les libéraux, les ultraconservateurs et le Front national en France.

Dès lors, pour être conforme à l'idéal européen de démocratie et de justice, l'harmonisation ne peut se faire, progressivement, qu'autour d'un modèle « nordiste », tout en maintenant un niveau d'imposition globale comparable entre les différents pays. Or, pour une série de raisons, ce n'est pas l'évolution suivie. Tout d'abord, le principe n'a jamais été explicitement reconnu ni affirmé, les Etats répugnant à prendre des engagements trop précis dans un domaine aussi sensible de leur souveraineté et l'Assemblée européenne n'ayant ni la compétence ni la légitimité pour exprimer la volonté populaire.

Par ailleurs, dans les cinq pays d'Europe du Sud le plus directement concernés - France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce - les prélèvements sur la consommation fournissent toujours l'essentiel des ressources fiscales (7). Le nombre relativement important des professions indépendantes,

- (1) Précédents articles : Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988, et Jean-François Dreyer, « Des disparités régionales qui minent la cohésion communautaire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1988.
- (2) Environ 45 % du produit intérieur brut (PIB) en 1986 ; dans le premier cas, la charge fiscale moyenne serait de 30 % environ, dans le second, de 30 %.
- (3) Seul s'il s'agit d'une société holding.
- (4) L'annexion de l'Italie, où la pression fiscale était de 27 % en 1965 (*Statistiques des recettes publiques*, OCDE, Paris, 1968).
- (5) Impôt sur le revenu des ménages et cotisations sociales retenues sur les salaires et rémunérations.
- (6) Essentiellement : taxes sur le chiffre d'affaires, accises (droits sur les alcools, tabacs, produits pétroliers...), cotisations sociales des entreprises.
- (7) 60 % à 70 % des recettes fiscales contre 35 % au Danemark, 38 % au Royaume-Uni et au Luxembourg.

agricoles, artisanales, libérales, commerciales, les pratiques de fraude et de travail au noir tolérées, le faible niveau moyen des rémunérations dans trois d'entre eux (Espagne, Portugal, Grèce) freinent le développement d'une imposition équitable des revenus des ménages. L'obstacle n'est pourtant pas insurmontable et le temps n'a pas manqué à la France et à l'Italie. Seule celle-ci s'est engagée résolument dans cette voie au cours de la dernière période, comme l'a fait l'Espagne (et le Portugal) depuis l'instauration de la démocratie (8).

Enfin, une dérive des prélèvements globaux s'est effectuée dans la plus complète anarchie, au gré des contraintes économiques, des options politiques et des considérations idéologiques, amplifiées par les élargissements successifs de la CEE. Les écarts entre les extrêmes - la pression fiscale atteint 50,6 % du produit intérieur brut au Danemark mais 30,4 % en Espagne (9) - sont devenus tels que la perspective d'un niveau d'imposition comparable au sein de la Communauté est très aléatoire.

Fortement marqués par l'idéologie libérale, les chefs des gouvernements les plus conservateurs - Mme Thatcher en Grande-Bretagne, M. Kohl en Allemagne, M. Chirac en France - se sont engagés dans des réformes visant à réduire l'imposition des revenus les plus élevés (10), des bénéfices des sociétés et du capital (11). Allant plus loin, Mme Thatcher a entrepris le démantèlement de la personnalisation et de la progressivité de l'impôt sur le revenu des ménages (déjà limités à deux taux, de 25 % et de 40 %) (12), des droits de succession (13), et de

- (8) Passant entre 1974 et 1986 de 4 % à 9,3 % du PIB en Italie, de 2 % à 5,4 % en Espagne et de 4 % à 5,7 % seulement en France au cours de la même période (statistiques de l'OCDE, op. cit.).
- (9) Elle est de 36,2 % en Italie, de 37,5 % en Allemagne, de 39 % au Royaume-Uni et de 40 % pour l'ensemble de la CEE (statistiques de l'OCDE, op. cit.).
- (10) Pour la France, voir : Christian de Brie, « Avalanches de bienfaits pour les privilégiés de la crise », *Le Monde diplomatique*, février 1987, et « Four payer moins d'impôts, enrichissez-vous », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988.
- (11) L'équivalent de 136 milliards de francs de réductions d'impôts d'ici à 1990 en Allemagne, de 42 milliards de francs pour l'année 1988-1989 au Royaume-Uni.
- (12) En 1979, les taux s'élevaient de 33 % à 83 %.
- (13) Abattement équivalent à 1.150.000 francs, taux unique de 40 %.

La justice au service des intérêts économiques

Par JEAN-PAUL JEAN *

L'ESPACE judiciaire européen n'a été jusqu'à présent défini qu'en termes très classiques, soulignant l'efficacité de l'Europe policière, autour du modèle allemand (1). Mais tout l'ensemble du système juridique pourrait se modifier, tant sont fortes les pressions économiques et idéologiques, accélérées par l'ouverture du « grand marché ».

Pour l'instant, seuls ont pensé ce nouvel espace juridique ceux pour lesquels l'Europe est avant tout un marché : les entreprises, bien sûr, mais aussi les professions libérales confrontées à la concurrence de nouveaux termes.

L'intensité des débats touchant les professions d'avocat, de notaire, d'huissier, de conseil juridique, d'expert-comptable - pour rester dans le domaine judiciaire ou parajudiciaire, - laisse prévoir qu'elles connaîtront une évolution considérable dans les années à venir (2). Il y a, d'un côté, ceux qui ont déjà envisagé leur adaptation et qui, pour l'essentiel, sont très proches

des milieux d'affaires ; d'autre part, ceux qui, travaillant dans des secteurs vieillissants ou socialement moins valorisés, expriment des demandes pour que soit assurée la protection de leur territoire professionnel ou pour rendre leur intervention obligatoire - sans parler de ceux qui se préparent à des reconversions déclinantes.

Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre un avocat de province travaillant avec une secrétaire à mi-temps et un cabinet parisien d'une centaine de personnes avec bureaux secondaires à New-York, à Bruxelles et au Koweït ? Les schémas d'organisation de ces professions parajudiciaires vont avoir des effets déterminants sur l'exercice de la justice, compte tenu du poids spécifique de ces groupes de pression, fortement relayés aux niveaux national et local.

Les utilisateurs institutionnels de la justice essaient constamment d'adapter son fonctionnement à leurs besoins, et à ceux de leurs principaux clients - entreprises, compagnies d'assurances, banques et sociétés de crédit. Leur modèle idéal, qui correspond d'ailleurs aux nécessités de la modernisation,

tend à un fonctionnement accéléré, à l'absence d'alsés, et à une justice « distributive » permettant une gestion sûre des contentieux civils et commerciaux (3).

Cette gestion prévisionnelle, ces stratégies judiciaires conduisent les compagnies d'assurances - qui se regroupent ou s'allient de plus en plus au niveau européen - à influencer de façon définitive sur les jurisprudences. Ainsi, en matière de contentieux de la construction ou de la circulation, qui mettent en jeu des intérêts financiers considérables, les compagnies d'assurances possèdent les données informatisées de loin les plus fiables. Elles seules ont une vision globale et identifiée des productions judiciaires (contrairement au juge et à l'administration centrale, qui ne savent pas ce qu'ils produisent réellement) et elles utilisent les services des meilleurs avocats et professeurs de droit. Elles dominent les revues juridiques spécialisées, réalisent une véritable promotion des jurisprudences qui leur sont favorables et développent ainsi une stratégie de la décision auprès de chaque juridiction, en France et ailleurs.

bureaucratie privée, pendant libéral de la sur-réglementation rejetée quand elle est le fait de l'Etat.

Cette caricature de la notion de responsabilité profite essentiellement aux juristes et aux compagnies d'assurances, que l'on retrouve bien sûr à la pointe du débat idéologique sur le nécessaire développement de la judiciarisation en Europe.

Les tribunaux et le respect de la personne humaine

CES valeurs sont présentes tant dans la Déclaration européenne des droits de l'homme de 1950 que dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, institution du Conseil de l'Europe siégeant à Strasbourg (6).

Dans ses arrêts Handyside (7 décembre 1976) et Sunday Times (26 avril 1979), affirmant la licéité et la nécessité de la critique des décisions de justice, à l'encontre du délit de « contempt of Court » (outrages à magistrat) britannique, la Cour de Strasbourg a défini ce qu'il faut entendre par société démocratique au sens où ce concept est utilisé par la Convention européenne des droits de l'homme : « Il n'est pas de société démocratique sans que le pluralisme, la tolérance et l'ouverture d'esprit se traduisent effectivement dans son régime constitutionnel, que celui-ci soit soumis au principe de la prééminence du droit, qu'il comporte essentiellement un contrôle efficace de l'exécutif exercé, sans préjudice du contrôle parlementaire, par un pouvoir judiciaire indépendant, et qu'il assure le respect de la personne humaine (...) Elle [l'autorité du pouvoir judiciaire] refuse l'idée que les tribunaux constituent les organes appropriés pour apprécier les droits et les obligations juridiques et statuer sur les différends y relatifs, que le public les considère

ils et que leur aptitude à s'acquiescer de cette tâche lui inspire du respect et de la confiance. »

Ces valeurs, dans le prolongement de celles de 1789 et de la Déclaration universelle de 1948, fondent une « culture européenne des libertés » qui constitue sans doute le premier de nos patrimoines communs : l'Etat de droit. Les décisions de la Cour de Strasbourg peuvent aider à une nouvelle dynamique des libertés, en influant directement

- (1) Voir Gérard Soulier, « Riposte armée et démocratique : la lutte internationale contre le terrorisme », *Le Monde diplomatique*, février 1986.
- (2) Daniel Soules-Laurière, abordant cette problématique sans complaisance dans une récente étude pour le conseil de l'Ordre des avocats de Paris, a souligné des tempêtes dans la profession.
- (3) Jean-Paul Jean et François Guichard, « La justice comme amplification des divergences sociales », *Le Monde diplomatique*, août 1988.
- (4) Laurent Cohen-Tannouji, *Le Droit sans l'Etat*, PUF, Paris, 1985 ; Alain Minc, *La Machine égalitaire*, Grasset, Paris, 1988.
- (5) Sur cette notion d'identité culturelle européenne, voir l'analyse d'Edgard Morin, in *Pepper l'Europe*, Gallimard, Paris, 1987.
- (6) La France, par décret du 9 octobre 1981, a ratifié les dispositions permettant le recours individuel. Toutefois, la procédure de saisine est particulièrement lourde, opérant un filtrage rigoureux des requêtes. Ainsi, depuis 1981, seuls trois recours déposés contre la France ont fait l'objet d'un arrêt. Voir l'étude de Bertrand Legendre, *Le Monde*, 9-10 octobre 1988.

* Magistrat.

AMBASSADE DES GASTRONOMES

Catalogue gratuit sur demande

Vente et expédition de tous produits hors taxes Prix diplomatiques

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.

15, rue Chevert - 75007 Paris

Tél. : 45-55-81-22

Téléc. : 201079 F

DE L'EUROPE

régressi

... des ci

ou des ci

Les aban

Les aban

Les aban

Les aban

Les aban

Les aban

Les aban

150101

DE L'EUROPE

régression des politiques fiscales



VLADIMIR VELICKOVIC - Homme de Maybridge, variation.

croissance économique doit être prise pour ce qu'elle est : un discours constamment dément par les faits, servant d'alibi à un cynique transfert de charges sur les plus faibles.

Rappelons simplement que les « glorieuses » années d'expansion économique se sont accompagnées dans tous les pays développés d'une croissance continue de l'impôt sur le revenu en particulier au Japon, où les taux sont montés jusqu'à 93 % avant de redescendre, aujourd'hui à 78 % ! A contrario, on pourrait citer une bonne cinquantaine de pays du tiers-monde, voire de « paradis fiscaux », où le développement et le niveau de vie de la population sont aussi faibles que le rendement de l'impôt. Quant à l'ampleur des prélèvements globaux, elle traduit surtout l'importance et la qualité des politiques de redistribution et de protection sociale, et elle est sans grand rapport avec le coût de l'intervention de l'Etat, nettement plus faible en France par exemple qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou au Royaume-Uni (15).

C'est dans un tel contexte que s'inscrit la politique d'harmonisation fiscale actuellement en cours d'élaboration. Incapables d'affirmer et de faire respecter les principes de démocratie et d'équité qui devraient prévaloir à son élaboration, subissant la pression envahissante des milieux d'affaires prêts à défendre leurs seuls intérêts, assimilés comme toujours à l'intérêt commun, les gouvernements des principaux pays et la Commission de Bruxelles se consacrent sur les réformes qui intéressent dans l'immédiat industriels et financiers : la libre circulation des marchandises et des capitaux. Avec pour seul motif d'ordre l'alignement par le bas, au risque d'une formidable régression des politiques fiscales.

Inventée par la France, qui a mis vingt ans à la mettre au point avant d'en faire son principal impôt, la TVA a été adoptée à partir de 1969 par tous les pays de la Communauté, et celle-ci s'est chargée d'assurer l'harmonisation des principales règles d'assiette (16).

Unique et remarquable succès, obtenu dans la plus grande discrétion. L'adhésion commune au modèle français ne doit pas faire illusion. A la différence des autres impôts sur le chiffre d'affaires, la TVA permet d'exporter en franchise totale de taxe. Les partenaires de la France pouvaient difficilement ne pas l'instaurer, sauf à pénaliser leurs exportateurs par rapport à leurs concurrents français.

Aujourd'hui, l'harmonisation butte sur la diversité des taux en vigueur (17). La Commission propose, d'ici à 1993, de les réduire à deux (4 à 9 % et 14 à 20 %) en tolérant des écarts de 4 à 6 points d'un pays à l'autre et de gérer les « compensations » fiscales qu'implique la suppression des frontières.

Obstacle presque infranchissable pour la France qui, ayant fait l'impasse sur les réformes de structure quand il était temps, ne peut ni procéder à une réduction drastique d'un impôt fournis-

sant à lui seul près de la moitié des recettes de l'Etat sans bouleverser l'équilibre budgétaire, ni accepter l'ouverture des frontières dans la situation actuelle sans mettre en péril les entreprises françaises. Vivement opposé aux propositions de Bruxelles, le patronat a trouvé l'appui de l'administration et du gouvernement de M. Rocard (18). Et tandis que le Royaume-Uni, qui n'a pas la moindre intention de modifier son régime, plaide pour un règlement par les « lois du marché » - un alignement de fait sur les taux britanniques, les plus faibles - l'Allemagne, à qui l'opération ne coûterait pas très cher, manifeste à bon compte des sentiments pro-européens qui coïncident si bien avec ses intérêts et ceux de la Commission de Bruxelles, celle-ci se voyant déjà investie de pouvoirs de régulation et de la souveraineté fiscale.

Alignement par le bas

PLUS révélateur encore, l'accord sur la libre circulation des capitaux, signé à Luxembourg le 13 juin et qui sera effectif dans huit des douze pays dès 1990 (19). Il a été réalisé sans aucun préalable d'harmonisation fiscale (20), ce qui veut dire très concrètement que chaque Etat aura l'obligation - concurrence oblige - de s'aligner par le bas sur la législation la plus favorable. Ainsi vont se trouver comblés les vœux des banquiers, assureurs et détenteurs de capitaux qui, se ruant dans la brèche, réclament péle-mêle, avec une tranquille impudence : l'avoir fiscal à 100 %, la baisse de l'impôt sur les sociétés, des taux des prélèvements libératoires, la suppression de l'imposition du « coupon cours », l'abolition de l'impôt de Bourse et du prélèvement sur les avoirs bancaires, la réduction des taxes sur les assurances... sous peine de voir les capitaux, pudiquement appelés épargne, fuir vers les paradis fiscaux déjà aménagés par certains voisins européens et où banques et assurances installent leurs comptoirs et préparent l'éventuel accueil (21). On voit même certaines commissions de « sages » suggérer discrètement l'abandon des contrôles, ce qui revient à réclamer un droit à la fraude, sous prétexte qu'elle se pratique allégrement ailleurs, en Allemagne par exemple (22). Or les détenteurs de capitaux, en particulier de placements à revenus fixes (obligations et fonds d'épargne) et à revenus variables (dividendes), ont déjà vu leur situation fiscale s'améliorer considérablement au

agricoles, artisanales, libérales, commerciales, les pratiques de l'impôt moyen au noir tolérées, les transferts d'entre eux (Espagne, France, Grèce) freinent le développement des ménages. L'obstacle à l'exportation pas insurmontable et le transfert manqué à la France et à l'Allemagne s'est engagé récemment, cette voie au cours de la période, comme l'a fait l'Europe (le Portugal) depuis l'instauration de la démocratie (8).

Enfin, une dérive des politiques globales s'est effectuée dans la complète anarchie, au gré des contraintes économiques, des politiques et des considérations géographiques, amplifiées par les divergences successives de la CEE. Les écarts les plus extrêmes - la prime de 50,6 % du produit intérieur brut au Danemark (10) - la prime de 9 % au Royaume-Uni (11) - sont devant nous la perspective d'un niveau d'impôt comparable au sein de la Communauté est très aléatoire.

Fortement marquée par l'héritage libéral, les chefs des gouvernements les plus conservateurs - M. Kohl en Grande-Bretagne, M. Kohl en Allemagne, M. Chirac en France - sont engagés dans des réformes réduisant l'imposition des revenus les plus élevés (10), des sociétés et du capital (11). M. Kohl, Mme Thatcher a engagé le démantèlement de la parution et de la progressivité de l'impôt sur le revenu des ménages (déjà réduit à deux taux, de 25 % et 40 % des droits de succession (12)).

Passant entre 1974 et 1984 de 3,7 % au PIB en Italie, de 2,8 % en France et de 4 % à 5,3 % en Allemagne au cours de la même période, le taux de l'OCDE, op. cit.

Elle est de 36,2 % en Italie, de 39 % en France, de 39 % en Allemagne et de 40 % en Belgique. Le taux d'ensemble de la CEE lors de l'OCDE, op. cit.

Pour la France, voir : Guy Riva, « Avalanches de bouillottes : les effets de la crise », le Monde diplomatique (1987), et « Pour payer moins, enrichissez-vous », le Monde diplomatique (1988).

L'équivalent de 134 millions de francs d'impôt (13) a été payé en 1987, soit 45 milliards de francs (14) en 1989 au Royaume-Uni.

En 1979, les taux d'assiette (15) :

Abolition de l'impôt (16) :

100 % France, taux unique de l'UE.

économique

ou des citoyens ?

ne s'agit pas de l'un ou l'autre, car la notion de communauté n'est pas, en elle-même, une notion d'ordre juridique. Elle devient un revêtement de la notion de communauté, et ce revêtement est importé en France et en Europe d'un projet d'appareil de valeurs pouvant fonder une communauté propre (15).

Le respect de la personne humaine

Le respect de la personne humaine est une valeur, dans la tradition de 1789 et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793, fondée sur la reconnaissance de la dignité humaine. Elle est la base de la démocratie, et elle est la base de la justice. Elle est la base de la liberté, et elle est la base de la paix. Elle est la base de la civilisation, et elle est la base de l'humanité.

(1) Voir Gérard Sauter, « L'Etat et la démocratie », le Monde diplomatique (1988).

(2) Daniel Sauter-Lambert, « La justice communautaire », le Monde diplomatique (1988).

(3) Laurent Cohen-Tenoud, « La justice communautaire », le Monde diplomatique (1988).

(4) Laurent Cohen-Tenoud, « La justice communautaire », le Monde diplomatique (1988).

(5) Sur cette notion d'Etat communautaire, voir : Jean-Paul Jean, « L'Etat communautaire », le Monde diplomatique (1988).

(6) La France ne peut pas se permettre d'être un pays de droit commun, car elle est un pays de droit d'exception. Elle est un pays de droit d'exception, car elle est un pays de droit d'exception.

(7) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(8) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(9) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(10) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(11) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(12) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(13) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(14) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

(15) L'Etat communautaire est un Etat de droit, et il est un Etat de droit, car il est un Etat de droit.

ment sur le fonctionnement des juridictions des divers pays. C'est aussi le statut des magistrats qui est directement concerné, et le modèle de référence doit être recherché du côté des pays de l'Europe du Sud, et d'abord l'Italie (7).

Mais les Etats ont senti la menace, et essaient de freiner les réformes et initiatives de cette juridiction, notamment en limitant ses crédits de fonctionnement (8).

Il est regrettable aussi que la Communauté économique européenne n'ait pas encore adhéré à la Convention européenne des droits de l'homme, ne serait-ce que pour affirmer, par cet acte symbolique, la nécessité de l'Europe des citoyens. Cette carence est une illustration supplémentaire du « déficit démocratique » dont souffre l'Europe communautaire, qui découle « des limitations continues des compétences des Parlements nationaux ».

Les abandons de souveraineté

A-t-on suffisamment mis en relation les deux niveaux de décision en train de se construire actuellement, par le développement de l'Europe et la décentralisation ? Par ce double mouvement, l'Etat national perd simultanément ses prérogatives au profit d'un échelon géographique supérieur et d'un échelon inférieur. L'Allemagne fédérale, par les pouvoirs attribués aux Länder, l'Espagne, par ceux reconnus aux provinces, sont d'ailleurs largement en avance sur la France.

En construisant progressivement une justice supranationale, avec les abandons de souveraineté qu'elle implique, en mettant en place des politiques locales à travers, par exemple, les conseils communaux et départementaux de prévention de la délinquance, et des procédures de médiation, on tend inévitablement, en France aussi, vers une reconsidération des zones et des modes d'intervention de la justice d'Etat. Comme aux Etats-Unis ou en

sans qu'en contrepartie aucune compétence » (9) soit transférée au Parlement européen.

Cependant, la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg, consciente de l'absence de contrôle démocratique de l'exécutif et du législatif communautaire, a su développer une jurisprudence audacieuse qui, tout en favorisant l'intégration économique, s'est efforcée de garantir les droits fondamentaux. Elle affirme, notamment, que la Convention européenne des droits de l'homme est une des sources du système juridique des Communautés (10). De même, la Cour de Luxembourg a rendu des décisions positives en ce qui concerne la libre circulation des personnes, l'égalité de traitement entre hommes et femmes, la protection des étrangers, les droits des travailleurs lors des restructurations d'entreprises... (11).

Le fédéralisme - de droit ou de fait - qui s'annonce conduira à des choix qui ébranleront les vieilles structures de l'institution judiciaire française.

La reconnaissance de la spécificité de la justice à l'échelon local comporte ses avantages et ses inconvénients : d'une part, la bonne connaissance, par le juge, de la structure sociale sur laquelle il intervient et, d'autre part, le poids des élus locaux qui, maîtres des budgets, extorquent l'influence sur les décisions des magistrats. Il convient donc qu'au niveau local plus encore soit garantie l'indépendance statutaire du juge.

Ces choix d'un fonctionnement différent de la justice impliquent une dynamique locale, une prise en charge par les citoyens des problèmes concrets qui les concernent (12). Or, la tendance généralisée au repli de chacun sur sa sphère d'autonomie et la diminution des médiateurs naturels dans la société civile font que les gens se tournent de

plus en plus souvent vers les institutions statiques pour gérer leurs conflits. C'est donc sérieusement dans le cadre d'une gestion de la décentralisation, allant bien au-delà d'un simple transfert des pouvoirs aux seuls élus locaux, que peuvent s'inscrire de tels projets (13).

Le débat de fond autour de la décentralisation locale consiste-t-il pas aujourd'hui à permettre d'abord l'éclatement des compétences réelles, par des moyens donnés aux usagers, associations, syndicats ?

Seul un service public de la justice revitalisé, associant la participation des citoyens, fonctionnant selon des principes de pluralisme et de transparence, pourra s'inscrire dans ces enjeux.

JEAN-PAUL JEAN.

(7) Le seul ouvrage de référence sur les statuts comparés de la magistrature en Europe a été réalisé sous le titre *Etat juge et juge d'Etat* (PUF, Paris, 1983) et regroupe les travaux d'un colloque organisé à Lille par Jean-Pierre Royer, professeur à la faculté de droit de l'université de Lille-II, et le Syndicat de la magistrature.

(8) L'arrêt Bozano, en 1986, a constitué la première condamnation de l'Etat français à la suite d'un recours individuel (il s'agissait d'une extradition déguisée sous la forme d'une expulsion).

(9) Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », le Monde diplomatique, septembre 1988.

(10) Arrêt « Internationale Handelsgesellschaft » du 17 décembre 1970 et « Liselotte Meus » du 13 décembre 1979.

(11) Arrêt « Rutili » du 20 octobre 1975, arrêt Debrauwer du 8 avril 1975.

(12) Sur des exemples concrets d'initiatives ou expérimentations en matière civile et pénale, voir Jean-Paul Jean et François Guichard, op. cit.

(13) Patrick Vivier, « Les jugements en fraude de la démocratie », le Monde diplomatique, février 1988, et Jean-Paul Jean, *La voie de la justice*, Ed. Bernart, Paris, novembre 1988.

A L'INITIATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Une intense activité normative

La libre circulation entre pays de la Communauté va laisser subsister des statuts personnels différents, selon la nationalité de chaque ressortissant. Ni le traité de Rome, ni l'Acte unique européen ne comprennent de dispositions relatives à l'attribution, l'acquisition ou la perte de la qualité de national d'un Etat membre.

La perspective d'une nationalité européenne apparaît lointaine, mais possible. Il serait donc opportun que s'organise une concertation pour étudier sur quelles bases pourrait s'effectuer un rapprochement des législations.

Pour l'heure, chaque Etat reste souverain dans l'élaboration et l'application de ses règles de droit propres, sous réserve de leur compatibilité avec la norme supérieure constituée par ses engagements internationaux.

Le cadre actuel a considérablement évolué à l'initiative du Conseil de l'Europe qui, d'abord dans le domaine du droit des personnes, a couvert par harmoniser les législations de vingt et un Etats membres. En revanche, la Communauté des Douze a essentiellement traité les aspects de droit commercial, fiscal et douanier.

Ainsi, outre la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée le 4 novembre 1950, le Conseil de l'Europe a soumis plus de cent conventions à ratification. Même si certaines d'entre elles, adoptées depuis des années, n'ont pas encore été ratifiées par l'ensemble des Etats, elles constituent un fonds commun européen qui influence l'élaboration des législations internes. Elles affirment des valeurs qui, du fait de leur ouverture aux Etats non membres, servent de base à la coopération internationale.

Les accords les plus avancés concernent les dispositions pénales. Parmi les principales conventions, on peut citer celle sur la répression du terrorisme, du 27 janvier 1977 (ratifiée par la France le 18 juillet 1987) ; la réglementation des armes à feu ; l'entraide judiciaire en matière pénale ; la circulation routière, doublée de projets annonçant l'élaboration d'un code de la route européenne.

Quant aux résolutions et recommandations, on relève celles sur : la définition des règles minimales pour le traitement des détenus ; la protection contre la torture et les traitements inhumains des personnes privées de liberté ; la police qui a profondément inspiré en France le code de déontologie policière promulgué par M. Pierre Joxe.

Cette activité normative est indissociable des travaux de recherche conduits sous l'égide du Conseil de l'Europe sur l'écologie de la délinquance, les politiques de prévention, la délinquance économique et financière, les trafics internationaux (drogue, œuvres d'art...), les politiques pénitentiaires et les alternatives à l'emprisonnement, etc.

Enfin, les Etats membres ont adopté des règles communes concernant l'âge de la capacité juridique, l'adoption, le statut des enfants nés hors mariage. Une convention, ouverte à la signature en 1980, prévoit l'exécution mutuelle des décisions relatives à la garde des enfants.

La législation la plus avancée concerne le droit des brevets d'invention (1971), dont le système est désormais géré depuis 1975 à Genève par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

D'autres dispositions sont relatives à la protection des consommateurs, l'informatique et la vie privée, l'égalité de traitement entre étrangers et nationaux, la notification de documents administratifs, etc.

J.-P. J.

(1) Fondé en 1949, le Conseil de l'Europe réunit vingt et un Etats membres. Ce sont, outre les Douze de la CEE, l'Australie, Chypre, l'Islande, le Liechtenstein, Malte, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Dans notre prochain numéro :

- L'espace social.
- Monnaies et capitaux.

REPÈRES POUR CITOYENS DÉSARMÉS

A la recherche de la politique communautaire

COMME toute institution officielle soucieuse de baliser son terrain et même, si possible, de fixer elle-même les termes des débats concernant ses activités, la Commission des Communautés européennes publie beaucoup (1). De tous ces documents, précieux en raison de la quantité d'informations qu'ils contiennent, c'est sans conteste le *Rapport annuel* qui condense le maximum de références, de dates et de chiffres (2).

Sans être, dans sa présentation éditoriale, un document officiel, 1992, le *défi* reprend une étude effectuée pour la Commission, et s'ouvre sur une préface de M. Jacques Delors (3). Il s'agit d'une recherche lancée en 1986 par lord Cockfield, l'un des vice-présidents

de la Commission (et dont M^{me} Thatcher a décidé de ne pas renouveler le mandat), sur le coût de la non-Europe. Un travail scientifique en bonne et due forme, dirigé par Paolo Cecchini, sur une idée originale, et dont les résultats sont, en première analyse, spectaculaires : l'abolition des frontières, avec ses effets d'entraînement, pourrait rapporter 200 milliards d'ECU (soit 1 400 milliards de francs) et créer 5 millions d'emplois. Cependant les auteurs se gardent de tout optimisme excessif : l'abolition des chasses gardées, le démantèlement des positions protégées, tant au niveau des sociétés, des industries, des régions que des États, pourraient bien, disent-ils, avoir un coût social et politique très lourd. On regrettera que ce revers de la médaille, tout juste évoqué, ne fasse, lui, l'objet d'aucune estimation chiffrée.

Eloge de la croissance

CETTE vision optimiste, mais sous condition, est largement confirmée par une série d'experts américains réunis en séminaire à la Brookings Institution, à Washington, en octobre 1986. C'est le fruit de leurs travaux, confrontés aux critiques d'une vingtaine d'économistes européens, qui nous est offert dans une synthèse remarquable, sous le titre « Les obstacles à la croissance européenne » (4). Les auteurs rejettent la thèse traditionnelle des patrons européens selon laquelle le poids de la protection sociale et les charges des entreprises seraient la cause de la faiblesse des investissements dans le Vieux Continent ; ils réfutent également le partage du travail comme solution au problème du chômage et préconisent à la fois certaines réformes structurelles et des politiques macro-économiques d'expansion dont, disent-ils, le coût, en termes de difficultés de la balance des paiements, a été largement exagéré. Les derniers chiffres publiés par la Commission pour 1988 - 3,5 % de croissance, et 7 % de taux de progression des investissements - montrent que le socle de telles politiques est déjà en place.

Les experts de la Brookings Institution font aussi justice de l'idée selon laquelle l'« assainissement » économi-

que censé découler de la libéralisation des marchés, de la flexibilité de l'emploi et de l'accroissement de la mobilité des ressources constituerait un préalable à toute action de relance, en remarquant que « au cours des dix dernières années, il a été beaucoup plus facile de faire avancer les mesures de libéralisation aux États-Unis, dans un contexte de croissance de l'emploi, que dans l'environnement européen de stagnation de l'emploi ».

La Commission aurait difficilement pu publier elle-même *Au nom de l'Europe* (5), bien que son auteur, René Mias, y occupe les fonctions d'administrateur. L'ouvrage, dont le titre est un clin d'œil à « Au nom de la loi », s'interroge, en effet, sur les fondements et la légitimité de l'espace juridique communautaire et, plus précisément, de son accessoire qu'est la sanction : sanctions contre les États, les institutions, les actes de ces institutions, les entreprises, les particuliers, etc. Les spécialistes y trouveront un inventaire serré (mais nullement exhaustif, comme René Mias le dit lui-même, tant le domaine est vaste et inexploré) des lois et sanctions européennes.

Mais, au-delà de l'érudition, ce livre pose quelques graves questions sur le surplus d'État qu'engendre la Commu-

nauté et l'absence de contrôle démocratique qui en découle, le citoyen déjà passablement désarmé devant le juge national l'étant encore davantage devant la prolifération de textes communautaires contraignants et devant la Cour de justice des Communautés européennes. Quant aux États, l'auteur avance une interprétation originale de leur comportement : pour eux, la loi communautaire est moins une obligation qu'une religion : ils y croient, ils pèchent, sont excommuniés, se repentent et... recommencent.

C'est ce comportement supposé égoïste des États que fustige Jacques Nemrod dans un pamphlet (6) qui

devrait, paradoxalement, apaiser les inquiétudes des adversaires de l'Acte unique, notamment le Parti communiste et la CGT (cette dernière organisation ayant donné une version contradictoire - aussi dépourvue de nuances - de ce document dans certaines contributions d'un numéro spécial (7) de la revue de sa fédération des cadres). Pour Jacques Nemrod, en effet, l'Acte unique ne serait rien d'autre qu'une supercherie diplomatique camouflant le renforcement des nationalismes et protectionnismes nationaux.

Neuf langues officielles

tions internationales, et en premier lieu européennes.

Les langues seraient-elles les derniers bastions de la différenciation culturelle en Europe ? C'est la réflexion qu'inspire la lecture du remarquable ouvrage de Victor Scardigli sur l'Europe des modes de vie (12). Directeur de

(1) Notamment la série d'études « Objectif 92 ». (Voir encadré dans le *Monde diplomatique* de juillet 1988, p. 29.)

(2) *XXI^e Rapport général sur l'activité des Communautés européennes 1987*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1988, 436 pages, 9,50 ECU.

(3) 1992, le *défi*, préface de Jacques Delors, Flammarion, Paris, 1988, 247 pages, 59 F.

(4) Robert Z. Lawrence et Charles L. Schmitz (sous la direction de), *Barriers to European Growth, A Transatlantic View*, The Brookings Institution, Washington DC, 1987, 619 pages, pas d'indication de prix.

(5) René Mias, *Au nom de l'Europe*, Presses universitaires européennes, Massena, 1988, 324 pages, 33 ECU. (Scheffes Book BV, PO Box 101, NL-6130 AC SIT-TARD.)

(6) Jacques Nemrod, *Le Mal européen - Le surprenant trompe-l'œil de l'Acte unique*, Rivages/Les Échos, Paris-Marseille, 1987, 272 pages, 120 F.

recherche au CNRS, l'auteur compare des données recueillies respectivement au milieu des années 70 et des années 80 : alors que, vers 1974-1975, on pouvait opposer les modes de vie septentrional et méditerranéen, dix ans plus tard c'est la convergence des sociétés européennes qui frappe l'observateur. Avec de véritables chemises-croisées : l'Allemagne, jadis modèle de discipline et de productivité, est gagnée par le courant écologiste et régresse au risque, alors que l'esprit d'entreprise se manifeste de manière infatigable en Espagne et en Italie.

En terme de sa recherche, Victor Scardigli déballe, dans la jeunesse du Vieux Continent, des symptômes de ce qui pourrait devenir un « modèle » spécifiquement ouest-européen dans la relation à l'éducation, au travail, à la consommation et à la communication, « des stratégies plus équilibrées, en tout cas plus différenciées et plus innovantes, que celles proposées par les « modèles » nord-américains ou, maintenant, japonais ».

(7) Numéro spécial d'*Options* « 30 ans après, quelle Europe ? », n° 19, juin 1987, 46,25 F.

(8) Claude Journo, *Monnaie Lingua*, Leclerc polyglotte, CAMS éditions, Montpellier, 1988, 96 pages, 50 F. (DP 9, Saint-Denis, 34160 Castelnau.)

(9) *Euro-Lexique* polyglotte, CAMS Éditions, Montpellier, 1988, 96 pages, 50 F.

(10) ACP : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, parties aux conventions de Lomé ; BEI : Banque européenne d'investissement ; CDEC : Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe ; FEDER : Fonds européen de développement régional ; FEOGA : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole ; TDC : tarif douanier commun.

(11) *Dictionnaire Visine*, deuxième édition revue et augmentée, 1987, 563 pages, 200 F. (F. Visine, 60, rue Chardon-Lagauche, 75016 Paris.)

(12) Victor Scardigli, *L'Europe des modes de vie*, Éditions du CNRS, Paris, 1988, 140 pages, 95 F.

Colloques et rencontres

● **FORUM EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL**. Se tient à Nancy le 7 novembre, à l'initiative des associations Essor-MPI et de la Fédération nationale des agents commerciaux. (Essor-MPI-Lorraine, BP 3414, 54015 Nancy Cedex, tél. : 83-37-42-25.)

● **LA FRANCE POLITIQUE SE NORMALISE-T-ELLE ?** Un débat organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherche, le mardi 8 novembre, à Paris ; avec notamment, la participation de Max Gallo. (ISER, 10, rue de Solferino, 75007 Paris.)

● **DES DROITS DE L'HOMME AU DROIT DES GENS**. Dans le cadre d'un cycle d'ateliers de droit international organisé d'octobre 1988 à juin 1989 par la BPI du Centre Georges-Pompidou et le Fonds de recherche de droit international 1990, animé par Olivier Russbach, la séance du mercredi 16 novembre 1988, 18 h 30, sera consacrée au thème : « De l'action humanitaire à l'action judiciaire », avec la participation du professeur Georges Abi-Saab. (Centre Georges-Pompidou, Paris. - Tél. : 42-77-12-33.)

● **LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'ÉGLISE CATHOLIQUE**. Colloque de l'Association libre d'études théologiques et de la revue *Esprit*, les 19 et 20 novembre à Paris. (Aletia, 48, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.)

● **NORD-SUD QUELLE RELATION ÉCONOMIQUE ?** Rencontres internationales d'Annecy, les 19 et

20 novembre, à l'initiative de nombreuses associations, dont Frères des hommes. (Frères des hommes, 401 des Clarisses, la Manufacture, 74000 Annecy.)

● **QUATORZE SIÈCLES D'ISLAM**. Rencontre à Paris, organisée par la revue *Noire histoire* les 19 et 20 novembre. (12, rue Ampère, 75017 Paris, tél. : 47-66-01-86.)

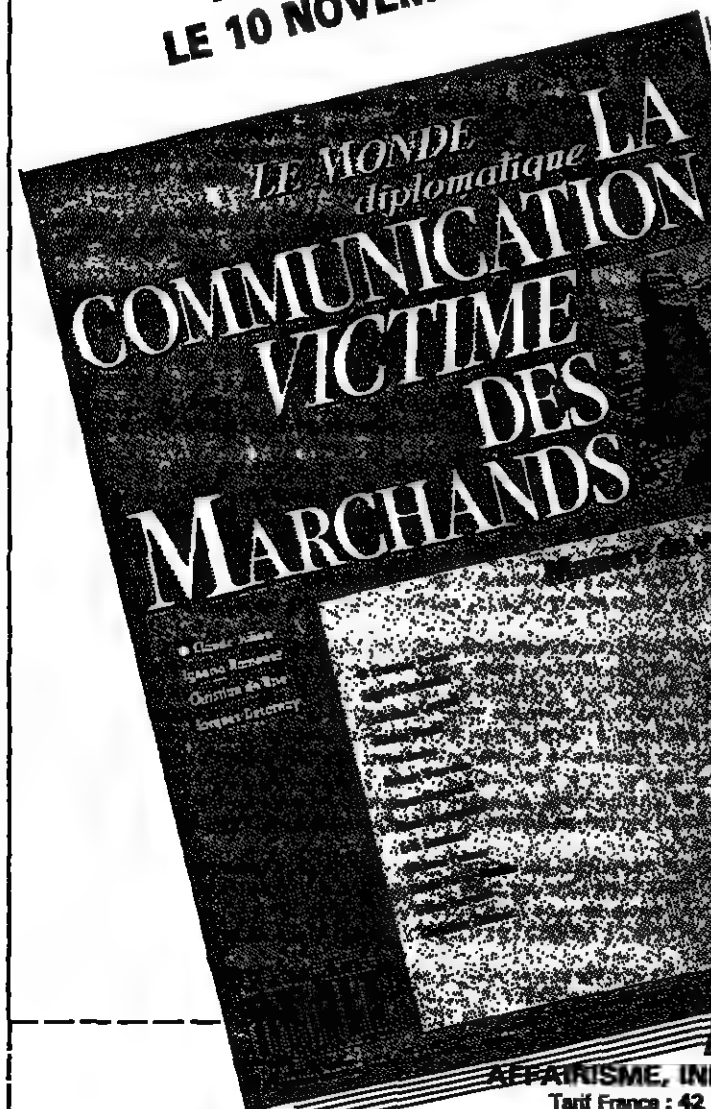
● **LA MÉDITERRANÉE DES CARAIBES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE - DIX-HUITIÈME-DIX-NEUVIÈME SIÈCLES**. Colloque du Centre de recherches Caraïbes Amériques, les 18 et 19 novembre à Paris. (CERCA, Nelly Schmidt, université Paris-X-Nanterre, 200, avenue de la République, 92000 Nanterre.)

● **FORUM NATIONAL DE LA COMMUNICATION POLITIQUE**. Le *Monde* organise, à la Maison de la culture de Grenoble, les 25 et 26 novembre 1988, un grand colloque sur la communication politique avec la participation d'André Fontaine. (Renseignements : 76-25-05-43.)

● **LE DOUBLE HÉRITAGE AUJOURD'HUI DE L'IDENTITÉ KANAK**. Session du centre Thomas-More, les 26 et 27 novembre à La Tourette. (La Tourette, BP 105, 69210 l'Arbresle, tél. : 74-01-01-03.)

● **ÉGALITÉ DES CHANCES ET DÉMOCRATIE**. Le vendredi 2 décembre, conférence de Claude Julien au cercle Condorcet de Guéret (Creuse).

A PARAÎTRE
LE 10 NOVEMBRE

AFFAIRISME
INFORMATION
ET CULTURE
DE MASSE

Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quels groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le pluralisme de l'information, une des garanties de la démocratie ?

Le *Monde diplomatique* s'interroge sur le sens d'une « communication » qui sème tant de confusion et qui, fascinée par les techniques du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes.

Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise ?

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE
AFFAIRISME, INFORMATION ET CULTURE DE MASSE
Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 46 F (frais d'expédition inclus)

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et économiques

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
statut officiel de Collège et de Lycée français
à l'étranger

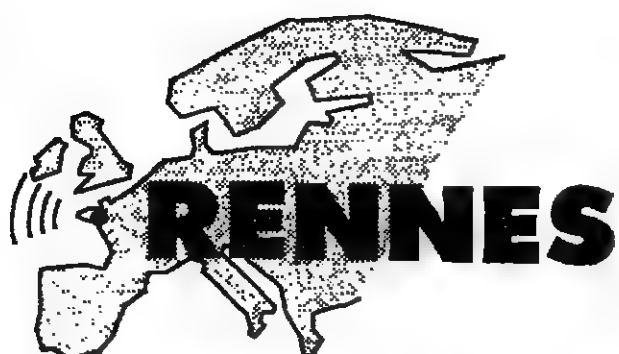
Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

école
lémania
lausanne

3, ch. de Prévilly - CH-1001 Lausanne Suisse
Tél. 19-41/21/201501 - Fax 19-41/21/228700 - Téléc. 450800 alch

VILLES OUVERTES
SUR LE MONDE



Deux vocations pour l'Europe

Capitale historique de la Bretagne, Rennes n'est plus seulement ce centre administratif et commercial où de tout temps convergent les activités de la région. Dans cette ville de 200 000 habitants - 305 000 avec le district, - les initiatives économiques, scientifiques et culturelles s'articulent désormais sur les grands projets technologiques de la Communauté européenne, en liaison constante avec les centres de recherches.

TECHNOLOGIE ET SOLIDARITÉ

Le génie du réseau

Par DENIS RUELLAN

S'il fallait réduire Rennes à une seule image, celle du réseau s'imposerait. Au pluriel : commerce, échanges culturels et universitaires, recherche, urbanisme, santé, technologies de communication, solidarité... le « génie du réseau » est une spécialité locale qui, mise à profit sur le plan international se révèle d'une singulière efficacité. D'ailleurs, l'ancien nom de la ville à l'époque de la conquête romaine, « Condate », ne veut-il pas dire « confluent », le point de convergence, la tête de réseau ?

A l'origine une décision de l'Etat

C'est une compétence due en partie à l'histoire économique nationale. Un jour, l'Etat décide que la Bretagne abriterait l'électronique française, et, vingt-cinq ans plus tard, la filière, animée par de puissants centres de recherche auxquels s'agglomèrent un tissu de PME, s'est fait une toute première place dans les technologies de communication : télématique, images nouvelles, transmission de données numériques, télééducation... Certaines des innovations

sont désormais connues à l'étranger : le minitel - qui a entraîné l'explosion de l'activité télématique en France, - Transpac - le plus grand réseau mondial de transmission de données, - et le dernier né, le RNIS (réseau numérique à intégration de services), le nouveau système de télécommunications qui couvre le territoire national en 1990.

La coordination des initiatives et leur incorporation dans des réseaux d'échanges internationaux, cela est aussi affaire de volonté politique récente. Bmo, Osaia, Sétif, Bagdad, Mopti, Erlangen, Rochester, Cork, Sendai, Madrid, Copenhague, et des dizaines d'autres encore, la liste de villes énumérées en contact avec Rennes, à des degrés divers, laisserait croire, de prime abord, à un éparpillement, un ballet cosmopolite aussi féérique qu'inefficace pour la promotion de la capitale bretonne et de sa région. Une ville courant d'air. « S'il y a dispersion, nous le regrettons », dit M. Jean Raux, le conseiller municipal délégué aux relations internationales. Sans nous poser en fédérateurs hégémoniques, nous essayons de créer des synergies et de faire converger des flux relationnels.

La Maison internationale de Rennes (MIR) abrite les neuf comités de jumelage avec autant de villes dans le monde. Animés par des bénévoles, ces comités s'efforcent de dépasser le cadre conventionnel des jumelages, trop souvent réduits à des échanges protocolaires. La dimension économique est désormais associée aux accords conclus, par exemple, avec Sétif en Algérie ou Sendai au Japon. Ces villes - que tout sépare - partagent l'ambition des Rennais de développer les transferts scientifiques et techniques. Sendai est une technopole montante au Japon, tout comme Rennes l'est en France. Sétif est intéressée par le savoir-faire rennais en urbanisme et aménagement.

Du Japon aux îles Féroé

Dans le même esprit, chaque mois de mai, toutes les villes jumelées avec Rennes envoient leurs mérites culturels, économiques et touristiques à la Foire internationale. En retour, la municipalité

invite les entreprises locales à la suivre à l'étranger.

C'est ainsi que le SORREL, une PME d'électronique, s'est rendue à la Foire internationale de Bmo en Tchécoslovaquie, où elle a pris de sérieuses options pour vendre sa technique de télégestion à distance de réseaux de chaufferies et d'éclairage. Cette technique a été mise au point grâce à un contrat entre le SORREL, la ville et deux centres de recherche, l'INSA et l'IRISA (1). Pour le PDG, M. Bernard Ango, nul doute que l'image de Rennes profite à son entreprise et il tient à s'investir dans les efforts de promotion entrepris par les élus : « Il n'y a pas de développement sans accompagnement de l'environnement. »

Le SORREL travaille aussi avec le Japon depuis sept ans. Elle a créé récemment cent-vingt emplois dans le bassin rennais grâce à un « joint venture » à parité avec la société d'électronique japonaise Kenwood. Comme les autres entreprises de la région, le SORREL dispose d'un outil, la mission régionale de coordination du commerce

Cette vocation de technopole s'accompagne d'une active coopération avec le tiers-monde, l'Afrique en particulier. Universitaires, industriels, et tout un faisceau d'organisations non gouvernementales trouvent à Rennes un terrain propice pour tisser avec de lointaines populations des liens de solidarité qui, à coup sûr, aideront fortement l'Europe du grand marché à assumer sa véritable vocation, dans un monde qui devient village planétaire.

extérieur breton (MIRCEB). Celle-ci aide les chefs d'entreprises à intégrer l'international dans leurs plans de développement, selon son directeur, M. Michel Chabrat. Tournee vers l'Asie « pas seulement pour exporter, mais aussi pour profiter de ce qu'il s'y fait », la MIRCEB s'attache aussi à préparer les entreprises bretonnes à des croisements avec des partenaires européens dans la perspective du marché unique.

« Un journal vivant de l'ailleurs, pendant quinze jours », c'est ainsi que M. Rémi Le Meur définit une nouvelle manifestation, partie de la Maison de la culture de Rennes, « Grand-huit », et décentralisée dans vingt-cinq villes bretonnes. Le Carrefour des régions d'Europe associe chaque année deux régions

- en novembre 1988, la Toscane italienne et les îles Féroé danoises - dans un vaste échange où les aspects économiques, sociaux et scientifiques sont sur le même plan que les manifestations artistiques. Par exemple, le Crédit lyonnais organise une rencontre entre dirigeants d'entreprises, les télévisions traquent des programmes et le quotidien Ouest-France confectionne des pages communes avec ses homologues Dimmalætting et la Nazione.

(Lire la suite page 26.)

(1) INSA : Institut national des sciences appliquées. IRISA : Institut de recherche en information et systèmes automatisés.

Lire pages suivantes

- PAGE 26 : Le génie du réseau, suite de l'article de Denis Ruellan ; La culture scientifique pour le développement économique, par Michel Cabaret ;
- PAGE 27 : Rennes-Atalante, technopole européenne, par Jacques D. de Certeau ; La droit communautaire à l'Université, par Jean Raux ;
- PAGE 28 : La solidarité avec le pays Dogon, par Denis Ruellan.

Rennes

1^{ère} ville au Palmarès du dynamisme des villes françaises*
vii déjà au rythme de l'Europe

En octobre 89, le rendez-vous de tous les partenaires européens de l'Education

SCOLA 89
SALON EUROPEEN DE L'EDUCATION
EUROPEAN SCHOOL EXHIBITION



Commissariat Général : PROMO 2000 Ouest. 1, place Honoré-Commeurec. 35000 RENNES. FRANCE. Téléphone (33) 99 78 12 00

* Enquête réalisée par l'Institut de l'Economie Urbaine pour l'ESPANION

Communautaire

...spécifier les...
...de l'acte...
...Fond commun...
...organisations...
...contraintes...
...de jeunesse...
...certaines...
...spécial (7)...
...région des...
...région, on...
...rien...
...diplômes...
...des...
...jeunes...
...jeunes...

...supplémentaire lieu

...les derniers...
...culturelle...
...qu'ins...
...Europe des...
...Directeur de

...Obje...
...le Monde diplo...
...1987, Office...
...Communauté...
...1988, 434 pages.

...de Jacques...
...1989, 267 pages.

...et Charles...
...Stavros...
...The...
...1987, 1988.

...de l'Europe...
...M...
...AC SIT...
...1987.

Recherches et rencontres

LE...
...à l'Europe...
...de la...
...1987, 341 p.

SE...
...de la...
...à Paris...
...de la...
...1987, 341 p.

FRANCAISE...
...1987, 341 p.

REL...
...1987, 341 p.

en SUISSE

...série A, B, C, D...
...de Collège et de Lycée français...
...à l'étranger

...Aussi avec internat des 15 ans...
...excellents résultats.

...Une grande école fondée en 1900

...mania

...ausanne

...CH-1001 Lausanne Suisse...
...1989 - Tél 16-41/21/22 67 00 - Télex 450 000

Le génie du réseau

(Suite de la page 25.)

Acquiescer une dimension internationale, c'est aussi prendre part aux activités des organisations multilatérales comme le programme « Villes Santé » lancé en 1986 par le bureau européen de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Son principe initial était de réunir quatre ou cinq cités européennes dans un réseau d'échange et de valorisation d'initiatives urbaines de promotion de la santé. Dans l'esprit des décisions prises en 1978 à Alma-Ata (les « 38 buts ») et en 1986 à Ottawa (« la santé pour tous d'ici à l'an 2000 »), « Villes Santé » espérait déclencher un mouvement international de santé publique.

L'enseignement à distance

Le projet suscita un tel engouement que ce furent onze, puis vingt-quatre, et bientôt trente villes européennes qui s'associèrent. Rennes a été la première en France à adhérer à « Villes Santé » dès 1986, rejointe récemment par Montpellier. L'implantation à Rennes de l'Ecole nationale de la santé publique et le long ministère du maire, M. Edmond Hervé, à la santé — au cours du premier septennat socialiste — ne sont pas étrangers à cet intérêt.

« L'échelon municipal est le plus adéquat pour une approche plurisectorielle de la santé publique, car le maire dispose d'une très large compétence, l'action est moins bureaucratique et plus rapide, la participation de la population est plus directe », explique M^{me} Annette Sabouraud, l'adjointe déléguée à la santé. Avec Barcelone, Liverpool, Sofia, Stockholm et bien d'autres, Rennes s'est engagée à intensifier sa politique de prévention et de promotion de la santé par des actions en direc-

tion des individus, de l'environnement et des décideurs.

« Villes Santé » est avant tout un cadre d'échange, de communication et de recherche pour les responsables des politiques de santé. Son succès est tel qu'il dépasse déjà largement l'Europe. Le Canada, l'Australie, la Chine, les pays du Commonwealth et d'Amérique du Sud ont commencé à mettre en place leurs propres réseaux d'échange. Les pays francophones aussi, qui se réuniront pour un premier colloque, du 28 novembre au 2 décembre prochains, à Rennes.

De leur côté, les universités rennaises prennent part aux plans communautaires européens COMETT (Community in Education and Training for Technology) et ERASMUS (European Community Action Scheme for Mobility of University Students), lancé en 1987.

Le Centre national d'enseignement à distance (CNED) et l'université des sciences Rennes-I ont mis au point — avec l'aide du CCETT (2) — une formule d'enseignement à distance utilisant les nouvelles technologies de communication telles que l'audiovidéographie et la transmission de données numériques.

Des biotechnologies à l'immunologie

Le CNED de Rennes, qui enseigne à trente mille étudiants — dont six mille à l'étranger — propose désormais sur supports multimédias des formations aux biotechnologies, à l'immunologie, à la diététique et à l'information automatique. Les nouvelles technologies diversifient les supports pédagogiques, elles permettent aussi de transférer facilement des savoirs venant de n'importe quelle partie du globe. Déjà les universités d'Ecosse, d'Irlande, d'Italie et du Portugal

travaillent avec Rennes. Ce programme, lancé en 1986, a été couronné par COMETT et servira de référence pour le développement de services identiques en Europe.

Rennes-II, l'université des lettres et des sciences humaines, a, pour sa part, investi dans les échanges d'étudiants et la mise en commun de formations.

Cette année, l'International Student Exchange Program (ISEP) permettra à une douzaine d'étudiants de Rennes-II d'aller se former dans les meilleures universités américaines sans avoir à payer de prohibitives droits d'inscription et de logement, car, en échange, de jeunes Américains viendront suivre les cours à Rennes.

Aux côtés du tiers-monde

Par ailleurs, des programmes européens ERASMUS débattent. En langues étrangères appliquées (LEA), les enseignants lancent avec leurs homologues de Barcelone et de Bristol la rotation des étudiants entre les trois universités au cours de leurs années de licence (une dans chaque ville). La littérature française avec Cork (Irlande), la géographie avec Portsmouth (Royaume-Uni), l'histoire avec Hambourg (RFA), etc., explorent des voies identiques.

La solidarité internationale, enfin. On y attache une importance particulière à Rennes, et c'est une donnée qui préside au choix des futures villes jumelles. « Nous encourageons de conclure un accord avec une ville soviétique. Novosibirsk peut-être. Elle connaît un développement « technopolitain » proche du nôtre et le souffle de la « perestroïka » y est plus fort qu'ailleurs. La choisir c'est montrer notre attachement aux mutations actuelles en URSS », souligne l'étu-

diélogue aux relations internationales. Une dernière initiative locale mérite d'être rapportée, car elle illustre bien la vocation de la ville à fédérer certains efforts entrepris de par le monde. Le Réseau solidarité est aux droits économiques et sociaux des peuples ce que d'autres organisations sont aux droits politiques des individus. Ainsi trois mille deux cents personnes en France et en Europe envoient chaque mois autant de lettres pour défendre des hommes, des communautés, des travailleurs du tiers-monde dont on leur a signalé la détresse (3). Initiatives fructueuses, comme d'ailleurs en Inde, au Bangladesh et au Guatemala, où de graves conflits sociaux ont été résolus grâce à la pression internationale.

DENIS RUELLAN.

(2) CCETT : Centre commun d'études de télédiffusion et télécommunication.

(3) Les 19 et 20 novembre, le Réseau solidarité organise à Rennes un colloque sur « Droits de l'homme, les causes du développement », avec la participation, notamment, de MM. Khemati Chamari, Jacques Chouche et Ignacio Ramonet.

La culture scientifique pour le développement économique

UX premiers rangs des régions agricoles de l'Europe, la Bretagne se caractérise en revanche par une faible et tardive vocation industrielle, excepté dans le secteur agro-alimentaire. Mais les activités de recherche et d'enseignement y sont fort développées.

La région dispose de trois universités, huit écoles d'ingénieurs, six instituts universitaires de technologie et plus de trente centres de recherche, dont les plus importants sont le Centre commun d'études de télédiffusion et télécommunication (CCETT), le Centre national d'études des télécommunications (CNET), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (1), l'Institut de recherche en informatique et systèmes électrostatiques (IRISA)... A cela s'ajoutent des centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie, des groupements d'intérêt économique, faisant le lien entre la recherche et le développement, et des structures de promotion qui mettent en valeur les activités menées en synergie dans le domaine de la « formation-recherche-entreprise », telle l'association Rennes-Atalante animant la technopole du même nom.

Affronter de nouveaux défis

En septembre dernier, le magazine l'Expansion (2) et l'Institut d'économie urbaine ont placé Rennes — à égalité avec Montpellier — en tête du classement des villes les plus dynamiques de France. Cette distinction venait couronner les efforts de développement des technologies nouvelles, en particulier l'électronique, l'informatique, la communication, le médical et le biomédical, l'agronomie, les biotechnologies et l'environnement. L'intensité du maillage

Par MICHEL CABARET *

enseignement-recherche (2 500 chercheurs, 27 000 étudiants, représentant le cinquième de la population rennaise) a produit, ces dernières années, d'importantes innovations comme le verre fluide, les phases de Chevrel, l'ultrafiltration sur membrane, le minitel, le système d'information Anziope, le réseau de transmission de données Transpac, le réseau d'imagerie médicale SIRENE et encore l'installation du premier réseau français de vidéocommunication en fibre optique.

Mais, dans une région en pleine mutation, rien n'est jamais définitivement gagné et la Bretagne sait qu'elle devra affronter de nouveaux défis. En effet, une récente étude de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) montre que les zones actuelles de développement technologique, d'échanges internationaux et de dynamisme démographique forment un croissant qui va de Londres à Madrid, en passant par Bruxelles et Bonn, laissant de côté l'ouest de la France.

Pour Rennes — et sa région, partenaire indissociable — l'enjeu international est clair : valoriser son potentiel de recherche et de formation, faire connaître ses capacités et ses réussites pour attirer son « décollage » scientifique et sa percée dans les nouvelles technologies industrielles.

Dans ce but, la ville s'est dotée, en 1984, d'un outil de promotion léger et dynamique, réunissant des compétences provenant des milieux scientifiques, éducatifs, associatifs, culturels, industriels : le Centre de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI). Ce centre a une triple vocation : vulgariser les résultats de la recherche auprès du public au *

moyen d'expositions et de documents ; favoriser les échanges et les transferts entre chercheurs et entrepreneurs ; à l'échelle régionale, rendre très informés sur les sciences et techniques en Bretagne ; promouvoir Rennes et sa région en France et à l'étranger.

Coopération entre régions

Sur le plan international, cette microstructure (six salariés) a déjà plusieurs réalisations à son actif depuis 1987. Dans le cadre de l'opération « France 2001 — Le France des régions », organisée par la direction du français du ministère des affaires étrangères (3), le CCSTI et la région Bretagne ont présenté une exposition sur l'innovation médicale et les recherches engagées à Rennes. Cette initiative a contribué à développer la coopération scientifique entre des équipes de recherche françaises et britanniques.

L'opération « La Bretagne et les nouvelles technologies », destinée à ouvrir au grand public les portes des entreprises et des laboratoires de recherche, a été lancée à Barcelone à l'occasion du colloque « L'Europe 2001 ». Le CCSTI a aussi animé une opération d'information sur les nouvelles technologies à la Foire internationale de Brno en Tchécoslovaquie. Enfin, le périple au Carrefour de régions d'Europe, qui a désormais lieu chaque automne en Bretagne.

- (1) Sur l'IFREMER, voir « Brest à la pointe occidentale de l'Europe », le Monde diplomatique, mai 1988.
- (2) 9 septembre 1988.
- (3) Voir l'article présentant cette opération dans le supplément « L'enseignement de français à l'étranger », le Monde diplomatique, juillet 1988.
- (4) Avec la mission régionale de coordination du commerce extérieur breton.

Une ville et sa région

- **POPULATION**
Rennes : 200 000 habitants ;
Rennes et district (27 communes) : 305 000 (estimations 1988) ;
Taux de natalité : 15,8 ‰.
- **FORMATION SUPÉRIEURE**
Taux de bacheliers : 22,7 ‰ ;
Taux de diplômés de l'enseignement supérieur : 18,1 ‰ ;
36 000 étudiants, 2 500 chercheurs ;
Deux universités, six centres de recherche nationaux, six écoles supérieures (santé publique, agronomie, chimie, télécommunications, électricité, sciences appliquées).
- **RÉPARTITION DES ACTIVITÉS (district)**
Agriculture, sylviculture, pêche : 2,16 ‰ ;
Industrie, bâtiment, génie civil et agricole : 28,06 ‰ ;
Commerce, transports et services : 69,75 ‰ ;
Principaux secteurs d'activité industrielle : automobile (Citroën, 14 000 emplois) ; électronique, informatique, communication et image.
- **EMPLOI**
146 000 emplois en 1981 ; 154 000 en 1987 ;
Rapport entre les créations et les disparitions d'établissements positif ces cinq dernières années.

A RENNES-DEPUIS 1974, HYCEL S.A. FABRICANT DE MATÉRIEL DE LABORATOIRE, SPÉCIALISÉ EN HÉMATOLOGIE



Société dynamique parfaitement intégrée à la dimension technopole rennaise, membre actif de RENNES ATALANTE, elle contribue activement aux recherches du pôle GENE BIOMÉDICAL, en liaison étroite avec, notamment, le CHU et l'Université de Rennes.

Partie prenante aux diverses manifestations locales, HYCEL est présente aux grandes expositions médicales nationales et internationales de Paris, Düsseldorf et Milan.

La création récente d'une Agence Hycel en Australie a contribué à l'élargissement de son réseau de distribution. Après l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, HYCEL s'ouvre les portes du marché asiatique.

Mais, de nos jours, être l'un des dix premiers mondiaux de l'instrumentation en hématologie nécessite une adaptation rapide aux progrès technologiques. Des exigences auxquelles HYCEL répond aisément grâce à un service Recherche et Développement de qualité qui lui permet un renouvellement de produits tous les quatre, voire tous les trois ans.

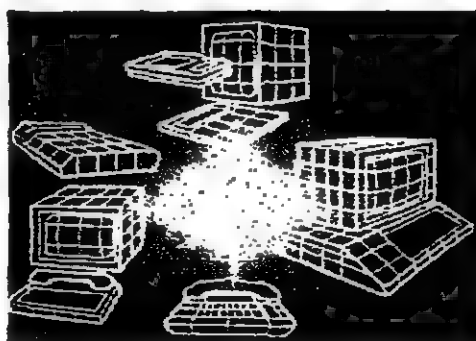
HYCEL S.A., tous les outils en main et prêts pour 1992.

HYCEL S.A. - BP 53 - 35035 COMBREZ (France) - Tél. 02 99 52 60 00

LA RÉGION DE BRETAGNE BERCEAU DU RNIS.

Ce n'est pas dénaturer l'identité de la Bretagne, terre de traditions, que de souligner également la vocation et la place de la Région dans la recherche et l'innovation. Son importance, en particulier dans le domaine des technologies de la communication, s'inscrit même aujourd'hui dans une certaine tradition.

Depuis la première transmission, en 1902, de télécommunication par satellite entre les États-Unis et le site de Pleumeur-Bodou, la Bretagne n'a cessé d'affirmer cette vocation de pionnier. C'est en Bretagne que fut expérimenté le minitel, à Rennes que fut inauguré le premier réseau câblé français en fibres optiques.



La possibilité d'accéder à toute la richesse d'information disponible sur les banques de données et d'images distantes à partir d'un terminal intelligent. Les micro-ordinateurs pour eux-mêmes échanger leurs propres données ou travailler simultanément sur un même fichier à partir de deux terminaux en communication.

La variété des domaines d'application (téléaction, transfert d'images, archivage électronique, enseignement assisté par ordinateur) n'a d'égal que l'étendue des secteurs d'activités concernés : distribution, presse, santé, immobilier, banques, formation.

L'intégration de la voix et des données, aujourd'hui réalisée par certains autocommutateurs privés d'entreprise, trouvera son prolongement dans le RNIS et prendra ainsi la véritable dimension d'une communication inter-entreprises. Le RNIS permettra également de satisfaire les besoins de communication interne de l'entreprise par la constitution de groupes fermés d'abonnés.

FRANCE TELECOM confirme avec le RNIS la place qu'occupent, en Bretagne, les techniques de pointe. Cette région se situe à l'origine d'un nouveau développement des télécommunications qui n'en est qu'à ses débuts et dont les perspectives sont vastes.

Après les Côtes-du-Nord et Rennes, le RNIS sera disponible prochainement à Lorient, Vannes, Brest, Nantes, Angoulême, Bordeaux, Marseille, Paris, et aux villes nouvelles de la région, enfin à l'ensemble de la France en 1990. Conçu à l'origine selon des normes internationales, le RNIS permettra, dès fin 1989, l'interconnexion avec les réseaux développés en Allemagne Fédérale, en Grande-Bretagne et en Italie, et contribuera ainsi à l'union européenne pour les télécommunications. Enfin, au-delà de 1990, où environ sept cent mille utilisateurs seront concernés par le RNIS, commenceront à apparaître des usages pour la clientèle résidentielle.

FRANCE TELECOM
Un avenir d'avance

Rennes technopole

La région de Rennes est une véritable technopole. Elle dispose d'un réseau d'enseignement-recherche très dense, avec 2 500 chercheurs et 27 000 étudiants. Cette région est également une région innovante, avec de nombreuses entreprises de haute technologie. La région de Rennes est une véritable technopole, une région où la recherche et l'innovation sont au cœur de l'activité économique.

LA COMPAGNIE RENNAISE DE DÉVELOPPEMENT
Société anonyme à capital variable
Régistree au Tribunal de Commerce de Rennes
Sous le numéro 123456789
Capital : 100 000 000 F
Siège social : 123 rue de la République, 35000 Rennes
Tél. : 02 99 12 34 56
Fax : 02 99 12 34 57
E-mail : info@rennes-tech.fr
Site web : www.rennes-tech.fr
Directeur Général : M. Jean Dupont
Président du Conseil d'Administration : M. Pierre Martin
Vice-Président : M. Louis Blanc
Directeur Financier : M. Robert Vert
Directeur des Ressources Humaines : M. Marie Curie
Directeur des Opérations : M. Albert Einstein
Directeur des Relations Publiques : M. Marie Curie
Directeur des Services : M. Albert Einstein
Directeur des Systèmes : M. Marie Curie
Directeur des Technologies : M. Albert Einstein
Directeur des Applications : M. Marie Curie
Directeur des Données : M. Albert Einstein
Directeur des Réseaux : M. Marie Curie
Directeur des Télécommunications : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Clients : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Fournisseurs : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Partenaires : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Sociétés : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Institutions : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Associations : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Particuliers : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Collectivités : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Entreprises : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Universités : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Recherche : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Laboratoires : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Cliniques : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Hôpitaux : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Diagnostic : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Traitement : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Soins : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Prévention : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Promotion de la Santé : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Formation : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Recherche et Développement : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Innovation : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Transfert de Technologie : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sportive : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Artistique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Scientifique : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Technologique : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Industrielle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Universitaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Internationale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Régionale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Locale : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Communautaire : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Citoyenne : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres de Coopération Sociale : M. Albert Einstein
Directeur des Services aux Centres de Coopération Culturelle : M. Marie Curie
Directeur des Services aux Centres

Jeudi 20.12.80

Supplément Rennes

Rennes-Atalante, technopole européenne

Par JACQUES D. DE CERTAINES *

Si le terme de technopole, aujourd'hui très à la mode, évoque le plus souvent une fraction de territoire urbain réservée aux activités de haute technologie, il devrait nécessairement impliquer la notion d'ouverture, régionale d'abord mais surtout internationale. On peut en effet constater que l'universelle de la méthode et du discours scientifique apparaît comme le digne successeur de l'internationalisme révolutionnaire dans l'histoire des idéologies qui, depuis le tour de Babel, ont voulu réunifier les forces actives de l'humanité.

Que ce soit dans le domaine des idées, ou dans celui plus concret des impératifs de l'économie, une technopole exige donc des relations internationales et, de ce fait, l'intégration à un maillage technologique ouvrant sur l'extérieur de la zone délimitée. Parce qu'ils comptent de manière croissante dans la planification de la recherche-développement, deux niveaux de relations doivent être privilégiés : la région et l'Europe, avec un maillage régional conçu comme sous-ensemble d'un réseau scientifique européen.

Au milieu du techno-réseau qui cherche à se construire en Bretagne, la technopole Rennes-Atalante représente de toute évidence un élément majeur de structuration.

Le désenclavement

Développer Rennes-Atalante comme une tête de réseau technologique dans l'Ouest atlantique ouvert sur l'Europe ne peut se réaliser ni par des discours idéologiques ni dans l'autoproduction du succès accompli. Un certain nombre d'obstacles sont à vaincre, et, parmi eux, trois principaux : les infrastructures de communication, la langue et l'éloignement du grand axe de développement européen.

Les combats pour un plan routier breton et son difficile achèvement n'ont pas réglé tous les problèmes de désenclavement. L'autoroute nord-sud longeant la côte ouest de l'Europe, incluant la tant attendue route des estuaires, progresse à un train de sénateur. La TGV-Atlantique ralentit au Mans et retrouve une pondération ancestrale au-delà de Rennes ; de plus, son interconnexion pour un accès à Roissy en deux heures signifie la mort du grand projet d'aéroport international entre Nantes et Rennes. C'est, pour le moins, un choix qui mérite discussion.

Si l'on considère les progrès accomplis dans le désenclavement de l'Ouest depuis quelques années, le bilan est appréciable : réseau de deux fois deux voies, TGV, développement des liaisons aériennes internationales... ont eu raison du « désert breton ». Mais le bilan doit être jugé à l'aune de l'Europe et non en comptant avec satisfaction les premiers succès. Il faut regarder au-delà des frontières si l'on veut avoir des chances d'apercevoir l'avenir.

Le problème de la langue est un vieux problème français. Si les Britanniques n'ont que peu de mérite à parler couramment l'anglais, les Européens du Nord le manient aisément. Tel n'est pas encore le cas des Français qui paient leur retard par une moindre présence, ou une

présence moins active, sur la scène scientifique internationale. Le coût économique qui en résulte mériterait d'être chiffré. Un récent ministre de la recherche a même produit un arrêté visant à limiter le recours à l'anglais comme langue scientifique : heureusement, de tels arrêtés n'arrivent pas grand-chose ! Au niveau modeste des collectivités locales, les initiatives de technopoles, la création de lycées bilingues, l'introduction de l'anglais dans le primaire, l'incitation à rendre obligatoires les stages longs à l'étranger dans les écoles d'ingénieurs, l'aide à l'accueil d'universitaires non francophones, le développement des services internationaux (traductions, brevets, exportations...), la création d'antennes de l'agence locale de développement dans les capitales étrangères, et en particulier à Bruxelles... sont des actions qui relèvent de pertinences variées mais sur lesquelles les collectivités locales peuvent avoir des rôles d'incitation et de soutien financier.

Le troisième obstacle possible à l'internationalisme technopolitain rennais est l'éloignement du grand axe de développement européen.

* Adjoint au maire de Rennes, auteur de *La Fièvre des technopoles*, Ten-Syros, Paris, 1988.

nord-ouest - sud-est, présenté par les géographes comme l'épine dorsale de l'Europe. Il laisse à l'écart plusieurs régions françaises, dont celles de l'Ouest. Deux remarques peuvent être faites : la première pour rappeler que les distances ne se comptent plus comme autrefois. Ce n'est plus le kilomètre qui importe, mais l'existence de moyens rapides de transport des hommes - c'est le problème évoqué ci-dessus - et de leurs produits de plus en plus immatériels (réseaux, téléports, ZTA...). Les perspectives en matière de télécommunications atténuent, voire suppriment, améri-pays et zones enclavées.

Aucune fatalité

La deuxième remarque est une invitation à survoler l'histoire économique du monde pour y dénombrer les zones condamnées qui se sont développées et les riches métropoles qui ont péri. Il n'y a pas de déterminisme historique suffisant pour faire admettre la fatalité aux décideurs locaux.

Il n'y a jamais eu de victoire économique dans la facilité. Les problèmes évoqués ci-dessus, plus que des sources d'inquiétude, sont des axes de mobilisation des élus et acteurs économiques locaux. Le défi européen est là : mesurer l'obstacle, c'est commencer à le franchir.

Le droit communautaire à l'Université

Par JEAN RAUX *

L'UNIVERSITÉ et les établissements d'enseignement supérieur n'ont pas manqué de prêter un intérêt croissant à l'enseignement et à la recherche, dans la perspective de la construction européenne.

L'université Rennes-I a ainsi créé un enseignement de droit communautaire permettant une approche globale de l'histoire de la construction européenne, des institutions et des politiques communautaires, et des sources du droit. Depuis une quinzaine d'années, Rennes-I est habilitée à délivrer un diplôme spécifique de droit communautaire (DEA).

Cette formation connaît aujourd'hui un grand succès. Plus de cent candidatures - en provenance de France et des autres Etats membres - ont été déposées en septembre 1988 pour les vingt-cinq à trente places disponibles. Diplôme en poche, plusieurs étudiants ont réusé la difficile concours des Communautés européennes. D'autres exercent leurs talents dans des cabinets ministériels et dans des collectivités territoriales qui ont pris la dimension européenne de leurs activités.

Ainsi est né un réseau européen, dont la ville de Rennes peut elle-même tirer grand profit pour se situer sur la scène internationale. L'institution prochaine d'un centre européen des normes techniques (dans le cadre de la technopole Rennes-Atalante) correspond à cette vocation. Fonctionnaires ou experts rennais de la Commission

des Communautés européennes, universitaires du Centre de recherches européennes (associé au CNRS) et anciens étudiants chercheurs - aujourd'hui responsables d'une entreprise privée créatrice d'une banque de données - s'y trouvent associés pour orienter la conception, la fabrication et la commercialisation de nouveaux produits dans le secteur agro-alimentaire, compte tenu des normes d'harmonisation adoptées par la Communauté ; ou, mieux encore, des propositions de normes proposées à la décision du Conseil par la Commission.

A priori, la Communauté n'était pas compétente pour intervenir dans le secteur de l'enseignement supérieur et devait se cantonner dans la formation professionnelle au sens strict. Néanmoins, les institutions ont pris acte de la nécessité d'adopter des mesures appropriées pour favoriser le bon fonctionnement du Marché commun. Les Douze ont alors décidé - à l'unanimité, sur la base de l'article 235 du traité de Rome, en complément de l'article 128, relatif à la formation professionnelle - des programmes COMETT (1986) et ERASMUS (1987). Les universités et les établissements d'enseignement supérieur rennais y participent activement (voir page 25 l'article de Denis Ruellan).

* Professeur de droit européen à l'université de Rennes-I.

Les juristes du Centre de recherches européennes de Rennes ont saisi l'intérêt que pouvait présenter la nouvelle jurisprudence de la Cour de justice des Communautés. Aux termes de celle-ci, la formation professionnelle - au sens de l'article 128 du traité de Rome - englobe « l'enseignement supérieur dès lors qu'il prépare l'étudiant à une qualification pour une profession métier ou emploi spécifique ou lui confère l'aptitude particulière d'exercer ceux-ci (1) ». L'enseignement universitaire ne peut donc être exclu (2). Il en résulte qu'à l'avenir des programmes comme ERASMUS ou COMETT pourront être adoptés par le Conseil à la majorité sur la seule base de l'article 128, et non plus à l'unanimité. Il en ira de même d'autres programmes universitaires dont on imagine une adoption plus aisée. Si l'on ajoute la direction relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans - à propos de laquelle les Etats membres ont défini une position commune le 30 juin 1988 - il est aisé de penser que la mobilité des étudiants... et des professeurs n'en est qu'à ses débuts. Dans ce domaine aussi, la libre circulation des personnes contribuera à l'instauration du grand marché.

(1) Arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes, 13 février 1988.
(2) Arrêt de la CJCE, 2 février 1988.

Dans l'Ouest, une pépinière de chercheurs pour les ressources culturelles du monde.

Ouest France témoigne...



Dans l'Ouest de la France un grand nombre de chercheurs en biotechnologie ou physiologie végétale œuvrent pour l'agriculture, où sur notre planète, il faut la sauvegarder ou la développer. Leur action permettra d'éviter les grands déséquilibres nuisibles à la liberté des peuples. Ouest-France témoigne... et n'oublie jamais de promouvoir leurs recherches. Informer l'opinion publique c'est déjà créer un vaste mouvement d'adhésion à leurs travaux ; voire même susciter de généreuses initiatives. Les grands élans de solidarité ont besoin, pour être menés à bien, d'une large diffusion et d'une totale abnégation. Qu'il s'agisse d'aide humanitaire pour l'Ethiopie, le Pérou, ou de recherche scientifique pour sauver les oasis, Ouest-France agit et sensibilise l'opinion publique. Ouest-France dépasse son rôle d'informateur pour devenir acteur sur la scène internationale.

ouest france
"Pages ouvertes" sur le monde pour plus de 2 millions de lecteurs chaque jour.

COMMENT UNE COMPAGNIE PETROLIERE PEUT AIDER UN ETHIOPIEN ?

On n'a pas de pétrole, mais on a... de la farine, qui pousse dans les ports. Et le public s'insurge de voir bloqués certaines aides internationales par manque de moyens. Ethiopie, Soudan, Mozambique... L'avion est le mode de transport le plus sûr, le plus rapide, le plus efficace... Et le plus onéreux. Une compagnie pétrolière peut donner un sacré coup de pouce dans l'organisation des secours ou les moyens de développement. Les caméras de télévision ne seront pas toujours là, mais le bénéfice se chiffre dans l'esprit d'équipe d'un personnel dynamisé et en milliers de vies sauvées.

SUR VOTRE MINUTEL, TAPÉZ 36.15 CODE MP.
SECOURS CATHOLIQUE.

Photo L. P. P. Ouest-France.

Châlon Nord 68771

LA SOLIDARITÉ AVEC LE PAYS DOGON

Coopérer, mais avec qui ?

« **V**OUS recevoir aujourd'hui, un 22 septembre, jour de l'indépendance du Mali, quelle meilleure image de l'ambition qui nous anime et nous unit, Maliens et Rennais ? » C'était il y a deux mois, sous les moulures de la grande salle des mariages, la Ville de Rennes accueillait une délégation de neuf Maliens de la région de Mopti, en visite pour une dizaine de jours à l'invitation des Rennais.

Coutumière, depuis 1977, de l'appui financier aux organisations non gouvernementales (ONG) et à leurs projets de développement, la municipalité socialiste de Rennes décide, en 1985, de faire de la coopération avec le tiers-monde l'une de ses priorités extérieures. A l'unanimité, le conseil municipal porte l'effort de solidarité de Rennes à un millième du budget de fonctionnement de la ville, soit 950 000 francs en 1987.

Vitalité du tissu associatif

Soucieuse de s'associer aux initiatives simultanées des autorités départementales (conseil général), qui entament alors des relations avec la région de Mopti au Mali, Rennes opta pour un appui « préférentiel » au pays dogon (cercle de Bandiagara, à 30 kilomètres de Mopti). Célébra — depuis que l'anthropologue Marcel Griaule fit découvrir aux Français (1) — pour son peuple de paysans-guerriers, pour sa mythologie, pour ses villages enfouis dans le chaos des roches, mais aussi pour son grand dénuement, le plateau abrite quelque deux cent mille habitants — répartis en quatre cents villages — soit une population équivalente en nombre à celle de Rennes.

Souhaitée « populaire » et « associative », la démarche de coopération fut largement présen-

tée aux Rennais, et ceux-ci, sollicités pour participer à l'effort financier de leur ville, ont répondu. Les associations et ONG locales — nombreuses, en particulier le CRIDEV, le Réseau Solidarité, le CRED (2) — ont été « invitées à s'associer au contrôle des actions de coopération, (...) à développer une conscience internationale à Rennes et à créer une véritable solidarité en faveur du développement économique, social et culturel ».

La coopération entre Rennes et le pays dogon profite de la vitalité du tissu associatif, et la population rennaise a l'habitude des manifestations de solidarité : envers les Nicaraguayens, les Canaques, les paysans brésiliens ou les Noirs d'Afrique du Sud, par exemple. La première initiative, en 1985, pour le financement de douze puits — autant que de quartiers rennais — a été bien suivie, certains secteurs de la ville intégrant totalement cette nouvelle dimension dans l'animation sociale et culturelle. Des liens ont été tissés entre établissements scolaires, des échanges réguliers de délégations ont lieu, on note même des initiatives « sauvages », au risque de voir pervertir la belle « cohérence » dont se félicitent — à juste titre — les élus municipaux.

Les choses n'ont pas toujours été simples côté dogon. Première difficulté : identifier des partenaires maliens fiables. Le conseil général d'Île-et-Vilaine a opté pour un accord avec les autorités régionales de Mopti et maintient un couple de coopérants français sur place (3). Rennes a préféré rechercher des structures non étatiques pour établir et réaliser des programmes de développement selon les souhaits exprimés directement par la population dogon. Une gageure quand plusieurs milliers de kilomètres séparent ceux qui financent des opérateurs. « Pour nous,

la coopération ne se résume pas à un simple transfert de ressources, explique M. Michel Audroing, un bénévole très actif du comité Rennes-pays dogon. Nous espérons aussi contribuer à l'élargissement de la vie démocratique en permettant à des gens de s'exprimer, de prendre des responsabi-



GRUPE DE VILLAGEOIS MALIENS
D'abord identifier des partenaires fiables

lité et de se faire reconnaître localement ».

Seconde difficulté : identifier des programmes de développement et les réaliser. A propos d'un pays aussi dénué que le Mali, il peut paraître provocateur de dire que les projets sérieux, utiles et pérennes sont peu commodes à repérer. C'est pourtant la réalité de la coopération décentralisée telle qu'on la vit à Rennes. M. Jean-Marc Pivot, président du CRIDEV, s'est rendu au pays dogon dans le cadre de la coopération. Il estime que « la Ville n'a pas été assez prévenue des risques à parachuter des sommes aussi importantes dans une zone si pauvre. Elle a brûlé les étapes ».

La Ville s'associa d'abord à l'AMADE, une petite ONG malienne présente sur le plateau dogon depuis plusieurs années (4) et participe au financement de puits, à un programme sanitaire de lutte contre le ver de Guinée et à la réfection d'une piste détreinée par le rallye Paris-Dakar. En 1986, la Ville soutint la création d'une « bri-

est une donnée avec laquelle il faut composer. Ainsi, les douze puits décidés en 1985 n'ont été achevés qu'en 1988.

« Faute d'avoir pu trouver localement une autre structure indépendante représentative de la population, la Ville a été amenée à revoir sa position et à travailler avec les autorités administratives du Cercle de Bandiagara », constate M. Jean-Marc Pivot. Ce qui risquait de compromettre la belle ambition rennaise de donner la préférence à l'initiative et à la gestion populaires.

Est-ce un échec ? Non, car l'intensité des relations a débouché sur un compromis avec la mise en place, en 1988, d'un Comité de coopération à Bandiagara. Celui-ci regroupe des représentants de l'administration et des instances politiques, il compte aussi des personnalités locales impliquées dans le développement de leur région, comme M. Djibril Barry, directeur d'école et président du comité : « Nous avons le charge de l'identification et du suivi de la réalisation des projets, mais pas de la gestion des fonds, qui reste l'attribution de Rennes », explique-t-il. Cette forme de coopération nous convient, car elle fait l'économie des lourdeurs administratives, elle prend mieux en compte les désirs des populations et les atteint plus directement ».

Rénover le système d'adduction d'eau

Le dernier séjour des Maliens à Rennes a fait avancer de nombreux dossiers, en particulier celui de la remise en fonctionnement du système d'adduction d'eau potable de Bandiagara, en panne depuis longtemps. Ce projet répond aux souhaits des douze mille habitants de la ville, qui, en saison sèche, ne disposent que de six ou sept puits. Selon les Maliens, l'eau est « une

priorité absolue car il faut pouvoir d'abord fixer les populations touchées par les sécheresses chroniques » avant d'envisager des actions de développement (5). L'équipement de la bibliothèque de Bandiagara et la formation de personnel sont aussi engagés, en collaboration avec le conseil général d'Île-et-Vilaine.

La difficulté à identifier des partenaires n'est pas spécifique à Rennes. Les très nombreuses municipalités françaises qui se sont engagées ces dernières années dans des relations de coopération décentralisée — de ville à ville — connaissent les mêmes problèmes (6). Rennes place la barre très haut en soutenant « cogérer » à part entière la coopération avec son partenaire, au risque de voir décevoir ses plus nobles ambitions. « Il nous faut maintenant apprendre à nous connaître et à travailler ensemble », conclut M. Michel Audroing.

DEMIS RUELLAN.

(1) Marcel Griaule, *Dieux d'eau*, Fayard, Paris, 1966.

(2) CRIDEV : Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples. CRED : Centre de ressources et d'échanges pour le développement.

(3) La contribution annuelle du conseil général et des communes du département associées à l'opération « Île-et-Vilaine - Mopti » s'élève à 800 000 francs. Elle finance des puits et de petits programmes irrigués.

(4) L'Association malienne pour le développement (AMADE) est associée à l'ONG française CIMADE.

(5) Le plan hydraulique malien prévoit mille puits sur le plateau dogon, dont sept cents sont à creuser.

(6) Il s'agit généralement de villes petites ou moyennes. Avec Lille, Rennes est une des rares grandes villes engagées dans une coopération décentralisée autonome.



Transpac s'adresse à toutes les catégories d'utilisateurs : administrations, grandes entreprises, PME, sociétés de services, professions libérales, etc... Il facilite la décentralisation des moyens informatiques de l'entreprise en offrant un moyen simple et peu coûteux d'accéder, à partir de terminaux, à la puissance de traitement et de mémorisation des ordinateurs. Il permet l'accès aux banques de données et le recours par les petites entreprises au télétraitement à façon.

Transpac sert également de support aux nouveaux produits et services des Télécommunications : Vidéotex, Télétex, Télécopie, Terminaux Financiers, etc...

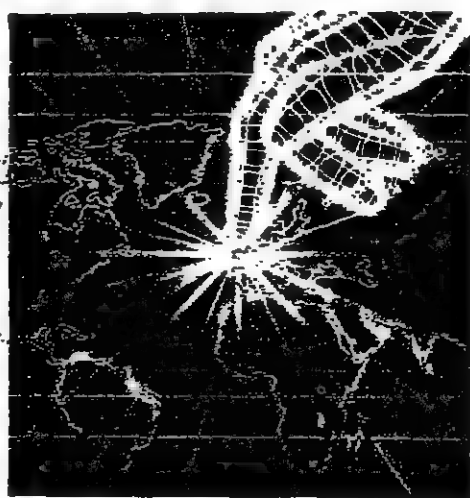
Transpac poursuit son extension en développant de nou-

veaux services : Messagerie Electronique ATLAS 400, Concentrateurs Locaux d'Entreprise, Ingénierie, Formation-Conseil...

Siège social : Tour Maine-Montparnasse, 39 avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15 - Téléphone : (1) 45 38 52 11
Etablissement de Rennes : Rennes-Alziane, B.P. 80, 5 rue du Chêne Germain, 35010 Cesson-Sévigné Cedex - Téléphone : 89 28 30 30

TRANSPAC

INTERNATIONAL TRADE DEVELOPMENT WITH BRITTANY*



RES... CHERCHE PARTENAIRES... CHE

Pour accélérer l'internationalisation de son économie, la Région de BRETAGNE s'est dotée d'un outil : la MIRCEB.

Elle CHERCHE à travers le monde des PARTENAIRES dans divers domaines où les compétences de la BRETAGNE sont grandes : agricole, agro-alimentaire, électronique, télécom, pêche, habillement, etc...

MIRCEB*

Mission Régionale de Coordination du Commerce Extérieur Breton.

1, rue Général-Guillaudot - 35044 RENNES Cedex - Tél. 99.38.97.97 - Télécopie 99.38.86.75 - Télfax 730020

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉ
SOUS
DU M

LE PÉTROLE SOUS L'EMPIRE DU MARCHÉ



FABRIQUE DE MILLIARDAIRES

ALAIN GRESH.

Coûteuses mutations

Sur un marché de plus en plus émetteur, où la liste des producteurs ne cesse de s'allonger, des milliers d'opérateurs privés, amplifiant la moindre ruine, jouent sur le pétrole comme ils le feraient sur l'importation quel produit financier (voir ci-dessous l'article de Pierre Terzian).

A nouveau, comme en 1986, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se désagrège ; la guerre des prix bat son plein ; les cours du baril s'effritent, flétrissant les douze dollars. La période de stabilisation - autour de dix-huit dollars - n'aura duré que dix-huit mois et l'on est retombé, en valeur réelle, au-dessous du niveau de 1973, sans pour autant que l'Occident sorte de sa crise. Le rapport entre l'offre et la demande est bien plus favorable qu'en 1986 mais la « main invisible » censée réguler les fluctuations se révèle inopérante. Alors que les pays consommateurs ont su mettre au point des stratégies défensives - hausse de la consommation, développement des énergies de substitution... (lire l'article de Michael G. Renner, page 32) - les producteurs, membres ou non de l'OPEP (voir la carte page 32), demeurent désespérément divisés sur les politiques à court terme et au-delà.

Déchirements d'autant plus tragiques que nombre de ces Etats dépendent, pour sortir du sous-développement, de leurs exportations d'or noir : pour l'OPEP, celles-ci ont chuté, entre 1980 et 1987, de 287 milliards de dollars à 95 milliards de dollars. Ce tarissement des ressources financières a un terrible coût

humain : hier, coup d'État au Nigeria ; aujourd'hui, sanglantes émeutes en Algérie (voir pages 12 et 13) ; demain, d'autres soubresauts risquent d'ébranler les pays endettés que sont le Mexique ou l'Indonésie. Le rêve d'un marché des matières premières où les producteurs du tiers-monde contrôleraient la formation des prix, incarné par l'OPEP à partir de 1973, s'est écroulé.

La ruineuse guerre irano-irakienne - qui a tout de même enrichi nombre de marchands de canons et amélioré la balance commerciale de plusieurs pays occidentaux ou socialistes - a accéléré les mutations. Aujourd'hui, le gouvernement baxiste de Bagdad a acquis une place politique et militaire nouvelle qui n'est pas sans inquiéter ses voisins, et il a contribué, en multipliant la création d'oléoducs, à faire perdre au détroit d'Ormuz le statut de « veine jugulaire de l'Occident » (lire l'article de Pierre Terzian, page 30). La République islamique de Téhéran mise sur la reconstruction et multiplie les ouvertures vers l'Ouest. Les deux capitales cesseront-elles leurs surenchères et limiteront-elles leur production afin de stabiliser les cours ? Une question cruciale, car, malgré un recul relatif, la région du Golfe demeure, en particulier grâce à ses réserves, le centre de gravité de l'industrie du pétrole, de cette « huile de pierre » qui, pour des décennies encore, sera la source dominante d'énergie mondiale.

SOUS nos yeux se recompose le tissu de l'industrie pétrolière mondiale. Les structures qui se mettaient en place ont peu de points communs avec celles qui ont dominé les années 1970-1985. Des dépendances inédites se créent, de nouvelles interdépendances apparaissent, les grilles de lecture des rapports de forces en présence sont bouleversées.

La restructuration actuelle est fondée en premier lieu sur une conviction universellement partagée par les divers acteurs sur le marché : les hydrocarbures resteront, pendant encore de nombreuses années, la source dominante d'énergie. Alors que, dans les années 70, dominées par l'obsession d'une raréfaction des ressources, les principales compagnies cherchaient à tout prix la « diversification » - la « diversifur » - comme on disait, néologisme créé par la coalescence des mots diversification et investissement, - on assiste aujourd'hui à la liquidation par ces mêmes groupes des actifs non pétroliers et à de nouveaux investissements dans ce qui constitue la base de l'industrie des hydrocarbures : les réserves.

Cette évolution schizophrénique, faite de brusques passages du plus sombre pessimisme à l'optimisme le plus béat, reste l'une des caractéristiques de ce qui est encore, malgré l'effondrement des prix pétroliers, la première industrie mondiale, tant par sa taille que par son importance stratégique. Une période technologique dans le domaine des transports - avec la découverte de carburants « révolutionnaires » - peut certes advenir du jour au lendemain bien des espoirs ; mais les décideurs se conduisent comme si une

telle rupture n'était pas possible, au mieux, avant 2025 ou 2030.

Le principal changement de perspective concerne l'offre mondiale. Hier, on imaginait que, dès les années 90, celle-ci serait dominée par quelques grands producteurs du Golfe et que, des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), il ne resterait plus que cinq ou six exportateurs significatifs.

Les fusions et les offres publiques d'achat (OPA) réalisées au début des années 80 a des coûts défilant l'imagination laissent aussi pressager une concentration équivalente des compagnies pétrolières.

Certains révalent même à un condominium mondial dominé par quelques sociétés géantes alliées à cinq ou six exportateurs du Golfe.

Ces prévisions se sont écroulées sous le coup d'une double poussée. D'un côté la demande s'effondrait à la suite de l'augmentation des prix due au deuxième choc pétrolier de 1979-1981, des économies d'énergie et de la montée en puissance du nucléaire ; de l'autre l'offre se gonflait par l'arrivée sur le marché d'une multitude de nouveaux producteurs-exportateurs dont le sous-sol avait été laborieusement foré dès le premier choc pétrolier de 1973-1974.

La révolution iranienne, catalyseur du deuxième choc pétrolier, a décapé l'effet du cycle d'exploration lancé cinq ou six ans auparavant dans les pays non-membres de l'OPEP, et couramment désignés sous l'abréviation NOPEP. Un changement que nul n'avait su prévoir, pas même l'OPEP qui a financé, dès 1974-1975, directement ou par l'intermédiaire de la Banque mondiale, des activités d'exploration dans le tiers-monde pour aider les pays les plus défavorisés et pour pallier une pénurie dont elle était, elle aussi, convaincue.

1986 devait, dans l'esprit des architectes de la « guerre des prix » - le ministre saoudien du pétrole

M. Ahmed Zaki Yamani et son homologue koweïtien M. Ali Khalifa Al Sabah - corriger les dérapages survenus à la suite de la révolution iranienne et l'envoie des cours - 40 dollars le baril en 1980-1981 contre 2,5 dollars en janvier 1973 et 11,5 dollars en janvier 1974. Mais l'effondrement ainsi suscité des prix - 14 à 15 dollars le baril en moyenne en 1986 avec des minima à 8 dollars - a stabilisé la demande, il ne l'a pas relancée.

Tombée à 44,7 % de la consommation d'énergie primaire de la Communauté économique européenne (CEE) en 1985 - contre 55 % en 1979 - la part du pétrole s'est maintenue à 44,4 % en 1987 après une éphémère remontée à 45,6 % en 1986. La stagnation du nucléaire et la demande additionnelle d'énergie devaient plutôt profiter au gaz et au charbon qui rêvaient d'une revanche au tournant du siècle.

Le deuxième objectif de la « guerre des prix » de 1986 - rendre prohibitive ou même difficile l'entrée du club pétrolier aux nouveaux postulants, et arrêter le développement de gisements « coûteux » comme ceux de la zone du Nord ou de l'Alaska - n'a pas non plus été atteint. Car si la chute des prix a affecté les coûts moyens de production les plus élevés, les coûts marginaux (1), eux, sont restés stables. Seuls ont fermé les puits où les coûts moyens et marginaux se confondaient à un niveau dépassant 18 dollars le baril, les *Stripper wells* américaines.

Après avoir essuyé quelques ardoises en 1986 et avoir fait preuve d'une prudence extrême en 1987, les banques finissent à nouveau les projets pétroliers « sérieux ». Et certaines d'entre elles n'hésitent plus à entrer directement dans le capital de sociétés de négociation internationale du pétrole, un secteur à risques s'il en est. Les temps ont changé : le pétrole est à nouveau porteur d'avenir.

Mais cet avenir signifie aussi l'émiettement des producteurs. En 1974, en dehors de l'OPEP, cinq pays seulement exportaient plus de 100 000 barils par jour (b/j) (2), et, avec un total de 4 millions de b/j, n'assuraient que 12 % des exportations mondiales. En 1987, seize pays non-membres de l'OPEP, désignés sous le sigle NOPEP, avaient dépassé ce seuil, produisaient 10 millions de b/j et assuraient 45 % des exportations. En 1990, ces NOPEP seront au moins dix-huit et, si aucune entente ne se réalise avec l'OPEP, leur production frôlera les 20 millions de b/j. Pour les pays membres de l'OPEP, l'évolution est inverse : entre 1974 et 1987, les exportations ont chuté de 27 millions de b/j à 13 millions et la

production est passée de 31 millions de b/j à 17,7 millions (les prévisions les plus optimistes pour 1990 ne dépassent pas 20 millions de b/j).

Alors que le club des exportateurs s'élargit, le gâteau à partager se réduit : les exportations mondiales de pétrole atteindront, au mieux de 28 à 29 millions de b/j en 1990 contre 31 millions en 1974. Malgré l'échec en avril dernier à Vienne de la première rencontre « historique » qui avait réuni membres et non-membres de l'OPEP, une entente devient maintenant inéluctable.

Cette perspective inquiète les dirigeants saoudiens, car elle signifie, à terme, une dilution de leur pouvoir pétrolier dans un cadre élargi qui comptera des « poids lourds » tels que l'Egypte et le Mexique. Mais ils devront s'y résoudre : leurs contraintes financières sont plus dures qu'on ne l'imagine et ils ont besoin d'un raffermissement, au moins modéré, des prix.

(Lire la suite page 30.)

(1) Coûts marginaux : coût de la dernière unité additionnelle produite.
(2) 100 000 b/j pendant un an = 5 millions de tonnes.

Un « plancher politique »

Ce semi-échec de la « guerre des prix » s'explique aussi par des facteurs politiques. Même s'il l'avait voulu, le gouvernement de Ryad ne pouvait précipiter les cours en dépit d'un certain seuil sans déclencher des pressions politiques, internes et externes, insoutenables pour le royaume. Empiriquement, ce prix plancher politique se situe autour de 14 dollars.

Entre le « plafond économique » crevé malgré elle par l'OPEP en 1979-1981 et le « plancher politique » respecté par les Saoudiens - contre l'avis des Koweïtiens - ce prix de 14 dollars permet une large pénétration de l'industrie par les nouveaux postulants détenteurs de capitaux. Et, en son sein, une profonde restructuration au profit des détenteurs des plus gros cash-flows et au détriment de ceux qui se sont fourvoyés dans des achats au prix fort au début des années 80. Les coûts moyens d'acquisition d'un baril de réserves prouvées (6 dollars environ), de production (inférieur à 4 dollars) ou de découverte d'un baril de brut (6 à 7 dollars) sont bien inférieurs au « prix plancher politique ».

Mais cet avenir signifie aussi l'émiettement des producteurs. En 1974, en dehors de l'OPEP, cinq pays seulement exportaient plus de 100 000 barils par jour (b/j) (2), et, avec un total de 4 millions de b/j, n'assuraient que 12 % des exportations mondiales. En 1987, seize pays non-membres de l'OPEP, désignés sous le sigle NOPEP, avaient dépassé ce seuil, produisaient 10 millions de b/j et assuraient 45 % des exportations. En 1990, ces NOPEP seront au moins dix-huit et, si aucune entente ne se réalise avec l'OPEP, leur production frôlera les 20 millions de b/j. Pour les pays membres de l'OPEP, l'évolution est inverse : entre 1974 et 1987, les exportations ont chuté de 27 millions de b/j à 13 millions et la

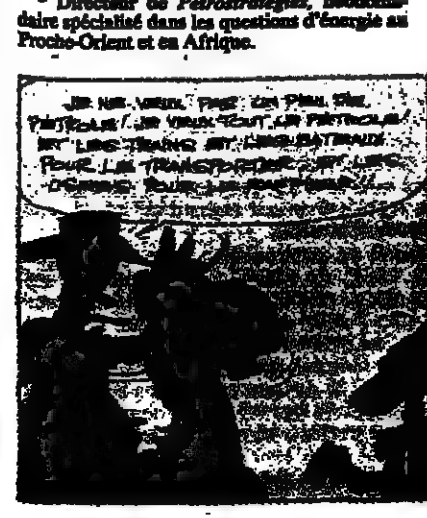
production est passée de 31 millions de b/j à 17,7 millions (les prévisions les plus optimistes pour 1990 ne dépassent pas 20 millions de b/j).

Alors que le club des exportateurs s'élargit, le gâteau à partager se réduit : les exportations mondiales de pétrole atteindront, au mieux de 28 à 29 millions de b/j en 1990 contre 31 millions en 1974. Malgré l'échec en avril dernier à Vienne de la première rencontre « historique » qui avait réuni membres et non-membres de l'OPEP, une entente devient maintenant inéluctable.

Cette perspective inquiète les dirigeants saoudiens, car elle signifie, à terme, une dilution de leur pouvoir pétrolier dans un cadre élargi qui comptera des « poids lourds » tels que l'Egypte et le Mexique. Mais ils devront s'y résoudre : leurs contraintes financières sont plus dures qu'on ne l'imagine et ils ont besoin d'un raffermissement, au moins modéré, des prix.

(Lire la suite page 30.)

(1) Coûts marginaux : coût de la dernière unité additionnelle produite.
(2) 100 000 b/j pendant un an = 5 millions de tonnes.



« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

« L'OMME DES DÉROCKES » (Lucky Lake)

Coûteuses mutations

(Suite de la page 29.)

Des choix politiques s'imposent aussi à Ryad : comment vouloir forger une alliance stratégique avec Le Caire tout en continuant à refuser une entente entre membres et non-membres de l'OPEP dans laquelle l'Égypte a investi beaucoup de son prestige.

Mais, si elle est nécessaire, cette entente ne sera pas facile. Sept NOPEP ont accepté de coopérer avec les treize membres du « cartel », mais comment gérer à vingt un surpluses de capacité de production qui dépassent les 19 millions de b/j ? L'équilibre, s'il est trouvé, sera donc bien fragile.

Certains pays cherchent une solution à leurs difficultés en prenant pied dans le raffinage (voir le graphique ci-dessous) et la distribution des pays consommateurs-importateurs. Leur principal souci est de s'assurer des débouchés stables. Les plus avancés dans ce domaine sont le Koweït, l'Arabie saoudite, le Venezuela et la Libye : Abou-Dhabi, l'Irak et l'Iran détiennent des participations moins importantes tandis que le Nigeria pose candidature.

Le volume de pétrole OPEP exporté par cette « voie intégrée » ne dépasse pas un million de b/j en l'état actuel des projets et des négociations, il ne devrait pas dépasser les trois millions. Ainsi, compte tenu de la progression de la production, la part du brut intégré dans les exportations de l'OPEP devrait stagner à 20 % dans les prochaines années.

Mais cette quantité viendra s'ajouter aux 20 % déjà exportés sous forme de produits raffinés. La nature même des ventes de l'OPEP évolue vers un plus grand émiettement : 20 % de produits raffinés, 20 % de brut « intégré », 60 % seulement de brut exporté, dont 15 % à 25 % enlevés directement par des sociétés concessionnaires.

Sous influence américaine

DISPERSION des producteurs, mais aussi émiettement des mécanismes de formation des prix depuis que l'OPEP a abdiqué son rôle dans ce domaine. Le marché est redevenu maître et les cours se déterminent sur les marchés spot (3) en référence au prix du Brent (mer du Nord) et surtout au marché à terme de New-York, le New-York Mercantile Exchange (NYMEX), dont l'ascension a été fulgurante. Entre 1984, année de décollage, et 1987, le nombre de contrats conclus sur le NYMEX (un contrat correspond à 1 000 barils) a doublé chaque année, passant de 1,8 million à 14,6 millions. Quotidiennement, le volume échangé sur le NYMEX s'est accru de 5 millions de b/j en 1984 à 40 millions de b/j en 1987.

Mais 1 % seulement de ce volume correspond à des barils réels. Pour l'essentiel, le NYMEX est un marché financier, où les opérateurs effectuent des « arbitrages », se couvrant contre le risque, spéculent, etc. C'est donc un marché extrêmement volatil où la moindre rumeur peut déclencher des variations de prix de plusieurs dizaines de cents, voire d'un ou deux dollars par jour. L'OPEP a été ainsi remplacée dans son rôle de formateur des prix par des milliers d'agents dont la plupart jouent sur le pétrole comme ils spéculent sur tout autre instrument financier ou de placement.

Ainsi, au moment où les États-Unis deviennent fortement dépendants de leurs importations pétrolières - 40 % de leurs besoins - leur rôle dans la formation des prix se renforce, par NYMEX interposé. Car ce marché, malgré son caractère international, est influencé principalement par les opérateurs américains.

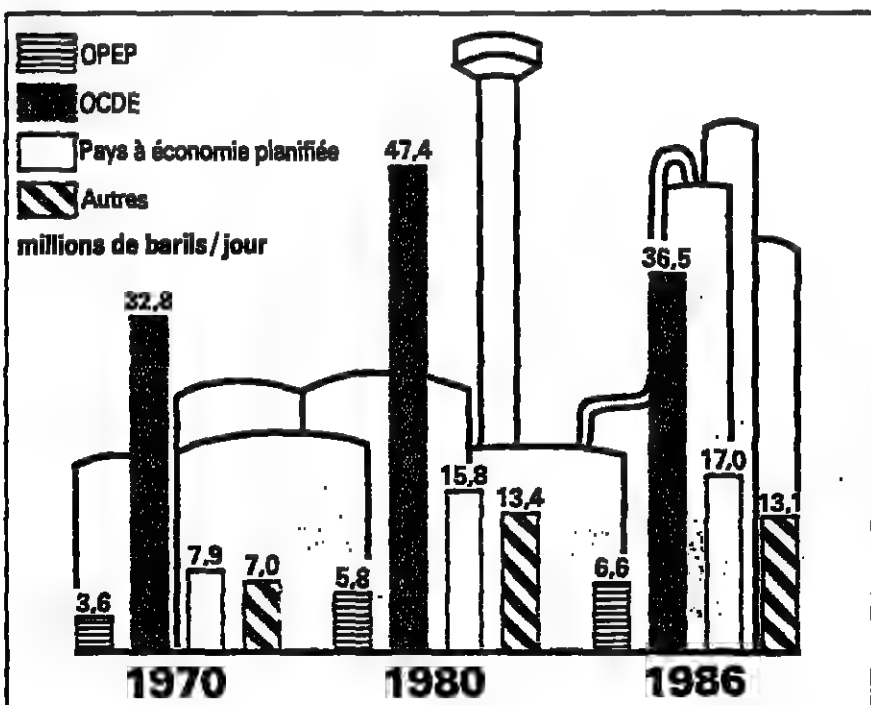
Le poids pétrolier des États-Unis augmente également grâce à l'orientation nouvelle adoptée par leurs compagnies. Celles-ci, tout en maintenant et développant leurs avoirs américains - mais le potentiel de réserve s'épuise - s'internationalisent en investissant massivement dans l'exploration à l'étranger. Si elles veulent rester à l'avant d'importants producteurs d'or noir, les sociétés d'outre-Atlantique ne l'ont pas encore fait devront étendre le champ de leurs explorations au reste du monde.

Plus émietté, plus internationale mais aussi plus américaine : ainsi se dessine l'industrie pétrolière du prochain siècle.

PIERRE TERZIAN.

(3) C'est un marché au jour le jour, où les contrats portent sur des cargaisons à prix fixe pour livraison immédiate. Lorsqu'on parle du marché spot en général, c'est de l'ensemble des transactions au comptant qu'il s'agit.

LA REDISTRIBUTION DES CAPACITÉS DE RAFFINAGE



EN FRANCE AUSSI

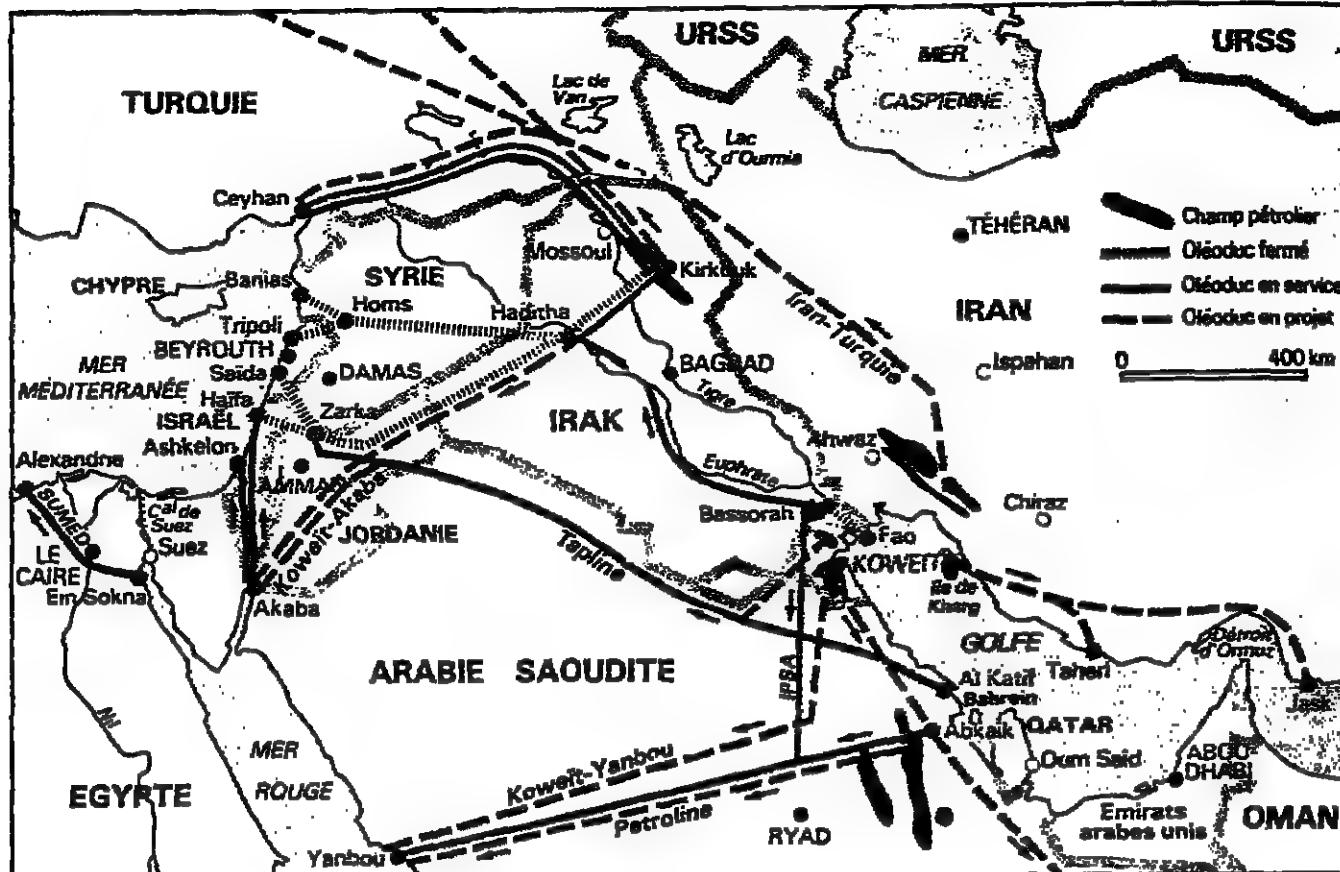
Aventure inutile ou dernière chance ?

POUR une consommation d'un peu moins de 80 millions de tonnes chaque année, la production du brut en France a atteint en 1987 son plus haut niveau, 3,2 millions de tonnes, dépassant celui de 1965 et l'apogée de l'Armée (avec 2,95 millions de tonnes). Cela représente déjà une économie d'environ 3 milliards de francs pour le poste « importations », et avec 4 % de la consommation plus qu'une espérance. Avec une couverture des besoins en hydrocarbures de 40 %, le déficit et le poids de cette « facture » seraient simplement un mauvais souvenir... Est-il possible de multiplier par dix les résultats actuels ?

En 1988, les investissements pétroliers représentent un montant de 2,2 milliards de francs, soit 6 % de plus qu'en 1987. Une cinquantaine de sondages sont prévus, en majorité dans le Bassin parisien, aux abords de Paris et même intra-muros. Est-ce pour vérifier cette opinion de spécialistes, principalement américains, selon laquelle « un cube de roches du Bassin parisien d'un kilomètre de côté contient 7 millions de tonnes de pétrole » ? (Revue Pétrole-Progress n° 139) ? Certes la profondeur de cet horizon n'est pas précisée, mais le succès du puits de Chaumont par exemple nous donne une indication : 2.400 mètres environ en Seine-et-Marne.

Il y a trente ans, ceux qui affirmaient que le Royaume-Uni serait un jour d'abord autosuffisant, puis exportateur de pétrole, passaient pour des utopistes, tel Conrad Kilian dans les années 40 pour les gisements d'Afrique du Nord...

PIERRE PADOVANI,
ancien membre de section du Conseil économique et social.



VOIES D'ACHEMINEMENT DU PÉTROLE AU PROCHE-ORIENT
Une diversification des débouchés maritimes

À l'entrée du Golfe, le détroit d'Ormuz offrait, il n'y a quelques mois encore le spectacle d'un extraordinaire paradoxe. Il abritait la plus forte concentration de flottes de guerre de son histoire alors que son importance pétrolière, prétexte invoqué de ces branle-bas militaires, n'a jamais été aussi réduite. L'opinion publique reste marquée par des images datant de 1973, quand ce bras de mer était le passage obligé de 60 % des exportations pétrolières mondiales ; depuis 1984 pourtant, cette part oscille autour de... 20 %.

Ce n'est pas le seul paradoxe. Tous les dirigeants américains, de MM. Nixon et Kissinger en 1973-1974 à M. Reagan aujourd'hui, ont qualifié ce détroit de « vital ». Et pourtant, parmi les pays industrialisés importateurs de pétrole, les États-Unis sont de loin celui qui dépend le moins des achats dans cette région.

Ce bras de mer avait acquis, au début des années 70, une place exceptionnelle. Son importance même a provoqué son déclin : les principaux acteurs ont décidé de se rendre moins dépendants de cet étroit goulot qui pouvait être bloqué à tout moment.

Dès 1974, les Irakiens entreprirent la construction d'un oléoduc reliant les gisements de la région de Kirkouk au port turc de Ceyhan en Méditerranée. Ce projet avait alors soulevé de nombreuses critiques : « entorse

à la solidarité arabe » - ne visait-il pas à se passer de l'oléoduc transsaharien ? - ; gâchis économique - le terminal de Fao ne suffisait-il pas à l'évacuation de tout le pétrole irakien vers le Golfe ? Pourtant, en cherchant à se prémunir contre un éventuel blocage de Fao - son talon d'Achille - et contre une dépendance trop grande à l'égard du régime rival de Damas, les dirigeants de Bagdad avaient vu juste et loin. La guerre irako-iranienne a provoqué le blocus de Fao en 1980, sa chute en 1985 - avant sa reconquête en 1988 - et la fermeture de la route syrienne en 1982.

Cette expérience a poussé le gouvernement de M. Saddam Hussein à mul-

tiplier les voies d'évacuation de l'or noir. La capacité de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan a été doublée : de 700 000 barils par jour (b/j) en 1977 - année de sa mise en service - à 1,5 million de b/j à la mi-1987. Entre-temps, Bagdad a construit un oléoduc de 500 000 b/j reliant les gisements de la zone de Basrah à l'oléoduc saoudien (Pétrolina) qui débouche sur la mer Rouge à Yanbou. Dans un an, la capacité de cette canalisation, dénommée IPSA, sera portée à 1,65 million de b/j. En 1995, si tous les projets en discussion avec la Turquie se réalisent, la capacité d'exportation hors Golfe de l'Irak dépassera les 5 millions de b/j, alors que la production avant guerre n'atteignait pas 3 millions de b/j.

Comme si la guerre devait durer cent ans...

ET c'est le troisième paradoxe du Golfe. Pendant les dernières années des combats, Téhéran affirmait qu'il continuerait la guerre cent ans s'il le fallait, et Bagdad, assailli par ses échecs, appelait à un cessez-le-feu immédiat. Pourtant, sur le plan pétrolier, l'Irak agissait comme si le blocus de Fao devait s'éterniser, alors que l'Iran restait dépendant d'un seul port, vulnérable aux attaques ennemies : Kharg.

Les raids aériens menés, à partir de 1984, par l'aviation irakienne contre ce terminal ont fini par convaincre la République islamique d'aménager à son tour de nouvelles voies d'évacuation. Téhéran construit actuellement un oléoduc de 500 000 b/j vers Bandar-

Tabéri, à mi-chemin entre Kharg et Sirri, qui pourrait être prolongé jusqu'au détroit d'Ormuz et dont la capacité pourrait être doublée. L'Iran discute aussi la création d'une autre voie vers le port d'Iskenderoun en Turquie.

Mais c'est l'Arabie saoudite qui a, la première dans le Golfe, emboîté le pas aux Irakiens. Elle a construit une canalisation est-ouest qui peut évacuer plus de 3 millions de b/j - 4,8 millions au début des années 90 - vers la mer Rouge, alors que la production reste entièrement concentrée sur la rive ouest du Golfe. C'est la fameuse Petrolina inaugurée en 1982 et qui débouche à Yanbou (voir la carte ci-dessus).

UNION SOVIÉTIQUE

Un rôle subsidiaire pour le premier producteur

Par
CATHERINE
MERCIER *

P OUR la première fois depuis 1945, la production pétrolière de l'URSS a baissé en 1984 et 1985, stoppant ainsi une progression spectaculaire, de 160 millions de tonnes en 1960 à 616 millions en 1983. Malgré la remontée de 1987 - 624 millions de tonnes - cette chute ne peut être considérée comme un accident de parcours. C'est en fait le résultat logique d'une politique engagée au début des années 70 : la priorité accordée aux formes d'exploitation au détriment de la prospection. Les réserves qui représentaient vingt-cinq ans de production en 1970 n'en représentaient plus que seize en 1977 et quinze en 1984.

Premier producteur mondial de pétrole depuis 1974 - et de gaz naturel depuis 1983 - l'URSS connaît des difficultés inédites. Les nouveaux gisements sont situés de plus en plus loin à l'est de l'Oural, alors que l'énergie est consommée à l'ouest. Aux coûts de transport élevés, s'ajoutent les frais de production et d'investissement de plus en plus lourds, en raison de contraintes géologiques (profondeur des gisements), climatiques (complexité du forage en sol gelé), technologiques (perte de pression, infiltration d'eau). Ce secteur a aussi été particulièrement mal géré, et les autorités ont destitué le ministre responsable en 1985.

Ces problèmes sont d'autant plus préoccupants que les hydrocarbures représentent, en 1987, 80 % des rentrées en devises de l'État (contre 43 % en 1975), dont environ 60 % pour les seules ventes d'or noir. L'URSS partage ses exportations entre deux marchés : les pays socialistes du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), principalement ceux d'Europe ; les pays à économie de marché, industrialisés ou en voie de développement.

* Chercheur au Centre d'économie internationale des pays socialistes, université Paris-L.

Entre 1975 et 1981, Moscou accroît fortement ses recettes pétrolières en devises fortes tout en garantissant l'approvisionnement de ses partenaires du CAEM. En 1982 toutefois, l'URSS choisit de faire porter sur l'Europe de l'Est les effets de la dévalorisation de sa production en réduisant de 10 % ses livraisons - elles se réduiront, entre 1981 et 1986, de 79,5 millions de tonnes à 67 millions, mais repasseront en 1987 à 78 millions. Malgré ces restrictions, les exportations en direction de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) chutent, entre 1984 et 1985, de 81,2 millions de tonnes de pétrole à 67,5 millions. Si elles remontent à 83,9 millions de tonnes en 1987, les recettes en devises demeurent, en raison de la baisse du prix du baril, inférieures aux prévisions : 17,2 milliards de dollars en 1984, 8,8 milliards en 1986, 11,7 milliards en 1987. Résultats d'autant plus inquiétants que les prix sont calculés en dollars dévalués par rapport aux monnaies européennes qui servent à payer l'essentiel des importations soviétiques.

En 1987, les quantités de brut exportées n'ont pas retrouvé le niveau de 1984 malgré la stratégie de réexportation adoptée par Moscou. La baisse des cours a en effet incité ses partenaires du monde arabe (notamment l'Irak, la Syrie, la Libye et l'Algérie) à payer leurs achats d'équipements et d'armes en pétrole. Ces quantités représenteraient aujourd'hui 25 % des ventes d'or noir aux pays occidentaux.

Ce comportement paraît en contradiction avec les engagements de Moscou, fin 1986, de réduire ses exportations de 10 % pour soutenir les efforts de l'OPEP en vue de rééquilibrer le marché. Mais tant que l'URSS n'aura pas trouvé d'autres sources de devises, ses déclarations de principe seront démenties par les faits. Toutefois Moscou, qui est un fournisseur majeur des pays occidentaux (6 % de leurs achats), ne joue aucun rôle dans la définition des prix du marché et son comportement sur le marché spot demeure prudent, afin de ne pas faire baisser les cours.

Dans les années qui viennent, la stratégie de Moscou restera sans doute inchangée : orienter en priorité ses ventes vers les pays de l'OCDE afin d'obtenir, en échange, la technologie nécessaire à la modernisation de l'économie.

La lente

margina

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

De nouvelles initiatives

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

La guerre du Golfe a-t-elle provoqué une véritable révolution dans le monde du pétrole ? Les experts s'accrochent à cette question. Certains estiment que la guerre a été un véritable tournant, d'autres qu'elle n'a été qu'une simple perturbation. Mais il est certain que la guerre a eu des conséquences importantes sur le marché pétrolier. Les prix ont augmenté, les tensions ont augmenté, et les pays du Golfe ont été mis en lumière. Mais la question reste ouverte : la guerre a-t-elle vraiment changé le monde du pétrole ?

marginalisation du détroit d'Ormuz

L'intensification de la « guerre des tankers » et la montée des pressions iraniennes durant l'année 1987 ont aussi convaincu les Koweïtiens de faire de même. Des études d'ingénierie sont actuellement menées pour un projet d'oléoduc Koweït-Yanbou, d'une capacité de 500 000 b/j à 1 million de b/j, dont les travaux, qui dureraient deux ans, pourraient commencer en 1989.

D'autres plans sont aussi discutés. Pour l'Irak, un oléoduc vers la Turquie. Pour l'Irak, un oléoduc vers Akaba en Jordanie. Pour le Koweït, une option vers Akaba également, utilisant le parcours de la Tappine actuellement sous-exploitée. Pour les pays du Conseil de coopération du Golfe, un oléoduc débouchant en mer d'Oman ou

un embranchement sur la Pétroline saoudienne.

Si seulement les plus probables de ces plans sont menés à bien, les pays du Golfe disposeraient en 1990-1995 d'une capacité d'exportation par oléoducs hors Ormuz de 13 millions de b/j (contre seulement 2,3 millions de b/j en 1980 à la veille du conflit irako-iranien, et 4,45 millions à la fin de 1986). Cette expansion, dictée par des considérations purement stratégiques, réduira considérablement le rôle du détroit d'Ormuz, qui n'aura alors pas plus d'importance que d'autres nœuds pétroliers stratégiques, tel le détroit de Bab-el-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge.

De nouvelles interdépendances régionales

BAB-EL MANDEB, la « porte des pleurs », est sans doute appelé, dans les années 90, à acquérir la même célébrité que le détroit d'Ormuz aujourd'hui. Deux fois plus étroit que ce dernier, Bab-el-Mandeb commande, dès la prochaine décennie, le passage de 7 à 10 millions de b/j de pétrole brut et de produits raffinés, deux fois plus qu'actuellement. En 1988, 7 millions de b/j transitent par Ormuz.

Au sud de Bab-el-Mandeb se trouvent les bases militaires française, à Djibouti, et soviétique, à Aden et Socatra. Au nord, ce sont les marines égyptienne et israélienne qui sont les plus actives. Les milieux diplomatiques bien informés estiment qu'il existe un accord tacite entre les pays riverains pour éviter une trop grande militarisation de la mer Rouge : mais ce consensus louable résistera-t-il à l'épreuve du pétrole ?

Seul producteur important d'or noir dans la mer Rouge, l'Égypte est rejointe maintenant par deux autres pays. Le Yémen du Nord extrait déjà 175.000 b/j et ce volume doit passer prochainement à 200.000 b/j, puis doubler d'ici à 1990. Son voisin, le Yémen du Sud, pourrait rapidement porter à 300.000 b/j - puis à 500.000 b/j au début des années 90 - une production limitée pour l'instant à 10.000 b/j. Reste le Soudan dont les capacités potentielles (50 000 à 100 000 b/j) sont entièrement à la merci de l'évolution politique intérieure, notamment dans les provinces du Sud, où fait rage la rébellion du colonel Garang et où sont situés les gisements découverts par le « major » américain Chevron.

En termes de transit maritime, la mer Rouge draine, en 1988, environ 600.000 b/j de pétrole brut en provenance du Golfe (Iran, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman) auxquels s'ajoutent les quantités déversées par les oléoducs saoudiens (Pétroline) et irakiens (IPSA) dont la capacité atteindra 6,4 millions de b/j dans quelques années.

A l'aube du XXI^e siècle, le paysage pétrolier autour de la péninsule Arabique connaîtra ainsi de profonds bouleversements. Les pays producteurs joueront d'une souplesse nouvelle de répartition de leurs exportations. L'Irak, pays le plus enclavé du Golfe avant la guerre, posséderait un système d'exportation souple et diversifié : sept

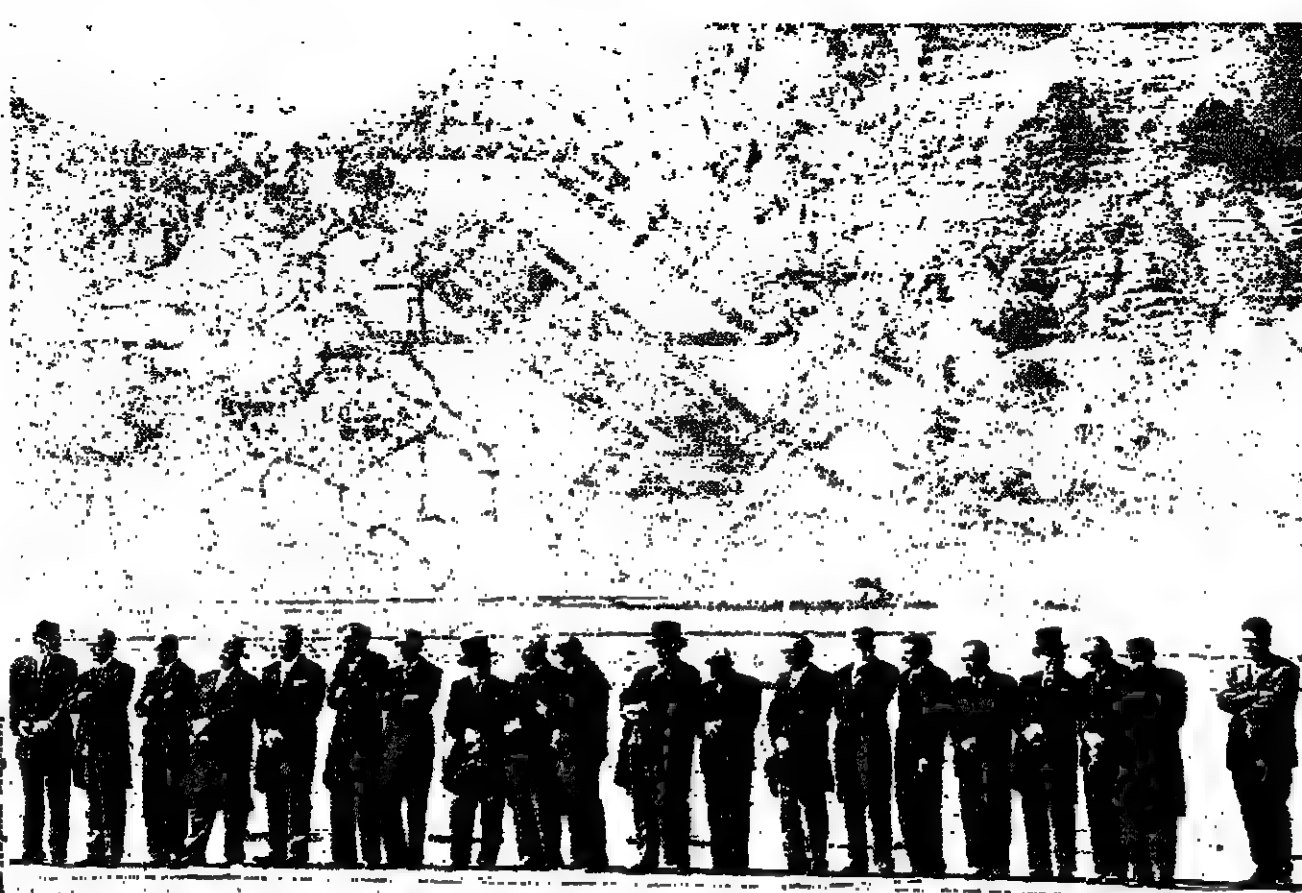
oléoducs débouchant sur quatre terminaux répartis en Arabie saoudite, Liban, Syrie et Turquie sans compter le terminal de Fao. Sa capacité d'exportation installée atteindra 7,25 millions de b/j dès 1991 et dépassera 8 millions en 1995, soit largement plus que sa capacité de production actuelle - 3 millions de b/j - ou future - 6 millions de b/j en l'an 2000. Bagdad disposera ainsi d'une marge de négociation substantielle avec les pays par lesquels transite sa production, alors que la fermeture de l'oléoduc transyrien en avril 1982 l'avait contraint à un tête-à-tête avec Ankara.

L'Arabie saoudite et la Turquie deviennent d'importants points de passage, renforçant les interdépendances régionales. La capacité de transit de l'Arabie saoudite sera de 7 à 8 millions de b/j alors que sa production au premier semestre 1988 atteignait 4,3 millions de b/j. Le projet visant à porter à 4,8 millions de b/j la capacité de la Pétroline s'assure pas seulement la sécurité des exportations de Ryad mais pousse les autres pays du Conseil de coopération du Golfe - en particulier

La revanche de l'Égypte

VIEUX pays de transit l'Égypte est en passe de prendre une belle revanche sur l'histoire. L'importance nouvelle de la mer Rouge va propulser le pays au premier rang de l'actualité pétrolière et redonner au canal de Suez une importance quelque peu perdue depuis sa fermeture entre 1967 et 1975. En 1956, lors de sa nationalisation par Gamal Abdel Nasser, le canal assurait 60 % du transit du pétrole importé par l'Europe ; tombé aujourd'hui à 20 %, ce pourcentage devrait remonter à 50 % à la fin de la prochaine décennie. Sans compter l'oléoduc Samed (Suez-Méditerranée)...

Les transporteurs pétroliers se préparent déjà à ces évolutions. Les supertankers, jaugeant plus de 250.000 tonnes de port en lourd et qui font actuellement le tour par le Cap vers l'Europe ou les Amériques, seront atteints par la limite d'âge dans une dizaine d'années. Et les nouvelles com-



INAUGURATION D'UNE RAFFINERIE EN IRAN EN 1980. À l'époque où l'Occident pariait sur le chah...

Koweït, Qatar et les Émirats arabes unis - à choisir un embranchement avec la Pétroline plutôt qu'un oléoduc vers l'océan Indien. La capacité de transit de la Turquie et l'argent ainsi gagné - respectivement 1,5 million de b/j, plus 200.000 b/j exportés par l'Irak par la route et 335 millions de dollars - pourraient doubler d'ici 1995.

mandes portant sur des navires dits « Suazmax » - conçus pour traverser le canal de Suez à pleine charge - au détriment des supertankers.

Ces transformations risquent de faire apparaître un clivage entre l'Europe et le Japon. Le Vieux Continent deviendrait tributaire de la mer Rouge et de la mer Méditerranée, alors que le Japon resterait dépendant du détroit d'Ormuz. Les États-Unis, quant à eux, pourraient importer indifféremment de l'une ou l'autre de ces régions.

Ainsi, alors qu'à l'horizon 2010-2020 s'écouleront de nombreux gisements - dont ceux de la mer du Nord - et que le Golfe concentrera à nouveau une plus grande part de la production mondiale de pétrole, l'émergence de nouvelles voies de transport rendra plus sûrs les approvisionnements.

PIERRE TERZIAN.

Quand les États-Unis revendiquaient leur part

Après la première guerre mondiale, de longues négociations s'engagèrent sur l'avenir des provinces arabes de l'Empire ottoman, dont on savait le sous-sol riche en pétrole. Le Royaume-Uni, puissance dominante, s'attribua la part du lion au grand dam de ses alliés, la France mais aussi les États-Unis. Le 12 mai 1920, dans une lettre à lord Curzon, secrétaire au Foreign Office, M. Davis, ambassadeur américain à Londres, écrivait :

(...) L'administration de Palestine et de Mésopotamie durant la période intermédiaire de l'occupation militaire a donné lieu à plusieurs communications entre le gouvernement des États-Unis et celui de Grande-Bretagne, relatives aux questions qui ont créé une impression malheureuse dans l'esprit de l'opinion publique américaine : les autorités du gouvernement de Sa Majesté dans la région occupée ont donné des avantages aux intérêts pétroliers britanniques qui n'ont pas été accordés aux compagnies américaines ; en outre, la Grande-Bretagne se prépare tranquillement au contrôle exclusif des ressources pétrolières dans cette région.

L'impression en question, croit-on, a été provoquée en grande partie par les nouvelles des déclarations autorisées concernant la politique pétrolière de la Grande-Bretagne, et des travaux actuels, tels que la construction de pipelines, chemins de fer et raffineries, l'exploitation de certains puits de pétrole (...).

Le gouvernement des États-Unis croit qu'il est autorisé à participer à toute discussion concernant le statut de telles concessions pétrolières, non seulement à cause des droits existants assignés à des citoyens américains, mais aussi parce que le traitement équitable de telles concessions est essentiel dans l'application des principes généraux auxquels le gouvernement des États-Unis est intéressé.

(Sources : André Nouzeil, *Les pétroliers au Proche-Orient*, Flammarion, Paris, 1970.)

AFRIQUE CONTEMPORAINE

LA REVUE DE RÉFÉRENCE SUR L'AFRIQUE NOIRE ET LES ILES DE L'Océan Indien

TOUS les aspects de la vie africaine : géographie, histoire, économie, politique, culture, littérature, art, sport, etc.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire Paris 7 75006



PÉTROLE AU PROCHE-ORIENT

« La guerre devait durer cent ans... »

« La guerre devait durer cent ans... »

le premier producteur

Entre 1975 et 1981, le Gabon a connu une véritable révolution pétrolière. Les recettes ont augmenté de 10 à 15 milliards de francs. Le pays a pu financer son développement et améliorer son infrastructure. Mais, à partir de 1982, le prix du pétrole a chuté, entraînant une baisse des recettes et une crise économique.

En 1987, les quantités de brut exportées ont diminué de 10 à 15 %. Le pays a dû recourir à des emprunts pour financer ses dépenses. La situation économique est devenue critique.

Le Gabon a tenté de diversifier son économie, mais sans succès. La dépendance au pétrole reste totale.

GABON

Les illusions perdues

Par FABRICE BEKALE

J'ADIS ébloui de l'Afrique noire, le Gabon connaît sa plus grave crise depuis l'accession à l'indépendance : baisse de 50 % des recettes pétrolières de l'État ; dette de 2 milliards de dollars ; inflation à 15 % ; chômage et compression du personnel dans de nombreux secteurs. Pour expliquer ces difficultés, les autorités invoquent l'effet conjugué des baisses du dollar et du baril de pétrole. Pourtant, quand on songe aux moyens dont a disposé l'État pendant les années 60 et surtout 70, on ne peut qu'être frappé par les conséquences désastreuses du modèle de développement adopté depuis l'indépendance.

Certes, les performances économiques des deux premières décennies de l'indépendance ont pu paraître prometteuses : avec un produit national brut par habitant d'environ 3 000 dollars et une population n'excédant pas - malgré des statistiques erronées - 850 000 âmes, le Gabon apparaissait comme un cas atypique sur le continent.

La conjonction d'un capitalisme excessif et d'un nationalisme bien timide a accru la fascination pour le « miracle » gabonais, qui attirait un grand nombre d'expatriés, dont 25 000 Français. Amorcée par l'exploitation du bois au début du siècle, la mise en dépendance du pays s'est poursuivie à travers l'exploitation de l'or noir. Si les revenus ainsi obtenus ont permis d'assurer une réelle économie de production, libérée de pétrole - la rente représente, en 1984, 43 % du produit intérieur brut, 83 % des recettes d'exportation, 65 % des recettes du budget - l'État est devenu, pour le régime et sa clientèle, une machine à redistribuer cette manne. De vastes projets plus que constatables servent de moyen de légitimation interne et externe. Ainsi le chemin de fer transgabonais, qui doit écouler vers le côté le fer de Bafanga, coûte 1 000 milliards de francs CFA (1), alors que sa

finalité reste douteuse (2). Par le truchement des solidarités tribales, le partage du pécule pétrolier a entretenu l'illusion de la prospérité.

Ces prodigalités expliquent en partie la crise de l'endettement extérieur survenue en 1977 : mais ce coup de semonce est vite oublié avec la hausse du prix du baril en 1979. Aujourd'hui apparaissent à nu toutes les carences de l'économie : étroitesse du marché intérieur, manque de main-d'œuvre qualifiée, inégalité régionale, vulnérabilité d'une économie extravertie, spéculation foncière. La richesse ayant été mal maîtrisée, l'État connaît une crise de trésorerie le contraignant à tazer tous les revenus supérieurs à 100 000 francs CFA, alors que les industries privées refusent de s'acquiescer de l'impôt de « solidarité nationale ».

Les entreprises de l'État sont cédées au secteur privé : ainsi les transports en commun (SOTRAVIL) ou le commerce (CODEV). Les exhortations officielles au renforcement du secteur agricole - dans un pays qui importe 88 % de son alimentation - ou à la création de petites et moyennes entreprises risquent de vider le mot. L'obstacle est à la fois économique - défilées structurelles - et politique - immobilisme du régime.

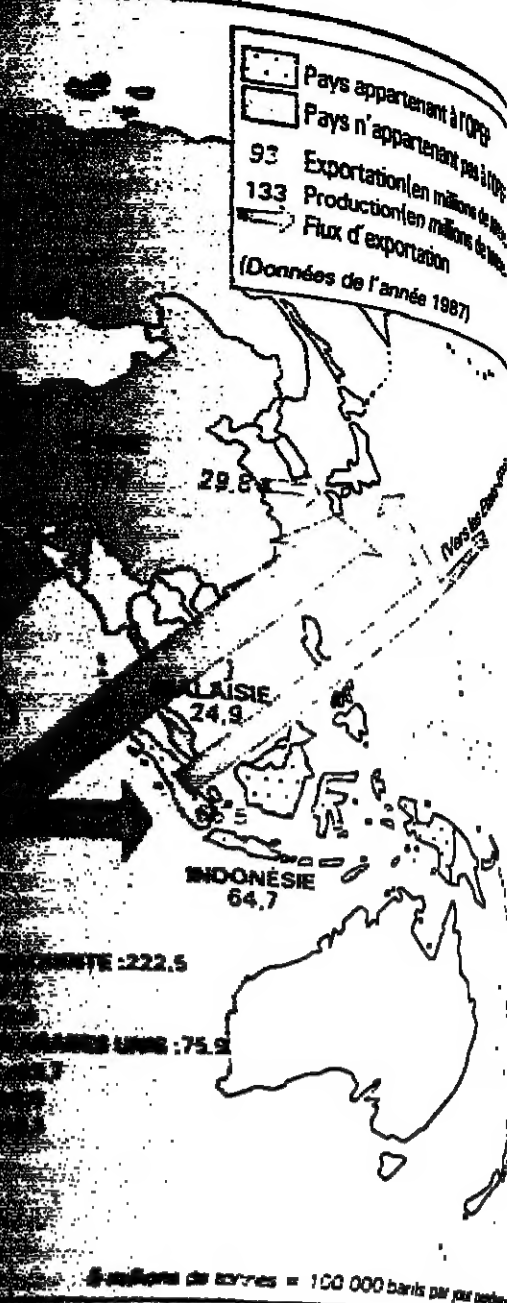
Alors que le Gabon célèbre le 7 novembre 1988 le vingt et unième anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Omar Bongo, le pays ne paraît pas au bout de ses peines. Les recettes découvertes de pétrole ne permettront sans doute pas d'inverser la tendance, la production étant descendue de 10,5 millions de tonnes en 1978 à moins de 8 millions en 1987. Les années d'euphorie ont été celles du gaspillage des revenus au profit d'une élite sans projet de société : comment pourrait-elle aujourd'hui répondre à la situation catastrophique de l'économie qu'elle-même a contribué à créer ?

(1) 1 franc français = 50 francs CFA.

(2) Voir Roland Pourrier, « Stratégie économique et politique du Pécunier : le Transgabonais », *Mémoires*, Paris, n° 25.

120150

LA COMPÉTITION



« LE DÉSORDRE. ÉLOGE DU MOUVEMENT », de Georges Balandier

Un sociologue à l'écoute du monde scientifique

Par RENÉ PASSET

GEORGES BALANDIER poursuit l'entreprise qui, partant de l'anthropologie (l'Afrique, l'Asie, l'Amérique), l'a conduit à explorer les espaces de la modernité (le Pouvoir, la science, le Dérèglement). Dans le Désordre (1), il s'agit, nous dit-il, de « construire une sociologie dynamique, générale, fondée sur une double expérience : celle des sociétés de la tradition soumises à l'épreuve des grandes transformations, celle des sociétés de la modernité où prédominent le mouvement et l'incertitude ».

Si le thème du désordre lui paraît essentiel, c'est que les façons dont il est considéré - en lui-même et dans sa relation à l'ordre - expriment autant de conceptions du monde. Celles-ci varient selon les lieux et les temps, et notamment les paradigmes qui, à chaque époque, fédèrent la connaissance scientifique.

La science mécaniste pour laquelle, dès le dix-neuvième siècle, « l'Univers est désordonné sans mystère », symbolise celui-ci par l'image de l'horloge réglée à tous les niveaux par le même système de lois. L'ordre et le désordre s'opposent alors et s'excluent mutuellement : le premier garantit le bon fonctionnement de la machine et le second le perturbe. L'horloge est ce qu'elle est, construite et achevée, extérieure et supérieure aux hommes. La science a pour mission d'en découvrir progressivement les secrets, d'en révéler l'ordre et de faire reculer le voile de l'ignorance que comble le mythe : « Sous la rigueur du regard, et sous les coups

multiple et convergents des questions et des interrogations catégoriques dont l'esprit éveillé s'arme de toutes parts, vous voyez les mythes mourir » (Valéry).

Dès le début du dix-neuvième siècle, cependant, la machine à vapeur, dont Carnot étudie les lois de rendement, porte un coup sévère à cette image : à l'éternelle répétitivité des mouvements horlogers répond la dégradation du combustible, devenu irréversiblement cendre et fumée pour alimenter la machine. Ce monde-là, qui tourne toujours selon les lois de Newton, obéit en même temps aux principes de la thermodynamique - le second notamment, celui de l'entropie, dont découle une progressive uniformisation au bout de laquelle se situe la mort thermique de l'Univers. Ici, l'ordre est aux origines et le désordre croissant guide la marche du monde, en obéissant comme le montre Boltzmann à des lois de probabilités qui n'avaient nullement leur place dans le système précédent.

Aujourd'hui enfin, à la suite notamment des travaux de Prigogine, nous savons qu'un apport en énergie suffisant puisse engendrer des phénomènes d'ordre et d'organisation : ce sont les structures hexagonales apparaissant à la surface d'un liquide chauffé que l'on chauffe, les tourbillons du cours d'eau, les oscillations périodiques issues de certaines réactions chimiques. Von Foerster et Atlan montrent comment, des vastes brassages animés par le désordre, peut émerger progressivement un ordre parmi une immensité de combinaisons potentiellement réalisables. L'ordre et le désordre, loin de s'opposer, se combinent ici dans un mouvement constant de destruction créatrice.

mais les évolutions, les crises et les instabilités... plus seulement ce qui demeure, mais aussi ce qui se transforme, les bouleversements géologiques et climatiques, l'évolution des espèces, la genèse et les mutations des normes qui jouent dans les comportements sociaux » (Ilya Prigogine et Isabelle Stengers). Le désordre révèle ici sa double dimension de force à la fois destructrice et créatrice : d'une part, la société « méritée », la prolifération d'informations et d'images « en temps réel » effaçant l'espace et gommant le déroulement du temps, l'indécision d'une humanité ayant perdu ses repères traditionnels ; d'autre part, la crise envisagée comme processus de réorganisation, et plus largement la prise de conscience d'un mouvement de complexification pouvant susciter la création d'un ordre supérieur à l'ancien.

Face au désordre « qui ne se cantonne pas », Georges Balandier examine trois types de réponse sociale :

- celle du totalitarisme, débouchant à la limite sur « une machine-monde... qui absorbe l'espace, le temps, les forces naturelles et sociales, les êtres, en tirant une part de ses énergies de ceux qu'elle exclut, utilise, consomme. Cette relation à la machine est un rapport au mécanisme, au non-vivant et donc à la mort » ;
- celle de la personne, pouvant se traduire soit par le rejet de toute norme, de toute valeur stable, et la recherche des jouissances immédiates ou, au contraire, par la recherche des valeurs de la religion et du sacré, mais pouvant aboutir aussi à sa propre négation dans les formes extrêmes que représentent les sectes ;
- celle du mouvement, enfin, dont on sent bien qu'elle a sa préférence (« penser ce temps et en ce temps, c'est nécessairement penser le mouvement »), qui peut, elle aussi, dégénérer, dans « le petit culte des fondateurs et des gagnants », des « pilotes expérimentés pour temps difficiles », la glorification « du héros de la performance et du dirigeant qui sait mener son entreprise » - ou, au contraire, déboucher sur « une conquête, une création constante que des valeurs jeunes, une éthique nouvelle et largement partagée orientent. Ce qui implique de donner toutes ses chances à ce qui est porteur de vie et non à ce qui relève du fonctionnement mécanique ».

Une recommandation qui semble avoir guidé la rédaction de ce livre, riche de faits, d'idées et d'analyses, dont le bouillonnement est celui-là même de la vie foisonnante et créatrice.

« LE PROTESTANTISME DOIT-IL MOURIR ? », de Jean Baubérot

L'œcuménisme et les risques de dilution

Par PAUL VALADIER

« LES protestants sont-ils, en France, une espèce religieuse menacée, une ancienne minorité française en voie de quasi-disparition ? Et si cela est, l'équilibre écologique - écologique culturelle, morale, spirituelle - du pays ne va-t-il pas se trouver peu ou prou menacé ? » (p. 14). C'est à cette double question redoutable - à vrai dire, surtout à la première - que tente de répondre Jean Baubérot, connu par ses travaux d'historien et de sociologue, protestant réformé convaincu (1). Il faut quelque courage pour oser poser publiquement une interrogation qui sans doute agite beaucoup de luthériens ou de réformés ; par là, d'ailleurs, leur inquiétude rejoint celle de nombre de catholiques qui, tout en ayant la position théoriquement dominante dans l'horizon religieux français, constatent une baisse de la pratique et une montée de l'incroyance et de l'indifférence religieuse, particulièrement dans les jeunes générations. Mais l'originalité de Jean Baubérot vient de ce qu'il s'attaque plus particulièrement de l'avenir d'une minorité : celle-ci ne va-t-elle pas être noyée et perdre toute identité ?

Le poids de la question s'aggrave lorsqu'on ouvre le dossier historique récent, comme le fait l'auteur avec une grande maîtrise. En effet, son interprétation de la place du protestantisme sur la scène française met devant une contradiction, très digne, par beaucoup de côtés, de la tradition calviniste.

Cette contradiction apparaît d'abord lorsque, au début de la III^e République, les protestants misent sur la laïcisation de l'État ou caressent le rêve d'une « protestantisation » de la France : le catholicisme n'était-il pas à ce point compromis avec les ennemis des libertés et de la République qu'il pouvait être considéré comme dévotiel ? Mais Jean Baubérot, qui ne cache nullement ce qu'avait d'anticatholique l'engagement « laïque » des protestants, montre aussi que ce procès a entraîné une parcellisation même du protestantisme, devenu « religion à la carte », mais surtout que la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat a en quelque sorte figé la situation et, paradoxalement, redonné à l'Eglise catholique un statut quasi officiel et privilégié.

A cette première contradiction politique s'en ajoute une autre, religieuse celle-là, certainement plus pernicieuse aux yeux de Jean Baubérot. Elle provient des efforts de l'œcuménisme, des volontés de dialogue notamment avec l'Eglise catholique. Certes, ici encore, les protestants ont pu d'abord penser que le dialogue œcuménique permettrait une « protestantisation » de l'Eglise catholique (retour à la Bible, mise en cause d'un fonctionnement autoritaire et dogmatique), et par certains côtés, l'auteur n'est pas loin d'admettre que c'est bien ce qui s'est passé. Mais du même coup le piège apparaît : si l'on est totalement proche, si des différences minimes séparent les Eglises, à quel point persiste à revendiquer une identité propre ? Ne faut-il pas parler d'une unité des Eglises toutes prises dans une sorte de grand œcuménisme catholique ?

Le rite et le mètre

DE ces différentes conceptions l'auteur tire des grilles de lecture qu'il applique à l'interprétation des sociétés. Il ne lui paraît pas suffisant d'opposer des sociétés « froides », qui seraient régies par des lois semblables à celles de la mécanique classique et par la réversibilité, à des sociétés « chaudes », qui seraient gouvernées par les principes d'une dynamique sociale, l'irréversibilité et l'entropie. Car, dans toutes, cohabitent l'aspiration à l'ordre conservateur et les perturbations du désordre, créateur de nouveauté.

Les sociétés traditionnelles tirent leur structure symbolique et leurs mythes de la conception d'un ordre existant hors du temps, régnant à la fois l'Univers et les hommes. Le désordre que les travaux apparaissent comme une force négative qu'il faut éliminer, maîtriser ou canaliser : tel est le rôle du rite, du sacrifice, de la fête (fête des fous, carnaval, charivari, où l'ordre à l'envers) - ne s'exprime un temps que pour être mieux contenu ; la tradition azéque révèle même cette image, thermodynamique avant la lettre, d'une énergie de l'Univers qui s'épuise « dans la chaleur de la vie » et que reconstitue le sang des sacrifices humains. Dans ces sociétés, « le mythe dit l'ordre, mais à partir du chaos, du désordre, qu'il contribue à ordonner et à maîtriser sans fin ».

Les sociétés du modernisme font, en revanche, de l'ordre et du désordre, deux conceptions indissociables et complémentaires : « Ce ne sont plus d'abord les situations stables et les permanences qui nous intéressent,

fois l'Univers et les hommes. Le désordre que les travaux apparaissent comme une force négative qu'il faut éliminer, maîtriser ou canaliser : tel est le rôle du rite, du sacrifice, de la fête (fête des fous, carnaval, charivari, où l'ordre à l'envers) - ne s'exprime un temps que pour être mieux contenu ; la tradition azéque révèle même cette image, thermodynamique avant la lettre, d'une énergie de l'Univers qui s'épuise « dans la chaleur de la vie » et que reconstitue le sang des sacrifices humains. Dans ces sociétés, « le mythe dit l'ordre, mais à partir du chaos, du désordre, qu'il contribue à ordonner et à maîtriser sans fin ».

Les sociétés du modernisme font, en revanche, de l'ordre et du désordre, deux conceptions indissociables et complémentaires : « Ce ne sont plus d'abord les situations stables et les permanences qui nous intéressent,

fois l'Univers et les hommes. Le désordre que les travaux apparaissent comme une force négative qu'il faut éliminer, maîtriser ou canaliser : tel est le rôle du rite, du sacrifice, de la fête (fête des fous, carnaval, charivari, où l'ordre à l'envers) - ne s'exprime un temps que pour être mieux contenu ; la tradition azéque révèle même cette image, thermodynamique avant la lettre, d'une énergie de l'Univers qui s'épuise « dans la chaleur de la vie » et que reconstitue le sang des sacrifices humains. Dans ces sociétés, « le mythe dit l'ordre, mais à partir du chaos, du désordre, qu'il contribue à ordonner et à maîtriser sans fin ».

Une sorte d'identité immuable...

AUSSI Jean Baubérot prend-il parti pour une réaffirmation nette et sans vergogne de la spécificité protestante contre tous les risques de dilution ou d'effacement sous les embrassades œcuméniques. Certes, on attendait qu'un sociologue fit pénétrer dans la vie concrète des Eglises, expliquant quelles sont leurs forces humaines et spirituelles réelles, sur quels points les Eglises se fixent des tâches significatives de leur identité. Mais ce dossier n'est pas ouvert. Au contraire - et c'est là sans doute la fragilité essentielle du livre - au destin historique qui semble conduire à la dilution l'auteur n'oppose guère plus que la réaffirmation volontariste des « trois mots d'ordre : Dieu

seul, l'Ecriture seule, la grâce seule » (p. 249) ou le principe théologique du « salut par la seule grâce de Dieu de Jésus-Christ, offert sans médiation à tout être humain » (p. 29). On s'étonne, par exemple, qu'on puisse revendiquer une sorte d'identité immuable, comme si le seul protestantisme n'avait pas renoncé à des mises en cause et n'avait pas été, lui aussi, obligé de s'expliquer avec ses principes fondateurs. Les travaux du Groupe des Dombes, à peine évoqués dans le livre, à mon étonnement, ont précédemment montré que pour tous, protestants comme catholiques, l'avenir n'est pas dans la réaffirmation obstinée de principes intangibles comme tels (qui croit à l'Ecriture seule, sans interprétations, et donc sans traditions interprétatives ?), mais dans l'acceptation des débats théologiques qui obligent les uns et les autres à faire bouger ce que des séparations séculaires avaient sclérosé.

Dans les revues...

LE MOUVEMENT EUROPEEN. Trop souvent réduit à la corruption conçue l'essence du grand marché européen, le mouvement se trouve dans ce numéro sur le thème « 1992, et après ». Des Européens convaincus, tels M. Edgar Pisani, Hans-Joachim Vogel ou Guido Carli, ne dissimulent pas les apogées d'un projet d'abord pensé en termes économiques. Au total, une dizaine d'articles sur le rôle de l'Etat, les problèmes monétaires, sociaux, agricoles, sur les régions ou la politique de recherche. Au nom du tiers-monde, M. Julius Nuyere s'exprime en partenaire inquiet. (N° 3/4, novembre-janvier, trimestriel, 75 F. - SACP Initiatives, 62, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.)

LES POUVOIRS. Un bilan critique de droit administratif français, de ses dysfonctionnements et de son évolution face au développement du droit communautaire européen. (N° 46, septembre, trimestriel, 85 F. - PUF, 14, avenue du Bois-de-L'Epine, 91003, Evry cedex.)

AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT. Une étude sur le régime des changes et la politique monétaire de la future Namibie indépendante et des analyses sur les conséquences de l'ajustement structurel en Afrique. (Vol. XII, n° 3, 1987, trimestriel, 35 F. - CODESRIA, BP 3304, Dakar.)

AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT. Une étude sur le régime des changes et la politique monétaire de la future Namibie indépendante et des analyses sur les conséquences de l'ajustement structurel en Afrique. (Vol. XII, n° 3, 1987, trimestriel, 35 F. - CODESRIA, BP 3304, Dakar.)

AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT. Une étude sur le régime des changes et la politique monétaire de la future Namibie indépendante et des analyses sur les conséquences de l'ajustement structurel en Afrique. (Vol. XII, n° 3, 1987, trimestriel, 35 F. - CODESRIA, BP 3304, Dakar.)

REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. Un numéro spécial consacré au bilan de cinq ans de finances publiques en France (1983-1987). (N° 22, 1988, trimestriel, 120 F. - Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris.)

DÉFENSE NATIONALE. Une étude sur « les facteurs des exportations d'armement » et les moyens de relancer ce commerce. Un plaidoyer en faveur des bâtiments de surface, « outils irremplaçables de notre rayonnement ». (Octobre, mensuel, 40 F. - 1, place Joffre, 75009 Paris.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 96 F. - UNESCO/Eves, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Organisation de coopération et de développement économiques.

- « CHANGEMENT DE CAP EN POLITIQUE ÉCONOMIQUE. ONZE ÉTUDES DE CAS : comment onze pays membres - dont les États-Unis, le Japon et la France - se sont adaptés dans les années 70 à des situations économiques « intenable ». (OCDE, Paris, 1988, 143 pages, 60 F.)
- « LE VIEILLESSEMENT DÉMOGRAPHIQUE. CONSÉQUENCES POUR LA POLITIQUE SOCIALE. (OCDE, Paris, 1988, 98 pages, 100 F.)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture.

- « QUEL EMPLOI POUR LES JEUNES ? Une série d'études sur les causes du chômage des jeunes dans les différentes régions du monde, et sur les remèdes. Préface d'Alain Touraine intitulée : « Un monde qui a perdu son avenir ». (UNESCO, Paris, 1988, 277 pages.)

STERN
GRAVEY
Carnet de route
Papier de luxe
le prestige de la presse
Atelier : 47, Passage des Capucines
PARIS 2^e Tél. 01.42.34.84.84

120

livres

AMÉRIQUES

LE JEU DU POUVOIR

Dans les coulisses de la Maison Blanche. — **Walter Dill Scott**
★ Belfond, Paris, 1988, 340 pages, 120 F.

Après avoir été longtemps correspondant du New York Times en URSS, Walter Dill Scott a écrit un livre qui est une véritable plongée dans les coulisses de la Maison Blanche. Il raconte les intrigues, les rivalités, les alliances, les trahisons, les secrets, les mensonges, les manipulations, les jeux de pouvoir qui se jouent dans le palais présidentiel. C'est un livre qui est à la fois une œuvre de journalisme et une œuvre de fiction.

LE BARBARE IMAGINAIRE

— **Edmond de Launay**
★ Éditions du Cerf, Paris, 1988, 120 F.

Le « spectre d'un système idéologique », dit Edmond de Launay, est le spectre du « barbarisme ». C'est un livre qui est à la fois une œuvre de philosophie et une œuvre de politique. Il explore les racines du barbarisme, ses manifestations, ses conséquences, et propose des pistes pour le combattre.

MAUVAIS

— **Alain Finkielkraut**
★ Grasset, Paris, 1988, 120 F.

« Mauvais », dit Alain Finkielkraut, c'est le contraire de « bon ». C'est un livre qui est à la fois une œuvre de philosophie et une œuvre de politique. Il explore les racines du « mauvais », ses manifestations, ses conséquences, et propose des pistes pour le combattre.

MAUVAIS

— **Alain Finkielkraut**
★ Grasset, Paris, 1988, 120 F.

« Mauvais », dit Alain Finkielkraut, c'est le contraire de « bon ». C'est un livre qui est à la fois une œuvre de philosophie et une œuvre de politique. Il explore les racines du « mauvais », ses manifestations, ses conséquences, et propose des pistes pour le combattre.

MAUVAIS

— **Alain Finkielkraut**
★ Grasset, Paris, 1988, 120 F.

« Mauvais », dit Alain Finkielkraut, c'est le contraire de « bon ». C'est un livre qui est à la fois une œuvre de philosophie et une œuvre de politique. Il explore les racines du « mauvais », ses manifestations, ses conséquences, et propose des pistes pour le combattre.

MAUVAIS

— **Alain Finkielkraut**
★ Grasset, Paris, 1988, 120 F.

« Mauvais », dit Alain Finkielkraut, c'est le contraire de « bon ». C'est un livre qui est à la fois une œuvre de philosophie et une œuvre de politique. Il explore les racines du « mauvais », ses manifestations, ses conséquences, et propose des pistes pour le combattre.

MAUVAIS

— **Alain Finkielkraut**
★ Grasset, Paris, 1988, 120 F.

« Mauvais », dit Alain Finkielkraut, c'est le contraire de « bon ». C'est un livre qui est à la fois une œuvre de philosophie et une œuvre de politique. Il explore les racines du « mauvais », ses manifestations, ses conséquences, et propose des pistes pour le combattre.

du mois

CEUX QUI REFUSAIENT LA DÉFAITE

« Les Hommes d'Uriage »

DES purs, dont la pureté attendait pour se manifester la fin de 1942, ont fait, font encore, grief à Uriage de s'être fondée en août 1940, donc sous le couvert des institutions de Vichy. C'est oublier, ou ignorer, que le secrétaire d'Etat à la Jeunesse était truffé de gens qui avaient cessé d'être pétainistes avant leur naissance, pour la raison que le vieux maréchal était déjà mort : en 1923 exactement, selon le constat de décès dressé par de Gaulle. Certes, Dumoy de Segonzac, le « Vieux Chef » de trente ans, croyait alors que l'homme de Monrobie était encore celui de Verdun. Après tout, cette fidélité à une illusion qui sera déçue était moins surprenante et plus respectable que la brusque conversion des « pétainistes rouges ».

En tout cas, Uriage n'existait que pour abriter et nourrir un refus intellectuel et spirituel total à la défaite et à tout ce qui semblait en découler. Et dès l'été suivant, le visiteur de passage, formé à ce parfum, humait que la clandestinité y était déjà commencée. Avant de devenir une clandestinité si l'on peut dire ouverte, puis qui éclatera dans les maquis, enfin dans le corps franc « Bayard », jusqu'à retrouver la lumière et la guerre tout court dans l'armée de Lattre.

Pierre Bitoun (1) a tenu à citer les détracteurs d'Uriage, par souci d'impartialité, mais sans voir que ce qu'il expose, en fait, c'est le sectarisme impénitent, ou une autre rancune ; et aujourd'hui, pour le dire à l'avance, c'est à regretter que l'auteur n'ait pas été plus sévère envers les « pétainistes rouges » qui la précipitent toujours, avec délectation, non sans talent, dans le faux.

Les jeunes lecteurs, et même les autres, plus ou moins instruits des drames, mémoires, humiliations de l'Occupation,

découvriront avec étonnement la fraternité qui régnait dans cet étrange couvent d'Uriage ; et en conséquence, non moins surprenante, une tolérance serine où toute pensée, toute parole est reçue ; où vivent ensemble le monarchiste et le marxiste, chrétiens et farouches laïques, « le chef gaulliste et l'intellectuel déjà maoïste ». L'unité se fera jusqu'à ce que, non moins volontiers solitaire et silencieux, non moins à vocation de Père supérieur, et sur son « pessimisme incorrigible », alors qu'il s'agit, au fond, chez Stries, d'un regard à longue distance. Tout un chapitre est consacré à Hubert Beuve-Méry, celui qui, au « lâche soulagement » avait préféré l'absolu refus des « accords » de Munich ; il s'achève sur la création du Monde. Le premier numéro paraît pour annoncer ce que l'optimisme ambiant n'avait pas prévu : l'offensive allemande en Alsace. Cinq anciens d'Uriage y prouveront la mort.

Le grand mérite de l'auteur, c'est d'avoir su convoquer et écouter pour nous ces « hommes d'Uriage », à travers le temps, pendant et après l'aventure sur laquelle ils témoignent et réfléchissent tout au long de ces trois cents pages, qui sont aussi, à un voyage biographique dans la société française.

Avec la particularité étonnante que, dans des échantillons évidemment remarquables, cette société de Gaullois aura donné pendant quatre ans l'exemple d'un miraculeux accord. Il aura fallu Bitoun.

Y. F.
(1) Pierre Bitoun, *Les Hommes d'Uriage*, L. Découverte, Paris, 1988, 298 pages, 130 francs.

CULTURE

L'ARGENT ET LES LETTRES. — Jean-Yves Mollier
★ Fayard, Paris, 1988, 362 pages, 180 F.

A lire le titre seul, le lecteur s'attend à voir aborder une question très actuelle et dans une perspective critique. Mais le livre est d'un historien, il s'agit donc du passé, et plus précisément des années 1880-1920. Actualité démentie, puisqu'il date la naissance du « capitalisme d'argent » au XVIII^e siècle, ce qui est à la fois une erreur et une nouveauté. Or, quel que soit l'éditeur, l'auteur ne veut pas le dire, tout a changé quand « l'argent » est devenu une grande entreprise dont les banquiers orientent l'activité. Tandis que l'écrivain, lui, jusqu'à nouvel ordre, reste un individu. Le rapport est donc bouleversé. L'auteur est devenu l'ouvrier travaillant à façon pour l'entreprise, dont la littérature est une des matières premières.

Il y a certes assez longtemps qu'on parle de la « production littéraire » ; mais c'est récemment qu'on voit des catalogues d'éditeurs vendre les « produits » qu'ils vendent. Le livre n'est donc plus une œuvre mais un produit, à l'égal d'une voiture, d'une boîte de conserve ou d'une blouse à dents. D'ailleurs, toujours le livre, « les lettres » sont-elles autre chose qu'un alibi ? L'écrivain non commercial trouve accueil chez les éditeurs sérieux, dont le bénéfice commence après le millionnaire exemplaire ; alors que l'entreprise d'édition perd encore de l'argent, ce qui n'est pas sa vocation, au huitième mille. Dans les grandes entreprises, la littérature ne doit guère compter que pour 10 % de la production.

On attend de Jean-Yves Mollier une histoire, les documents ne manquent pas, d'après 1920 — où la personne de l'éditeur existait très fortement — pour s'arrêter au temps, à partir des années 50, où le capitalisme de l'édition devient, enfin, digne du capitalisme tout court.

Y. F.

POLITIQUE

PETITE HISTOIRE D'UN GRAND MINISTÈRE. — Bernard Toulemonde
★ Albin Michel, Paris, 1988, 302 pages, 120 F.

C'est un véritable voyage à l'intérieur de l'administration de l'éducation nationale que propose Bernard Toulemonde, ancien directeur dans ce ministère et aujourd'hui recteur de l'Académie de Montpellier. Un décalage des rangs, des structures, des fidélités, des centres de décision, des rapports entre politiques et hauts fonctionnaires, etc. L'auteur, qui a servi sous trois ministres de 1982 à 1987, joint à une maîtrise technique du domaine une solide expérience des hommes, et son analyse s'appuie constamment sur des exemples très précis, décrivant ainsi une véritable cartographie des pouvoirs dans un ministère qui gère 1 500 000 agents.

Un pouvoir d'ailleurs largement « sous influence », tant est sensible le poids des différents groupes de pression, au premier rang desquels la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Le dernier chapitre de cette remarquable radiographie est consacré aux trois « travaux d'Hercule » que sont la réconciliation du public et du privé, la décentralisation et la rénovation de l'enseignement.

BERNARD CASSIN.

SOCIÉTÉ

LES PAYSANS DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, DE LA RÉVOLUTION À NOS JOURS. — Annie Moulin
★ Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », Paris, 1988, 306 pages, 44 F.

Principale composante de la société française jusqu'aux années 50, le monde paysan fut le lieu de formidables mutations. Marqué aujourd'hui encore par ses origines rurales, l'agriculteur a vu évoluer l'activité et le poids de sa paysannerie selon les époques et à travers les différentes régions. Point de départ de l'étude menée par l'auteur, la France de 1789. Le tableau de synthèse que propose cet ouvrage recense deux siècles d'histoire rurale et présente l'avantage de replacer en situation l'étude de la classe paysanne. Elle y est considérée dans ses rapports avec les autres éléments du corps social et non pas comme une entité séparée. Une démonstration organisée et rigoureuse qu'il n'existe plus aujourd'hui une paysannerie à proprement parler mais des paysans, tant les disparités sont grandes à l'intérieur de ce secteur.

CAROLE DANY.

COMMUNICATION

SAGGIO SUI MOVIMENTI DEL 1968 IN EUROPA E IN AMERICA. — Peppino Orioleo
★ Editori Riuniti, Rome, 1988, 304 pages, 24 000 lire.

Brillant spécialiste des communications de masse, le professeur Peppino Orioleo étudie, dans cet essai sur le mouvement de 68, les relations entre la politique internationale au cours des années 60, la circulation de grands thèmes mobilisateurs et les révoltes des jeunes à travers le monde. Il reconstitue le parcours — de San Francisco à Prague, en passant par Mexico, Paris, Rome et Madrid — des grandes idées de 68, repère leurs fondements (classiques du marxisme et de la psychanalyse, mais aussi chanteurs pop) et rappelle les furieux débats qui caractérisent cette « époque de toutes les révoltes ». Une anthologie de textes (documents, prises de position d'intellectuels, tracts...) complétée par passionnant essai.

L. R.

BIOGRAPHIE

IRÈNE DE LIPKOWSKI. — Andrée Doré-Audibert et Annie Morzelle
★ Silex, Laval, 1988, 278 pages, 120 F.

Née en 1898 dans une famille hors du commun — son père, le docteur Marie, sera un précurseur dans le domaine psychiatrique et dans le placement des patients en milieu non hospitalier — Irène se voue à la politique, c'est surtout après la seconde guerre mondiale — durant laquelle son mari, Henri de Lipkowski, meurt en déportation — qu'elle se lance dans l'action et que son itinéraire rejoint celui du général de Gaulle.

A. G.

« L'Argent noir », de Pierre Péan

Par YVES FLORENNE

TOUT le livre s'annonce dans sa phrase d'attaque — c'est la mort : « Plus que la peste hier et le SIDA aujourd'hui la corruption tue. En détournant à leur profit l'argent public, en méprisant au-delà de toute décadence l'intérêt général, de nombreuses élites du tiers-monde doivent être tenues pour responsables, au moins partiellement, de la misère dans laquelle crouissent au moins deux milliards d'êtres humains » (1). L'exorde de ce réquisitoire appelle, avec l'exposé de la réalité, des témoignages et des preuves, le procès implacable qu'il est en effet, la franchise parfois rude, d'autant plus courageuse, de l'auteur, le refus de toute précaution diplomatique, l'indignation courroucée difficile à contenir, loin de rendre moins crédible cette enquête aussi sérieuse qu'approfondie exprimant la vérité nue.

Ici, l'argent noir correspond à ce que fut l'« or noir » (avant le pétrole, puis sans fond d'exploitation) des hommes et de corruption, qui enrichissait. Africains corrompus, les trafiquants de l'ébène ; autre image pour désigner pudiquement l'esclavage. Le plus terrible de cet acte d'accusation, c'est qu'il implique ce qu'on s'interdit de dire publiquement : l'« effranchissement » du tiers-monde l'a plongé dans une misère physique et morale et l'a conduit à subir une domination pire que celle formée atténuée de l'esclavage qu'était la colonisation moderne.

Une pudeur et la mauvaise conscience ont rejeté dans l'oubli ces administrateurs d'un désintéressement et d'une probité absolus, comme d'ailleurs l'était toute l'administration française, et qui vivaient très près de leurs « sujets », voués à toutes les tâches, de la justice de paix à l'assistance sociale. Paternalisme, bien sûr. Mais à leur place, quels parades ! Ceux que Pierre Péan appelle crûment des « chefs de bande ». Sans doute les peuples trouvent-ils quelque amère consolation à être exploités, dévorés jusqu'au sang (ce n'est pas qu'une image) par les leurs plutôt que par l'étranger. Mais ce n'est là, précisément, que la moitié de la vérité.

La corruption est toujours à deux faces : point de corrompus sans corrupteurs. Et l'argent noir a sa source inextinguible dans des mains blanches. Ce qui la corrompue, la diplomatie et la complexité active ou passive des États obligent à taire. Ainsi, ces « échanges » si profitables pour les uns, désastreux pour les autres, sont-ils devenus l'un des articles les plus respectés de la sublime loi moderne : la loi du marché.

L'AUTEUR montre fort bien comment l'Occident, jouant de la cupidité et de la mégalomanie de la plupart des dirigeants du tiers-monde, a épongé le choc pétrolier et a changé pour lui en profit la menace d'une crise redoutable. Il lui a suffi de vendre aux pauvres une production somptuaire ou inutilisable : palais de béton pour les maîtres, et pour les futurs chômeurs, des usines noyées par les sables ou rouillant dans les caisses non couvertes des expéditeurs. Le plus grand méfait aura été d'étendre le mirage aux populations en les détournant des activités qui les auraient du moins à peu près nourris.

Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que c'est à Washington que se sont révélés les incorruptibles : la Corée mit, sur ce point, un terme aux ardeurs libérales de

la libre entreprise en votant le « Foreign Corrupt Practices Act ». Mais les lois sont faites pour être tournées, en attendant d'être abrogées. Quant aux paradis de la corruption, le compte est vite fait des dirigeants humains, soucieux pour « leur » peuple de progrès véritable, et l'auteur ne s'arrête qu'à un seul. Mais il salue le seul pur incorruptible que connaît l'Afrique : Thomas Sankara traqua impitoyablement la corruption ; autre sacrifice : il fut aussi le seul chef africain à dénoncer sans aucune tiédeur et à proscrire dans son État les mutilations sexuelles exercées sur les femmes. Aussi fut-il assassiné. Pour la symétrie, Pierre Péan consacre un autre chapitre à celui qui est devenu, avec ses 2 000 milliards de nos centimes, l'une des trois plus grandes fortunes du monde entier. Quant au « tiers-monde », en voie de développement, oui : pour l'oppression, la misère, la famine et la mort.

Encore fallait-il que les corrompus, outre leur commission, provoque des anges gardiens des paradis fiscaux, reçoivent de quoi payer les merveilleux à eux vendus avec un non moins merveilleux libéralisme. Pendant des années, les banquiers firent la queue pour leur place, non moins libéralement, du crédit. L'auteur ne marque pas de noter que plus de libéralisme encore se dépense, mais sans risque, chez les émirats aux para-chocs en or. C'est cet or-là qui venait se changer en or métallique à la fois vil et décevant. Les banquiers ont fini par s'aviser de leur légèreté, et qu'en la gardant ainsi, non de grain mais de plomb, ils tuaient de leurs mains la poulie aux œufs d'or. Il faut donc se résigner maintenant à de généreux sacrifices pour que la pauvre poulie survive et continue de pondre.

On observera pourtant que les riches et bons fournisseurs de marchandises et de crédit sont rarement des pays totalitaires. Pierre Péan n'écrit pas moins : « Le couple qui forme l'affairisme et la corruption ne peut s'établir librement que dans des pays non démocratiques. » Sous la réserve, toutefois, que tels de ces pays qui passent pour des modèles de démocratie, et sont volontiers professeurs de vertu, peuvent être le théâtre des débats les plus indécents.

Ce qui ne saurait démentir Pierre Péan, ni certes tarir l'optimisme et l'espoir. Mais en attendant un avenir métamorphosé où serait consacré l'avènement universel d'une démocratie véritable, ce qui est universel, à des degrés certes fort divers, c'est la corruption, qui n'épargne pas les pays dits « socialistes ». On peut même y voir prospérer, dans l'impudence générale, d'avidités et de délirantes « croisades » et leur tribu, de race blanche et même « latine ». Pourtant, blanche, noire ou rouge, c'est quand la corruption est française qu'elle indigne le plus Pierre Péan, car c'est au plus vif qu'elle l'atteint.

Mais quel ! dans le monde d'aujourd'hui, insolemment, glorieusement mercantile, si le pays des droits de l'homme et de l'État de droit, répudiant la raison d'État, se donnait pour vocation de devenir le pays des devoirs de l'homme, il serait bientôt voué lui-même à la pauvreté, sans même parler de la déraison.

(1) Pierre Péan, *L'Argent noir, corruption et sous-développement*, Fayard, Paris, 1988, 288 pages, 95 F.

HISTOIRE

LA GUERRE DU BLÉ AU XVIII^e SIÈCLE. — E. P. Thompson, V. Bertrand, C. A. Bouton, F. Gauchier, D. Hunt, G.-R. Ink.
★ Les Éditions de la Passion, Paris, 1988, 237 pages, 120 F.

La foule dans les rues, les convois de grains saisis : au dix-huitième siècle, en Angleterre et en France, se développent des mouvements de taxation populaire du marché alimentaire. Une passionnante étude du fruit de la collaboration d'une équipe de chercheurs, analyse les formes de la contestation sociale et de l'action populaire directe.

L'importance des actions paysannes, au cours de la Révolution française en particulier, atteste que les populations rurales furent à même de formuler des objectifs politiques propres et s'efforcèrent de les atteindre. Un projet qui, disent les auteurs, « affirmait le droit de la communauté à l'existence ». Initiatives individuelles, mouvements régionaux, si l'action paysanne fut multiforme, elle imposa l'abolition du système féodal et s'efforça de constituer, contre le pouvoir de l'aristocratie et celui de la bourgeoisie, une classe sociale développant sa propre attitude à l'égard de la propriété de la terre.

Cet ouvrage apporte nuances et rigueur dans l'étude de l'histoire paysanne du siècle de la Révolution et souligne la complexité des motivations et des comportements.

C. D.

93 ET LES JACOBINS. — Dominique Aubry
★ Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1988, 346 pages, 115 F.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE VUE PAR LES ALLEMANDS. — Joël Lefebvre
★ Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1988, 273 pages, 108 F.

L'ouvrage de Dominique Aubry s'attache d'abord à étudier l'action et les idées des Jacobins, en soulignant le caractère insaisissable de cette problématique. Tout intérêt réside dans une confrontation minutieuse des faits avec leurs représentations idéologiques, en particulier littéraires. Chateaubriand, M^{me} de Staël, Thiers, Vigay, George Sand et Hugo sont pareillement cités comme témoins.

Quant à l'ensemble des textes traduits et présentés par Joël Lefebvre, il comble une lacune considérable. Des premiers jugements portés à chaud sur les événements à la vision de Hegel, en passant par tous les théoriciens du romantisme allemand et ses poètes, il nous invite à découvrir non seulement le foisonnement d'idées suscité par la Révolution, la diversité des jugements portés sur les événements de 1789, mais surtout l'impact qu'ils eurent sur des théoriciens essentiels et peu connus en France, comme Hardenberg, Franz von Bader ou J. Götter.

JEAN-MICHEL PALMIER.

ADOLPHE CRÉMEUX. L'oublié de la gloire. — Daniel Arson
★ Le Seuil, Paris, 1988, 382 pages, 130 F.

Un homme considérable, reflétant son siècle et le marquant. Un surdoué qui le demeura toute sa vie. Un Adolphe Thiers qui serait passionné de tactique. A contre-courant de la Restauration, il est venu, à trente ans, pour le plus grand avocat de France. Le député de Châteauneuf, le garde des sceaux de 1848, le ministre de la justice de 1870, l'homme « qui mit Louis-Philippe en voiture », qui conseilla les Bonapartes et compta la prison après le 2 décembre, ne s'efface pas moins devant le prodigieux détachement de l'égalité des hommes quelle que soit leur religion. Juif — non pratiquant — il se veut d'abord « citoyen français », il préside le consistoire central et l'Alliance israélite universelle. Engagé à fond pour les communautés juives ou chrétiennes d'Orient, dans un consensus qui est à l'honneur de l'opinion publique du siècle dernier, il fait, par décret, « des indigènes français de l'Algérie [des] citoyens français ».

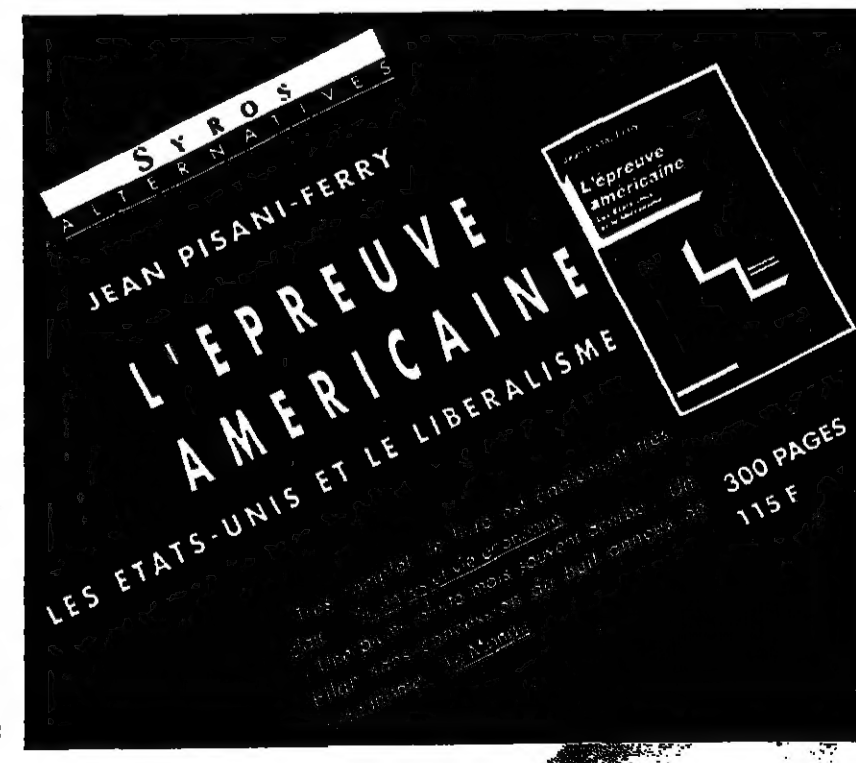
GEORGES BUIS.

THOMAS PAINE OU LA RELIGION DE LA LIBERTÉ. — Bernard Vincant
★ Aubier Montaigne, Paris, 1987, 383 pages, 118 F.

Le 30 novembre 1774, le paquebot *London-Packet* touche au port de Philadelphie après avoir traversé l'Atlantique. A son bord, un Anglais inconnu, désargenté, malade de fièvre. Son nom : Thomas Paine. Sa seule richesse : une lettre de recommandation signée par Benjamin Franklin, qui le présente comme « un jeune homme plein d'idées et de mérite ». Le pharos se justifiait bien. Désormais, le sort de Paine se retrouve lié à l'histoire. Auteur du *Sens commun* (1776), il participera étroitement à la séparation des treize provinces d'Amérique de l'Angleterre. Auteur des *Droits de l'homme*, (1791), il participera étroitement aux tumultes de la Révolution française.

Formidablement élevée, cette biographie rend enfin justice à un démocrate qui rêvait d'harmoniser liberté politique et justice sociale et qui, pour cette raison peut-être, fut calomnié de tous côtés, tant vivant que mort.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.



AVANT LA FOUDRE NUCLÉAIRE

Le rêve technicien et la décision politique

Par PHILIPPE FORGET et GILLES POLYCARPE*

L'HEURE est au désarmement. Il serait indécemment de s'en plaindre. Ce processus exige cependant de la France une vigilance soutenue : elle ne saurait participer à une négociation internationale sur les armes nucléaires, tandis que les deux Grands resteraient surarmés, ni, à l'inverse, se laisser aller à des ambitions dépourvues de sagesse politique. Certains esprits, agités par la disparition des forces nucléaires intermédiaires (FNI), décrivent la posture stratégique française, jugée « dogmatique », et rêvent de lui substituer une imitation incohérente de la riposte graduée américaine. Trop effrayante en elle-même, la menace de riposte massive, disent-ils, ne serait pas crédible. Travestie par ses détracteurs en doctrine du tout ou rien, la dissuasion française devrait s'orienter vers une stratégie de ripostes souples, graduées, et adaptées à des attaques adverses que l'on suppose alors sélectives.

Cette position sape les fondements mêmes du républicanisme français : la République, comme gouvernement de la volonté générale, n'a rien à négocier dès lors que la liberté de son peuple est mise mortellement en péril. La culture politique française, bien plus républicaine que libérale, ne fait pas de la nation une addition d'intérêts particuliers ou une conjonction de fœdalités, mais le projet irréfutable de la liberté et du progrès dont la défense ne saurait admettre une graduation dans la riposte.

Au plan conceptuel, cette attitude méconnaît la logique de la dissuasion : l'agresseur potentiel peut clairement imaginer la sanction inévitable que la France lui infligerait après une éventuelle attaque et il ne peut jamais avoir la certitude que cette riposte n'interviendrait pas. L'évaluation du risque nucléaire pesant en premier lieu sur lui, et non sur l'agressé, ce simple ordre des perceptions valide la dissuasion minimale française. Quant à la tentation des ripostes sélectives, le président de la République, M. François Mitterrand, en a lui-même fait justice : « On ne suppose pas tout un échelonnement de batailles successives sur un territoire aussi étroit ([l'Europe], avec une capacité de destruction aussi considérable (1)). » En outre, les Européens ne veulent pas d'un accroissement incoordonné des dépenses de défense et des arsenaux nucléaires sur leur sol, d'autant que la tension Est-Ouest tend à s'estomper.

Toute forme de riposte graduée ou différenciée se situe déjà dans une perspective d'échec de la dissuasion. Elle postule une guerre nucléaire dans laquelle l'escalade serait résistible grâce à la sélectivité et à la souplesse des frappes. Or personne ne peut parler sur une limitation de la bataille nucléaire en Europe : parvenu à ce stade, le conflit révélerait la nature et la totalité des forces de la modernité, et il mobiliserait toutes les armes

de la technique, jusqu'à l'apocalypse de notre histoire. Les deux dernières guerres en Europe sont-elles restées limitées dans leur ampleur et leur intensité ?

Mais, disent les partisans de la dissuasion différenciée, des frappes antirusses, en évitant le tout ou rien, sont plus crédibles, donc plus dissuasives. C'est là réduire la crédibilité de la menace nucléaire aux spécificités techniques des armements, et oublier le caractère éminemment politique et « destinal » de l'arme atomique. Quand l'adversaire suppose une attaque, il ne peut envisager le passage au nucléaire qu'en cas d'exacerbation radicale de l'hostilité politique. Comment, dès lors, la France pourrait-elle prétendre, aux yeux de l'adversaire, déclencher le feu nucléaire, par lequel elle se risquerait elle-même, pour protéger des enjeux mineurs ou pallier une insuffisance de sa défense conventionnelle ?

Un saut qualitatif

IL n'existe pas de « zone grise » entre des enjeux mineurs et des enjeux vitaux, qui serait couverte par des frappes antirusses. Seul existe un saut qualitatif opérant la transformation d'un conflit limité en une guerre totale. Et c'est la possibilité de ce saut, dont le moment reste incertain pour l'adversaire, qui fonde la réalité de la dissuasion nucléaire. L'agresseur potentiel sait ainsi qu'il existe une limite du supportable qui, une fois atteinte, déclenche l'ultime avertissement et risque de le précipiter dans l'apocalypse. La notion d'ultime avertissement n'est pas un artifice de sophiste. Elle exprime, dans le discours stratégique, la signification politique du saut dans le nucléaire et, à la limite, n'est pas liée spécifiquement à la stratégie française. Elle révèle que, pour tous les belligérants, s'impose l'alternative suivante : soit le premier échange nucléaire est l'occasion dernière de la reconnaissance de l'autre, soit il énonce la négation totale et définitive de l'ennemi. La dialectique dissuasive est déjà consommée dans l'esprit des protagonistes lorsqu'ils passent à l'acte nucléaire, sauf ultime et unique sursaut de la raison.

Les concepts de « riposte graduée » ou de « dissuasion différenciée » présupposent un temps linéaire et séquentiel comme durée d'une crise aiguë en Europe. Or cette crise doit plutôt être interprétée comme un mouvement d'accumulation des forces matérielles, sociales et spirituelles antagonistes. Elle demande à être saisie dans sa totalité, pour savoir si son enjeu est limité, ou si elle constitue déjà un affrontement décisif qui appelle la foudre nucléaire. A ce moment, le sonci essentiel du politique est de percevoir si la totalité de l'affrontement est réellement en devenir. Le paradoxe de la crise est qu'il lui faut le risque de la guerre totale pour produire sa vérité ou son artifice. On ne peut prétendre la maîtriser par la juxtaposition de frappes nucléaires

sélectives : la question fondamentale de la crise est de juger justement si oui ou non le feu nucléaire doit être allumé ! En définitive, l'option du tout ou rien est un faux problème. La dissuasion est intrinsèquement liée à l'estimation politique des enjeux et des volontés. Elle anticipe une situation qui, comme somme d'événements en continu, dépassement, peut se transformer en choc agonique. Elle place d'emblée le spasme nucléaire comme horizon de la violence armée. On ne peut vouloir décomposer ce spasme sous peine d'avouer déjà son incapacité à assumer sa liberté. La crédibilité de la dissuasion nucléaire relève originairement du jugement et de la volonté du politique. Comme l'a dit fort justement M. Jean-Pierre Chevènement : « Cette volonté ne dépend pas de la présence sur le terrain de tel ou tel type de matériel (2). » Le rêve technicien ne peut se substituer à la décision politique.

La doctrine stratégique française, peaufinée au fil des ans, procède d'une lecture attentive de la nature politique de la dissuasion. Dans cette perspective, toute stratégie qui vise à interdire la guerre doit veiller aussi à ce que la crise ne puisse survenir ou se développer hors de toute contrainte, les forces classiques jouant un rôle crucial pour en prendre la mesure. Face à une puissance démentée de ces forces, un adversaire pourrait être tenté par des opérations militaires. Il montrerait sa détermination, alors que l'agressé ne disposerait pas des moyens pour vérifier si celle-ci est réelle. Des forces classiques sont donc nécessaires : d'une part, elles éclairent sur les intentions de l'agresseur ; d'autre part, elles s'opposent à ses stratagèmes d'intimidation en évitant de compromettre la dissuasion nucléaire pour défendre des enjeux mineurs.

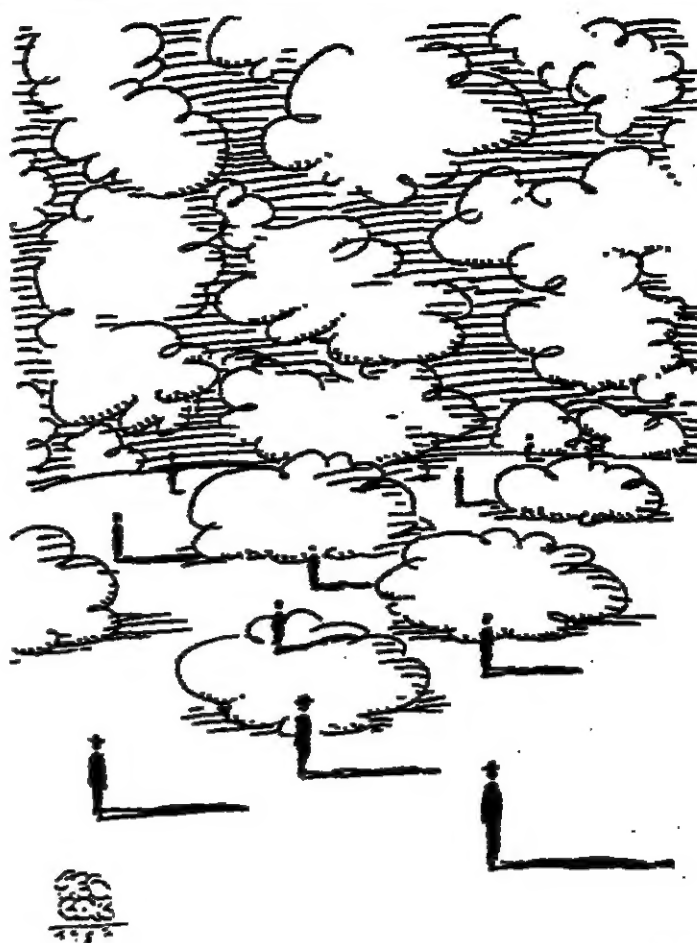
Mais les seuls moyens militaires ne suffisent pas à asseoir la sécurité, c'est-à-dire les conditions politiques et stratégiques d'un ordre de paix stable. En amont de la menace nucléaire, il faut s'appuyer sur une dynamique de la sécurité. Des alliances vivantes et clairement définies, une conduite sage du désarmement conventionnel et chimique peuvent en être les rouages essentiels. Par ses alliances, une puissance moyenne accroît l'incertitude d'une superpuissance sur la définition de ses intérêts vitaux et lui interdit tout gain limité car leur conflit ne pourrait rester confiné dans un cadre bilatéral.

Par le désarmement, une puissance moyenne peut travailler à instaurer la

confiance et veiller à corriger les déséquilibres militaires compte tenu des asymétries géostratégiques. Défense et sécurité ne sont pas une alternative, mais les deux pôles complémentaires d'une même action pour la paix dans la liberté. Si la volonté d'exister politiquement exige d'être prêt à assumer l'épreuve de la crise, la prudence, comme vertu politique, demande d'ordonner un paysage de paix en Europe.

Gouvernant le choix d'un désarmement équilibré, la prudence doit régler aussi la stratégie des moyens de la dissuasion. Le destin d'un peuple étant en jeu, l'autorité politique ne doit pas admettre que la décision du feu nucléaire lui soit dictée par les besoins de la bataille, alors que le conflit général pourrait ne pas avoir atteint, à ses yeux, le seuil de l'intolérable. La frappe préstratégique d'ultime avertissement doit être déchargée des soucis militaires tactiques. Les moyens de cette frappe ne sauraient donc voir leur crédibilité d'emploi déterminée, dans la perception adverse, par la manœuvre des forces classiques. Ce serait indiquer à l'adversaire jusqu'où il peut aller. Son incertitude serait diminuée et la dissuasion affaiblie. Le président de la République doit impérativement disposer de moyens qui ne restreignent pas son espace de décision, tout en accentuant l'incertitude de l'agresseur potentiel. Ces moyens ont seulement besoin d'être suffisants, sans à se développer en dehors de toute pertinence légitime, car la défense et la sécurité de la France — et, au-delà, celles de l'Europe — reposent avant tout sur le choix de l'intransigence républicaine et de l'intelligence politique.

(1) Rencontre avec la presse, le 12 juillet 1988, à l'issue de la visite de la base aérienne de Luxeuil.
(2) Intervention au colloque de la revue *Wehrkunde*, Munich, 6 février 1988.



Seipak

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

Elections américaines : l'attente de l'Amérique latine, par Françoise Barthélemy.

PAGES 4 et 5 :

Les prémices d'une société de partenariat aux Etats-Unis, par Pierre Dommergues.

PAGES 6 et 7 :

PLANÈTE, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 8 et 9 :

Les multinationales omniprésentes et... impuissantes, par Jacques Decroix. — Mortelle démission du syndicalisme, par Christian de Brie.

PAGES 10 et 11 :

SUR LES CAUSES DE LA PAUVRETÉ DES NATIONS ET DES HOMMES DANS LE MONDE CONTEMPORAIN, par Michel Beaud.

PAGES 12 et 13 :

L'ALGÉRIE SOUS LE CHOC, par Ignacio Ramonet. — Ceux qui tirent la sonnette d'alarme, par Sadia Ayata. — Dans la presse française, par Alain Gresh.

PAGE 14 :

L'ÉLAN RETROUVÉ DE LA DIPLOMATIE SUD-AFRICAIN, par Alain Gresh. — Petites manœuvres pour contourner les sanctions, par Steve Askin.

PAGES 15 à 18 :

LA CHINE EN CRISE : à la campagne, montée des différenciations sociales, par Roland Lew. — En ville, la classe ouvrière et la résistance aux changements (R.L.). — Une jeunesse à la fois choyée et désorientée, par Patrice de Beer. — Le nécessaire combat contre les privilèges et pour la démocratie, par Liu Binyan.

PAGE 19 :

La responsabilité des marchands d'armes dans la guerre du Golfe, par Olivier Rusebach.

PAGES 20 et 21 :

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (V) : De l'école à l'université, l'injustice toujours recommencée, suite de l'article de Gérard Courtois.

PAGES 22 et 23 :

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : Le risque d'une formidable régression des politiques fiscales, par

Christian de Brie. — La justice au service des intérêts économiques ou des citoyens ? par Jean-Paul Jean.

PAGE 24 :

A la recherche de la politique communautaire, par Bernard Cassen. Colloques et rencontres.

PAGES 25 à 28 :

Remmes : deux vocations pour l'Europe (supplément).

PAGES 29 à 32 :

LE PÉTROLE SOUS L'EMPIRE DU MARCHÉ : coûteuses mutations, par Pierre Terzian. — URSS : un rôle subsidiaire pour le premier producteur, par Catherine Mercier. — La lente marginalisation du pétrole d'Ormaiz (P.T.). — Gabon : les illusions perdues, par Fabrice Bekale. — Une longue guerre contre l'OPEP, par Michael G. Renner.

PAGE 33 :

Un sociologue à l'écoute du monde scientifique, par René Passet. — L'occultisme et les risques de dilution, par Paul Valadier. Dans les revues...

PAGES 34 et 35 :

LES LIVRES DU MOIS : « L'Argent noir », de Pierre Péan, par Yves Florenne. — « Il Pendolo di Foucault », d'Umberto Eco, par François Vitrac. — « L'Arc de Dieu », de Jaroslav Durych, par Marie-Françoise Allala.

Le Monde diplomatique du mois d'octobre 1988 a été tiré à 170 000 exemplaires.

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

carnar France

17, rue de la Comète - 75007 Paris
Tél. : 20 50 88 F - Tél. : 47-05-98-61

Novembre 1988

SC
LE N
12 pages - 198
1988
1988

SAI
1988

S
1988

1988

1988

DANS CE NUMÉRO
1988

1988